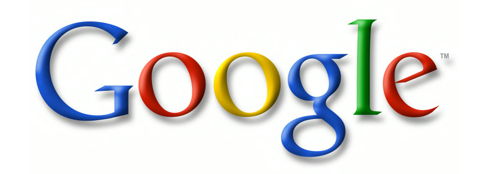
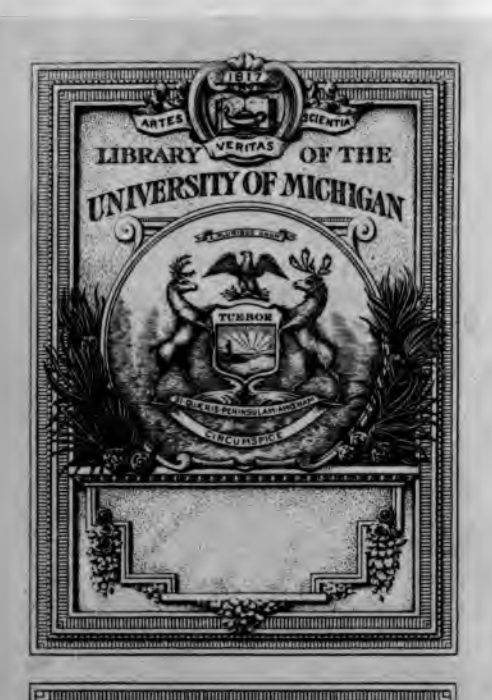



1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



INTRODUCTION

A L'HISTOIRE

DU NIHILISME RUSSE

Paris. — Imp. E. Capiomont et V. Renault, rue des Poitevins, 6.

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE

DU NIHILISME RUSSE

PAR

ERNEST LAVIGNE

PARIS
G. CHARPENTIER, ÉDITEUR
13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13
—
1880

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE

DU NIHILISME RUSSE

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE

DU NIHILISME RUSSE

Paris. — Imp. E. Capiomont et V. Renault, rue des Poitevins, 6.

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE

DU NIHILISME RUSSE

PAR

ERNEST LAVIGNE

PARIS
G. CHARPENTIER, ÉDITEUR
13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1880

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE

DU NIHILISME RUSSE

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

PLAN GÉNÉRAL DE L'OUVRAGE

En intitulant ce livre *Introduction à l'histoire du Nihilisme russe*, nous avons voulu marquer exactement l'intention qui a présidé à tout l'ouvrage. Ce volume peut être à peine considéré comme un essai de philosophie et d'histoire : c'est plutôt un recueil de documents amassés pour l'écrivain qui, plus tard, racontera en détail le duel du nihilisme et de l'ancienne société ; nous pensons qu'à ce moment il sera difficile de faire un travail complet sur *le Nihilisme et les Nihilistes* sans nous consulter ; c'est toute notre prétention.

Le nihilisme est peut-être une maladie contagieuse dont certaines classes de la nation russe souffrent au-

jourd'hui, comme au moyen âge certaines classes souffraient d'atteintes hystériques, démonomanie ou épilepsie. Mais il y a un nihilisme allemand (Schopenhauer et Hartmann); il y a un nihilisme français : l'esprit de négation a existé de tout temps; Pyrrhon était nihiliste. Ce qui a varié, ce sont les formes du nihilisme.

D'autres que nous se sont attachés à l'intéressante étude du mal épidémique qui s'est répandu sur la Russie. Un Italien, M. Arnaudo, a publié un livre où les différentes étapes du nihilisme sont marquées avec un grand souci de la vérité. L'auteur est un jeune homme; cela se voit à certaines naïvetés, mais son livre ne manque point de portée. Il a paru le 20 février dernier.

Le 15 du même mois, M. Leroy-Beaulieu publiait dans la *Revue des Deux-Mondes* un court travail sur le même sujet : nous n'avons eu à puiser ni chez M. Leroy-Beaulieu, ni chez M. Arnaudo, et voici pourquoi.

Le 15 décembre 1879, la *Liberté* donnait de nous l'article suivant, qui peut aujourd'hui servir de préface : à ce moment déjà nous indiquions le plan auquel nous avons obéi.

« On pensait en avoir fini avec le nihilisme. En Russie, on s'endormait dans une sécurité menteuse. Après tant de procès politiques éclatants, après ces rigueurs, ces proscriptions, ces verges, ces pendaisons, le pouvoir affermi s'assoupissait dans la confiance. Mais la tentative criminelle de Moscou, le procès Mirski, et hier la proclamation du comité exécutif d'un gouvernement occulte, tous ces symp-

tômes de la vie mystérieuse d'un parti puissant et déterminé sont venus dessiller les yeux des plus insouciants, faire tomber des illusions qu'on conservait encore au palais d'Hiver. Et maintenant qu'il est avéré que la société actuelle, au nord de l'Europe, est divisée en deux camps, l'un qui veut une révolution complète, une sorte de subversion totale; l'autre qui veut le maintien de l'état actuel, une question redoutable se pose : Qui des deux cédera? qui des deux sera vainqueur?

« L'heure est peut-être venue, pour les écrivains qu'intéresse le grand mouvement social qui se prépare en Russie, de nous instruire plus à fond des origines et des causes du nihilisme, de nous enseigner ce qu'ils ont appris. Car, malgré ce qui a été fait dans ce sens, le problème, pour les Français, reste encore obscur. C'est là une tâche difficile, sans doute, mais non au-dessus des forces, et nous avouons que, personnellement, elle nous a tenté. Après avoir écrit le roman du nihilisme[1] et avoir essayé de faire comprendre le mécanisme qui met en jeu tant de forces contraires, nous avons cru possible d'écrire l'histoire d'une secte qui est appelée à faire parler d'elle encore longtemps. L'histoire! non, le mot est trop ambitieux pour un livre surtout composé de notes, de documents et d'observations; mais un essai de philosophie sociale, un amas de matériaux pour les historiens futurs.

« Ce livre n'est pas une œuvre de fantaisie, un recueil fait pour les besoins du jour et destiné à satisfaire une curiosité momentanée. Du moins, c'est

1. *Le Roman d'une nihiliste* (Ollendorf, 27, rue Richelieu).

une tout autre intention qui nous a guidé. Nous avons voulu que le public, qu'on dit déshabitué des ouvrages sérieux, trouvât dans ce volume tout ce qui peut l'aider à penser, à se former lui-même un avis sur tant d'événements qui de loin paraissent étranges, mais qui, vus de plus près, s'expliquent bien facilement. Une entreprise de ce genre eût échoué si nous nous étions borné, avec présomption, à nos propres renseignements et à nos seules ressources. Aussi avons-nous fait appel à des Russes, à des hommes appartenant à tous les partis qui divisent actuellement l'empire. Nous leur avons emprunté des récits, des points de vue, des conseils, des documents pris à des sources authentiques et que nous avons fait traduire ; enfin presque le plan de notre ouvrage. C'était le seul moyen, non seulement d'être intéressant, mais encore, ce qui vaut mieux, d'être sincère. Il est des choses de France qu'un Français seul peut apprécier, certaines intimités secrètes de notre histoire que seul il comprend : de même pour les choses de Russie.

« Qu'on s'imagine un individu que la nature aurait pourvu de tous les dons physiques et intellectuels, de tous les attributs de la beauté et de l'esprit, qui, arrivé à la jeunesse, ne trouverait aucune scène pour se produire, vivrait dans un milieu anormal, dans une perpétuelle défiance, une continuelle servitude, toujours étouffé, toujours refoulé. Qu'on s'imagine un être humain dans ces conditions arrivant à l'âge mûr, n'étant rien, n'ayant rien, le front incliné vers la terre pour un labeur qui ne convient ni à ses forces, ni à ses capacités, ni à ses goûts, vivant d'une vie précaire et stérile, se désespérant

ou s'abêtissant, ou encore se révoltant, et à chaque révolte retombant plus meurtri. C'est là un peu l'histoire du peuple russe. Depuis mille ans qu'il occupe sa place au soleil, ce peuple n'a point vécu de sa vie propre. Les quatre-vingts millions de serfs qui cultivent la vaste surface de la Russie, n'ont jamais travaillé pour eux. Le génie populaire de ces masses profondes n'a jamais eu d'essor ; toutes les tentatives qu'il a faites pour se traduire au dehors ou se reconquérir lui-même, ont toujours avorté sous la main d'un despotisme étranger et brutal.

« Est-il étonnant, puisque les choses sont ainsi, que l'heure ait peut-être sonné pour le peuple russe, d'une révolution à peu près semblable à celle qui, en 1789, a aboli chez nous les privilèges et nous a restitué nos droits? Peut-on se montrer surpris d'un fait si simple? Ce qui mérite, au contraire, d'étonner plus encore, c'est que cette révolution n'ait pas eu lieu, que la race slave ait montré une telle patience et qu'aujourd'hui elle en soit à peine aux préliminaires du mouvement qui changera totalement sa vie ou la lui retirera encore pour des siècles. Ce qu'il faut bien savoir, en pareil cas, c'est que le nihilisme est un terme générique appliqué à tous ceux qui aspirent à une métamorphose sociale, et que, par conséquent, tous les paysans sont nihilistes, car ils veulent une autre répartition de la terre, ne sont nullement satisfaits de la part faite au *mir* russe, à cette société infinitésimale qui est la chose la plus curieuse en soi et la plus stupéfiante : le *mir* est en effet la Commune prise dans son extension la plus large, autonome, disposant des terres à son gré, les distribuant par voie de tirage au sort an-

nuel, vivant avec ses préjugés, ses coutumes, ses lois, simplement reliée au grand corps de l'État par le payement de l'impôt et le service militaire.

« La révolution agraire, c'est-à-dire l'appropriation de la terre au paysan, est donc la base du nihilisme. Mais, interprétée par des révolutionnaires appartenant aux classes moyennes ou aristocratiques, cette idée s'est renforcée en route d'idées étrangères ayant d'ailleurs avec elle une affinité plus ou moins étroite. De là les divisions du nihilisme actuel. Il suffit d'un coup d'œil jeté sur la route déjà parcourue par les nihilistes, pour décomposer les ouvriers du parti en groupes distincts et séparés. Il y a le nihilisme scientifique, le nihilisme doctrinaire, le nihilisme militant. Ce qui a lieu chez nous pour le socialisme, a lieu chez les Russes pour la nouvelle doctrine. Au reste, tous les systèmes politiques subissent les mêmes lois et passent par les mêmes phases : il y a pour eux comme un cercle tracé d'avance, une évolution prescrite. L'histoire n'est-elle pas une répétition ?

« Tchernickewsky est le représentant du nihilisme scientifique; c'est lui qui s'est chargé d'étudier les relations actuelles du capital et du travail. Fortement imbu d'idées modernes et françaises, il est allé plus loin que ses devanciers, dont nous ne pourrions donner ici les noms sans en faire l'histoire, ce qui serait trop long. Tchernickewsky est une sorte de Louis Blanc humoristique. Il écrit avec vivacité, avec chaleur, avec une conviction contagieuse. Mais son nihilisme russe ressemble furieusement au socialisme étranger. Tchernickewsky s'est fait connaître par ses *Lettres sans adresse*, *Une Cri-*

tique des principes de Stuart-Mill, et un roman : *Que faire?* publié dans un journal français. Cet économiste est actuellement déporté. On n'en a aucune nouvelle. Peut-être est-il mort[1], car on l'a exilé dans un district malsain, noté sur les rapports comme « pernicieux à la santé des gendarmes ».

« Le nihilisme doctrinaire ne fait pas, comme celui de Tchernickewsky, la critique des systèmes nés ou à naître. Il pose lui-même ses principes, ses définitions et aspire à une existence personnelle. Il se présente armé de toutes pièces et développe complaisamment ses théories dans les journaux et les revues publiés en Suisse, en Angleterre ou en Russie, même dans les imprimeries clandestines. Le nihilisme doctrinaire nous a donc ouvert des trésors abondants où nous avons puisé à pleines mains. Si ce n'est la partie la plus originale de notre livre, c'en est peut-être la plus instructive. Nous avons fait traduire à ce propos à peu près quatre cents pages d'extraits. Le journal de M. Lavrof, *En avant!* où les idées sociales et politiques de cette fraction importante du nihilisme sont exposées avec une certaine fougue, nous a fourni grand nombre de documents. Nous avons raconté comment se fondent ces journaux révolutionnaires, comment ils vivent, et qui les subventionne.

« Mais arrivons au nihilisme militant. Nous comprenons sous ce nom les polémistes et les hommes d'action, ceux qui organisent la révolution, ceux qui

1. Dix jours plus tard, le télégraphe nous apprenait la mort de Tchernickewsky, et, telle est notre indifférence pour les choses de l'étranger, que cette mort a passé inaperçue.

en sont les témoins et les martyrs. Les théories du nihilisme militant ont été étudiées par nous d'après le *Nabat* (*Tocsin*), d'après le journal *La Commune*, d'après grand nombre de brochures. Les nihilistes d'action sont en querelle avec les nihilistes de doctrine ; à un certain moment même il y a eu scission. Au reste, les meneurs du parti doctrinaire ou militant n'agissent guère que par la propagande et résident à l'étranger. C'est sous leur inspiration que se publie le journal *Terre et Liberté*, insaisissable à la police russe et dont le czar lui-même trouve les feuillets sur sa table de travail. Au parti militant se rattachent les comités exécutifs et l'organisation révolutionnaire. Ici, il faut bien le dire, personne ne sait rien : on en est réduit à deviner.

« Les hommes d'action du nihilisme scientifique, doctrinaire ou militant sont nombreux. Nous avons leurs noms, car la plupart vivent en Europe et demandent l'hospitalité à l'Angleterre, à la France ou à la Suisse. Aussi nous eût-il été facile de tracer leur biographie. Nous n'avons voulu le faire que très sommairement. Mais nous ne pouvions oublier les procès politiques. Là encore se trouve une mine de renseignements pris sur le vif, palpitants et irrécusables. Pour ceux qui ont encore présente à la mémoire la cause célèbre de Véra Sassoulitch, cette prétention ne paraîtra pas excessive. Oui, c'est dans les procès qu'on rencontre les documents les plus authentiques, et, pour nous servir d'un argot expressif, les plus empoignants. Les tribunaux russes fourmillent de scènes inattendues, dramatiques, sauvages et grandioses. Nous leur avons fait des emprunts considérables.

« Il nous semble que les renseignements que nous faisons entrevoir, viennent à point pour jeter quelque lumière sur un horizon obscur et presque fantastique. Il est nécessaire de ramener les faits à de justes proportions et de les habiller de vérité. C'est ce que nous avons essayé de faire. Nous croyons fermement qu'on sortira plus instruit de la lecture de notre travail, et c'est pourquoi nous saisissons la première bonne occasion pour en parler et en dire en quelques mots le plan.

« Le parti nihiliste est fortement constitué; il traite de puissance à puissance. Ne pas vouloir lui reconnaître une force, c'est faire acte d'aveuglement et d'imprévoyance. Dire que de lui tout est mauvais, c'est faire preuve de mauvaise foi et d'impéritie. L'histoire impartiale doit éviter ces écueils, mettre tout esprit de faction à part, chercher le mieux où il est, ne s'inquiéter ni des préjugés ni des superstitions; elle n'a qu'un devoir et qu'un droit : la vérité! Si le gouvernement russe est sage, il se fera révolutionnaire pour éviter la révolution. Il profitera de notre exemple. Que de malheurs évités, si Louis XVI avait compris son temps et l'avènement d'un monde nouveau! »

Ces lignes étaient à peine écrites, que nous lisions dans un journal dirigé par un homme éminent, M. Hervé, les pages qui suivent et qui montreront à quel degré d'aveuglement en arrivent ceux qui veulent à toute force qu'il n'y ait point péril en la demeure.

Rien ne saurait dépeindre la profonde stupéfaction dans laquelle nous plonge ici (à Saint-Pétersbourg), la

lecture de certaines feuilles étrangères. A en croire les journaux de Berlin, surtout ceux de Vienne et même quelques gazettes de Londres, la Russie serait, à l'heure actuelle, à la veille d'un 18 mars, ou, tout au moins, d'un 24 février. Les deux attentats à la personne du czar, qui ont marqué les premiers jours du printemps et les derniers jours de l'automne, semblent donner une certaine couleur de vraisemblance à ce roman politique. Le mystère dont s'enveloppent (et pour cause) les très rares représentants du nihilisme actif, est bien fait pour séduire l'imagination des chroniqueurs et des dramaturges.

On aime à jouer avec le feu, à se représenter tout l'orient de l'Europe couvert d'un épais réseau de sociétés secrètes, à voir le volcan slave prêt à déverser sur le monde ses torrents de lave révolutionnaire. Le bon bourgeois qui lit, au coin du feu, sa politique, n'est pas fâché de se donner, chaque semaine, le régal d'un attentat et le mirage d'une révolution. Il y a là une mine inépuisable de mélodrames non encore exploitée par la littérature. Mais avant peu, sans doute, les mystérieux héros du nihilisme envahiront la scène et nous donneront une nouvelle édition des fantastiques traîneurs de sabre qui passionnaient nos pères, vers 1830, Buridan, d'Artagnan et Yacoub, de Dumas père; Hernani, Ruy Blas et Didier, de Victor Hugo.

Hé bien! au risque de dissiper de poétiques illusions, je dois vous dire, en toute sincérité, que ce tableau est absolument imaginaire. Non, mille fois non, la Russie n'est pas à la veille d'une révolution, ni même d'une émeute. Il faut n'avoir jamais vu l'orient de l'Europe pour assimiler aussi naïvement la politique intérieure des États slaves à celle des États latins. Un jour viendra, sans doute, où la Russie sera appelée à connaître les grandes crises sociales; mais ce jour-là est encore loin. N'oubliez pas qu'à l'heure actuelle, sur les quatre-vingt-quatre millions d'habitants de l'empire, l'ensemble des classes à peu près civilisées, patriciens, lettrés, bourgeois, marchands de toutes les ghildes (encore ceux-ci sont-ils, pour la plupart, entière-

ment illettrés) s'élève à peine à six millions d'individus. Le reste, c'est la masse rurale, ignorante et barbare, et, sous plus d'un rapport, à peine égale au paysan français du treizième siècle.

Ajoutez à cela le caractère du paysan russe, sa profonde apathie, son incurable paresse, sa peur horrible de tout agent de l'autorité, son respect religieux pour le czar, seul souverain de la terre entière à ses yeux, et incarnation palpable de la divinité. Ajoutez-y encore la misère générale, l'ignorance universelle, l'extrême rareté des villes, la dispersion des villages, l'absence complète de vie et de relations sociales, sauf pour une imperceptible minorité d'élite absolument perdue dans ce désert intellectuel. Voilà la vraie Russie, la Russie de l'histoire et non du roman. A vous de juger si un tel peuple est mûr pour une révolution politique, si des cerveaux aussi rudimentaires peuvent s'élever à la conception, assez compliquée en somme, d'un système socialiste. L'évidence et le bon sens répondront non.

Mais alors, comment expliquer le mouvement nihiliste? l'attentat de Solowieff? l'explosion de Moscou? Je vous l'ai déjà dit. Oui, il existe en Russie une minorité ardente, dédaignée de l'aristocratie, maltraitée par le pouvoir, tourmentée par la misère. Ce sont les étudiants, ces quelques centaines de jeunes gens qui végètent dans les masures de Moscou, les faubourgs de Kiew ou derrière les glacis de la forteresse, à Pétersbourg. Dans ces estomacs exaspérés par la faim, dans ces imaginations surexcitées par le spectacle de l'inégalité sociale, dans ces cœurs enthousiastes ulcérés, depuis le traité de Berlin, par une patriotique humiliation (je parle des slavophiles et non des nihilistes), il a germé sans doute d'ardentes colères contre l'ordre des choses, colères qui se traduisent et qui se traduiront encore plus d'une fois, à coup sûr, par des tentatives de meurtre sur les hauts fonctionnaires, les ministres et la personne même de l'empereur.

Nous reverrons encore, tenez-le pour certain, des

attentats pareils à celui de Moscou. Mais nous ne verrons ni révolution, ni émeute, et l'eau de la Néva coulera pendant bien des années sous le pont Nicolas avant qu'on voie s'élever la première barricade à Pétersbourg.

Faut-il attribuer à la conscience d'une tranquillité bien et dûment assurée, le calme absolu de l'opinion publique? Toujours est-il que, malgré l'invraisemblance du fait, personne ne parle plus du nihilisme. L'événement de Moscou n'a produit qu'une impression relativement faible, et depuis longtemps effacée. Le peuple russe s'habitue aisément à toutes choses, aux attentats, aux exécutions comme à tout le reste. Ce qui est vieux de plusieurs mois n'a plus le don de l'intéresser; or, voici près d'un an qu'on parlait du nihilisme. Quoi qu'il arrive, on n'en parlera plus.

Voyez, par exemple, la triple exécution d'Odessa. Les journaux ont raconté le fait : personne n'y a prêté la moindre attention. Et pourtant le procès avait été instructif, les scènes d'audiences assez palpitantes. L'épisode du meurtre de l'espion d'Elisabethgrad formait à lui seul un effrayant chapitre dans ce drame politique. Quelques jours après, trois potences s'élevaient pour ces trois jeunes hommes, Victor Malinska, soldat volontaire d'infanterie, Leïba Maïdenski, aide chirurgien aux hussards du Caucase, et Jean Drobiazkine, ancien séminariste. Malgré l'intérêt poignant de l'affaire, encore une fois elle a passé inaperçue.

Il est, en revanche, deux procès dont tout le monde a parlé ici depuis quinze jours. Je n'en ferais pas mention s'ils ne montraient à la fois sous un jour assez curieux les mœurs de la classe rurale, et l'étrange indulgence de la justice russe à l'égard des délits de droit commun.

Les deux affaires ont eu pour théâtre le gouvernement de Novgorod et pour héros des paysans. Dans le premier cas, ce sont trois femmes qui, sur le conseil d'un vieillard moribond, leur père, ont repoussé par la force les acquéreurs de leur maison, vendue à l'enchère par la commune

pour non-payement des contributions. Bien que le père fût mort de maladie pendant le combat, ces trois viragos ont soutenu un siège de soixante-douze heures, et, perchées sur leur toit d'où il a fallu les enlever avec des crocs, elles ont blessé à coups de briques bon nombre de personnes, cassé l'épine dorsale à un employé de la mairie et broyé la cervelle à un agent de la police rurale. Finalement, le tribunal les a condamnées à deux mois de prison, mais s'est empressé de signer, à l'unanimité, une requête à l'empereur pour obtenir leur grâce complète. Il est à peu près certain que cette grâce sera accordée.

L'autre affaire est plus simple encore, mais plus horrible. Il s'agit de deux petits paysans, l'un de dix ans, l'autre de douze, qui, ayant une querelle avec un petit berger de neuf, l'ont à demi assommé, d'abord à coups de pierres, puis lui ont lentement coupé la gorge avec un vieux canif, malgré ses cris et ses prières. L'opération a duré plusieurs heures. Enfin la tête a été séparée du tronc. Convaincus de ce crime, les enfants ont été condamnés « à être rendus à leurs familles, pour y être bien grondés. » La famille de l'un d'eux se compose seulement d'une vieille grand'mère impotente. Voilà, ma foi, de jeunes assassins qui en sont quittes à bon marché. Avais-je raison de vous dire que la justice russe était plus qu'indulgente quand il s'agit de crimes de droit commun. — Étonnez-vous après cela que plusieurs journaux russes aient cru devoir gémir sur la condamnation de Prévost, le lugubre sergent de ville. Évidemment la loi morale n'est pas partout comprise de la même façon. Si Pascal revenait au monde, il serait fier de sa phrase ; « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà.

. . . .

L'arrestation récente, à Saint-Pétersbourg, d'un Anglais trouvé muni d'un plan détaillé du palais d'Hiver et d'une grande quantité de dynamite, devait redoubler les défiances. Mais bientôt est revenue sur l'eau la question

des langues grecque et latine, dont les gymnasistes (collégiens) russes supportent avec peine l'obligation. A ce concert de critiques, comment a répondu M. Tolstoï? Par une série de circulaires ordonnant de redoubler de sévérité dans l'enseignement du catéchisme, de prudence dans les leçons d'histoire, et de zèle dans l'enseignement de la calligraphie. Du latin et des sciences pas un traître mot. On attend avec quelque curiosité, l'issue de ce duel étrange entre un ministre et l'opinion publique.

Les deux grandes autorités de Pétersbourg sont en froid. Le général Drenteln accuse le général Gourko d'être trop indulgent et de chercher la popularité ! Le général accuse Drenteln de maladresse. En réalité, l'un et l'autre paraissent découragés devant l'évidente impossibilité de prévenir les tentatives d'assassinat possibles sur la personne de l'empereur. Pourtant les deux généraux ont pris chacun quelques mesures. Ordre est donné d'éclairer chaque soir, au moyen de lanternes, toutes les maisons de la capitale. Le nombre des agents de police est augmenté; des sentinelles sont placées, la nuit, autour des casernes; les cochers de fiacre (*isrochiks)* sont astreints à des règlements nouveaux. Quel sera le résultat de toutes ces circulaires? Probablement nul. Du moins elles passent sans inquiéter l'opinion publique qui s'endort, de plus en plus, dans une complète indifférence. Un seul fait servirait à le démontrer.

En ce moment siège, dans la grande salle de l'assemblée de noblesse, à deux pas du Newsky, au cœur de Pétersbourg, le *zemstvo*, la plus haute autorité élective qui soit en Russie. C'est une Chambre des députés en miniature; elle comprend soixante-sept membres; ses séances sont publiques. Il y a trois jours, j'eus la curiosité de m'y rendre, n'ayant pas assisté aux séances depuis la dernière session. On était en pleine délibération au milieu d'une salle vide. Il n'y avait de présents que vingt-huit députés, et, quant au public, il était représenté par deux personnes dont l'une était, selon toute apparence, un agent de

olice. — *Pour un pays qu'on dit en pleine crise révolutionnaire*, vous avouerez que le peuple russe est, à tout prendre, assez indifférent.

Après la lecture d'un tel article, quel lecteur français ne se sentirait rassuré? Cependant, qu'arrivait-il? Un mois et quatre semaines après la publication de cette correspondance, nous apprenions que la dynamite avait commencé son œuvre de mort, et sans parti pris, nous étions obligé de publier dans *la Liberté* les commentaires qu'on va voir.

« L'audace du parti nihiliste ne connaît plus de bornes. Un nouvel attentat, qui dépasse tout ce que l'imagination des romanciers peut concevoir, vient d'avoir lieu au palais d'Hiver, à Saint-Pétersbourg. Ce n'était donc pas une fable que la légende qui représentait le séjour de la famille impériale comme miné par la dynamite. Le fait n'était que trop vrai. Les conspirateurs sont installés au centre même du palais habité par le czar; ce sont peut-être ses serviteurs, ceux qu'il nomme ses amis, à qui il a commis sa sécurité, qui épient ses habitudes et mettent la confiance dont le maître les investit au service de leur traîtrise. Qu'on juge de la situation où se trouve ce souverain qui commande à quatre-vingt millions d'hommes et qui n'est même pas en sûreté dans sa salle à manger! Car c'est là, c'est à la place même où le czar s'assied à la table de famille, que les conspirateurs avaient résolu de mettre à exécution leurs criminels desseins. Les sentiments qu'inspirent de pareils moyens de révolution ne peuvent être douteux : le parti nihiliste, si c'est lui, se couvre d'in-

famie; quel que soit le but, la honte des moyens rejaillit sur les mauvais Russes qui les employent. De telles violences justifient les mesures les plus rigoureuses; la conscience réprouve les extrémités auxquelles en sont venus les anarchistes, et la raison s'en effraye.

« Aveugles pourtant ceux qui refusent de croire à une révolution inévitable dans l'empire russe et dans sa constitution intime. Le palais d'Hiver est le cœur même de la sainte Russie : maintenant que des mains d'une audace infernale ont porté la sape et la mine dans ces murailles gardiennes de la majesté et de l'inviolabilité des czars, c'en est fait : à tort ou à raison, qu'on le veuille ou qu'on s'y refuse, envers et contre tous, c'est une ère nouvelle qui commence, c'est la première étape d'un chemin qui sera rude et long à parcourir. Que de fois déjà, et surtout après l'attentat de Solowieff, notre faible voix s'est élevée pour maudire ces révolutionnaires à qui ni le fer, ni le feu ne sont étrangers, et pour adjurer le pouvoir autocratique de prendre l'initiative d'inévitables réformes! La dynamite a une force latente dont le moindre choc détermine l'explosion : combien plus fortes sont les électricités invisibles qui se dégagent des multitudes opprimées! A celles-là rien ne résiste. Mais il en est temps encore; l'empereur préparait, dit-on, un vaste ensemble de mesures propres à vivifier l'empire par la liberté : que sa grande âme ne se décourage point. Qu'il réponde aux tentatives monstrueuses d'une faction insensée par des actes de générosité et de bonté! Non pas que nous désirions voir le czar se désarmer lui-même en face de ces ennemis cachés et audacieux; mais

c'est qu'il ne faut pas que l'on confonde les vœux anarchiques de la minorité nihiliste, dans leur brutale expansion, avec les souhaits mesurés et légitimes d'un peuple qui ne demande qu'à être conduit et encouragé vers le mieux.

« L'Europe assiste avec émotion aux péripéties de ce duel du nihilisme aux prises avec l'ancienne société. Il ne se passe guère de mois que des nouvelles singulières ne nous parviennent du théâtre même de l'action : tantôt ce sont des imprimeries clandestines que l'on découvre, tantôt ce sont des assauts que la police soutient contre des suspects dont elle veut s'emparer et qui font feu sur elle; tantôt enfin ce sont de longues files d'étudiants que les tribunaux envoient expier en Sibérie des idées trop avancées pour leur époque et surtout pour leur milieu. Ces choses-là se passent dans presque toutes les grandes villes de Russie; et quelle que soit la vigilance du pouvoir, la connivence est universelle; la complicité gratuite est acquise aux nouvelles idées. Tout en déplorant donc une situation qui aboutit à la barbarie des deux parts, tout en jetant un regard de tristesse profonde sur ce qui se passe en Russie, n'hésitons pas à dire au plus fort, c'est-à-dire au czarisme, que dans ce combat, il ne s'agit pas de dire : « J'aurai le dernier ! » Plus de sérénité convient à ceux qui gouvernent les hommes. Il faut résolument demander aux libéraux russes ce qu'ils veulent, s'aboucher avec eux, recueillir de leurs lèvres les doléances et les vœux du peuple russe, donner enfin satisfaction à tant d'énergies sans emploi, qui, par désespoir d'être isolées et dédaignées, recourent aux plus détestables issues. »

Nous rapprocherons des idées qui viennent d'être exprimées ce que nous disions au lendemain de l'acquittement de Véra Sassoulitch. Nous pressentions, à l'encontre des optimistes, que le coup de revolver de cette jeune fille n'était qu'un signal : que son action n'était qu'un début.

« L'avocat de Véra Sassoulitch est un homme déjà vieux : il est de la génération qui a vu fonctionner le « régime de la verge ». C'est un de ces patriotes comme la Russie en a tant, qui vivent sur un sol détesté par espoir d'un avenir meilleur. Jamais son nom n'avait retenti dans les procès fameux. En acceptant de défendre Véra, Alexandrof assumait une tâche ingrate. Il a accompli ce devoir avec une simplicité romaine, digne des vieux âges; et voilà que, presque inconsciemment, cet obscur patron se trouve le plus éloquent des hommes. Son plaidoyer excite la haine, l'admiration, l'indignation et la pitié. Ce Russe a les accents d'un Shakespeare. La destinée qui a suscité Véra Sassoulitch avait en réserve le modeste praticien Alexandrof. Deux âmes se sont révélées : l'une, incarnation très haute du juste; l'autre, incarnation très noble du vrai. De cette rencontre, un grand changement va sortir.

« Malgré nous, il nous revient en mémoire un mot célèbre. Louis XVI apprend la chute de la Bastille et s'écrie : « Mais c'est une émeute ! » — « Non, sire, « c'est une révolution. » Puisse Alexandre II, plus perspicace, ne pas traiter à la légère le tragique roman pour lequel l'Europe entière s'est passionnée.

« Alexandre II n'a pas la mâle beauté physique de son père, le plus beau des hommes, et dont les

Russes ne parlent encore qu'avec enthousiasme et en tremblant; il n'a pas non plus l'inflexibilité morale de Nicolas. Son visage est calme, ses yeux très tristes : il sourit rarement; mais son sourire, dit-on à Saint-Pétersbourg, ressemble à un rayon de soleil qui, tout à coup, percerait des nuages. Il est bon, d'une bonté effective : l'émancipation des serfs devait tenter sa grande âme. Mais la plaie qui dévore la Russie, — la corruption qui ronge toutes les classes à tous les degrés, — était trop vive, trop intense; ce n'est pas un médecin philosophe qu'il eût fallu, mais un chirurgien qui eût tout osé.

« La situation du vaste empire russe, la voici : il est peuplé par quatre-vingt millions d'hommes et gouverné par un seul homme. Tous les États de l'Europe ont une Constitution; lui seul n'en a pas. Le sultan est devenu, malgré lui peut-être, un souverain constitutionnel; l'empereur de Russie est resté un autocrate. De là cette triste figure de la Russie dans notre monde civilisé. Nous avons, d'ailleurs, entendu de nos oreilles, à Saint-Pétersbourg, des Russes commencer dans un salon des récits par ces mots : « Quand j'étais en Europe ! » Eux-mêmes ont conscience de leur véritable place.

« L'horreur des derniers événements ne doit pas néanmoins nous rendre sévère à l'excès : ces abus de la justice ou plutôt de l'injustice, ces verges, cet appareil terrible, ces exils silencieux, ce dédain de la créature humaine, ce mépris des choses les plus saintes, ces tortures, nous avons connu tout cela chez nous, et il n'y a pas bien longtemps. Il n'y a pas longtemps que nous étions en proie aux guerres de religion, à l'arbitraire d'un seul, aux lettres de

cachet, à la question ordinaire et extraordinaire, aux proscriptions, aux confiscations; les châtiments corporels ne sont pas abolis chez nous depuis si longtemps ! Il a fallu pour démolir tout ce passé odieux, non pas seulement un incident comme celui des peines de Véra Sassoulitch, mais mille aventures pareilles, et des bûchers ! et des écartèlements ! et des roues ! et que sais-je? des martyres affreux, non d'un seul, mais de centaines de victimes qui, réunies, s'appellent légion. Il a fallu des voix éloquentes, des voix railleuses, des voix tonnantes : il a fallu Rabelais, Voltaire, Mirabeau !

« Si nous parlons ainsi, nous qui avons habité la Russie longtemps et qui croyons la connaître, parce que nous avons vécu simultanément dans le peuple et dans l'aristocratie, c'est que nous trouvons une analogie frappante entre la Russie à la fin du dix-neuvième siècle et la France à la fin du dix-huitième. Ce comte de Charolais, qui, sortant de chez lui pour aller chasser, tue par plaisir un couvreur qui travaillait sur un toit, c'est le général Trépoff faisant appliquer la bastonnade à un prisonnier qui ne l'a pas salué. Mais n'insistons pas !

« Sait-on où est le conflit? Entre le régime gouvernemental, vieilli, suranné, et les idées modernes, messagères d'espoir et de rajeunissement. En vain, on a multiplié les passeports et les barrières : subtiles comme l'air respirable, ces idées ne connaissent ni passeports ni frontières, ni fortifications. Elles se sont assises familièrement à la table même du czar qui leur a souri, et malgré lui s'en est empreint. Nous nous rappelons un mot de Victor Duruy, mot qui, sous Napoléon III, fit scandale : « L'homme le

plus libéral de l'empire, c'est l'empereur! » Ce mot pourrait, bien plus justement, s'appliquer à Alexandre II.

« Vous, despotes et autocrates, vous dédaignez l'homme serf, manœuvre et vassal : le mépris même où vous le tenez vous empêche de lui tendre la main. C'est vainement. Le sentiment de la personnalité humaine, de la dignité individuelle a pénétré les cœurs. Rien ne résiste à cela! Dans la langue russe, particulièrement touchante, le mougik tutoie l'empereur. Hier, ce tutoiement ne pouvait venir que des lèvres; aujourd'hui, il peut venir du cœur, du sentiment profond de l'égalité.

« Ce sentiment de l'égalité choque l'aristocratie, qui a imaginé d'affubler les libres penseurs d'un nom odieux; elle les appelle « nihilistes », c'est-à-dire négateurs universels. Qu'est-ce, selon les Vieux-Russes, qu'un nihiliste? Un homme sans mœurs, sans foi, sans loi, un homme qui vous tuera pour vingt kopecks; un homme aux amours plus libres que celles du chien; un homme enfin qui n'a d'humain que le masque. En réalité, on donne perfidement le nom de nihiliste à tout individu qui pense, étudie et essaie d'améliorer sa condition présente. Comme il ne peut être aucunement conservateur, sous peine d'être un sot ou un martyr, il passe pour révolutionnaire! Il l'est, en effet; mais être révolutionnaire, c'est souvent avoir raison; cette épithète n'effraie plus que les vieilles femmes. Alors on dira de lui qu'il est nihiliste. S'il fallait poursuivre le nihilisme en Russie, nous plaindrions « la troisième section » ou police secrète; elle serait obligée de poursuivre tout le monde. Les applaudissements

prodigués au jury qui a acquitté Véra Sassoulitch le prouvent bien.

« Qui opposera-t-on aux nihilistes? Une partie de la vieille aristocratie russe et les fonctionnaires. Oh! ceux-ci, par nature et par devoir, n'entendent rien aux billevesées des idéologues. S'ils les rencontrent à la traverse des règlements ou des lois, ils les brisent. En somme, ils croient faire leur devoir. Mais, en supposant que la moitié des fonctionnaires soient fanatiques de leurs fonctions, d'ailleurs peu ou pas rétribuées, que dirons-nous de l'autre moitié? Parfois, en entendant parler un fonctionnaire, il nous semblait entendre parler un nihiliste. Puis, quelle corruption! Niera-t-on la vénalité, du haut en bas de l'échelle? Ici encore nous préférons ne pas insister. Mais comme elle est vraie toujours, cette courte mise en scène de Gogol! Un lieutenant de police sort de chez lui de bonne heure: il a du monde à déjeuner. Il va au marché et se contente de quelques paroles jetées en passant: « Beau pois-« son, Pétrovich! — Belle viande, Nicolas! — Beaux « fruits, Séménof! » Et dix minutes après, poisson, viande, fruits, lui sont envoyés en cadeau. Ni Pétrovich, ni Nicolas, ni Séménof n'ont pu hésiter!

« Loin de s'opposer, comme à l'introduction d'une marchandise prohibée, aux invasions de probité, d'honneur, de dignité, le gouvernement actuel en Russie devrait les favoriser de toutes ses forces. Il y a encore bien à faire. Que de fois nous avons été attristés jusqu'au fond de l'âme de la servilité asiatique des Russes dont nous étions entouré! Nous avons eu des domestiques qui littéralement mettaient des baisers sur nos bottes, et que nous n'arrachions

à cette démonstration dégradante qu'à coups de canne, seul moyen, hélas ! de nous expliquer ! Nous avons vu des milliers de mougicks à genoux, dans la boue et la neige, sur le passage du czar ! Nous avons vu un colonel russe employer ses loisirs à être concierge d'un cabinet de lecture et recevoir des pourboires ! Nous avons vu des militaires en uniforme, porteurs de douze médailles rangées sur la poitrine, balayer les rues de Saint-Pétersbourg ! Il y a de cela quatre ans. Les belles paroles prononcées au cours du procès de Véra Sassoulitch auront peut-être le don de rendre à tous ces déshérités de l'honneur un peu de ce sentiment de la personnalité humaine, dont nous parlons plus haut, et qui déjà en anime tant d'autres.

« Croirait-on qu'on applique encore au peuple russe les mêmes lois qu'en 1764 ! Cet anachronisme produit les résultats auxquels nous assistons. Les lois, ces nobles déesses tutrices de la cité, sont méprisées et honnies, parce qu'elles n'exercent qu'une tutelle nominale ; elles sont, au contraire, marâtres à l'homme ; elles l'oppriment ; il en meurt, au lieu d'être conduits par elles vers la vie, et l'espérance, et le progrès. Quand, en 1863, le czar Alexandre II, en dépit de la noblesse qui l'entoure, donna à son peuple un Code meilleur, sait-on quelle était la situation morale de la Russie ? Les nobles, au lieu d'acclamer dans leur souverain un bienfaiteur de l'humanité, lui vouèrent une haine secrète ; et le peuple, qu'il délivrait, tout à la gêne du premier moment, demandait « si le Petit Père (*Batouchka*) « les abandonnait. » Personne en Russie ne pouvait comprendre Alexandre II. Voilà ce qui explique la

stagnation des dernières années. Mais aujourd'hui Alexandre II, qui a dû avoir bien des heures de découragement, n'a plus de raison pour hésiter. Cette fois, son peuple sera avec lui. Qu'il prenne l'initiative de la révolution; qu'il fasse ce que Louis XVI n'a pas fait; qu'il lise attentivement le procès de Véra; ce sera pour lui une révélation, — révélation terrible peut-être, car il avait dans le général Trépoff une aveugle confiance : assurément, il n'a jamais cru aux actes arbitraires et cruels de ce fonctionnaire.

« Déjà des réformes ont été opérées : autrefois on ne pouvait d'aucune façon se faire rendre justice; aujourd'hui on le peut. Mais quelles lenteurs! quels délais! quel singulier appareil! Par suite de l'antagonisme de la société et des lois, du régime gouvernemental et des idées modernes, les juges font ce qu'ils veulent et étonnent la conscience par des jugements fantaisistes, issus de leur interprétation personnelle. En un mot, rien de précis, de sûr; rien de rassurant. Nous parlons à bon escient. Volé d'une forte somme par un domestique, nous nous sommes plaint et avons reçu une semonce pour la négligence avec laquelle nous enfermions notre argent, qui était pourtant au fond d'une malle. Actuellement, de parti pris, la formule de tous les jugements russes est celle-ci : « Allez, et ne péchez plus! » C'est peut-être évangélique : c'est antisocial.

« Le jury fonctionne; mais s'il acquitte, on voit le compte que l'État fait de ses verdicts.

« Les tribunaux fonctionnent; mais à côté de cette prétendue justice civile, rendue au grand jour, il a une justice occulte, celle de la police secrète.

« Au milieu de ce chaos, on ne voit ni de la part

du gouvernement une tutelle éclairée et sérieuse, ni pour les gouvernés des garanties sincères et sûres. L'équivoque est partout. Au despotisme, aux tyrannies, qui répond? Un sentiment vague, mais universel, de réprobation, qui se traduit par des conspirations, des sociétés secrètes, des actes isolés comme celui de Véra Sassoulitch. Car ce n'est pas l'Europe qui fait d'un tel acte une chose considérable, qui doit peser sur les destinées mêmes de la guerre actuelle : c'est la fatalité des temps, l'invincible nécessité des circonstances et des milieux.

« Le programme à suivre pour la Russie, qui a tant de ressources, et qui d'ailleurs a à sa tête Alexandre II, peut se résumer ainsi : « Ne plus « mentir; ne pas faire des réformes de façade; réfor« mer profondément. »

« Le paysan russe recèle des énergies secrètes encore inconnues. Depuis dix-huit ans, il s'essaye à comprendre les bienfaits de l'émancipation et de la liberté; il les comprendra absolument quand il ne se défiera plus des présents qu'on lui a faits d'une main pour les lui retirer de l'autre. Qui sait alors si le paysan ne sauvera pas la sainte Russie menacée de décomposition par la société de Pétersbourg?

« Si Alexandre II fait la paix et comprend la voie nouvelle où les événements lui crient d'entrer, l'avenir est beau pour ce peuple jeune, nouvellement advenu à la civilisation, et devant qui s'ouvre une carrière infinie : matériellement, il peut, par la liberté de l'industrie et du commerce, centupler sa richesse; intellectuellement, lui qui n'a d'attaches d'aucune sorte avec l'antiquité, il peut renouveler les vieilles sources; moralement, il peut fonder une

société peut-être plus équitable que la nôtre, par la pratique ardente de la liberté et de la fraternité, dogmes nouveaux pour la Russie. Assurément, c'est une révolution que nous prédisons là. Elle sera ; et puisse-t-elle ne pas fleurir dans le sang ! Les avertissements n'auront pas manqué à ceux qui tiennent dans leurs mains le sort de la sainte Russie. »

La révolution est en Russie : c'est un fait contre lequel on peut protester, mais qu'il est inutile de nier. Un journal français, le *Réveil social*, dont nous sommes loin d'épouser les doctrines, a résumé avec assez de bonheur les causes du mouvement qui peut amener dans l'empire des czars la subversion totale à laquelle nous avons fait allusion.

En bas : la misère hideuse du peuple russe foulée aux pieds, bafouée, insultée, par le luxe insolent d'une aristocratie maîtresse absolue de tout ce qui produit et de tout ce qui vit : de la terre et des hommes ;

Le sol, abandonné dans la stérilité par des propriétaires qui trouvent, dans la haute solde des fonctions administratives et des grades militaires, le moyen de mener une existence d'oisifs repus, laissent mourir de faim leurs paysans sur des champs qu'ils refusent de faire travailler ;

L'ouvrier, moins que manœuvre, outil ;

Le peuple, moins que prolétaire, serf !

En haut : plus que le despotisme, l'autocratie religieuse aux fureurs de laquelle une justice complaisante livre, pêle-mêle, hommes et vieillards, femmes et enfants, pauvres et riches, qui ont eu le malheur d'éveiller les soupçons d'une police aussi inquiète que capricieuse !

Et les jugements sommaires et les condamnations par fournées, et les exécutions en tas, et les transportations

en masse, et les forteresses de la Russie et les mines de la Sibérie!

Voilà quels sont les griefs, les causes de revendication du peuple russe : s'ils n'excusent pas les moyens violents, au moins ils les expliquent. Expliquer, tel est notre but.

L'étude historique sur les origines du *Nihilisme*, qui ouvre ce livre, est due à la plume d'un publiciste russe, dont la haute compétence dans les questions politiques qui agitent son pays, ne saurait être mise en doute. — Aussi nous nous sommes empressé d'accepter sa collaboration, — convaincu qu'il était difficile de trouver un interprète plus fidèle des revendications sociales du parti nihiliste. Tout en étant d'accord avec l'auteur sur le caractère absolument national de l'évolution nihiliste, nous croyons, toutefois, devoir signaler certains points très importants, sur lesquels nous ne saurions partager ses idées. Ainsi, nous ne sommes pas solidaire de lui dans ses appréciations de l'influence des encyclopédistes sur la société moderne, ni sur la révolte de Pougatcheff et des hommes de la révolution du 14 décembre 1825.

Nous pouvons à la rigueur comprendre la légitimité des revendications communalistes chez le peuple russe, qui a conservé la commune rurale jusqu'à nos jours : la logique de son histoire le veut ainsi; mais nous croyons devoir repousser le communisme agraire, au nom des intérêts acquis, du progrès économique et industriel de notre pays, et au nom des grands principes de 1789.

CHAPITRE II

INTRODUCTION HISTORIQUE

La Russie est une terre inconnue.

La Russie officielle, l'empire soldatesque des revues militaires et du gouvernement byzantin-allemand, n'a rien de commun avec le peuple, qui le surveille avec méfiance, car il ne représente ni son passé historique ni ses aspirations nationales.

On ne peut pas connaître la Russie, parce que les éléments d'études font complètement défaut. En effet, le peuple russe n'a pas eu d'histoire, car depuis près de huit siècles il n'a jamais été maître de ses destinées. Il a toujours été gouverné par une bande d'étrangers qui l'opprimaient et l'exploitaient, de sorte que l'on peut dire, sans exagération, qu'il est l'unique peuple au monde chez qui les formes historiques de l'État ne correspondaient jamais à l'idéal national. Cependant, malgré les péripéties tragiques de son histoire, malgré l'autocratie allemande qui a succédé au despotisme oriental, il a un idéal social, quoique bien vague et purement instinctif, dont les *rassembleurs* féroces de l'ancienne Moscovie

et les autocrates de Pétersbourg n'ont jamais daigné s'occuper.

Mais la vitalité de cet idéal est telle que nous pouvons l'entrevoir aujourd'hui, malgré toutes les vicissitudes de l'histoire, dans l'attachement du paysan russe à la *Commune rurale*, et dans la *négation absolue* de l'ordre politique existant, qu'il n'a pas contribué à créer.

Le paysan russe a subi avec une résignation beaucoup moins chrétienne que philosophique, qui découlait de sa nature robuste et endurante, le joug du pouvoir seigneurial, se souvenant toujours du proverbe populaire qui dit « qu'on ne peut défoncer un mur avec le front; » il a courbé l'échine sous le knout des Mongols et des boyards, puis sous la schlague allemande des Kolsteingottorp, parce que le *mir* de la Commune n'était point organisé pour la lutte, mais il n'a jamais fait l'honneur à ses gouvernants de les prendre au sérieux, d'avoir en eux confiance, et il a toujours refusé de croire aux prétendus droits des seigneurs, à la justice des tribunaux et à l'influence morale de l'église orthodoxe.

Malgré l'absence de cohésion, malgré l'ignorance, la misère et toutes sortes d'entraves, le lion populaire a rugi dans son repaire en 1773, et il s'en est peu fallu que le lupanar impérial de Pétersbourg ne s'effondrât sous la secousse formidable de sa crinière.

Ce fut le premier avertissement du peuple russe à ses gouvernants, sa première boutade envers les seigneurs de la région du sud-est de l'empire. Elle eut pour résultat le massacre de quelques milliers d'entre eux.

Aux prétentions du clergé orthodoxe, le peuple russe opposa dédaigneusement une fin de non-recevoir. Dès la fin du dix-septième siècle il s'est complètement affranchi de sa tutelle morale, sans que le pouvoir essayât d'intervenir, en créant 132 sectes religieuses, qui renferment toute la variété des croyances, depuis les plus absurdes, presque païennes, jusqu'aux notions déistes, comme celles des *Standistes*, par exemple, qui semblent dériver de la rhétorique religieuse des pasteurs protestants.

La sainte église orthodoxe, ayant perdu toute indépendance dès le quinzième siècle, pour avoir imprudemment inoculé le principe de l'absolutisme byzantin au pouvoir civil, n'essaya même pas de lutter avec le peuple, sans l'appui des czars; mais ces derniers, forts de l'expérience de leurs confrères d'Allemagne ont paru peu soucieux de frayer à leurs successeurs le chemin de Canossa.

Profondément réfractaire à la civilisation officielle, défiant envers les *Tchinovniks* (fonctionnaires), dont l'administration oppressive et vexatoire le ruine complètement, le paysan russe s'était réfugié jusqu'à présent dans sa commune rurale, au sein de laquelle il a conservé les franchises nationales dont ses aïeux étaient si fiers à Novgorod la Grande et à Pskow. Quand sortira-t-il de cette arche sainte que les siècles ont épargnée, pour revendiquer ses droits imprescriptibles, je l'ignore, mais je sais seulement que ses revendications communales correspondent à l'idée révolutionnaire de l'Europe actuelle et non aux bases politiques qui tombent en désuétude, et que le vieux monde agonisant s'obstine à vouloir conserver.

Jusqu'au règne d'Alexandre Ier, personne n'a élevé la voix en faveur du peuple. Depuis Pierre le Grand les Russes « trouvaient leur honneur et leur dignité à le *calomnier*, à ignorer ses aspirations, et à se prosterner devant le génie des étrangers [1]. » Aux yeux de l'aristocratie de la cour de Catherine et de la bureaucratie allemande, le paysan n'était qu'une brute, et ses aspirations municipales, qu'une licence inhérente aux peuples sauvages. Aujourd'hui même les classes dirigeantes ne considèrent pas le paysan russe à un point de vue bien différent, mais elles n'osent plus l'avouer. « Grâce aux réformes hâtives et fécondes de Pierre Ier, elles sont devenues cosmopolites et ont cessé, sous bien des rapports, d'être russes. » Depuis que l'éminent historien Karamzine a écrit ces paroles, les classes dirigeantes, surtout la noblesse, n'ont pas changé.

L'émancipation des serfs a imprimé une impulsion puissante au progrès des idées sociales en Russie ; depuis cette époque la jeunesse russe a osé espérer dans un meilleur avenir pour le peuple. Des hommes courageux sont *allés dans le peuple*, pour étudier de près les diverses conditions de son existence sociale ; ils ont cherché des remèdes pour soulager ses souffrances, et, après avoir mesuré la grandeur du mal, ils ont compris ce que signifiait *l'isolement volontaire du paysan russe*, et ne l'ont pas accusé d'avoir été réfractaire à la civilisation officielle. Ils ont compris, que le génie municipal du peuple ne pouvait que repousser les bienfaits d'une civilisation lointaine, et frelatée, en outre, par l'au-

1. Karamzine, Lettre à l'empereur Alexandre Ier.

tocratie Moscovite. Vivant « dans le peuple » ces jeunes apôtres des anciennes franchises nationales ont fini par épouser sa haine contre les oppresseurs, ils se sont élevés à la hauteur de ses négations séculaires, en couvrant du même anathème et l'apostasie ridicule des classes dirigeantes, et leur civilisation superficielle et factice, grâce à laquelle les plus grandes vérités morales, comme les plus grandes découvertes dans l'ordre physique, deviennent des moyens perfectionnés d'oppression dans les mains des puissants et des riches.

La jeunesse russe a logiquement abouti, comme le peuple, à la *négation absolue de l'ordre social existant*, bien que le point de départ n'eût pas été le même. Le *Nihilisme* n'est pas autre chose qu'une évolution historique profondément nationale, parce qu'elle représente les justes revendications du peuple, et sert de formule pratique à sa haine contre les oppresseurs.

C'est, de plus, un mouvement foncièrement légitime, comme nous essayerons de le démontrer dans le courant de cette étude.

Les anciens Slaves des bords du Borysthènes (Dnieper) et du Valktov adoraient la nature et ses phénomènes. C'était au fond un véritable polythéisme sans Théodicée et sans Genèse, car le culte consistait dans l'adoration matérielle des divers dieux, sans renfort d'aucune théorie mystique. Les plus anciens dieux mentionnés par Nestor ont été Svarog, le Ciel, et « notre petite mère humide, » la Terre. Dans la période historique le culte des Russes change de caractère : de nouvelles conceptions apparaissent, en

vertu desquelles le peuple commence à glorifier la *force physique et la bravoure*. Ce sont de véritables demi-dieux de la Grèce, que ces géants comme Sviatagor, le héros populaire, dont la terre porte à peine le poids, et dont les chansons épiques célèbrent la bravoure et la force physique.

Elie de Mourom, le héros épique, le géant *qui buvait d'un trait deux vedros d'eau-de-vie verte sans sourciller*, dont les prodiges de courage sont restés célèbres, représentait l'idéal de l'homme slave, dans l'imagination populaire, comme le protecteur des faibles et le vengeur des opprimés.

La religion des Slaves, dénuée de mysticisme, sans attributs abstraits, sans caractère obligatoire ou coercitif, et leur poésie épique qui célébrait les vertus civiques, étaient favorables au développement de la libre pensée philosophique, et s'accordaient parfaitement avec leur état social basé sur la liberté absolue des citoyens, et l'autonomie communale. Mais les destinées historiques ont décidé autrement; les franchises municipales ont été supprimées, la commune seule a résisté à l'outrage des temps.

L'ancienne commune russe était, pour ainsi dire, une famille agrandie, qui possédait ses biens en commun, sans partage individuel parmi ses membres placés sous l'autorité patriarcale d'un chef reconnu pour *l'ancien*. La *dominica potestas* de l'ancien, quoique illimitée *de jure*, ne s'exerçait pas, cependant, d'une manière absolue, parce qu'elle était adoucie par l'autorité du *mir*, de l'assemblée populaire composée de tous les habitants de la commune. Le partage périodique des terres se faisait par le mir, qui

était en même temps le tribunal suprême devant lequel se jugeaient toutes sortes d'affaires. L'organisation des villes était la même que celle des communes rurales, et elles ne se distinguaient des villages que par leur plus grande étendue et par une enceinte de bois garnie de tourelles.

L'assemblée populaire des villes s'appelait *vetché*; c'était à la fois un conseil municipal, une haute cour de justice et un parlement, où les habitants se réunissaient pour discuter toutes les affaires publiques. Les traités de commerce avec *les hôtes* (gosti) ou les marchands des villes hanséatiques, n'étaient valables que s'ils étaient adoptés par le vetché. Les anciens États slaves, comme Pskow et Novgorod la Grande, dont le territoire s'étendait jusqu'aux monts Ourals, présentaient donc une fédération de communes rurales et urbaines libres, autonomes et indépendantes. Pas d'ombre de pouvoir central, pas d'administration irresponsable devant le peuple, pas même de mandataires : c'était, en un mot, *la démocratie pure*, se gouvernant elle-même, et maîtresse absolue de ses destinées.

L'arrivée des princes Varègues appelés par les Novgorodiens, fut la première atteinte faite aux franchises communales. Quoique les Slaves en appelant les Varègues, eussent abdiqué le gouvernement démocratique, dit l'historien Karamzine, ils continuèrent cependant à maintenir plusieurs institutions communales. « En effet, dans les anciennes villes il il avait encore un *vetché*, ou assemblée populaire qui se réunissait dans les circonstances graves, et partout les chefs civils et militaires étaient élus, non par le prince, mais par le peuple, *à la majorité des*

suffrages. Quelquefois même le *vetché* populaire se réunissait, comme cela a eu lieu à Novgorod la Grande et à Pskow, pour juger solennellement les princes, et les condamnait au bannissement. »

Cette humble attitude des princes Varègues s'explique par ce fait qu'ils n'étaient pas des conquérants. Ils sont venus, appelés par les Novgorodiens, non pour édicter des lois et se faire obéir, mais pour mettre *un peu d'ordre dans les affaires publiques*. La formule d'invitation prouve, en effet, quel rôle on leur destinait. « Venez, princes, chez nous, dirent les ambassadeurs novgorodiens aux chefs Varègues, Rurik, Sinéous et Trouvor, venez, notre patrie est grande, le sol y est fécond, *mais il n'y a point d'ordre*. » A la suite de cette invitation les princes se rendirent à Novgorod accompagnés d'une bande de Varègues très aguerrie, mais peu nombreuse. Cette bande était composée d'aventuriers scandinaves et slaves, mais les chefs étaient toujours d'origine scandinave. Elle était dévouée au prince, contribuait au maintien de l'ordre, et apportait dans la vie communale et fédérative des Slaves l'esprit de discipline militaire, un élément de force au service du pouvoir princier, sans laquelle il n'y a pas d'État[1]. Cette escorte militaire ou la *Droujina* fut le premier noyau, l'embryon pour ainsi dire, de cette plaie sociale qui s'appelle armée permanente; elle formait en même temps la cour du prince et fournissait des administrateurs et des *pasradniks*, ou gouverneurs des provinces, qu'il choisissait dans son sein, *sans consulter personne*.

La race princière des Normands dont les Novgo-

1. Karamzine.

rodiens dotèrent la Russie, régna sans interruption jusqu'à la fin du dix-septième siècle. Les descendants de Rurik étaient plus organisateurs que conquérants, bien qu'ils soient parvenus dans la période moscovite à supprimer quelques franchises communales[1]. Peu après leur arrivée ils étendirent leurs domaines jusqu'à Kiew, et à la fin de quelques générations, eux et leurs compagnons d'armes perdirent complètement le caractère de leur nationalité. Ils devinrent Russes. Mais leur présence à la tête du pouvoir amena bien des changements dans l'état social des Slaves. Les masses rurales sentirent les premières le poids de l'état naissant, car elles payaient des impôts ou redevances fixes au Trésor du prince et étaient, en général, beaucoup moins libres qu'avant l'appel des Varègues. Sauf cela il n'y a pas eu de changements bien apparents. Pas de distinction entre les droits des citadins et des paysans, pas d'aristocratie ou de classes privilégiées; il n'y avait en Russie à cette époque que le peuple, absolument libre dans la commune, et une dynastie étrangère investie du pouvoir suprême. L'autorité du prince manquait donc de sanction; il n'était aux yeux du peuple qu'un simple gérant, étranger d'origine, et appelé uniquement pour maintenir l'ordre. Les *vetchés* des grandes villes n'entendaient nullement lui céder leurs prérogatives législatives, et la population n'obéissait pas toujours aux *pasradniks* qui étaient, en même temps, des receveurs généraux. Le pouvoir central manquait absolument de prestige, car il ne se rattachait à aucune fiction d'omnipotence, que

1. Herzen.

l'esprit communal des Slaves ne pouvait créer. Il a donc fallu qu'une fiction de ce genre fût importée du dehors pour doter le prince d'un pouvoir illimité, pour que le peuple se prosternât devant lui et le crût infaillible. Les communes slaves obéissant aux lois édictées par le *mir*, ou le *vetché*, se sont montrées incapables, pendant deux cents ans environ, d'arriver à une fiction légale qui eût pour effet de supprimer les libertés publiques au profit d'un seul homme.

Ce fut Byzance qui se chargea d'importer en Russie l'idée du pouvoir absolu et autocratique sous l'égide du christianisme.

Le monothéisme chrétien exigeant l'obéissance absolue à un Dieu unique omnipotent et infaillible, est la source suprême de l'autocratie terrestre, qui a, par conséquent, un caractère beaucoup plus despotique, étant d'essence immuable, que le pouvoir des césars païens. Devant un césar chrétien, créé par l'imagination désordonnée et caduque des Grecs de Byzance, tous les hommes étaient esclaves, comme les fidèles devant le Dieu chrétien, l'unique dispensateur de tous les biens, l'unique source de vérité et de vie. Devant cette divinité terrestre il n'y avait et il ne pouvait y avoir, ni institutions indépendantes, ni mérites personnels, ni talents, ni génie, ni droits d'aucune sorte, pas même des hommes : il n'y avait que des sujets, de fervents adorateurs d'un autocrate qui était censé l'oint de Dieu. Les prêtres chrétiens « amenés captifs » de Constantinople, comme s'exprime Nestor, exercèrent une puissante influence sur le développement de l'idée autocratique, et finirent par opérer toute une révolution en sa faveur.

En effet, l'ancien prince normand apanagé, ou même le grand prince de Kiew n'étaient, au fond, qu'un chef de bande, entouré de compagnons d'armes, et de gens à sa solde, qui levaient le tribut, partageaient en tout sa fortune, mais qui craignaient de froisser le sentiment national de la population indigène. L'autocrate du type byzantin, le Czar omnipotent de Constantinople, celui qui a fait école depuis, fut, au contraire, un souverain dans la plus grande acception du mot, car la fiction légale de la *Rex Regia* voulait que le peuple abdiquât toute sa souveraineté au chef de l'État. Un prince chrétien, comme *l'imperator* du Bas-Empire, ne considérait plus ses États comme un patrimoine, qu'il pouvait diviser entre ses enfants, mais il les transmettait à son successeur dans leur intégrité. De là est venue l'idée de l'empire unitaire, indivisible, gouverné par un chef autocratique s'appuyant sur l'armée, l'administration, le clergé et dominant de sa volonté despotique les masses populaires opprimées. Cet idéal de théocratie équestre importé par le clergé grec-orthodoxe, fut l'origine de l'autocratie russe.

Le droit public byzantin importé par les prêtres et les savants de Byzance, opéra d'autre part une profonde révolution dans les notions juridiques, quoiqu'il fût longtemps repoussé par l'esprit communaliste des Slaves.

Assurant au fils l'héritage du défunt, contrairement au vieux droit national des Russes, qui le donnait à *l'aîné de toute la famille* (à l'ancien) il devint une source perpétuelle de guerres civiles *pendant la période dite des apanages*. Ces guerres de succession entre princes apanagés et les grands princes,

qui s'appuyaient sur leurs droits d'aînés de famille, et celles qui eurent lieu entre les ascendants, les parents collatéraux et les fils du prince défunt, durèrent plusieurs siècles, jusqu'à la formation du royaume moscovite. Les princes formaient des alliances entre eux et réussissaient souvent à s'emparer des apanages convoités. Les fils du prince défunt s'alliaient à leur tour à d'autres princes apanagés et déclaraient une nouvelle guerre à leurs spoliateurs; les hostilités duraient, ordinairement, jusqu'à ce que toutes les combinaisons d'alliances fussent épuisées, et que la trêve devînt nécessaire aux vaincus.

Il est évident que cette sanglante période de guerres civiles, la plus barbare et la plus ténébreuse de l'histoire de Russie, eut une funeste influence sur le développement politique et économique du peuple russe. Il payait l'impôt du sang et ses biens étaient mis à sac par le vainqueur. Or, pendant la période de Kiew, les franchises populaires commençaient aussi à subir des atteintes de la part des princes, qui laissaient voir déjà des tendances marquées à devenir autocrates dans le sens byzantin et à former un vaste empire unitaire. Mais ce projet ambitieux ne fut réalisé que plus tard, dans la période moscovite, par des princes obscurs et rusés qui ont su exploiter à leur profit la domination des Mongols.

Le joug des Tartares, qui dura près de deux cents ans, laissa des traces profondes dans le caractère national, et il eut une influence décisive sur le développement du régime despotique en Russie. Néanmoins la dépendance dans laquelle se trouvait le pays vis-à-vis de ces conquérants asiatiques, se bor-

nait principalement à la reconnaissance de la souveraineté du Khan de la Horde d'Or et à l'acquittement du tribut.

Les Mongols ne touchaient ni aux mœurs, ni à la religion du pays vaincu, ils ne cherchaient pas en un mot à le tartariser, ce qui permit aux Russes de garder à travers deux siècles leur nationalité, leurs us et coutumes et leur langue. Leur domination fut désastreuse en ce sens que leurs percepteurs ou *baskaks* prélevaient des impôts exorbitants, et mettaient à feu et à sang des provinces entières lorsque les habitants ne pouvaient pas les payer. Accablé et ruiné par ses oppresseurs, le peuple ne songea plus qu'à sauver son bien et sa vie, en oubliant les droits civils et les anciennes franchises nationales.

Des milliers d'hommes s'en allèrent dans les forêts avec leurs femmes et leurs enfants, où ils vivaient comme des animaux; d'autres émigrèrent vers l'extrême nord ou moururent de faim. La terreur était universelle. La calamité publique s'aggravait encore par des guerres interminables entre les princes apanagés et les grands princes qui appelaient souvent les Mongols à leur secours, ou les excitaient contre un prince puissant dont ils convoitaient les apanages. Les Khans soutenaient, évidemment, ceux d'entre eux qui allaient plus souvent à la Horde d'Or et qui leur offraient de plus riches cadeaux. Aussi, les princes qui réussissaient à acheter la protection des Khans, s'en retournaient chez eux la tête haute, en commandant à leurs sujets avec plus de hardiesse qu'au temps de l'indépendance nationale. Munis de pleins pouvoirs des Khans, ils se faisaient les fermiers généraux des en-

vahisseurs, et pressuraient le peuple plus que les *baskaks*, car ils touchaient la moitié du produit des impôts. Les princes moscovites profitèrent plus que les autres de la situation précaire du peuple et de la terreur que lui inspiraient les Mongols, pour supprimer peu à peu tout ce qui a survécu de l'ancien système républicain, et ils fondèrent une véritable *autocratie*. L'esprit de liberté qui régnait partout en Russie avant l'invasion de Baty, et même après pendant un siècle, fut naturellement ce qu'ils persécutèrent avec le plus d'acharnement. Les franchises municipales furent supprimées; il n'a plus été question de l'élection des juges et des chefs militaires, ou de la responsabilité du prince devant le peuple. Le prince Dimitri Douskoï établit pour la première fois la peine de mort, mais cette importation asiatique n'a jamais eu beaucoup de succès en Russie. La vie nationale fut suspendue pour ainsi dire, et le peuple affolé et ruiné acquit l'astuce et la perfidie des esclaves. Malgré les efforts énergiques des princes moscovites, intéressés au maintien de l'unité de l'État, des tendances séparatistes commençaient à se produire de toutes parts. Ainsi, les provinces (anciens apanages) du sud voulaient se détacher du centre et penchaient vers la Pologne, grâce aux intrigues du clergé catholique-romain; d'autres provinces se trouvaient déjà sous la domination des Lithuaniens; la Moscovie elle-même commençait à se dépeupler, parce que ses habitants ne pouvaient plus supporter le double joug du despotisme byzantin des princes, et la férocité des conquérants asiatiques. Les mécontents et les opprimés affluaient en masse dans les steppes de l'Ukraine,

où ils formèrent bientôt des communes militaires, qui ne reconnaissaient aucune souveraineté. Telle fut l'origine des Cosaques du Don.

La situation menaçait de devenir désespérée, mais les princes moscovites ne perdirent pas courage. L'idée de former un puissant empire unitaire, au prix de n'importe quels sacrifices, dominait toute leur politique intérieure et extérieure. Ils commencèrent tout d'abord par changer l'ordre de succession, conformément au droit byzantin, et ce ne fut plus le frère aîné, mais le fils qui succédait au prince défunt. Humbles et soumis devant les Khans de la Horde d'Or, ils leur envoyaient de riches cadeaux, et profitaient de leurs bonnes grâces pour diminuer les apanages des autres princes de la famille.

Le prince Ivan Kalisa est bien le type d'un souverain moscovite de la phalange des « rassembleurs de Russie, » car c'était un homme astucieux et féroce, habile et lâche, un courtisan des Khans, intrigant dénué de scrupules, et l'implacable ennemi des franchises publiques. Aussi, la Moscovie de cette époque devint-elle puissante, malgré le désarroi social qui régnait à l'intérieur, et redoutable à tous ceux qui essayaient de lutter contre elle.

La situation géographique de Moscou justifiait assez, aux yeux de l'entourage des princes moscovites, l'idée qu'ils avaient d'en faire le centre d'un vaste empire, car en effet, elle était entourée d'autres villes très importantes à une distance variant entre 150 et 250 kilomètres. Quant au peuple moscovite qui n'a jamais connu les franchises municipales, dont jouissait encore Novgorod, il lais-

sait faire ses princes, sans s'insurger contre leur volonté souveraine. Aussi les princes moscovites avaient bien compris qu'ils étaient appelés à agir sur un terrain des plus favorables pour leurs visées dynastiques et unitaires.

Devenus puissants ils échangèrent leur modeste titre de prince contre celui de Czar de toutes les Russies, emprunté à l'antiquité biblique. Le drapeau national s'embellit d'un aigle à deux têtes, après le mariage d'Ivan III avec la princesse Sophie Paléologue. Déjà à cette époque ils étaient plus puissants que tous les autres princes réunis. Mais ce n'était pas assez pour consolider le jeune empire, car il fallait se défaire de deux ennemis redoutables : des républiques du nord, et des envahisseurs Mongols. Novgorod surtout froissait l'orgueil des grands parvenus moscovites, de plus son attachement à la forme républicaine était d'un mauvais exemple à leurs fidèles sujets ; d'autre part ils avaient bien compris que l'annexion de cette opulente métropole, qui avait de vastes ramifications commerciales en Russie et à l'étranger, ajouterait un grand prestige à leur fief obscur. Avant de s'attaquer aux Tartares, le czar Ivan III le Grand fit le premier effort contre la Grande République. La lutte était longue et terrible, les Novgorodiens, inspirés par le patriotisme de la célèbre citoyenne Marfa Boretski, se défendirent comme des lions; une grave question se décidait en effet ; il s'agissait de savoir lequel des deux principes de la vie nationale aurait le dessus : le despotisme moscovite ou la Commune, le régime du knout ou le vetché, le bon plaisir d'un autocrate forcené ou la volonté

du mir. Les sympathies populaires étaient du côté de la République, mais c'est l'empire Russo-Tartare qui gagna la partie ; Moscou reçut la mission de conduire les Russes à l'empire de Pétersbourg. Mais la victoire a coûté cher et Ivan III s'en vengea par des actes d'une cruauté inouïe. Les troupes moscovites renforcées par les Tartares, ont mis à feu et à sang la vaillante cité républicaine; la cloche du *vetché* cessa de retentir, le foyer lumineux des libertés nationales s'éteignit, et le peuple russe rentra dans la nuit morne et épaisse qui dure depuis tant de siècles. Les czars moscovites sont devenus tout-puissants vers la fin du seizième siècle; les princes indépendants recherchaient leur protection, pour garder un simulacre de pouvoir; ceux qui s'insurgeaient contre leur autorité étaient châtiés avec une férocité sauvage.

Le clergé de la « période moscovite » n'apporta au peuple ni consolation ni lumières; au contraire, étant opprimé à Constantinople, il s'efforçait à organiser la Russie sur le type de l'empire des Comnène et des Paléologue, d'en faire un pays fermé à toute influence étrangère, surtout à celle du *clergé latin*, son plus grand ennemi, dont il redoutait la concurrence. En divinisant le Czar, en prêchant une obéissance absolue à sa volonté, il recherchait, cependant, les moyens de brider son pouvoir vis-à-vis de l'Église. Les patriarches de Moscou revendiquaient même leur part de souveraineté, mais Pierre le Grand s'y opposa et abolit cette dignité. Quant au czar Ivan IV, il ne se gêna pas beaucoup avec les métropolitains et le clergé, car il n'avait nullement besoin de leur appui; après avoir conquis les

royaumes de Kazan et d'Astrakan, il était solidement assis sur son trône, malgré les incessants complots des boyards, dont il exagérait la portée pour justifier ses atrocités. Ce barbare sanguinaire, lubrique et dévot, était pourtant un réformateur énergique et un sincère démocrate; il osa même appeler à son aide les institutions communales et rédigea son « soudebrik » (code) dans le sens des anciennes franchises municipales; la perception des impôts et l'administration des provinces furent laissées aux fonctionnaires électifs, il voulut même abolir la charge des intendants de provinces, et donner aux municipalités une autonomie complète; mais tous ces projets ont été contrecarrés par l'opposition systématique des boyards, de sorte que les réformes introduites sont demeurées stériles. D'autre part, le peuple fatigué du joug des Tartares et abruti par la misère, ne s'inquiéta plus de ses droits, et n'eut pas la force de lutter avec les boyards. Il n'aspirait qu'au repos, à la paix à tout prix. La vie nationale a fui des cités, jadis libres et autonomes, et s'était réfugiée pour des siècles dans la commune rurale, où nous la voyons encore intacte aujourd'hui. Le peuple russe est devenu un corps inerte, sans initiative ni aspirations, il ne vivait que pour se méfier et maudire ses oppresseurs.

Depuis Ivan le Terrible, tous les réformateurs russes ont compris cé que cette situation avait d'anormal, et combien le rôle d'un czar révolutionnaire était ardu et précaire.

Ainsi, Boris Godounoff fit de sérieuses tentatives pour rapprocher la Russie de l'Europe occidentale, mais ses efforts parurent suspects aux boyards et au

clergé, qui voyaient partout les intrigues des *latins* et des jésuites.

Néanmoins il parvint à secouer un peu la couche lourde et épaisse de la civilisation byzantine; mais malheureusement il commença, pour ainsi dire, par la fin, puisque les innovations introduites pendant son règne ne pouvaient profiter qu'aux classes riches ou aisées. Des jeunes gens russes furent envoyés à l'étranger pour s'instruire; à la suite de ces voyages, on fit connaissance avec l'art italien, qui fut déjà très en honneur du temps d'Ivan III, on s'occupa de l'organisation de l'armée, on éleva des forteresses, entre autres celle de Smolensk, et on bâtit des palais et des cathédrales, mais on ne pensa guère à restaurer les anciennes libertés publiques de la période de Novgorod la Grande et de Pskow. — C'est le contraire qui eut lieu, puisque sous le règne de Boris Godounoff les paysans furent asservis aux terres qu'ils habitaient. De libres qu'ils étaient, il sont devenus des *colons*, des hommes attachés à la glèbe (*glebæ adscripti* des Romains). Toutefois cette grave mesure n'eut pas, dans les premiers temps, la portée qu'elle avait acquise depuis. C'est du reste un point des plus contestés de l'histoire russe que d'expliquer les véritables motifs qui ont déterminé le czar libéral à l'édicter. D'une part, il est admissible qu'il l'eût édictée, comme disent les uns, pour amadouer les boyards et les disposer en faveur des réformes conçues dans un esprit diamétralement opposé aux idées byzantines et orthodoxes, mais il nous paraît plus probable que cette mesure n'a été prise que dans un but purement fiscal pour arrêter les migrations des paysans sur les terres fertiles, et avoir la

facilité de prélever les impôts. Quoi qu'il en soit, ce fut encore une grave atteinte aux anciennes franchises, parce que les paysans perdaient le droit de passer librement d'un seigneur à un autre, comme ils avaient l'habitude de le faire tous les ans, le jour de la Saint-Youri. — Mais, nous le répétons, cette mesure n'établissait pas encore le servage, et personne, à cette époque, ne l'avait interprétée ainsi, pas même les boyards, qui n'étaient nullement fâchés d'avoir désormais sous la main des ouvriers disponibles.

A partir de la promulgation de cette loi exécrable, une agitation sourde, mais latente, ne cessa de régner parmi les paysans jusqu'à leur émancipation, en 1861. La situation des réformateurs russes, aussi énergiques qu'ils fussent, devint encore plus précaire ; car, entre eux et le peuple, il existait une classe puissante de boyards et de nobles, qui pouvaient empêcher toute entente, puisqu'ils étaient, de par la loi, les tuteurs du peuple. — Aussi tous les czars réformateurs s'en ressentirent, surtout le hardi novateur Démétrius, l'imposteur, que les puissants boyards et le clergé accusèrent de vouloir livrer la Russie aux Polonais et aux Jésuites. Plus audacieux que Boris, se voyant soutenu par le roi de Pologne, le faux Démétrius procéda sans ménagements, sans cacher son dégoût pour le byzantinisme et ses préférences pour la science occidentale ; le rôle inactif d'un empereur chinois, muré dans son palais, ne lui allait guère ; comme Chouisky, il aimait à se montrer en public, pour pouvoir exercer une influence personnelle sur le peuple. Il discutait avec les vieux boyards ses hardis projets de réformes qui les scan-

dalisaient, et se montrait très sympathique envers les Polonais, qu'il protégeait ouvertement. Certes, il n'en fallait pas davantage pour provoquer une révolte, et c'est ce qui arriva : le peuple, soulevé par les boyards rebelles et le haut clergé au nom de l'orthodoxie et de la nationalité en danger, envahit le palais, tua le jeune souverain, puis bourra le canon avec son corps mutilé, le brûla et dispersa ses cendres au vent. Le meurtre de Démétrius ouvrit une nouvelle période sanglante d'agitation et de troubles. Des ferments de discorde, envenimés par l'appui que prêtait l'étranger à tel ou tel autre parti politique, régnaient dans cette société divisée, irritée, remuée de fond en comble depuis Kazan jusqu'aux bords de la Néva, qui combattait tantôt pour les prétendants, tantôt pour sauver la patrie des envahisseurs polonais.

L'anarchie, l'interrègne fut cependant pour le peuple un retour aux anciennes franchises nationales, car il n'y avait plus ni gouvernement régulier, ni administration, et de plus ses tuteurs avaient besoin de lui, et réclamaient son appui.

Après le meurtre du premier Démétrius, ou Dimitri « Samozvanetz » (imposteur), on produisit un second, puis un troisième sans pouvoir s'accorder sur le choix; le second imposteur établit un camp fortifié à quelques dizaines de verstes de Moscou, d'où il attaqua la capitale avec une armée nombreuse, composée de corps francs russes, de troupes polonaises et de colonnes de cavalerie cosaque. — Le désarroi était arrivé à son comble; l'empire des czars de Moscou se désagrégeait rapidement, des fractures sinistres dans toutes les parties présa-

geaient une chute imminente; telles provinces s'armaient pour aller au secours de Moscou, d'autres pour renforcer les troupes des prétendants. L'intervention active de l'étranger enleva toute dignité à la lutte, et il fut même un moment solennel, inouï dans les annales du monde, comme dit Hertzen, *où il n'y avait pas de nation*, mais des peuplades barbares que les aventuriers de toute origine enrôlaient pour combattre.

Ainsi, le roi Sigismond de Pologne intriguait pour imposer à la Russie son fils Wladislas, et ce candidat eut des chances réelles de succès, car les boyards de Moscou consentaient à l'élire, mais sans vouloir reconnaître la suprématie de la Pologne: les Suédois, cantonnés au Nord de la Russie, proposaient un de leurs princes; un parti assez puissant à Moscou se prononça en faveur de Schouisky, qui ne jouissait d'aucune popularité dans les provinces.

Les guerres civiles avec les prétendants et les imposteurs se compliquèrent de luttes acharnées avec les Cosaques et les Suédois, et se terminèrent par une lutte suprême, éclatante et profondément nationale avec les Polonais.

Ce fut encore le patriotisme du peuple qui sauva cette fois la Russie. Il ne s'agissait plus que d'élire un souverain. Bien que la race de Rurik ne fût pas éteinte, on lui en préféra une autre beaucoup moins illustre, mais qui avait l'avantage de n'être soutenue par aucun parti politique, et d'être représentée par un jeune homme de seize ans. Au bout de trois jours et trois nuits de délibération, la Douma des boyards et celle des communes le proclamèrent czar de toutes les Russies. — Les historiens ne sont pas d'accord

entre eux sur les motifs qui avaient déterminé cette élection; en effet, on préféra ce jeune homme inconnu à un prince russe d'une illustre origine, comme le héros Pojarsky, qui venait de sauver la patrie; quels étaient les véritables motifs de ce choix? Les uns disent que les deux Chambres avaient élu Romanoff, pour écarter une fois pour toutes les intrigues des prétendants, mais je crois plutôt, avec M. Hertzen, que l'élection du prince Michel était hâtive, nullement réfléchie, parce que le peuple et la noblesse voulaient en finir au plus vite avec les troubles et les agitations de la période de l'interrègne. Et ce qui sert à prouver la vérité de cette assertion, c'est que les deux Chambres imposèrent au premier Romanoff une Constitution qu'il jura d'exécuter, ainsi que le fit son successeur Alexis, sans que pourtant ces deux monarques se fussent jamais gênés d'agir en autocrates. Certes, Michel Romanoff n'aurait eu ni assez d'habileté, ni assez d'astuce pour dépouiller la Douma de ses prérogatives indiscutables, s'il n'eût été admirablement secondé par son père, l'archevêque Philarète qui, plus tard, fut élu patriarche. Ce moine, rusé, fourbe, haineux, sinistre, atroce, fut le véritable souverain, car c'est lui qui présidait les séances de la Douma et dirigeait les affaires de l'État. Son fils, pieux et bigot, quoique passablement dévergondé, jouissait d'une véritable sinécure, car il ne s'occupait de rien; c'était un Bogdi-Khan chinois, n'apparaissant au peuple qu'à de rares intervalles, et passant son existence entre l'église et le *terem* (appartement de la czarine), ou à présider aux diverses cérémonies.

La noblesse moscovite restait fidèle à ses tradi-

ions serviles de la période mongole ; elle courbait silencieusement l'échine sous la crosse épiscopale de Philarète, tout en se donnant le plaisir de conspirer derrière les murs du Kremlin. Les fins boyards qui intriguaient jadis pour le trône et qui élirent la nouvelle dynastie, tolérèrent sans protester qu'on les fustigeât dans les écuries du palais. Le gouvernement des premiers Romanoff offrait de plus ce phénomène curieux, presque inexplicable, que, d'une part, ces monarques tâchaient d'imiter l'Europe et faisaient venir des étrangers pour civiliser le pays, et que, d'autre part, ils se renfermaient obstinément dans une nationalité exclusive, et reculaient devant des réformes sérieuses. Sous ce rapport, ils étaient parfaitement d'accord avec la noblesse et le clergé, qui croyaient voir dans ces innovations étrangères les intrigues des Polonais et des Jésuites.

La civilisation délétère des Grecs de Byzance, un peu oubliée pendant les troubles de l'interrègne, eut un regain de vigueur sous la protection tutélaire du patriarche Philarète. Cette espèce de gouvernement de deux Mikado japonais, dont un, le civil ne comptait presque pas, fut ignoré par le peuple qui ne l'avait ni institué ni élu. La population des campagnes ne donnait pas signe de vie, pour ainsi dire; elle subissait en silence le joug de ses oppresseurs, surveillait de loin l'orgie gouvernementale, payait les impôts qui s'accrurent après les guerres, mais elle se tenait à l'écart du mouvement général *et se renfermait de plus en plus dans sa négation absolue du servage et du nouveau pouvoir souverain.* Les paysans ne se méfiaient pas moins des organes du gouvernement, et opposaient une résistance passive à la

civilisation officielle. Le czar Michel, et surtout le patriarche, son père, étaient loin de repousser les innovations qui leur permettaient d'exploiter le peuple, mais ils s'opposaient résolument à tout ce qui pouvait secouer sa torpeur, lui donner de l'énergie et de l'initiative. Ils ne furent point émancipateurs, mais simplement dynastes. Malgré les efforts du gouvernement à réparer le mal causé par les guerres civiles et étrangères, la prospérité ne renaissait pas; la misère augmentait dans les provinces dans une proportion effrayante, le pays se dépeuplait, des milliers d'hommes fuyaient chez les Cosaques dans les steppes, en abandonnant leurs familles; un silence sinistre, comme l'accalmie précédant l'orage, régnait dans tout le pays : une catastrophe devenait imminente...

Une révolution pacifique, qui s'est opérée dans le système de l'État et dans les mœurs, donna bientôt une nouvelle impulsion de vie à la Russie; elle fut accomplie par un Romanoff, l'unique exception heureuse de toute la dynastie régnante.

La période de Saint-Pétersbourg qui s'ouvrit par les réformes de Pierre le Grand ne fut pas la continuation de l'ancienne civilisation slave-byzantine; le royaume moscovite cessa d'exister, pour donner place à un despotisme jeune, révolutionnaire, même jacobin, ne voyant de salut pour le pays que dans la réalisation des volontés du monarque. Le despotisme de l'empire pétersbourgeois fut absolument laïque, parce que Pierre I[er] n'a jamais demandé l'appui de l'Église, même dans les circonstances les plus difficiles de sa vie. Ce révolutionnaire couronné professait en outre un profond dégoût pour les

superstitions religieuses, car il osa même interdire les miracles, défendit d'adorer les reliques et termina sa campagne contre les droits du clergé en décrétant la création du saint Synode, qui devait remplacer le pouvoir du patriarche.

Le genre de vie que menait le czar scandalisait les moscovites de l'ancien régime, mais leur mécontentement se changea en fureur secrète, lorsqu'il ordonna, par un décret, à tous les boyards, de s'habiller à l'allemande et à se présenter aux bals de la Cour avec leurs femmes et leurs filles. Néanmoins, les boyards ne se sont point insurgés contre le czar, comme contre l'imposteur, car il a suffi, au fond, de quelques dizaines d'années pour former parmi eux des partisans déclarés de la civilisation européenne. L'éminent historien Karamzine reproche cependant à Pierre le Grand la manière violente avec laquelle il procédait dans la voie des réformes, et son reproche frappe juste, jusqu'à un certain point. Il commence par se plaindre de l'erreur dans laquelle sont tombés quelques historiens étrangers, qui considéraient Pierre Ier comme le fondateur de la grandeur de la Russie.

« Devons-nous oublier, s'écrie-t-il, les princes Ivan Ier, Ivan III et Ivan le Terrible, qui avaient fait, pour ainsi dire, de rien une puissance forte et qui ont établi l'unité du pouvoir? Pierre fit de grandes choses, sans doute, mais les grands princes de Moscou lui avaient préparé les moyens et simplifié la tâche. Nous n'insisterons pas sur les vices de Pierre Ier, mais nous avons le droit de dire que sa passion pour les usages étrangers, pour toute chose, en un mot, venant du dehors, dépassa bien souvent les bornes de la sagesse. »

En effet, ce hardi réformateur n'a pas voulu comprendre que l'esprit public, l'esprit national constitue dans les États une force morale tout aussi utile et nécessaire que la force matérielle, et que, par conséquent, il en faut tenir compte. Il est vrai, d'autre part, que l'opposition des boyards et du clergé aux réformes compliquées de la révolte des *Strelitz* sont des circonstances atténuantes plaidant en faveur des moyens violents qu'il avait employés pour civiliser les Russes. Mais ce qui l'absout complètement, selon nous, aux yeux de la postérité, c'est que ses violences n'ont guère tué l'esprit national, parce que les réformes qu'il avait introduites n'effleurèrent même pas les masses populaires. L'esprit national est resté tel qu'il était à l'époque des franchises communales. Les réformes violentes, hâtives et sans esprit de suite ont creusé, dès le début, un profond abîme entre l'infime minorité dirigeante et le peuple, et cet abîme devenait de plus en plus profond avec le temps, de sorte que la minorité dirigeante fut constamment privée des moyens de *se retremper dans la vie nationale* et d'y recruter de nouveaux adeptes. Voilà pourquoi les classes dites civilisées ne sont devenues ni plus fortes ni plus nombreuses, et voilà pourquoi les amis du peuple ont le droit d'affirmer hautement qu'il n'a pas d'ennemis sérieux et redoutables. Les réformes de Pierre Ier ont divisé la Russie en deux partis, disons plutôt en deux nations, qui avaient des mœurs et des coutumes différentes, qui ne parlaient pas la même langue, et qui étaient animées d'aspirations diamétralement opposées; d'un côté, il y avait une noblesse avilie et asservie par le despotisme du czar; d'autre part, il y avait les paysans

des communes libres et seigneuriales, les ouvriers des villes tout aussi paysans que ceux des campagnes, des petits bourgeois, et plus tard les dissidents religieux ou *raskolnikis*, qui ont su joindre à l'idéal du *communisme chrétien le côté pratique de la commune rurale slave*. Toutes ces classes formaient l'ancienne, la véritable Russie d'avant les réformes, celle qui s'est renfermée pour des siècles dans la négation passive de la civilisation officielle.

Avait-elle tort, avait-elle raison? Je crois que les instincts nationaux ne trompent jamais les masses. Une erreur ne peut durer deux siècles, et pourtant celle du peuple russe dure autant, et durera encore deux cents ans, et plus, jusqu'à ce qu'il puisse rentrer dans l'ornière nationale, d'où il a été violemment projeté par le novateur moscovite.

Nous croyons qu'il serait oiseux de discuter la question de savoir si la Russie pouvait devenir un pays civilisé sans l'introduction violente des réformes, sans s'être affublé à l'allemande, et sans avoir rasé la barbe, parce que nous devons reconnaître, sans vouloir nous payer de mots, que le communisme rural, en se développant, aurait déjà résolu jusqu'à présent les plus grands problèmes de la vie politique et sociale, parce qu'il garantissait *avant tout l'égalité économique, ou le bien-être de tout le monde*. Sans les réformes de Pierre I[er], le peuple russe, laissé à lui-même, aurait donc commencé par le commencement, c'est-à-dire par développer les institutions communales, *conformément au progrès de la civilisation objective*. Grâce à ces réformes, c'est le contraire qui a eu lieu; puisque, réduit à la dernière misère, le peuple russe a dû abjurer ses traditions historiques

pour adopter une civilisation étrangère, qui, en somme, n'avait pas, et n'a pas d'autre but que de résoudre la question de l'égalité économique, résumant toutes les autres, à savoir : celle de l'égalité politique et des libertés publiques. En effet, toutes les branches des connaissances humaines, de même que les révolutions politiques, n'avaient-elles pas pour but unique de résoudre la question de la « meilleure organisation sociale », et n'ont-elles pas abouti à ce seul résultat, que cette organisation devait avoir pour base *l'égalité économique et l'autonomie communale.*

Les formes fiscales du nouvel empire civilisé paraissaient également une atteinte aux libertés publiques, car le peuple ne se rendait pas compte de la nécessité d'un rouage administratif aussi compliqué. Mais le gouvernement sentait le besoin de multiplier ses organes dans les provinces pour centraliser le pouvoir dans ses mains. Or, la création d'une administration nombreuse et d'un gouvernement européen avait le tort de coûter trop cher ; les frais d'entretien ne correspondaient ni à la fortune publique, ou aux richesses accumulées, ni au développement commercial du pays. D'une part les réformes politiques étaient inutiles, car elles reflétaient une civilisation lointaine absolument étrangère à l'esprit communal des Russes ; d'autre part elles paraissaient vexatoires, car elles étaient onéreuses. Mais le despote général se paya ce luxe pour avoir sa place dans les conseils des monarques de l'Europe. La noblesse conservatrice et orthodoxe n'a pas boudé longtemps le czar réformateur, elle fit ce que l'on exigeait d'elle, mais les paysans sont restés purs de toute par-

ticipation à la civilisation officielle, car ils n'avaient rien sanctionné par leur adhésion. Le reproche de l'éminent historien Karamzine n'est donc juste qu'en ce sens, que la passion de Pierre pour la civilisation étrangère a eu pour effet de suspendre le progrès des masses populaires pendant plus de deux siècles.

Fidèle à ses instincts démocratiques, Pierre Ier a organisé la noblesse de manière à ce qu'elle fût une classe ouverte pouvant absorber tout ce qui sortait du peuple pour renouveler ses forces. Mais l'autocratie impériale fut cause que cette idée ne se réalisa que très imparfaitement, malgré tous les efforts à créer une classe privilégiée nombreuse. En effet, depuis Pierre Ier, chacun pouvait devenir noble en Russie; le fils d'un paysan promu au grade d'officier devenait noble *de jure*, un jeune serf ayant eu la chance d'obtenir un diplôme universitaire, recevait par ce fait même les titres de noblesse; tel grade dans le *tchine* (hiérarchie civile), conférait la *noblesse personnelle*, tel autre la *noblesse héréditaire;* enfin, n'importe quel roturier pouvait devenir noble par le caprice du czar. Légalement il n'y avait pas d'obstacles à arriver à la noblesse, mais il existait des difficultés pratiques qui étaient souvent insurmontables, d'abord, parce que les serfs n'obtenaient pas facilement leur émancipation, et puis parce que les paysans libres professaient une haine profonde contre les nobles, *ces anti-chrétiens,* comme ils disent, dont les rangs ne s'ouvraient pour l'homme du peuple qu'au prix d'une complète apostasie des siens. Tout en voulant jouer le rôle des césars populaires, Pierre le Grand et ses successeurs avaient

maintenu la tradition historique d'après laquelle on ne pouvait appartenir à d'autres classes sans avoir quitté la commune, dont les membres formaient, par conséquent, *un monde à part*, même aux yeux de l'autocratie. Cette contradiction apparente à la théorie du nivellement césarien, provenait de ce que les czars de Russie voulaient maintenir la division entre le peuple et les classes privilégiées, pour régner en sécurité, mais en même temps ils tenaient à mélanger la noblesse avec la roture, pour qu'elle ne devînt pas une aristocratie véritable, ayant des traditions et des revendications historiques. Et ce jeu de bascule leur a parfaitement réussi jusqu'à présent. Les idées démocratiques de Pierre le Grand n'allaient pas jusqu'à l'abolition des privilèges et le fusionnement des classes en un seul peuple, quoique l'histoire des anciennes républiques russes pût le guider dans la voie des réformes que la nation eût, certes, adoptées sans opposition. Mais pour le premier autocrate, comme pour ses successeurs, il s'agissait seulement de pouvoir régner, en s'appuyant sur une multitude ignorante, *non organisée pour la lutte*, et de l'exploiter par tous les moyens avec l'aide d'une noblesse servile et sans traditions. Au commencement de son règne, Pierre Ier avait les mêmes motifs de craindre les boyards que son prédécesseur Ivan IV, et la révolte des *Strelitz* soulevés par eux a prouvé, en effet, ce dont ils étaient capables pour maintenir leurs anciens droits politiques reconnus par Michel Romanoff. C'était peut-être la véritable cause de ce fait étrange que le révolutionnaire couronné n'ait pas aboli le servage. Or, cette institution funeste envenimait la haine du peuple



contre les boyards et rendait impossible toute entente entre eux. Séparé de la noblesse par une civilisation qui lui paraissait odieuse et vexatoire, le peuple russe n'a jamais eu pour elle ni confiance ni estime, ce qu'il a suffisamment prouvé, du reste, dans le courant des deux derniers siècles. L'idée du czar, au contraire, exerçait un certain prestige sur le peuple, quoiqu'elle fût contraire au fond à l'esprit national. Après avoir subi le joug des Mongols et après avoir traversé une longue période de troubles et de guerres civiles, le peuple russe trouvait une sorte de repos moral dans l'idée vague et abstraite d'un czar tout-puissant, car dans son imagination c'était un héros épique comme Sviatagor ou Elie de Mourom, un protecteur des faibles et un vengeur des opprimés. Et il faut reconnaître que les czars de Russie avaient su entretenir si habilement la haine réciproque entre la noblesse et le peuple, que ce dernier n'a jamais accusé personne de ses malheurs excepté les seigneurs, quoiqu'ils ne fussent pas toujours les principaux coupables. N'ayant point de racine dans le pays, dénationalisée par son éducation étrangère, ignorante au fond, faible et sans appui, la noblesse ne s'est plus relevée depuis Pierre le Grand; elle est devenue un instrument aveugle dans les mains des czars; ils s'en servaient pour les plus grandes choses, comme pour les plus grands crimes. Fallait-il organiser une défense nationale, ils commençaient à la flatter, comme Alexandre Ier en 1812, et puisaient dans sa bourse, sans paraître se douter qu'ils extorquaient les deniers du peuple; fallait-il réprimer un mouvement national comme celui de Pougatcheff, ils lui ordon-

naient de massacrer les rebelles; fallait-il consommer le partage d'une nation, ils s'adressaient encore aux tuteurs légaux du peuple, qui trempait inconsciemment dans le crime des czars, en assumant pour sa part tout le déshonneur qui ne lui revenait pas.

Au milieu de l'anarchie gouvernementale qui éclata après la mort de Pierre Ier, lorsque ses successeurs glissaient avec la rapidité des ombres sur les marches du trône, au milieu des attentats et des coups d'État dirigés par des Allemandes et des Allemands d'une origine crapuleuse, il y eut une faible lueur politique, qui donna l'espoir que la noblesse russe se relèverait enfin de la poussière. En effet, en appelant au trône l'impératrice Anne, elle osa lui dicter des conditions qui limitaient son pouvoir souverain. Cette femme prêta serment de fidélité à la Constitution pour avoir l'occasion d'être parjure et de livrer la Russie à son amant Biren, qui vengea le déshonneur de sa maîtresse en faisant périr les auteurs de la Charte et tous ceux qui s'y étaient ralliés.

La puissance des Allemands était fondée en Russie. Ils devinrent à la mode. La noblesse se soumit aux favoris pour plaire aux czars et surtout aux czarines, qui, elles, les préféraient aux Russes. Les mercenaires allemands devinrent dès lors les plus fermes soutiens du trône, ce qui n'a rien d'étonnant, car ils n'avaient point d'attaches avec le peuple et n'arrivaient dans le pays que pour faire fortune. Ils étaient infiniment plus odieux que les anciens brigands varègues, plus habiles que les sophistes byzantins et plus audacieux que les « condottieri » italiens qui affluèrent en France avec les princesses de la maison Médicis. Et pourtant, à part quelques

favoris, pris par le vertige de la toute-puissance, ils n'avaient pas l'air si terrible à première vue. Tout le secret de leur force politique et de leur influence consistait dans la manière de se conduire. Ils possédaient la confiance des czars parce qu'ils exécutaient scrupuleusement leurs ordres, comme des machines, sans oser répliquer et surtout sans penser aux conséquences, quelles qu'elles fussent. Cette manière automatique de remplir toutes sortes de fonctions publiques créa la bureaucratie russe, dont les traditions serviles et égoïstes se perpétuèrent jusqu'à nos jours. Au fond, ils n'étaient ni plus instruits, ni plus capables que les Russes civilisés, mais ils savaient mieux masquer leur ignorance par une prudence excessive en toutes choses, et le manque de alents par un travail opiniâtre. Ils excitèrent bientôt le violentes haines dans toutes les classes de la ociété, même parmi les paysans qui n'échapèrent pas non plus à leurs étreintes administraves et à leur esprit policier. Battant monnaie de out, l'impérialisme russe tira profit de la haine es Russes contre les Allemands, car ce n'est qu'en attant les sentiments nationaux de la noblesse ue l'impératrice Élisabeth parvint à s'emparer du ône.

On était dégoûté des Allemands et on remplaça lontiers la bière holsteinoise par le champagne ançais, que l'impératrice n'adorait pas moins que s beaux et robustes officiers de la garde.

Elle abusa du champagne; c'était sa manière être patriote. Ayant aboli la peine de mort pour s crimes de droit commun, elle conserva laponce pour les attentats et les crimes commis contre

la personne du souverain, ou les membres de l
famille impériale.

La rentrée en faveur de l'aristocratie russe, apr
trente ans de disgrâce qui la poursuivait depuis l
mort de Pierre Ier, semblait présager un aven
meilleur au développement politique de l'empir
d'autant plus que la littérature nationale à pei
éclose, commençait à s'inspirer de nobles idé
mais le règne de Catherine II a prouvé, qu'elle ét
trop avilie pour suffire à cette tâche.

La princesse d'Anhalt-Zerbst s'empara du trô
de Russie à la suite d'une révolution de palais co
pliquée du meurtre de son mari, dont elle fut abso
par Voltaire. « Je sais bien, disait le philosophe
Ferney, qu'on lui reproche quelques bagatelles
sujet de son mari, mais ce sont des affaires de
mille dont je ne me mêle pas, et d'ailleurs, il n'
pas mal qu'on ait une faute à réparer aux yeux
public pour le forcer plus tard à l'estime et à l'a
miration. »

Du reste, personne ne songea, à cette époque
accuser l'impératrice sans admission de circ
stances atténuantes, sauf le parti du malheure
prétendant Ivan Fedorowitch qui ne jouissait d'a
cune popularité et qui était peu nombreux. Or, to
le monde savait à Pétersbourg que le Holstein
idiot, étranglé par Grégoire Orloff, l'amant de l'i
pératrice, haïssait les Russes et s'amusait par u
espièglerie stupide à livrer les secrets d'État au
de Prusse, qu'il appelait son général et son maît
Mais, Catherine II sentait cependant le besoin
faire oublier à ses sujets les origines de son pouvo
en tâchant de flatter la noblesse sur laquelle elle

vait compter qu'à ce prix. Le peuple a dû être èment oublié par elle au milieu des préoccupa- de contenter les classes dirigeantes et soi- e. La convocation des États généraux, dont les emporains ont tant parlé, se réduisit à peu de e, car ce n'était en somme qu'une comédie lé- tive qui a misérablement échoué. Malgré les des et nobles idées inspirées par les œuvres de esquieu et de Beccaria qui s'étalaient dans la z, ou instruction adressée par l'impératrice aux généraux, les événements ont prouvé qu'elle ne vait convoqués que dans un but purement po- . Aussi, lorsque le grand mot de la situation ché, et que les délégués prenant leur rôle au sé- s'avisèrent de parler de l'émancipation, le ernement trouva tout à coup que l'Assemblée trop nombreuse et composée d'éléments trop ogènes pour qu'il fût utile de prolonger l'ex- nce. Les délégués furent poliment congédiés, l'impératrice sut dès lors à quoi s'en tenir sur des esprits en Russie et sur les aspirations na- les des divers peuples de son empire. Après lueur passagère, tout rentra dans l'ombre ; le le asservi succombait sous le poids des impôts, isère était universelle. En grande partie les ca- és publiques devaient être attribuées au gou- ement qui multipliait les cabarets, pour pouvoir e à ses dépenses et qui forçait ainsi le peuple vrognerie. Or, une agitation révolutionnaire ıanente n'a pas cessé de régner parmi les paysans is l'odieuse loi de Boris Godounoff, qui établis- e servage en Russie ; les exploits des brigands vés quelque temps après, par le Cosaque

Stenka Razine, étaient encore vivaces, et ils prenaient, grâce au mécontentement du peuple, des proportions épiques qui enflammaient les esprits. Aux yeux des masses populaires, les brigands de Razine étaient des défenseurs des libertés communales. Ce sont les seigneurs qui les ont châtiés, parce qu'ils voulaient émanciper les paysans et leur donner des terres. Cet état des esprits explique parfaitement l'extrême popularité de Pougatcheff et la bravoure de son armée, qui tint longtemps en échec les « aigles de Catherine et qui fit trembler la souveraine et ses ministres. »

Le 18 septembre (le 30, nouveau style) de l'année 1773, par une belle matinée d'automne, on vit flotter le drapeau blanc de la révolte au-dessus d'un camp établi sur la plaine devant la petite ville de Jaïk. La hampe du drapeau était surmontée d'une croix octogone, qui semblait défier avec arrogance les croix byzantines, qui brillaient sur les clochers des églises orthodoxes.

L'homme inconnu, qui avait hissé ce drapeau et qui sortait à peine des bois, faisait paraître le même jour un manifeste dans lequel il déclarait qu'il était l'empereur de Russie Pierre III, miraculeusement échappé des mains de l'amant de sa femme, Catherine II, à laquelle ce dernier n'avait pas osé avouer la vérité de peur d'encourir sa disgrâce. Ensuite il promettait à ses fidèles Cosaques et à tous les paysans russes « de leur donner les terres, les mers, les « fleuves, les lacs et les forêts ; toutes les aises de la « vie, en un mot, ainsi que les franchises absolues « et éternelles. » Il ne leur demandait que de le

suivre dans son entreprise et de former des armées pour reconquérir le trône de ses ancêtres, que lui avait ravi sa femme. Tout d'abord, son armée se composait de 140 hommes, deux jours après elle était d'environ 2,000 hommes, quinze jours plus tard tous les hommes valides des quatre provinces de l'Est accouraient à son appel.

Dès lors, il commandait à tout un peuple qui ne demandait qu'à obéir.

Lui et ses conseillers, n'ignoraient pas cependant qu'ils entreprenaient une lutte inégale, mais ils avaient foi dans le courage du peuple, et ils le savaient trop malheureux pour ne pas croire au succès.

Le Cosaque Pougatcheff, le terrible inconnu dont je parle, s'avisait, donc, de déclarer la guerre à un immense empire *civilisé*, gouverné par une femme supérieure, amie de Voltaire et des encyclopédistes, qui disposait d'une formidable armée, qui rêvait la conquête de Constantinople, et dont les fidèles serviteurs formaient une classe puissante et civilisée, tout aussi raffinée que l'aristocratie française, puisqu'elle dépensait des sommes folles pour les plaisirs, et qui discutait avec l'aisance de madame Geoffrin les théories politiques de Montesquieu et de Rousseau.

L'aimable société à laquelle les Cosaques voulaient faire *rendre gorge* ne fit pas attention, dès le début, à la révolte de quelques évadés de prison, tant elle était occupé des idées pédagogiques de Rousseau, dans l'*Émile*, qu'elle trouvait même un peu réactionnaires. Évidemment les Cosaques barbares ne pouvaient pas se rendre compte des res-

sources morales que l'aristocratie et la cour pouvaient mettre en jeu pour aboutir au succès, mais ils comprenaient parfaitement qu'on lancerait contre eux une armée d'au moins cent mille hommes. Et c'est ce qui arriva...

Au nom de quelles croyances le Cosaque Pougatcheff a-t-il levé l'étendard de la révolte ?

Il l'a levé au nom des vieux croyants, par conséquent au nom des croyances les plus absurdes que l'on puisse s'imaginer. Lui, le brigand illettré, il s'insurgeait, en mettant le feu aux quatre coins de l'empire, au nom de l'ancienne religion faussée par l'hérésie de Nicon, il voulait que la Russie chrétienne se signât *de deux doigts*, et que l'on prononçât dans les prières le *double alléluia !...*

Devant la puissante souveraine le terrible bandit se dressait comme un fantôme de Pierre III qui criait vengeance au nom des droits du peuple, qu'il avait méconnus lui-même de son vivant.

Ainsi, le hardi imposteur réclamait l'appui du peuple au nom de l'empereur Holsteinois, qui, de son vivant, voulait l'asservir aux Allemands. — Étranges contradictions historiques, qui n'empêchèrent nullement sa personnalité de s'accroître.

Personnellement il fut aimé de ses compagnons, car il était foncièrement bon et charitable. On ne saurait l'accuser des crimes nombreux qui ont été commis pendant l'insurrection, car ce n'était pas lui qui ordonnait les massacres des seigneurs, mais les chefs militaires de son armée. « Laissez-nous agir, lui disaient-ils, lorsqu'il s'agissait de brûler l'habitation d'un seigneur et de le massacrer avec toute sa famille, laissez-nous agir, Votre Majesté, car nous

savons mieux que vous qui mérite d'être châtié; nous ne punirons pas l'innocent, mais les traîtres subiront leur peine. » Sauf le courage personnel, toutes les qualités nécessaires à un chef national manquaient complètement à Pougatcheff, de sorte qu'au début de l'insurrection le gouvernement espérait que ses bandes se disperseraient d'elles-mêmes au premier coup de canon. Il n'en fut rien cependant. Le Cosaque illettré ébranla l'empire jusque dans ses bases, et le nom de Pierre III qu'il portait paralysait les troupes impériales qui marchaient sans élan contre les insurgés. De plus, le nom du Holsteinois couronné lui ouvrait les portes des villes de l'Est, et il remportait partout d'éclatants succès, de sorte qu'au printemps de l'année 1774 son empire comptait plus de *mille lieues carrées*.

Les manifestes de Pougatcheff inspiraient au peuple plus de confiance que les compilations prétentieuses des décrets de la czarine, qui avait la manie de fourrer partout des principes philosophiques « à renverser les murailles, » comme le disait spirituellement le comte Panine.

Le peuple de Moscou attendait l'imposteur avec impatience, en espérant qu'il chasserait les Allemands et les « tchinovnicks » de la couronne.

On tremblait de terreur à Pétersbourg. La noblesse et la bourgeoisie des deux capitales fuyaient dans les provinces du centre ou à l'étranger; l'impératrice allemande cherchait en vain des inspirations heureuses dans les écrits de Voltaire, des compromis sociaux dans Rousseau, des notions économiques dans Mercier de la Rivière, la popularité dans les tête-à-tête avec Diderot, mais elle préféra, après

tout, s'en tenir aux *théories sociales* de Louis XIV et de Louis XV, car elle n'avait pas encore devant elle le noble exemple de Marie-Antoinette, appelant l'étranger au secours de son trône. Il est vrai que Moscou n'était pas encore sérieusement menacé par les bandes de l'ennemi; donc, on pouvait attendre.

L'imposteur devenait cependant de jour en jour plus puissant; le général Bébikoff, qui combattit ses armées avec succès, mourut à Kazan, et l'allemand Michelson avançait lentement avec ses troupes vers le foyer de l'insurrection par des routes inconnues et impraticables.

L'agitation révolutionnaire communaliste commençait à gagner les provinces du sud-est et du centre; le nom de Pierre III ameutait des districts entiers contre les autorités locales. Le torrent populaire menaçait d'emporter dans son courant impétueux « les bases et les piliers » de l'édifice social si péniblement élevé avec l'aide du knout par les czars moscovites et les impératrices allemandes. Le général Bébikoff était peut-être le seul homme d'État qui comprît la véritable signification de la lutte qui s'ouvrait entre l'empire « civilisé » et le peuple, lorsqu'il écrivait à sa femme « que les bandes de Pougatcheff ne seraient nullement dangereuses si elles n'étaient soutenues par les sympathies *des classes rurales,* » et, en effet, l'imposteur ne puisait pas sa force dans le nom qu'il portait, mais dans les revendications sociales qui tendaient à l'affranchissement du peuple et à la souveraineté de la commune. Il y eut un moment pendant la lutte où les généraux russes eux-mêmes hésitaient à prendre une résolution énergique, ne sachant pas au juste s'il fallait atta-

quer l'ennemi ou bien attendre les événements sans risquer leur popularité dans l'avenir. A ce moment critique de la lutte tout s'est effacé, et l'impératrice avec son gouvernement et l'imposteur avec ses bandes; une guerre acharnée commençait *entre l'autocratie moscovite et la commune souveraine.*

Le peuple croyait-il vraiment que Pougatcheff était Pierre III? Or, la majorité des paysans des provinces révoltées savait-elle seulement qui était Pierre III? Il est certain que non. D'autre part, ceux qui connaissaient la triste fin du malheureux Holsteinois, pouvaient-ils s'enrôler sous le drapeau d'un monarque qui haïssait et méprisait les Russes? Évidemment non. Donc le nom du czar importait peu au peuple, et ce ne fut guère à sa personne qu'il se ralliait, ni aux principes qu'il représentait, mais à l'esprit de ses manifestes qui lui promettaient *la terre et les franchises éternelles.* Et ces grandes paroles se trouvaient dans tous les manifestes de Pougatcheff. Elles renfermaient des données positives d'un avenir de prospérité et de bonheur sans soulever des questions de droits politiques abstraits, qui ne sont que de vaines illusions, une tromperie universelle, sans l'égalité économique.

Ces paroles renfermaient en même temps une prophétie des évolutions sociales dans l'avenir, lorsque l'humanité aura reconnu que les révolutions purement politiques et religieuses ne conduisent à rien, car elles s'affaissent fatalement sous le poids de leur impuissance. Ces paroles attaquaient les iniquités sociales, non en vertu des théories abstraites, mais au nom de l'égalite pratique, réelle, en stimulant le peuple à extirper le mal dans sa

racine. Les manifestes de Pougatcheff renfermaient, au fond, des principes beaucoup plus humanitaires que ceux qui s'étalaient dans le fameux *Nakaz* de l'impératrice, ou que l'on trouvait dans les discours des orateurs éloquents dont la voix retentissait sur les bords de la Seine et de la Tamise. Leurs « sermons politiques » étaient pénétrés d'un criticisme vigoureux qui témoignait une force de la pensée, aussi ont-ils accompli des réformes très grandes, en luttant courageusement pour le triomphe de la vérité et de la justice contre la puissante hiérarchie féodale et le despotisme du pouvoir royal. Les éloquents orateurs et les philosophes du dix-huitième siècle et du commencement du dix-neuvième ont, en effet, dépouillé le trône et l'autel de leur prestige, mais ils n'ont guère réalisé la liberté et l'égalité. Les idées de justice et de morale qu'ils cherchaient à faire triompher et à répandre à la place des iniquités de l'ancien régime ne pouvaient profiter, en somme, qu'à une infime minorité de la société, aux personnes instruites et aisées, au nom desquelles ils combattaient. Mais qu'était elle-même cette minorité intelligente ? C'était la bourgeoisie qui a conquis sa place au soleil en exploitant le travail et la misère du peuple. Ces titres au pouvoir étaient d'une origine encore plus douteuse que ceux de la véritable, de l'ancienne noblesse féodale. On ne pouvait accuser trop sincèrement la noblesse, parce qu'elle descendait des vainqueurs, dont elle avait hérité les droits et les prérogatives. A un certain point de vue elle avait même le droit de ne pas vouloir les céder de plein gré au peuple, car elle n'était que le dépositaire des privilèges dont elle jouissait ; la bourgeoi-

sie, au contraire, n'est parvenue au pouvoir que par l'exploitation du peuple, doublée d'apostasie. Or, les philosophes et les publicistes de l'Occident, sauf les grands hommes de la Convention, ne s'attaquaient, pour la plupart, qu'aux prérogatives exorbitantes du pouvoir royal, et cela au nom de la bourgeoisie libérale ou du tiers état.

A l'Occident, toute la lutte se passait entre deux groupes ou plutôt entre deux cercles, relativement restreints, qui vivaient, prospéraient et progressaient aux dépens de la majorité asservie. De là le jacobinisme de la fraction intelligente, élevée dans les idées des encyclopédistes, qui voulaient, eux aussi, appeler le peuple à la vie sociale, voyant qu'il ne revendiquait rien en somme, puisqu'il n'a jamais soulevé la question agraire. Les quelques châteaux brûlés avant la révolution ne témoignaient nullement que le peuple se disposât à revendiquer l'égalité économique et à opérer une profonde évolution sociale dans le sens de l'autonomie communale.

D'une part, on voyait donc l'aristocratie féodale, jalouse de ses privilèges, et l'Église militante, quoique toujours gallicane, avec ses prétentions au pouvoir, avec ses bûchers allumés *ad majorem Dei gloriam;* d'autre part, se trouvaient les représentants de la science et de la pensée philosophique, qui luttaient pour le triomphe de la justice et des droits politiques des classes civilisées. L'école économique qui a succédé aux physiocrates prêchait, à cette époque une nouvelle science, l'*Économie politique*, qui avait pour but de prouver que le capital procure tous les droits et toutes les jouissances à celui *qui sait* l'acquérir ; mais cette science a oublié de recom-

mander les moyens pour arriver à ce but, sauf deux pourtant : la patience et l'épargne, en laissant entendre qu'il ne s'agissait plus que de vouloir économiser pour devenir riche. D'après ces économistes, la liberté de la concurrence, jointe à l'abolition des privilèges commerciaux, pouvait remplacer, avec avantage, l'égalité économique, réputée illusoire. Ils recommandaient surtout la patience sous toutes ses formes, car ils avaient compris que, grâce à l'influence de la civilisation féodale, il se passerait bien des années avant que le peuple n'aboutît à une révolution économique et sociale. Les soixante-dix-huit ans écoulés depuis 1793 leur ont donné raison, en effet.

Certes, la victoire remportée sur l'ancien régime par la bourgeoisie libérale du dix-huitième siècle, a exercé une grande influence sur la marche du progrès en Europe ; mais les réformes qui l'ont suivie étaient conçues dans un esprit de mysticisme politique, et ne sont jamais allées au fond des questions sociales ; voilà pourquoi la longue période des révolutions purement politiques n'a guère profité au peuple, et la victoire de la bourgeoisie n'a été, au fond, qu'un succès temporaire, qui ne survivra probablement pas à un nouveau conflit avec les revendications sociales des masses populaires.

En Russie, l'émancipation sociale a suivi une tout autre voie.

Les révolutions politiques n'y ont jamais été possibles, et ne le sont pas plus maintenant.— Pourquoi? Parce qu'il n'y a jamais eu ni véritable aristocratie, forte par ses droits historiques, ni bourgeoisie puissante, sortie du peuple, qui pût compter sur son

appui pour arriver à ses fins. L'abîme qui s'est creusé entre le peuple de la commune et les classes privilégiées, après les réformes de Pierre Ier, était trop profond pour que ces deux parties de la nation pussent jamais s'entendre. Or, les révolutions politiques ont toujours été faites par des classes privilégiées (plus ou moins renforcées par le peuple), lorsqu'elles ne voulaient plus obéir aveuglément à un despote quelconque. D'autre part, une bourgeoisie riche et nombreuse, comme celle de l'Occident, n'avait plus qu'à penser aux droits abstraits, qui ne pouvaient être profitables qu'à elle seule ou à ceux qui vivaient du travail des autres. La recherche des droits abstraits pour les déshérités, de même que les théories des métaphysiciens politiques, ont été la principale cause que la grande devise républicaine *Liberté*, *Égalité*, *Fraternité* n'a été qu'une vaine illusion, qui a allumé dans le cœur des désirs, sans pouvoir les satisfaire. Sous le règne de l'impératrice Catherine, comme sous ses successeurs, les revendications strictement politiques des classes privilégiées n'ont jamais eu d'écho dans le peuple : les paysans, les ouvriers et la petite bourgeoisie ont témoigné, de tout temps, une profonde aversion pour tous les droits qui ne pouvaient avoir une application pratique immédiate. Tout en s'insurgeant, de temps en temps, contre le pouvoir seigneurial, les paysans toléraient en quelque sorte le servage, parce qu'il laissait intact l'organisation de la commune, et ne touchait pas aux *droits réels* dont jouissaient ses membres. Grâce à ce développement historique du peuple russe, on peut affirmer sans la moindre exagération qu'aucun mouvement révolutionnaire ne

saurait être populaire en Russie, s'il ne tend à soulever la question du partage des terres et à l'établissement des communes souveraines.

C'est aussi ce qui explique l'enthousiasme avec lequel les populations rurales de l'Est accueillirent les manifestes de Pougatcheff, et la confiance qu'elles avaient dans ses ministres et ses généraux. Et le hardi imposteur aurait pu vaincre le *gouvernement civilisé* de la brillante amie de Voltaire, s'il se fût entouré d'hommes capables d'organiser une défense nationale sérieuse, contre les troupes peu disciplinées et peu nombreuses de l'ennemi.

En effet, si les généraux de Pougatcheff avaient su organiser les bandes des paysans, qui massacraient les seigneurs par centaines et qui brûlaient leurs châteaux, ils auraient pu dévaster les provinces à travers lesquelles s'avançaient les troupes impériales, les priver ainsi des moyens de se ravitailler, et diriger toutes les forces dont ils disposaient contre les généraux Michelson et Zypleteff, qui seuls ont su profiter des fautes de l'ennemi. Et si l'insurrection eût triomphé, que serait-il advenu de l'empire de Catherine II?

Et bien! cet empire de la schlague et du knout, repoussé avec effroi par le peuple entier, aurait été remplacé par la commune souveraine à laquelle tout le monde se serait rallié. La noblesse aurait dû suivre l'impératrice en exil, car elle n'aurait pas su redevenir russe, et renouer la chaîne des traditions nationales, rompues par les réformes de Pierre Ier. Dans l'hypothèse du triomphe de l'insurrection, la civilisation en Russie aurait suivi un cours normal, comme chez tous les peuples de l'Europe, et la

marche du progrès ne se serait certes ralentie à aucune époque, grâce à l'esprit d'assimilation et à l'acceptivité du peuple.

En tout cas, la chute de l'empire de Pétersbourg n'aurait produit aucune secousse, pas le moindre désarroi dans l'ordre social, parce que cet empire était pourri jusqu'à la moelle des os sous les habits dorés des courtisans, et sous les trophées sanglants du partage de la Pologne.

Mais le sort a décidé autrement; l'empire monstrueux et grotesque resta debout et ne se montra pas généreux envers le peuple vaincu. L'amie de Voltaire et des encyclopédistes s'en vengea par une répression sanglante, qui laissa loin derrière elle toutes les atrocités commises par les bandes du brigand illettré. — L'Imposteur, après avoir rempli le monde de son nom, expia son incapacité sur la roue, son corps fut brûlé, ses cendres dispersées au vent. Ses compagnons d'armes furent soumis aux plus affreuses tortures avant d'être pendus; d'autres, au nombre de plusieurs milliers, furent envoyés en exil. L'orage a passé et à la répression sanglante a succédé la terreur blanche. Ce n'étaient que les premiers débuts de l'empire de Pétersbourg.

L'impératrice devint ombrageuse, elle commença à haïr le peuple, tout en se gardant bien de le laisser voir. Mais elle continua à s'occuper de philosophie et à écrire à Voltaire jusqu'à la mort de ce grand homme.

Après la répression de la révolte de Pougatcheff, Catherine II inaugura l'ère d'une réaction furieuse, mais elle resta tout aussi libérale dans ses écrits et

dans ses paroles qu'auparavant, car elle était trop sagace pour ne pas comprendre que les théories politiques abstraites, les plus libérales en apparence, apportent un précieux concours au despotisme des souverains et à la prépondérance des classes dirigeantes. Mais les lois qu'elle édicta furent réactionnaires. Elle débuta par un coup de maître en donnant à ses favoris des milliers de paysans en propriété dans la petite Russie, où ils étaient libres jusque-là. De plus elle reconnut, par des actes légaux, le servage des paysans de la grande Russie, en prétextant que « c'était la raison d'État » (?) qui exigeait ces mesures réactionnaires.

Plus que qui que ce soit au monde, et à coup sûr plus que le malheureux Louis XVI, l'impératrice Catherine avait compris qu'aucune mesure réactionnaire ne pouvait être réfutée par les théories politiques libérales des grands hommes du dix-huitième siècle, car elle aurait pu répondre à ses détracteurs, avec les œuvres de Voltaire et des encyclopédistes en main : « Voyez leurs écrits, étudiez-les, et vous trouverez qu'ils n'indiquent pas les moyens d'arriver à la prospérité sociale ; leurs théories libérales se résument, en effet, à cette sublime devise : « Liberté, Égalité, Fraternité, » mais ce n'est qu'une conception abstraite, un idéal moral, vers lequel le chemin reste inconnu. Tous les hommes doivent être libres, c'est vrai, mais il ne faut pas que ceux qui n'ont pas su acquérir gênent ceux qui possèdent. Qu'ils travaillent : la liberté du commerce et la libre concurrence leur faciliteront les moyens de s'enrichir. Est-ce que les philosophes prêchent de piller les seigneurs au profit des *manants* et de partager leurs

terres? Est-ce qu'ils font moins de cas des richesses acquises par la minorité que par les partisans de l'ancien régime? Est-ce qu'ils prêchent la *collectivité* et le partage des biens, pour que la formule « Liberté, Égalité, Fraternité » ne soit pas une devise mensongère? Ils ne la croient possible que dans sa conception abstraite, qui est la seule vraie, puisqu'elle crée un idéal moral vers lequel devra marcher l'humanité, en se perfectionnant. — Et l'impératrice aurait eu raison de tenir ce langage; car, à cette époque, la démocratie ouvrière n'a pas encore élevé sa voix, son avènement a eu lieu plus tard, en 1848, lorsque le principe de *l'égalité économique* a été jeté comme un défi à la philosophie bourgeoise par le prolétariat européen. — Il serait oiseux de dire que le communisme agraire et le principe de la collectivité sociale ont été connus de tous les peuples et à toutes les époques de l'histoire; qu'ils étaient pratiqués aux Indes et chez les Slaves, en Grèce et à Rome. Le répéter serait faire l'étalage inutile d'une érudition enfantine, que doit posséder un collégien de quinze ans.

A l'époque où nous vivons, personne ne doit ignorer que, dans le courant de l'histoire de l'humanité, on peut rencontrer ou retrouver tous les principes sociaux qui nous passionnent aujourd'hui. Aussi, pour les penseurs sérieux la question ne consiste pas à démontrer que rien n'est nouveau sous le soleil, mais à observer judicieusement dans quelles circonstances et dans quelles formes les grands problèmes sociaux se sont développés dans les sociétés humaines. Ainsi le communisme des Grecs ne peut pas être comparé à celui de nos jours.

L'antique commune grecque n'était qu'une caserne, où les citoyens libres subissaient une discipline tyrannique *pour éviter une guerre perpétuelle*; cette commune n'était qu'un *pis aller* d'une société de beaux parleurs admettant, malgré leur libéralisme, l'esclavage du peuple comme une loi naturelle. Or, en Grèce et plus tard à Rome, le communisme agraire et le principe de la *collectivité* ne pouvaient se développer non plus à cause de l'esclavage, qui menaçait la société libre comme une marée montante, et qui finit par l'engloutir.— Le communisme actuel en Russie a un tout autre caractère, ce n'est pas une association limitée de citoyens s'appuyant sur l'esclavage, c'est le peuple tout entier repoussant certains principes sociaux contraires à l'égalité économique. La commune de nos jours, chez le peuple russe, n'est qu'une *association ouvrière*, ouverte à tout le monde, créée pour travailler sur un fond commun, ayant pour but unique de produire le plus de richesses possibles et de partager les produits et les bénéfices entre tous ses membres. Évidemment la formation de grands capitaux dans les mains de quelques privilégiés deviendrait impossible, mais qu'est-ce que la société perdrait à cela? Assurément rien, d'autant plus que les communes rurales et les associations ouvrières (artels) peuvent s'enrichir et prospérer tout aussi bien que les particuliers, surtout après avoir secoué le double joug de l'État et du capital.

C'est précisément ce que le peuple russe avait instinctivement compris à toutes les époques de l'histoire, principalement après les réformes de Pierre le Grand, qui ont eu pour résultat de creuser

un abîme profond entre les aspirations communales de la nation et le nouvel État bourgeois. Pendant la période moscovite l'entente entre les boyards et le peuple était encore possible, mais après les réformes de Pierre le Grand elle ne pouvait plus avoir lieu, parce que les principes fondamentaux des deux fractions de la société russe étaient diamétralement opposés. La civilisation, moitié féodale, moitié bourgeoise, importée de l'étranger, était basée sur la propriété individuelle, dont le paysan russe a horreur, et sur le principe du pouvoir central qui est contraire à son esprit municipal.

Il est évident que la noblesse russe avait tout intérêt à créer une monarchie forte et puissante, pour pouvoir gouverner et exploiter un immense pays comme la Russie, mais elle s'est aperçue vers la fin du dix-huitième siècle qu'elle est allée un peu loin dans la voie du dévouement à la dynastie régnante, et qu'elle s'est aliéné complètement les sympathies du peuple. Sous le règne de l'impératrice Catherine II, la noblesse russe était à la merci des favoris de cette souveraine, qui ne se gênaient nullement d'envoyer les plus illustres gentilshommes en Sibérie, ou à faire rosser les grandes dames dans la chancellerie secrète. La noblesse se dédommageait de son impuissance par l'exploitation de sa propriété baptisée, qui travaillait pour rien. C'est de l'époque de Catherine que date le souvenir de ces richissimes boyards, hélas ! plus ridicules que coupables, qui dépensaient des sommes colossales dans toutes les capitales de l'Europe. Les czars, à leur tour, se sont montrés toujours empressés à sanctionner tous les abus du pouvoir seigneurial et la vénalité de la haute admi-

nistration qui se recrutait dans les classes dirigeantes.

A défaut d'existence politique, la noblesse russe se lança dans les intrigues de cour; toutes les révolutions de palais ont été faites par des nobles portant des noms plus ou moins historiques. Les révolutions de palais se préparaient toujours dans la coulisse, en petit comité, de sorte que l'opinion publique n'était que vaguement renseignée sur les infamies qui se commettaient à l'ombre du trône. Ainsi fut assassiné l'empereur Paul, par quelques courtisans payés, dit-on, par les Anglais, ce qui est très probable, puisque les pourparlers diplomatiques avec la France au sujet de la conquête des Indes anglaises, étaient presque terminés à l'époque de sa mort.

Les révolutions de palais, ainsi que toutes les infamies et les turpitudes de la Russie officielle, se sont accomplies en dehors du peuple, qui n'a jamais prêté son appui aux classes dirigeantes. Il a toujours ignoré ce monde et ne voulait qu'une chose : c'est d'être gouverné le moins possible. Indifférent à tout ce qui se passait en dehors de la vie communale, le paysan russe continuait à remplir son rôle : il payait l'impôt de sang et les contributions de l'État, qui s'accroissaient à chaque règne dans une proportion effrayante et le ruinaient complètement.

L'empereur Alexandre crut devoir racheter son consentement tacite au meurtre de son père par un règne libéral. Avant tout, il pensa au peuple, son libéralisme souffrait de ce qu'il régnait sur des serfs. En effet, n'était-il pas l'élève de La Harpe, l'élève d'un jacobin convaincu? Et puis, ne pouvait-on pas,

après tout, tenter dans un pays comme la Russie toutes sortes d'expériences, quitte à revenir sur ses pas, dans le cas d'ailleurs peu probable où le libéralisme du gouvernement serait pris au sérieux par les fidèles sujets.

Aussi, le czar tenta l'expérience. Tout d'abord il prêcha d'exemple, car il se fit accepter dans la loge maçonnique russe, et donna l'ordre de ne plus poursuivre les nombreux disciples de l'éminent écrivain Novikoff, qui réussit à former sous le règne de Catherine toute une phalange de philosophes et de libres penseurs. L'empereur ne s'arrêta pas à ces mesures d'apaisement et accorda une certaine liberté à la presse des deux capitales. Il permit aux écrivains et aux journaux de critiquer les actes du gouvernement... de son illustre aïeule et de son père, mais de ne pas s'attaquer à ceux de son règne.

Il protégea les sciences et les arts. L'éminent historien Karamzine a eu la chance d'être admis dans son intimité et de jouir de sa haute protection. Cette circonstance lui a permis de faire des recherches historiques dans toutes les archives de l'État, lorsqu'il a conçu l'idée d'écrire l'histoire de Russie. Le czar s'intéressa vivement à ce premier essai d'histoire de Russie et invita Karamzine à venir lui lire les extraits en manuscrit. Pendant les longues soirées qu'il passait au palais d'Hiver, Karamzine ne se gênait pas pour blâmer hautement le despotisme des czars moscovites, ainsi que les réformes hâtives de Pierre le Grand et de Catherine II. L'empereur l'écoutait en silence avec un sourire approbatif sur les lèvres. Il était trop sagace et rusé, en effet, pour ne pas

comprendre que le libéralisme naïf de cet homme de talent aboutirait infailliblement plus tard, à la justification des *colonies militaires*, et d'autres actes odieux de son règne, grâce au milieu délétère où un Russe civilisé était destiné à vivre.

La conduite libérale du czar fit une impression favorable sur la jeunesse russe. Les libéraux du règne de Catherine, tombés en disgrâce sous Paul Ier, accoururent à la cour. Tout le monde se crut à la veille des plus grandes réformes.

L'attitude libérale du gouvernement semblait confirmer ces espérances. Pour ne pas laisser de doutes sur ses intentions libérales, le czar exprima un jour à son entourage le désir qu'il avait d'octroyer à la Russie une constitution politique. Peu de temps après, le czar nomma une commission législative dans laquelle sont entrés les hommes les plus éminents de son règne : l'amiral Mordvinoff et Spéransky.

Ces deux hommes d'État étaient des libéraux dans le sens des encyclopédistes, ils étaient athées et politiciens, doués d'une ambition insatiable que l'on ne rencontre que chez les affranchis du tiers état. Mais, quoique sortis du peuple, ils n'étaient nullement pénétrés de ses aspirations nationales. Au fond, ils ne poursuivaient qu'un but, qui consistait à fonder en Russie un gouvernement oligarchique, semblable à celui de l'Angleterre. En somme, c'étaient des disciples timides de Montesquieu, puisque la théorie inoffensive de la division des pouvoirs, les faisait trembler pour le prestige de l'autocratie russe. Leurs travaux législatifs (qui sont restés du reste à l'état de projets) n'ont été que de simples compilations des théories constitutionnelles écloses

dans le cerveau bourgeois de Siéyès et de Napoléon Ier. Leur idéal politique était la fameuse Constitution de l'an VIII, et encore la trouvaient-ils trop libérale et cherchaient à la modifier dans le sens de l'autocratie moscovite.

Spéransky poussait la naïveté jusqu'à vouloir introduire le Code Napoléon en Russie, Mais la tentative d'assimiler la femme slave libre, qui a même le droit de vote, aux enfants mineurs et aux fous furieux, n'a pas réussi. Il est donc probable que le paysan russe et la femme slave, en général, ne connaîtront jamais les sages dispositions du Code Napoléon. J'ignore si Spéransky admirait la peine de mort en matière criminelle et s'il protestait contre le divorce admis par l'église russe, je sais seulement qu'aucun gouvernement russe n'a osé toucher à ces questions depuis le règne de l'impératrice Élisabeth. L'amiral Mordvinoff représentait l'élément aristocratique au sein de la fameuse commission. Il voulait limiter le pouvoir du czar au profit de l'aristocratie et de la haute noblesse. Spéransky, au contraire, représentait la bourgeoisie, avec l'appui de laquelle il voulait gouverner.

Ces fantaisies constitutionnelles du czar faisaient l'affaire de quelques hommes d'État de son entourage, notamment du prince Czartorysky qui cherchait à entretenir le plus longtemps possible ces dispositions libérales dans l'esprit du czar, pour lui démontrer la nécessité de rétablir la Pologne.

En dehors de cette commission législative, l'autocrate de toutes les Russies a fondé un petit comité d'intimes, connu sous le nom de Comité de salut public. Cette réunion révolutionnaire, composée de

comprendre que le libér[illegible] un mono-
de talent aboutirait [illegible] qu'une image
justification d[illegible]iques dont parlait
odieux de [illegible] auguste élève. Néan-
Russe ci[illegible] amusait tout de même,

La c[illegible] innocent ne présentait
favor[illegible] souvent au Comité la
règn[illegible]ation des paysans, mais on
acc[illegible]chir avec la terre pour ne pas
ve[illegible] *intérêts acquis*, et ruiner l'État.
[illegible] détail, le Comité était trop voltai-
[illegible] refuser aux serfs la liberté politique. Le
projet de l'émancipation des paysans était égale-
ment discuté par la commission législative, qui,
dit-on, s'était arrêtée à un compromis, en proposant
au gouvernement de régler par une loi les relations
réciproques entre les seigneurs et les paysans.

Les travaux constitutionnels de Spéransky et de Mordvinoff n'ont pas eu plus de succès ; car ils n'ont abouti, en somme, qu'à une réforme purement bureaucratique.

S'inspirant des principes de la théorie de la division des pouvoirs, Spéransky a introduit, en effet, un peu plus d'ordre dans les attributions des trois pouvoirs publics ; mais cette division est restée purement nominale, car sans la représentation nationale, et sans ministère responsable, elle ne limitait en rien le pouvoir autocratique du czar.

La politique réformatrice du gouvernement russe, aussi équivoque qu'elle fût, indiquait cependant qu'il se rendait parfaitement compte de ce fait que les idées libérales ont pénétré dans les classes privilégiées, et qu'il voulait aller au-devant du dan-

er pour en connaître l'étendue, et le conjurer à temps. Il est certain que le libéralisme d'Alexandre Ier n'avait pas d'autre but.

Le langage de la presse tendant à s'affranchir des rigueurs de la loi, l'influence toujours croissante des francs-maçons et l'esprit libéral qui régnait dans les écoles, étaient autant de preuves qui indiquaient clairement que les principes de 1789 ont accompli leur œuvre au sein des classes privilégiées, et que le gouvernement devait entrer résolument dans la voie des réformes, ou appeler à son aide les hommes de la réaction.

Pendant que l'aristocratie et la haute noblesse étudiaient le mécanisme constitutionnel de l'Angleterre, qui accorde une si large part aux droits féodaux et au capital, la fraction intelligente de la petite noblesse des provinces et les hommes éclairés sortis du peuple, inclinaient ostensiblement vers les théories sociales et démocratiques. Au sommet de la société russe on admirait Montesquieu et les encyclopédistes, en cherchant à concilier les théories libérales avec les intérêts de caste; en bas on admirait Rousseau et les grands hommes de la Convention.

Les guerres de 1812-1814 ont donné une impulsion puissante au développement pratique des idées révolutionnaires. Les jeunes nobles de la garde impériale, les hauts fonctionnaires civils et militaires, et toute une armée de jeunes employés des diverses administrations qui accompagnaient le czar ou l'armée à travers l'Europe jusqu'à Paris, ont pu se convaincre *de visu* que les théories libérales des grands hommes du dix-huitième siècle

s'étaient réalisées en grande partie dans la vie pratique.

Le gouvernement russe comprenait lui-même qu'il était difficile de passer sans transition du rôle de sauveur de l'Europe à l'autocratie byzantine-tartare des anciens czars moscovites, et néanmoins il craignait de se voir un jour dans la nécessité de capituler devant la révolution populaire. Car c'est le peuple révolté qui lui faisait peur et non les revendications possibles de la noblesse. Le gouvernement comprenait bien qu'il se trouvait en face d'une société rajeunie par les événements, et en face d'un peuple surexcité par une guerre patriotique.

N'ayant jamais eu l'intention d'octroyer une constitution, le gouvernement russe avisa aux moyens de sortir de l'impasse où l'avaient placé les brillantes victoires de la campagne de 1813-1814. En 1816, Alexandre Ier appela à son aide les réactionnaires, qui attendaient patiemment dans la coulisse le moment d'entrer sur la scène politique. Une réaction furieuse, imbécile, se déchaîna sur la Russie.

Du reste, le parti libéral n'a jamais été dupe des promesses du gouvernement. Quant à la jeune génération, élevée dans les idées libérales de l'époque, elle avait bien raison de désespérer de l'avenir lorsqu'elle a vu que le principal promoteur des réformes, Spéransky, est tombé en disgrâce pour avoir pris au sérieux les intentions libérales du czar. La désillusion des libéraux a été complète lorsqu'ils ont appris que le prétendu sauveur de l'Europe, l'élève du jacobin La Harpe se ralliait, sans restriction, à la réaction européenne, par crainte de révolution.

Les diplomates aussi fins et astucieux, comme Metternich et Stein, n'ont pas eu grand'peine à effrayer le pauvre maniaque, car, à cette époque, il se trouvait déjà sous l'influence de la mystique madame de Krudner.

Cet acte diplomatique donnait la juste mesure de ce que l'on pouvait attendre du gouvernement russe. Dès lors, le parti révolutionnaire a compris que le gouvernement entrait de plain-pied dans la réaction furieuse et désordonnée.

Trois ans après la guerre nationale, le czar se sépara de ses anciens amis jacobins et s'entoura d'une soldatesque brutale et ignorante. Néanmoins il ne cessait de dire à son entourage qu'il est resté républicain au fond de l'âme.

L'influence du protestantisme, qui devint à la mode à cette époque, se faisait sentir de plus en plus sur l'esprit malade de l'autocrate ; il devint bigot, protégea les sectes religieuses, non par esprit de tolérance, mais par caprice de potentat qui s'amuse des protestations inoffensives. L'Église orthodoxe fut en quelque sorte délaissée ; la cour et la haute société passaient des journées entières à chercher *la grâce divine*, sous la pieuse surveillance des pasteurs protestants. On lisait la Bible et l'Évangile le jour, et on faisait des parties fines pendant la nuit. Le palais d'Hiver, comme la scène d'un théâtre, se transformait, en un clin-d'œil, tantôt en lupanar, tantôt en église. Mais le règne des protestants, des dissidents et des quakers n'a pas été de longue durée ; le monomane couronné a fini par avoir peur de son peuple, il eut des terreurs nocturnes, flairant partout des complots, et, ne sachant

plus où donner de la tête, il appela à son secours un soldat féroce, brutal et rusé. Ce soldat s'appelait Aroktcheieff, le fameux favori, de sinistre mémoire, qui a voulu *militariser la Russie.*

Muni des pleins pouvoirs du czar, il a organisé des *colonies militaires* à Novgorod-Karkoff, Kherson et dans d'autres villes moins importantes. Ces colonies étaient soumises à la juridiction militaire et administrées par des officiers. Elles ne différaient des autres villages que par leur population composée moitié de soldats célibataires, veufs ou mariés. Cette innovation insensée, inouïe dans les annales de l'Europe, a cependant été approuvée par Spéransky lui-même, qui a cru, en sa qualité de disciple d'Adam Smith, que cette réforme offrait le précieux avantage de donner à la patrie un défenseur à bon marché, en le conservant au sol comme ouvrier. Mais le peuple russe n'a pas été de cet avis. Se voyant assujetti à une double servitude, il s'est opposé énergiquement à l'introduction de cette odieuse réforme, qui l'atteignait jusque dans sa commune.

La répression des révoltes des paysans a été sanglante ; le gouvernement persistait à maintenir les colonies pour pouvoir terroriser la province en cas d'un soulèvement général des serfs.

Le parti libéral qui se composait, à cette époque, d'officiers de la garde, de littérateurs, de savants et de quelques publicistes de talent, assistait le cœur serré au spectacle de cette orgie réactionnaire et cherchait les moyens de sauver le pays. Tout le monde était d'accord que le principe de l'autocratie est contraire à la civilisation et au progrès, mais on différait sur le choix des moyens pour modifier

l'ordre de choses existant. La fraction radicale, qui recommandait le mouvement révolutionnaire, l'emporta sur les hésitants.

Mais, avant de parler de la révolution du 14 décembre 1825, qui a clos le règne d'Alexandre, nous croyons utile de jeter un coup d'œil rapide sur le développement de la littérature russe, pour nous rendre compte de son influence sur la société russe de cette époque.

La littérature russe ne date que du milieu du dix-huitième siècle. Les débuts ont été des plus modestes, puisque les écrivains d'Élisabeth et même ceux de Catherine II n'avaient rien créé d'original et d'indépendant dans leurs œuvres ; ils se bornaient pour la plupart à traduire les auteurs classiques de l'Occident, ou tout au plus à les imiter avec plus ou moins de talent. Somonossoff, seul, fit exception parmi ses contemporains, mais son principal mérite aux yeux de la postérité consiste à avoir créé la langue littéraire. — Le travail de l'élaboration de la langue a été long et difficile ; il fallait l'enrichir par des néologismes, assouplir les formes grammaticales corrompues par le jargon de l'Église et des livres saints, créer une construction moins embrouillée et plus logique de la phrase, et supprimer, enfin, une masse de mots allemands, hollandais et français, introduits dans la langue depuis Pierre le Grand. L'éminent historien Karamzine a continué l'œuvre de Somonossoff avec succès, et le célèbre poète Pouschkine l'a terminée plus tard en créant une langue poétique, riche et sonore.

A la fin du dix-huitième siècle la littérature russe, et même le journalisme, avaient pris un caractère

plus sérieux et en même temps plus pratique, grâce à l'influence de l'éminent publiciste Novikoff, exilé par ordre de l'impératrice Catherine. Il était un propagateur infatigable des principes de 1789 ; et c'est lui qui a traduit en russe les principaux ouvrages des encyclopédistes, ainsi que les œuvres de Rousseau qu'il a même publiées à ses frais.

Pendant que Novikoff et ses disciples rivalisaient d'ardeur pour répandre dans la masse du public les idées libérales, pendant que Karamzine ébauchait les grandes lignes de son histoire de Russie, un écrivain de talent, Van-Viezin, attaquait dans ses satires mordantes les vices et les ridicules de la noblesse et de la bureaucratie. Ses comédies ont joui d'une très grande vogue, et le « Dadais » est même resté au répertoire jusqu'à nos jours. Van-Viezin a fait vibrer le premier la note satirique qui était, au fond, une accusation implacable des vices de la société russe du règne de Catherine. Depuis cette époque, elle est restée la note dominante dans la littérature nationale, quoique l'esprit de critique et de négation eût revêtu les formes les plus variées dans le courant de notre siècle.

En puisant ses sujets et ses inspirations dans la vie russe, la satire, comme plus tard la critique réaliste, ont puissamment contribué à l'affranchissement de la littérature russe de l'influence étrangère.

Les travaux historiques de Karamzine, qui ont paru sous le règne d'Alexandre, ont, pour ainsi dire, créé un terrain national solide pour le développement politique et intellectuel de la jeunesse russe. Certes, son œuvre n'est pas l'histoire du peuple, car le peuple russe n'a pas vécu jusqu'à présent, mais en

publiant l'histoire des czars moscovites et de la dynastie des Romanoff, il n'a pas moins écrit, sans le vouloir à coup sûr, le martyrologe du peuple. Son histoire a produit une profonde impression sur la jeunesse russe et lui a donné le goût des études historiques.

Ainsi, dès les premières années de notre siècle, la Russie possédait déjà la littérature et l'histoire nationales, autrement dit, elle avait deux conditions essentielles pour le développement *des idées libérales au sein des classes civilisées.*

Sous le règne d'Alexandre, le mouvement littéraire ne s'est pas ralenti, même pendant la longue période de la réaction dont nous parlions tout à l'heure. Au contraire, ce mouvement se développait à mesure que la réaction devenait plus redoutable. L'esprit de critique s'aiguisait dans la lutte inégale avec l'autocratie, malgré les rigueurs de la censure qui ne laissait presque aucune liberté à l'écrivain. Les publicistes de ce temps subissaient encore l'impulsion libérale que leur avait communiquée le vaillant Novikoff; d'autre part, la poésie large et sonore de Pouschkine redressait les consciences, en élevant le niveau moral de la société, en lui soufflant l'espoir dans un avenir meilleur. Le grand poète a compris, par intuition, ce qu'un homme intelligent, instruit et honnête, devrait souffrir en Russie, lorsqu'il a créé *Onéguine,* le type *d'homme inutile malgré lui*, malgré ses talents, son cœur généreux et son intelligence ! Son vaste génie a reflété dans ce type d'homme intelligent de l'époque, les souffrances séculaires du peuple, lequel, après mille ans d'existence historique, reconnaissait par la

bouche de ses meilleurs enfants qu'il était encore impuissant à secouer le joug de ses oppresseurs.

Les poésies défendues de Pouschkine et de Ryléeff, ainsi que les écrits révolutionnaires, qui formaient toute une littérature manuscrite, ont achevé de populariser, dans la masse des lecteurs, les idées politiques de 1789. Mais le peuple et la bourgeoisie restaient en dehors du mouvement révolutionnaire. Pendant qu'un morne silence régnait dans les masses populaires, dominées par la terreur, au point qu'elles accueillaient avec méfiance les bruits que les révolutionnaires colportaient dans les campagnes au sujet de l'émancipation prochaine, le parti libéral, composé de la jeunesse des deux capitales, s'agitait de plus en plus dans les comités secrets. Elle subissait l'influence d'un petit groupe d'hommes intelligents et honnêtes, mais qui ne levaient pas l'étendard de la révolte au nom des revendications nationales...

En 1818, une société révolutionnaire, qui s'appelait *l'Alliance de la Vertu*, s'était formée à Moscou, mais elle s'est dissoute en 1822, en se fractionnant en trois groupes : La *Société du Nord*, la *Société du Midi* et l'*Union Slave*, la moins importante des trois, dont l'existence même était assez problématique.

Cette division du grand parti révolutionnaire a accentué les différentes nuances politiques qui existaient dans son sein. Mais l'accord entre ces trois sociétés ne s'est pas moins maintenu jusqu'au bout. Les deux premiers groupes se sont entendus, dès le début, pour agir d'après un plan arrêté en commun, quoique les chefs du Sud eussent déclaré qu'il fallait

proclamer la *République fédérale*, après avoir renversé la monarchie. La société du Nord, qui préférait la monarchie constitutionnelle, ne défendait que mollement ses principes; les membres de la haute noblesse, qui en faisaient partie, étaient indifférents, au fond, à la forme du gouvernement, et ne cherchaïent qu'à se maintenir au niveau du mouvement révolutionnaire, pour ne pas perdre leur place au soleil. *Les opportunistes* ont toujours et partout été les mêmes. Aussi leur politique habile a été couronnée de succès, puisque un des leurs, le prince Troubetzkoï, homme ambitieux et sans valeur personnelle, avait réussi à se faire nommer *dictateur*, la veille de la révolution.

Néanmoins, dans son ensemble, la société du Nord témoignait beaucoup de bonne volonté à aider les républicains dans l'accomplissement de leurs projets, et entretenait même des relations suivies avec quelques gentilshommes polonais et tchèques, qui faisaient partie de l'*Union slave*. Des seigneurs riches et puissants de la « société du Nord » se sont ralliés — nous devons l'avouer — avec un louable empressement à la proposition de Pestel, tendant à l'émancipation des serfs avec la moitié des terres seigneuriales qu'on devait leur donner *à titre gratuit*.

« La société du Sud », qui siégeait à Kiew, était composée de républicains convaincus, et de socialistes par anticipation; elle comptait dans son sein des hommes d'une grande valeur, comme le colonel Pestel, l'héroïque défenseur de la liberté, le vaillant Mouravieff, et tant d'autres qui n'ont pas reculé au moment décisif, devant les cohortes avinées du czar. Subissant l'influence des hommes énergiques et d'un

esprit élevé, comme Ryléeff et Kakhowsky, la société du Nord a marché, jusqu'au bout, dans la voie que lui avait tracée les chefs du parti républicain.

Les deux groupes étant d'accord sur les principaux points du programme, il ne s'agissait plus que de trouver une occasion favorable pour renverser le gouvernement du czar. Les radicaux proposaient d'exterminer la famille impériale, pour se débarrasser des prétendants, et de procéder avant tout au partage des terres seigneuriales pour entraîner le peuple dans le mouvement révolutionnaire.

Sur le premier point, l'accord n'a pas tardé à se faire, mais il n'en fut pas de même du second, parce que les constitutionnels alléguaient ne pas vouloir provoquer une interminable guerre civile entre les classes dirigeantes et le peuple. Ce qui ressort de cette objection, c'est que la noblesse russe, même révolutionnaire, avait peur du peuple.

Certes, des hommes comme Pestel, Ryléeff, Kakhowsky et leurs amis ne partageaient nullement ces terreurs; mais, pour eux, ne pas soulever la question agraire dans la forme qu'ils désiraient eux-mêmes, était une affaire de principes; car, au fond, ils n'entendaient se servir du peuple que comme d'une force brutale pour réaliser leurs projets. Faute de mieux, ils étaient jacobins, car ils voulaient *doter le peuple des institutions qu'ils croyaient nécessaires à sa prospérité.* Il est vrai de dire que les théories sociales de Babeuf et de Saint-Simon avaient quelque chose de vague dans les principes, *et n'offraient pas de moyens pratiques pour les réaliser.* Or, sans soulever la question de leur valeur philosophique et sociale, les *décembristes* n'ignoraient pas

que ces théories ont eu si peu de succès et d'adeptes, qu'elles n'ont pas pu lutter longtemps contre le libéralisme bourgeois. *Le socialisme ouvrier* n'existait pas encore dans la *forme pratique* de notre époque; l'année 1848 était encore loin, et puis, les hommes du 14 décembre se trouvaient trop peut-être sous l'influence du clinquant des coups d'État, pour vouloir poser la question sociale dans la simple formule de Pougatcheff! Si généreux qu'ils fussent, cette formule a dû leur paraître barbare...

L'occasion favorable que l'on cherchait à Pétersbourg pour renverser la monarchie se présenta d'elle-même, sans qu'on eût besoin d'avoir recours au régicide pour arriver au but. Les révolutionnaires ont résolu de profiter du désarroi de l'interrègne provoqué par la courtoisie ridicule de deux frères, qui s'offraient généreusement la Russie pendant quelques jours. Alors ils descendirent sur la place du Sénat, et luttèrent avec le courage du désespoir, pendant quelques heures, contre les troupes du czar.

La révolution du 14 décembre a échoué pour les deux raisons suivantes : d'abord, parce que le mouvement révolutionnaire n'existait que dans les classes privilégiées; ensuite, parce que les idées au nom desquelles les révolutionnaires ont combattu, ne répondaient ni au génie historique du peuple, ni à ses revendications communales. En somme, la journée du 14 décembre n'a été qu'une protestation courageuse contre le despotisme, d'une poignée d'hommes d'élite, qui ont bien voulu la faire à leurs risques et périls. Ce mouvement étant *purement politique* (c'est-à-dire bourgeois) portait l'estampille étrangère et était, pour ainsi dire, antinational.

Ce qui intéresse le peuple russe, *c'est la solution, conforme à ses désirs, de la question agraire, et le développement des franchises communales, par le mir.*

Que le peuple russe ait conservé la commune jusqu'à nos jours, parce que la situation économique de la Russie a été inférieure à celle des peuples de l'Occident, comme l'affirment quelques savants; ou bien que la commune ait survécu à toutes les vicissitudes de l'histoire, chez un des plus grands peuples de l'Europe, parce qu'elle doit devenir la pierre angulaire des sociétés futures, en portant en soi le germe du progrès social — c'est là une question que nous laisserons ouverte, en nous bornant seulement à remarquer que les finasseries politiques des Siéyès, des Benjamin Constant et des Guizot ne pouvaient pas être plus goûtées par le peuple russe, en 1825, qu'elles n'avaient été goûtées par le peuple français en 1848, et à une époque encore plus récente. En 1825, comme il y a quatre siècles, comme aujourd'hui, comme dans cent ans, le peuple russe a voulu, et voudra toujours la liberté avec toute la terre qu'il cultive; il a voulu, et il voudra toujours, garder la commune pour pouvoir jouir de toutes les franchises municipales qui découlent de cette institution sociale. Jamais il ne sanctionnera d'autre pouvoir que celui du *mir* (*le tout le monde*), parce qu'il n'a jamais voulu obéir à d'autres autorités qu'à celles qu'il avait librement élues.

La commune russe, avec son *mir* qui règne et qui gouverne, ne peut être comparée à la *township* américaine, qui a conservé le caractère d'une *unité administrative*, d'un État centralisé, malgré la décentralisation apparente et l'autonomie locale légale-

ment accordée; d'autant moins peut-on la comparer à la chétive commune anglaise qui plie sous l'autorité de l'État et de la grande propriété.

La commune russe est en dehors de toute notion d'État, centralisée ou non; elle présente un *État social*, un *modus vivendi*, où il n'y a d'autres lois que celles qui sont dictées par *tout le monde.*

La révolution du 14 décembre a donc été conçue dans un esprit absolument contraire aux revendications historiques du peuple; c'est pourquoi elle a échoué. D'autre part, les chefs du parti ont mal calculé les forces matérielles dont ils pouvaient disposer au moment de la lutte. En fait, ils n'avaient pas plus de 3,000 combattants, tandis que le czar a pu réunir 30,000 hommes en quelques heures.

Il est vrai de dire, qu'il n'était pas moins dangereux de s'occuper de propagande révolutionnaire dans les casernes, que parmi les paysans et les ouvriers. Fils de paysans, paysans eux-mêmes, les soldats russes ne se méfiaient pas moins des nobles que les classes rurales. Disons, enfin, pour conclure, que les chefs révolutionnaires avaient également trop compté sur l'agitation qui régnait à cette époque, dans les provinces où étaient établies les colonies militaires. Habitué à souffrir, le peuple russe ne songeait pas encore à se lever en masse, son heure n'avait pas encore sonné...

Le despote qui succéda à Alexandre Ier le comprit si bien, qu'il crut devoir abuser de son pouvoir pendant vingt-cinq ans. Après avoir réprimé le mouvement révolutionnaire du 14 décembre, il traita la Russie en pays vaincu. Le czar Nicolas voulut que la Russie se tût et que ses nombreux sujets n'eussent

d'autre loi que celle de lui obéir. Et la Russie lui obéit jusqu'au dernier jour de son règne, grâce à la terreur que lui inspirait ce tyran. Or, ne s'appuyait-il pas sur 500,000 soldats et 80,000 prêtres !

Au milieu de la société désolée, Pouschkine seul soufflait l'espoir dans un avenir meilleur. Son vers avait encore l'assurance d'un vainqueur et le courage du blâme d'un citoyen libre, comme dit Hertzen. Mais il fut vaincu, lui-même, par la clémence du czar et par le dégoût profond qu'il avait pour la société qui l'entourait. Après sa mort, la Russie eut un autre grand poète, celui qui a chanté ses souffrances, en reflétant dans sa douce poésie l'unique sentiment qui opprimait tout le monde, le désespoir!

Ce poète fut Lermontoff, dont la poésie touchante était pénétrée de l'idée que les efforts les plus généreux et les plus héroïques du génie russe se briseront fatalement contre l'autocratie du czar, et que ses efforts resteront peut-être ignorés ou incompris par la postérité.

Néanmoins le calme profond qui régnait dans le pays n'était qu'apparent; le feu couvait sous les cendres. Les idées proclamées sur la place du Sénat se transformaient, peu à peu, dans le sens des théories socialistes, et devenaient, par conséquent, plus conformes au génie national. On cessa d'admirer la Constitution de l'an VIII et le régime politique de l'Angleterre, et l'on s'aperçut, un peu plus tard, avec étonnement que les aspirations séculaires du peuple russe correspondaient à l'idée révolutionnaire de l'Europe. Les hommes d'opinions avancées constatèrent également que les associations ouvrières, *avec partage égal des bénéfices*, rêvées par

Saint-Simon, et plus tard par Louis Blanc, dont on a tant parlé en 1848, étaient connues en Russie, depuis huit cents ans, sous le nom d'*artel*.

Le développement des idées socialistes et communistes en Europe démontrait aux révolutionnaires russes la nécessité d'étudier le peuple, et de repousser avec plus d'énergie qu'auparavant les bienfaits de la civilisation officielle et bourgeoise. Mais pour propager les idées défendues, il fallait évidemment prendre un chemin détourné. C'est ce que firent les libéraux et les révolutionnaires russes. La presse libérale de cette époque a trouvé le moyen de se soustraire aux rigueurs de la censure, en créant une littérature de tours de force de style, qu'il fallait savoir lire entre les lignes pour deviner ce qui ne s'y trouvait pas. L'éminent publiciste Polévoï était passé maître dans cet art difficile. Doué d'un vigoureux talent de critique, il contribua beaucoup au développement de l'esprit de négation, en s'attaquant à toutes sortes d'autorités, scientifiques ou littéraires, dont il n'a jamais voulu adopter les idées et les doctrines sans les avoir passées au creuset du bon sens. Parmi les démolisseurs des autorités, qui ont tant contribué à l'émancipation de l'esprit russe, Polévoï a été l'un des plus influents. Néanmoins, il faut avouer, que la critique de Polévoï était moins judicieuse et profonde que brillante et spirituelle; ses boutades, contre ses adversaires littéraires, rappelaient souvent par leur esprit caustique celles de Voltaire; il lui arrivait parfois de se débarrasser de ses contradicteurs en les couvrant de ridicule, mais il lui arrivait rarement de les vaincre par la force de ses arguments.

Les questions sérieuses de la vie sociale et intellectuelle furent traitées, un peu plus tard, d'une façon magistrale par l'éminent publiciste Belinsky, le prince de la critique russe. Les nombreux articles qu'il a publiés dans les revues et les journaux, ont fondé la critique réaliste en Russie. Dialecticien habile, il employait tout son talent à démasquer les fausses gloires et à lutter contre l'ignorance et la routine dans toutes les sphères de la vie sociale. Ses critiques littéraires ont puissamment contribué à développer le niveau intellectuel de la jeunesse russe. Profondément patriote et nullement chauvin, esprit libre, sans préjugés d'aucune sorte, Belinsky adorait la Russie, mais ne s'abusait guère sur la grandeur du mal qui la minait; ne désespérant pas de l'avenir, il ne s'est pas trop ému de l'éloquente lettre de son ami Tchaadaïeff qui, dans un moment de désespoir, a maudit la Russie, en lui présageant la ruine. Il ne s'est pas rallié, non plus, aux slavophiles, qui voulaient que la Russie revînt aux traditions de l'ancienne Moscovie et à la civilisation byzantine. Il a formé une école à lui, qui avait pour principe fondamental le libre développement du génie russe dans toutes les sphères de la vie sociale, sous l'égide de la science et de l'art. Il ne rougissait pas d'avouer « qu'il se prosternait devant les merveilles de l'Occident, » parce qu'il croyait fermement au développement d'une civilisation nationale et indépendante. Il blâmait ceux qui copiaient servilement l'étranger, mais il n'admettait pas en même temps l'opinion des slavophiles, qui disaient qu'il fallait repousser tous les dons de la civilisation européenne, sans exception.

L'esprit de sérieuse critique ne se développait pas avec moins de vigueur, sous le règne de Nicolas, dans la forme plus abordable du roman satirique et de la comédie de mœurs. Ici, comme dans la critique et dans la poésie, on sapait tous les éléments constitutifs de la civilisation officielle. On se moquait de tout, on ridiculisait la bureaucratie paperassière, on flagellait les administrateurs malhonnêtes et la justice vénale. En effet, dans les œuvres de Gogol, par exemple, toute la société russe d'alors se reflétait comme dans une glace, et le romancier a eu vraiment raison de choisir comme épigraphe de ses *Ames Mortes*, le proverbe petit-russien qui dit *qu'il est inutile d'en vouloir à un miroir, lorsque la figure est laide*.

Les œuvres de Gogol comme celles de Balzac forment une *Comédie humaine*; c'est une série de types variés et vivants qu'il fait défiler devant les yeux du lecteur; tous ses types sont éminemment russes, pris sur le vif dans toutes les classes de la société civilisée, excepté la haute noblesse pourtant. En résumé, le célèbre romancier a fait œuvre de pathologie sociale, car il a démontré, tantôt dans une forme sérieuse, tantôt dans une forme plaisante et caustique, que la société russe de cette période lugubre ne poursuivait aucun but sérieux dans la vie, aucun idéal social, et qu'elle semblait n'exister que pour satisfaire à ses appétits brutaux, sans s'inquiéter de l'abaissement de son niveau moral.

L'arrêt était sévère, mais juste.

En effet, on était à cette époque en pleine floraison du servage, et cependant pas une seule voix ne s'élevait dans les classes dirigeantes en faveur de

l'émancipation. Le czar et ses ministres se vantaient même devant l'Europe de pouvoir concilier le progrès social avec cette institution barbare. Selon eux la Russie ne progressait pas moins que les autres puissances, mais elle avait cet avantage sur les autres que son gouvernement était assez fort pour opposer une digue infranchissable à la révolution, et assez sage pour ne pas faire de politique sentimentale. C'est ainsi, du moins, que le ministre de l'intérieur qualifiait le projet de l'émancipation des serfs, dans sa circulaire explicative adressée aux préfets au sujet de l'oukaze du mois d'août 1842, qui apportait quelques légers adoucissements au servage.

La haute noblesse applaudissait à cette politique du czar, qui livrait à sa merci toutes les forces vives du pays, et elle envoyait des « adresses de dévouement au trône et à la patrie. » Le mot patrie ne servait, évidemment, qu'à complèter la phrase. Son avilissement pendant le règne de Nicolas a dépassé tout ce que l'histoire des autres peuples pourrait nous fournir sous ce rapport d'abject et d'ignoble. Nombre de grandes familles, par exemple, avaient poussé leur servilité au point de ne pas oser porter le deuil de leurs parents exilés en Sibérie après le 14 décembre ou après le prétendu complot de Konarsky en 1849[1].

Il y avait plus : on citait comme un exemple à suivre tel père titré ou général, qui suppliait le czar de ne pas gracier son « vaurien de fils » accusé d'un délit politique quelconque ; on racontait avec en-

1. Herzen.

thousiasme dans les salons aristocratiques que telle grande dame avait dénoncé son fils ou son mari à la troisième section pour un fait politique, et que telle autre avait supplié le czar de jeter en prison l'un des siens pour changer le cours de ses idées libérales.

C'était encore la haute noblesse qui encourageait le gouvernement à suivre une politique de répression sanglante à l'égard de la Pologne en 1831. La jeunesse russe, la presse libérale, des écrivains de talent comme Belinsky, des savants comme l'historien Granowsky, des poètes comme Venevitinoff, de même que les boudeurs slavophiles formaient ensemble un groupe d'opposants qui se tenait à l'écart de toutes les infamies du gouvernement, et qui protestait par son attitude indignée contre les bandits qui entouraient le trône. Certes, la fraction libérale de la société russe n'osait ni critiquer les actes du gouvernement, ni protester ouvertement contre le despotisme qui supprimait toutes les libertés publiques, mais il lui restait la ressource de *l'opposition passive*, et les moyens de témoigner ses sympathies à tous ceux qui étaient persécutés par le gouvernement.

L'abîme qui séparait les hommes qui touchaient de près ou de loin au pouvoir, et la fraction libérale de la société russe, devenait de plus en plus profond. L'oukaze impérial de l'année 1846, qui limitait, en quelque sorte, les droits des seigneurs sur leurs serfs, a créé, pour ainsi dire, deux sociétés ennemies en Russie : l'une, qui possédait la propriété baptisée, s'était émue de l'amélioration bénigne qu'apportait le décret impérial à la situation des paysans ; l'autre,

moins riche, qui formait l'aristocratie de l'intelligence, née du mouvement révolutionnaire du 14 décembre, ne considérait l'oukaze impérial que comme le premier pas vers l'affranchissement des paysans avec la terre. Dès lors, tous les hommes de talent du parti avancé, les publicistes, les poètes, les romanciers, les savants et les journalistes n'eurent plus d'autre but que de développer cette idée sous toutes les formes et sur tous les tons.

Le côté moral des graves questions sociales que soulevait le courant généreux en faveur de l'émancipation, a été savamment développé par l'historien Granowsky et par d'autres professeurs de l'université de Moscou. Les idées généreuses qui inspiraient les belles études critiques de Belinsky ennoblissaient les esprits et les maintenaient à la hauteur de la grande question sociale qui devait être résolue dans un avenir prochain. Les plus belles œuvres de Ivan Tourguéneff, comme les *Mémoires d'un Chasseur*, par exemple, de même que les poésies de Nékrassoff ont été également inspirées par le grand courant en faveur de l'abolition du servage, qui agitait la société russe pendant les dernières années du règne de l'empereur Nicolas.

Le côté social de la question a été traité d'une façon magistrale par le célèbre publiciste Alexandre Herzen, que l'Europe a vu, debout sur la brèche, partout où la lutte se passait entre le prolétariat et la bourgeoisie dirigeante. Cet homme a combattu avec l'arme la plus terrible et la plus inoffensive en apparence, — avec la plume ! Et il est sorti victorieux de la lutte qu'il a soutenue contre l'empire des czars.

Comme Victor Hugo, il a combattu tous les despotismes et toutes les tyrannies avec sa plume acérée et vengeresse; c'est lui qui a arraché le voile qui masquait si longtemps, aux regards de l'Europe, le colosse aux pieds d'argile. Il attaquait pendant trois ans sans répit ni relâche, avec une énergie incroyable les actes arbitraires du gouvernement russe, les vices de la bureaucratie, la vénalité des tribunaux, les abus du pouvoir seigneurial et la corruption effroyable qui régnait dans les hautes sphères de la société russe. Ses amis politiques, comme Bakounine, Ogareff et tant d'autres émigrés, l'aidaient avec ardeur dans la tâche patriotique de la régénération nationale. Ces hommes généreux et honnêtes ont bien mérité de la Russie !

Jamais aucun journal ne fut plus répandu que la *Cloche* (kolokol), dans laquelle il a publié ses plus remarquables écrits. Socialiste convaincu, ne voyant de salut pour l'humanité en dehors de la révolution économique et les libertés communales, Herzen fut pris d'un grand découragement après avoir vu l'échec de la révolution de 1848. Il a fini même par désespérer complètement de l'avenir de l'Europe occidentale, mais, en revanche, il augurait un brillant avenir aux races slaves pour avoir su conserver intact l'esprit communal. Aussi est-il arrivé, logiquement, à repousser pour la Russie les formes politiques intermédiaires pour arriver à la République communale, parce que selon lui, « les révolutions politiques faites par la bourgeoisie se sont affaissées sous le poids de leur impuissance, » n'ayant pas pu améliorer la situation économique du plus grand nombre des citoyens. De là, à la con-

clusion que la Russie ne devait pas s'inspirer des principes créés par la vie sociale et politique des sociétés occidentales, il n'y avait qu'un pas, d'autant plus que ces principes ne sauraient jamais devenir les siens, ni s'acclimater sur le sol russe, ni même se développer. C'est ainsi qu'il a abouti insensiblement à la *négation absolue* du statu quo politique et social de l'Europe :

Le Russe émancipé, dit-il dans sa lettre à Michelet, est l'homme le plus indépendant de la terre. Qui est-ce qui pourrait l'arrêter? Serait-ce le respect de son passé... Mais l'histoire de la Russie nouvelle ne commence-t-elle pas par la négation absolue de la nationalité et de la tradition? Serait-ce un autre passé *indéfini*, la période de Pétersbourg, peut-être?

Ah! celle-là ne nous oblige à rien; ce cinquième acte d'une tragédie sanguinaire, jouée dans un lupanar, nous émancipe, mais il ne nous impose aucune croyance.

D'autre part, votre passé, à vous Occidentaux, *nous sert d'instruction, et voilà tout. Nous ne pouvons nous considérer nullement comme exécuteurs testamentaires de votre histoire.* Vos doutes, nous les acceptons. Votre foi ne nous émeut pas. Vous êtes *trop religieux* pour nous. *Vos haines, nous les partageons; votre attachement pour l'héritage de vos ancêtres, nous ne le comprenons pas.* Nous sommes trop malheureux, trop opprimés *pour nous contenter d'une demi-liberté.*

Vous avez des ménagements à garder envers votre passé, des scrupules vous retiennent; nous autres nous n'avons ni ménagements ni scrupules, *mais la force d'agir nous manque pour le moment.*

L'éminent publiciste pousse encore plus loin sa négation en s'écriant :

Qu'avons-nous à démêler avec vos devoirs traditionnels, nous, les mineurs, les déshérités? Et puis comment pourrions-nous accepter franchement une morale fanée, une morale ni chrétienne ni humaine, existant seulement dans les exercices de rhétorique et dans les réquisitoires des procureurs. Quelle vénération voudrait-on nous inspirer pour ce prétoire de votre justice barbaro-romaine, pour ces voûtes lourdes, écrasantes, sans air, sans lumière, rebâties au moyen âge et replâtrées par les affranchis du tiers état? Ce n'est peut-être pas le guet-apens brutal des tribunaux russes, mais qui pourrait nous prouver que c'est la justice!

Nous avons cru devoir faire cette longue citation parce qu'elle résume complètement l'évolution qui s'est opérée dans les idées pendant la fermentation révolutionnaire qui existait dans la société russe, à l'état latent, sous le long règne de l'empereur Nicolas. D'autre part, les idées émises dans la lettre à Michelet ont une importance capitale pour le sujet que nous traitons, parce qu'elles ont servi de base au développement ultérieur des théories nihilistes. Cette lettre les résume toutes, en effet, seulement les nihilistes les ont modifiées selon les circonstances et le milieu où elles devaient être propagées ou appliquées. Et ils ont réussi, en grande partie, dans cette tâche, par la simple raison que la vie historique du peuple russe présente elle-même la *négation absolue* de tout ordre social qui ne répond pas à l'esprit communal.

La réforme de l'affranchissement des serfs accomplie sous le règne actuel, a offert un terrain favorable *au développement pratique* des idées révolutionnaires-socialistes, grâce à la manière dont elle a été

introduite. En effet, le gouvernement russe se montra si maladroit qu'il lésa les intérêts économiques des deux partis, de la noblesse et des paysans. La noblesse se plaignait hautement de ce que le gouvernement l'a ruinée par l'opération du rachat des terres seigneuriales; et en effet, au point de vue de l'équité bourgeoise, le czar a procédé à cette opération avec une insigne mauvaise foi, dans le désir de s'illustrer par un acte libéral aux yeux de l'Europe. Les bons de rachat délivrés aux propriétaires fonciers se sont vendus à la Bourse le lendemain même de leur émission avec 35 pour 100 de perte, et le gouvernement ne les acceptait lui-même, en payement de toutes sortes, qu'au cours du jour. Nous le répétons, au point de vue de la légalité bourgeoise, c'était un méfait et un vol.

La situation économique des paysans est devenue également beaucoup plus précaire qu'avant l'émancipation, car ils subissent aujourd'hui une double servitude : étant accablés par des impôts écrasants pour les terres rachetées, ils se trouvent par cela même à la merci des propriétaires, qui les exploitent en les faisant travailler pour un salaire dérisoire. Néanmoins ils se soumettent aux plus dures conditions, parce que les lots de terre qui leur ont été concédés, ne garantissent ni l'existence de leurs familles, ni le payement des impôts de l'État.

Or, l'opération du rachat a paru odieuse au paysan russe, parce qu'il n'a jamais pu comprendre pourquoi il payerait pour la terre que lui et ses ancêtres ont cultivée de tout temps à la sueur de leur front. Bref, l'esprit municipal du peuple russe n'a jamais pu s'élever à la hauteur des finasseries juri-

diques qui découlent du principe de la propriété individuelle. Les fonctionnaires qui procédaient au partage des terres et à l'opération compliquée du rachat, appartenaient presque tous à la noblesse. *Les médiateurs de paix*, qui connaissaient des différends qui s'élevaient entre les seigneurs et les anciens serfs, adjugeaient ordinairement les plus mauvaises terres aux paysans. Et pourtant ce rôle de médiateur, dans une question aussi grave, offrait une belle occasion à la noblesse de s'entendre avec le peuple et de s'emparer du pouvoir. Mais, avilie par une longue servitude, la noblesse russe n'a pas compris qu'elle pouvait forcer l'autocrate à partager son pouvoir avec elle. La dernière chance que le hasard lui offrait d'arriver au pouvoir, a disparu à jamais. D'autre part, depuis la révolution polonaise de 1863, elle a perdu toute considération aux yeux de l'Europe et du parti libéral en Russie pour avoir approuvé, sans réserve, la politique odieuse des Mouravieff et des Lüders.

Tandis que le parti révolutionnaire, conduit à l'assaut du despotisme par de grands citoyens comme Tchernischewski, Mikhaïloff, Ogrizka et tant d'autres, tendait fraternellement la main aux insurgés polonais, la noblesse russe applaudissait aux massacres de Varsovie et de Vilna, en engageant le gouvernement à persister dans la politique de la répression à outrance.

Grâce à l'énergie indomptable de ces hommes, qui ont su réveiller le peuple de sa torpeur séculaire, le mouvement nihiliste dure déjà vingt ans sans interruption, depuis l'attentat de Karakozoff jusqu'à nos jours. La révolution nihiliste, ainsi que

les hommes qui sont à sa tête se feront connaître dans ce livre; aussi nous n'en parlerons pas dans cette étude historique.

Constatons seulement, pour conclure, ce fait indéniable que le rôle historique de la noblesse est désormais fini, et que la bourgeoisie est si peu nombreuse que la révolution russe n'aura pas à compter avec elle. Bref, les classes dirigeantes, y compris le clergé et l'armée, ne représentent que 21 pour 100 à peine de la population totale de l'empire. Certes, ce n'est pas à cette infime minorité qu'appartiendra jamais le droit d'édicter des lois d'édification ou de conservation sociales. Ce droit appartient au peuple russe, sans partage.

Pendant la tourmente révolutionnaire, il sera proclamé et exercé par ses mandataires légaux, par les hommes courageux qui seront à la tête du mouvement.

La noblesse ayant manqué à ses devoirs, la bourgeoisie ne comptant plus dans la balance populaire, c'est donc le parti révolutionnaire-socialiste seul, qui aura le droit légitime de régler définitivement les comptes du peuple avec l'ancienne société russe. C'est ce que nous avons dit au commencement de cette étude; c'est aussi ce que nous avons essayé de prouver par des faits historiques.

Le mouvement nihiliste, comme une évolution historique éminemment nationale, signifie *négation absolue de l'État*, qui n'est « qu'un leurre immense, une tromperie universelle, adroitement organisés par la majorité possédante, au profit d'un petit groupe de bandits privilégiés et de quelques despotes plus ou moins couronnés. »

Le nihilisme, c'est aussi la négation implacable de la science hypocrite, attitrée, qui donne des privilèges et des droits exorbitants, et qui crée un corps de fonctionnaires savants capables de toutes les bassesses pour plaire au pouvoir.

En revanche, tout en repoussant *l'organisation politique de la science par l'État*, le programme des nihilistes réclame l'instruction gratuite et obligatoire, à tous les degrés, moins les privilèges. Il réclame également la création des cours libres dans le but de la plus large diffusion des connaissances utiles, ainsi que des lois positives découvertes dans le domaine des sciences naturelles et expérimentales.

En supprimant le pouvoir central, le programme nihiliste s'arrête à l'idée d'un *gouvernement économique*, ou plutôt d'un simple *bureau municipal* formé de délégués élus par le *mir*, et en tout temps révocables par les électeurs.

Pas de tribunaux permanents : les juges seront élus par la commune pour chaque affaire criminelle ou délit. Les communes rurales et urbaines devront former une *fédération de pays libres, autonomes et indépendants les uns des autres. Les besoins économiques détermineront, plus tard, des relations extérieures qui devront s'établir entre elles.*

Voilà un aperçu sommaire du programme social des révolutionnaires russes, autant que l'on peut en juger, d'après les théories exposées dans les livres, les brochures et les proclamations du parti. Hâtons-nous d'ajouter que les nihilistes n'entendent nullement l'imposer aux futures communes; non, ils se proposent de le faire adopter *au moyen du suffrage universel.* Et ce programme sera adopté, car il ré-

pond à toutes les aspirations séculaires de l'esprit communal russe.

Le gouvernement impérial sera impuissant à en empêcher l'exécution, car, au moment du danger, il sera abandonné de tous ses fidèles serviteurs, il se verra seul, et sans appui. Déjà les classes dirigeantes se rendent parfaitement compte de leur infériorité numérique, de leur extrême impopularité, pour oser tendre la main à l'autocratie en détresse. Au moment du jugement suprême, dont l'heure ne peut manquer de sonner, le peuple russe les repoussera également non par vengeance, car ce grand justicier ne se venge pas des faibles, mais il les repoussera comme un lest inutile, dont il devra se débarrasser pour déblayer le terrain social.

UN RUSSE [1].

1. Nous n'avons pas à réfuter ou à commenter ce curieux travail; quoiqu'on en pense, on ne lui refusera pas une qualité : il est singulièrement instructif. (E. L.)

CHAPITRE III

ÉTUDE SUR LES ÉTUDIANTS RUSSES

Comme complément à l'introduction, et pour montrer avec quelle conscience nous avons étudié, il y a déjà longtemps, les origines du nihilisme, nous donnons place ici à une étude sur les *Étudiants russes* qui a paru, en 1877, dans le *Moniteur universel.* Les conclusions, comme on le verra, sont identiques à celles de l'introduction, quoique présentées avec plus de mesure, comme il convient à un Français qui s'occupe des choses de Russie.

« Il n'y a pas longtemps, disions-nous, on a pu lire dans les journaux le compte rendu d'un procès jugé à Saint-Pétersbourg, et qui avait pour objet la poursuite de délits et de crimes commis par des étudiants. Il s'agit, bien entendu, de délits et de crimes politiques. Il paraît qu'à propos de la question serbe, à laquelle se mariait la question slave, les têtes s'étaient échauffées; on avait manifesté. Pétersbourg, là encore, imitait les modes de Paris.

« Les fidèles, qui sortaient de la vieille basilique où

ils avaient prié et chanté, se disposaient à regagner pieusement leurs pénates, lorsqu'un spectacle absolument inouï les frappa. Un groupe compact de jeunes gens était rangé derrière la statue de Koutousoff. Parmi eux, des orateurs montés sur des tertres de neige haranguaient la foule avec des gestes frénétiques; l'un, plus hardi que tous, brandissait un drapeau sur lequel on pouvait lire : « Terre et Liberté ! » Ce drapeau était rouge. En vain la force publique essaya de dissiper les rassemblements : les trois *gardavoï* ou sergents de ville qui s'était donné cette mission, furent rossés d'importance. Des bourgeois notables allèrent quérir le commissaire. Quand celui-ci arriva, la fête était à son plus haut période. On se battait. Bref, après des horions sans nombre, tout le monde s'enfuit, et une vingtaine de prisonniers restèrent aux mains du commissaire. Ces captifs, hommes, femmes, enfants, comparurent sous inculpation d'attroupement, de discours séditieux, d'injures et de coups aux agents de l'autorité. De fait, il avaient crié : « A bas le czar ! à bas les Allemands ! Aide à nos frères slaves ! » et quantité d'autres choses, impolitiques sur une terre émancipée d'hier. Le procès fut court; les juges se montrèrent indulgents; de ces coupables de tout sexe et de tout âge, quelques-uns allèrent en prison, les autres retournèrent chez eux.

« Mais une telle aventure n'est-elle pas curieuse en Russie, à Saint-Pétersbourg, sur la place de Kazan, à cinq minutes du palais impérial? Cette manifestation, dans un pays où, comme dit Rabelais, les paroles elles-mêmes gèlent dans l'air, ne paraît-elle pas prodigieuse? Et ce drapeau rouge, que vient-il

faire ici? Si on ajoute que les inculpés appartenaient tous à la catégorie des étudiants et des marchands, ne trouvera-t-on pas le fait très frappant? Qui ne voit du germe le plus humble jaillir toute une création? Ne négligeons pas ces petits côtés de l'histoire. Plus tard, on dira peut-être que c'est sur la place de Kazan, avec ce groupe quasi-ridicule, qu'a débuté la vraie révolution sociale russe. C'est ce fait, impossible sous Nicolas, devenu réel sous Alexandre II, qui nous a inspiré les quelques lignes qui suivent sur les étudiants russes. Le nombre de ces étudiants est restreint : ils forment néanmoins la réserve secrète des véritables énergies nationales. Ces forces obscures fermentent; il se fait, à Saint-Pétersbourg, de sourdes concentrations, de silencieux amalgames d'électricité intellectuelle. Ce qui fut pour nous sera pour d'autres. Un jour, sur le sol russe, un amas de débris attestera le passage d'une tempête révolutionnaire.

« J'ai dirigé, à Saint-Pétersbourg, un journal français, et les exigences d'une telle situation m'obligeaient à étudier le monde russe sous toutes ses faces. Eh bien! c'est à peine si, après dix-huit mois d'application et d'étude, j'ai pu saisir la vie russe sur le fait. La vie des classes moyennes, nouvellement advenues, est composite; rien ne la distingue, que sa timidité et sa méfiance : elle se voile soigneusement aux yeux. Cette petite bourgeoisie, obséquieuse, indécise, semble douter de son droit à l'égalité. Quant à la vie du bas peuple, elle tient trop au terroir, elle est trop autochtone, et par bien des côtés trop primitive, répugnante même, pour que l'étranger la pénètre entièrement.

Je ne dis rien des classes supérieures. L'aristocratie porte ici le même masque et les mêmes oripeaux qu'ailleurs : la dissimulation, l'hypocrisie et l'intrigue forment son type moral ; extérieurement, elle affiche le luxe, le goût des plaisirs, la connaissance de tous les genres de sport ; elle fait des dettes, se bat ; elle voyage aussi. Mais si ces trois catégories sont si difficiles à étudier et à peindre, comment décrire avec certitude la vie, les mœurs, les aspirations des étudiants russes? Sont-ils donc une classe à part? Leur caractère est-il plus définissable? Je le crois.

« Dans un pays d'ignorance absolue, où soixante-quinze millions d'habitants occupent une surface terrestre qui est la huitième partie du monde habité, où les communications sont difficiles une partie de l'année, impossibles l'autre, où les préjugés du passé, les superstitions et les erreurs des aïeux ont force de loi, où le despotisme asiatique subsiste sans modérateur et s'appuie au contraire sur le formidable système de l'administration moderne ; dans un pays où l'on compte plus de quinze cent mille nobles qui se croient des droits supérieurs à ceux du reste de la nation, où le sacerdoce est héréditaire, où plus d'un million de moines des deux sexes vivent dans la fainéantise et le parasitisme, où enfin les idées européennes pénètrent d'hier et toujours péniblement, parce que ce qui nous paraît si simple paraît là-bas monstrueux, et que ces aveugles, rendus à la lumière après des siècles, sont comme hébétés d'un jour inconnu ; oui, dans un tel pays, les étudiants de tout ordre doivent former une classe à part, avoir leurs mœurs singulières et, quoique l'on

fasse, former un État dans l'État : c'est ce que nous allons démontrer.

« Il y a en Russie un parti patriote extrêmement puissant, qui s'est donné la mission de favoriser les études et les étudiants. De même qu'il s'exerce à faire disparaître de l'armée nationale cette cohue de bas officiers allemands, dont l'instruction, nécessaire pour former de bons cadres, pourrait à un moment devenir fatale, il se propose aussi d'éliminer des chaires de droit et de médecine l'élément tudesque pour le remplacer par la science russe. Mais ce noble but, on ne peut l'atteindre qu'en développant l'instruction publique, en stimulant les jeunes gens, en créant des bourses, en obtenant pour les étudiants des immunités, en attachant aux fonctions libérales une importance et un éclat dont on les a jusqu'à présent dépouillées. Aussi est-ce d'un bout à l'autre de l'empire, d'Arkangel à Odessa, une généreuse et ardente émulation. C'est à qui créera un établissement d'éducation, c'est à qui dotera un institut ou un gymnase. L'honneur de ces rivalités patriotiques revient tout entier à la classe marchande, que j'appellerais la classe bourgeoise, si je ne craignais de faire un solécisme politique. Peu de marchands millionnaires qui ne distraient un nombre considérable de roubles à l'intention d'un lycée ou d'une chaire.

« On se rappelle que les riches citoyens de Rome léguaient en mourant une somme considérable à César très bon et très grand ; en Russie, un marchand retiré des affaires avec une fortune, ne se retire pas de la vie sans léguer à sa ville de quoi fonder ou alimenter une école. Dès lors on comprendra

pourquoi les étudiants se sentent nécessaires, pourquoi ils prennent en eux confiance, et on se rendra compte de leur audace à certains jours, de leur orgueil aussi. Dans la nation naissante et numériquement formidable, ils forment une minorité infime. Ils le savent et se considèrent un peu comme les dépositaires de l'avenir. Ces précieuses semences, plus nécessaires que le blé à la vie des nations, ces graines de sciences et de liberté qu'a apportées le vent d'Europe, c'est à eux qu'il appartient de les entretenir et de les féconder!

« Comme en France après les études du lycée, en Russie le jeune homme, après les études du gymnase, s'interroge sur sa vocation. S'il est noble, la question est vite tranchée; l'armée le réclame, ou la diplomatie, ou la grande culture. S'il appartient à la classe moyenne, composée en général de tchinovnicks ou de fonctionnaires, il aspire à l'uniforme de bureaucrate: il grattera, lui aussi, d'interminables monceaux de papiers; lui aussi sera souple, timide, inquiet; lui aussi courbera l'échine pour garder le droit de mourir de faim. Si, au contraire, un heureux sort l'a fait naître dans une arrière-boutique, il se sentira plus fort du lucre accumulé par son père et voudra s'élever. Il étudiera pour être avocat, médecin ou professeur. C'est un fait de statistique : la classe marchande fournit le plus grand nombre d'étudiants. Mais pourquoi? C'est que là-bas, comme partout, le stage d'un étudiant est toujours long; pour le droit, pour le professorat, c'est trois ans au moins; pour la médecine, au moins cinq ans.

« Il faut, pendant cet intervalle, pourvoir à mille

frais renaissants. Un étudiant en droit, un aspirant professeur, coûtent chacun de neuf à dix mille francs; un médecin, seize mille francs ! Qui ne voit d'ici la brèche qu'une telle somme ferait au budget d'un fonctionnaire qui gagnerait cent roubles par mois, c'est-à-dire trois cent cinquante francs, et qui, après le prélèvement naturel des besoins urgents, voudrait donner à son fils de quoi se suffire pendant la poursuite d'un profession libérale ! Seuls donc les commerçants peuvent suffire à ces éventualités. Ils n'ont garde de négliger cette ouverture sur les hautes fonctions ou les hautes positions sociales. Un avocat, un juriste peut justement aspirer à tout en ces époques de bouleversement (je parle ici comme un Russe), et un médecin peut approcher du czar, tenir dans sa main le pouls tremblant du maître du monde, ramener l'espérance dans le cœur du patricien malade ou terrifier son âme.

« Ce sont là de belles promesses; les marchands le savent, et c'est pourquoi Ivan Ivanovich fera son droit; on le consultera à la ronde; il plaidera devant le Sénat; il deviendra peut-être sénateur lui-même; c'est pourquoi Nicolas Nicolaïevich fera sa médecine; les nobles dames et les superbes seigneurs dépendront de son sourcil froncé ou serein ; quant à Basile Basilevski, il est tellement réfléchi, tellement acoquiné à de gros livres où personne n'entend goutte, qu'il fera son stage pour être professeur. Il aura l'habit bleu à boutons d'or, sera salué du titre de M. le docteur et recevra à cinquante ans la croix de Sainte-Anne avec le titre, flatteur et dérisoire, de conseiller intime de Sa Majesté. Après les marchands russes, les marchands juifs ou simplement les juifs,

ont l'honneur de pourvoir d'adeptes et de néophytes les universités; mais il faut qu'ils se convertissent à l'orthodoxie.

« Les juifs sont puissants ! Ils détiennent, comme au moyen âge, l'argent et l'or ! Pendant que le noble cadet, le noble hussard, le noble chevalier garde, le noble oisif, le noble prodigue, le noble débauché jette à tous les vents la fortune paternelle, le juif est là qui, avec la patience juive, l'indifférence sémitique, le fatalisme oriental, attend, supppute, entasse. Le jour est enfin venu : dans le coin enfumé d'un infâme taudis, le brillant gentilhomme signe des lettres de change... Car ces mœurs, surannées pour nous, sont encore vraies en Russie. Et le juif, le marchand, s'élève sur les catastrophes et les ruines de la noblesse. En ce moment, comme pour les formations océaniques, comme pour ces continents nouveaux qui un jour vont surgir par l'accumulation lente et le dépôt successif des madrépores, les classes moyennes s'accroissent en Russie, grossissent de la maigreur où elles ont réduit les classes nobles, et dans un demi-siècle se constitueront en une bourgeoisie très dense, très puissante, très fière, et peut-être se décerneront-elles le nom de classes dirigeantes. C'est qu'entre leurs mains l'argent, instrument matériel sans lequel rien ne vaut, sait se transformer, dans la personne des étudiants, en agent intellectuel, sans lequel rien désormais ne vaudra.

« Ce recrutement des universités par les classes marchandes a un caractère assurément exclusif; mais d'autres éléments non moins curieux le composent et y apportent leur contingent. Ne disons rien des classes nobles, qui croiraient déroger, quoiqu'elles

n'en témoignent rien, en recherchant les professions susdites. Si quelques-uns parmi les gentilshommes, et nous en connaissons, savent s'astreindre à des études longues et difficiles, leur nombre est trop restreint. Ce n'est pas sur eux que compte la nation; ce n'est pas eux que nous nous proposons de peindre. Tournons-nous de préférence vers ces Polonais, ces Petits-Russiens, ces Allemands et ces Serbes russifiés, et aussi vers ces enfants trouvés, fils de l'aventure et du hasard, qui apportent leur contingent à la liste des étudiants pétersbourgeois.

« C'est le gouvernement lui-même qui, avec une sollicitude intéressée, une sympathie qui ressemble assez à celle du loup pour l'agneau, a poussé vers les universités russes les jeunes Polonais chez lesquels on a pu croire éteindre le patriotisme. Mais quoi qu'on puisse penser et dire du caractère polonais, ce vif et indestructible sentiment qui nous attache au sol natal, à nos droits naturels, à la patrie en un mot, subsiste chez lui avec une ardeur que rien n'éteint. L'empire s'est assimilé la Pologne; rien ne changera plus le destin de cette belle et intelligente nation; la langue russe s'est substituée presque partout officiellement à la langue nationale. Mais le Polonais, qui se tait, qui paraît enchaîné, qui accepte même des fonctions, reste au fond du cœur le fils sincère de la Pologne. Un mot, un souvenir évoqué, une ombre, un rien, et sur ces mâles figures, empreintes d'énergie militaire, passe comme un reflet de la passion intérieure, l'amour de la patrie violée et vaincue, l'espoir d'une résurrection.

« Les Polonais s'adonnent volontiers, dans les universités, à l'étude de la médecine et au professorat

Un bien petit nombre étudie le droit. J'ignore la cause d'une telle abstention. Peut-être se sentent-ils sous le coup d'une méfiance universelle; peut-être la main cachée qui les éloigne des fonctions ou les y maintient à un rang subalterne, leur fait-elle peur au barreau. Peut-être aussi a-t-on soin, par politique, d'écarter d'une haute et noble étude les enfants d'une nation dont on a étouffé le droit par la force. Il n'est guère d'exemple qu'après avoir spolié, le spoliateur ait donné à sa victime des leçons de droit. L'ironie serait trop amère. Quoi qu'il en soit, les Polonais se distinguent par une vive et claire intelligence de leur science ou de leur art; ils sont plus sociables, plus aimables, plus gais que leurs camarades de nationalité différente, ils ont plus d'initiative et d'entrain. Plus d'un a porté la peine de ces hérédités ineffaçables de l'indépendante et volontaire Pologne.

« Les étudiants Petits-Russiens sont ceux qu'attire à Pétersbourg le mirage de la capitale, bref, les étudiants provinciaux. Entre Pétersbourg et Moscou, le choix est bientôt fait. Sans doute, pour le marchand petit-russien, la vraie capitale c'est la ville sainte, la ville aux trois cents églises, aux mille minarets, la ville assise sur la belle Moscova; mais enfin, là-bas, là-bas, vers le nord européen, est le czar avec sa cour; tous les nobles aussi sont groupés dans le palais d'Hiver autour du batouchka, du Petit père, nom familier que les Russes donnent à l'empereur. Plus le jeune fils sera près du czar paternel, plus le père sera tranquille. Et qui sait? Sémène Séménovich n'est pas mal bâti; il a de bonnes grosses joues qui font la joie de sa mère; il a eu des prix au

gymnase ; il chante à peu près comme un Allemand ; il joue très gentiment l'air national sur l'accordéon, instrument essentiellement russe ; il a des roubles, beaucoup de roubles. Il peut donc plaire et, avec un peu d'entregent, aller aux assemblées de la noblesse. Là, un protecteur, une protectrice peut le distinguer, lui ouvrir des horizons inespérés... Illusions touchantes, peu raisonnables sans doute, mais qu'on retrouve chez tous les Petits-Russiens. Ruse et candeur, astuce et naïveté, économie sordide et fougue dépensière, voilà le fond du caractère de ce Petit-Russien, qui veut que son fils lui fasse honneur. Touchant est le départ du garçon quand il va quitter sa province pour l'inconnu.

« En Russie, les mœurs ont gardé une trace de simplicité antique ; par ce côté, le Russe est tout Oriental ; il y a du patriarche en lui. Aussi ne pouvons-nous guère nous figurer les recommandations, émouvantes et saugrenues à la fois, dont l'étudiant est l'objet, avant de monter dans le traîneau du voyage. Tant d'histoires imaginées à plaisir et défigurées circulent dans les campagnes et dans les chefs-lieux provinciaux sur la grandeur de Saint-Pétersbourg, sur le palais du czar, sur la cathédrale d'Isaac, sur les drapeaux du Kazan, sur les canaux de Catherine, sur les boulevards de Nevski, sur le quai des Anglais. Vus à distance par des yeux prévenus et émerveillés, par des yeux qui n'ont jamais contemplé que le steppe neigeux d'une contrée perdue, tous les objets prennent les proportions d'une fantasmagorie étrange. Le jeune homme est félicité, envié, un peu admiré même pour son courage à aller étudier si loin. On va même — mais j'ai

peur que le mot ne soit trop fort — jusqu'à l'exorciser.

« Après les prières devant la Sainte Image, le pope, généreusement abreuvé, lui donne des amulettes infaillibles et de pieuses commissions pour la Panagia; car si Moscou a des saints renommés, Pétersbourg a une vierge, celle de Kazan, qu'il ne donnerait pas pour bien cher; en effet, grâce à la piété des fidèles, elle encaisse, bon an mal an, un million de roubles, dont les prêtres vivent saintement. Je me figure le nouveau débarqué trois ans après son arrivée... Quel entassement de désillusions et de déboires! Il a perdu la foi religieuse; il oscille entre tous les systèmes philosophico-politiques; sans doute, il a parfois au cœur une vague nostalgie de la petite ville où il est né, de l'humble et crédule famille qui l'a accompagné de tant de vœux. Mais qu'irait-il faire désormais chez ces bonnes gens? Il parle une langue inconnue: on ne le comprendrait pas; et lui-même, rude enfant dégrossi, barbare frotté de civilisation, moitié Mongol, moitié Tartare, moitié Anglais, moitié Français, aux trois quarts Allemand, la tête farcie d'utopies, comprendrait-il la routine et la bonhomie de ses proches? Ne serait-il pas froissé à chaque moment en ses délicatesses nouvelles? Il reste donc, fait sa trouée, s'il le peut et comme il peut. Sur cette mer orageuse où vous êtes deux mille jetés, puisses-tu surnager, Sémène Séménovich!

« De Finlande et de Courlande arrivent aussi chaque année, à flots pressés, comme ces bancs de harengs qu'amènent des marées périodiques, les enfants épais d'une race septentrionale fraîchement

incorporée à la Russie et greffée à la diable sur le gigantesque tronc moscovite. Mêmes espoirs les conduisent, mêmes désillusions les attendent. Mais ils ont pour eux cette lourdeur du bœuf, qui trace obstinément un sillon et poursuit sa tâche sur une bande étroite de terrain, sans voir que le soleil, qui le réchauffait tout à l'heure, se couche à l'horizon assombri ; ils ont pour eux cette bonne et vieille solidité du cœur de chêne : rien ne les entame. Mais j'ai hâte d'arriver aux Allemands.

« Tous ceux qui ont habité la Russie connaissent les taracanes, insectes assez semblables aux grenadiers de nos caves. Ils ont mille pattes, sont vêtus de couleur brune, et paraissent inoffensifs. Mais leur nombre effrayant les rend redoutables et importuns. On les trouve partout, à la cave, au grenier, au salon, à la cuisine, dans tous les angles, sous tous les lits, dans le pain qu'on mange, dans la soupière fumante où mijote le *cach*, ce mets russe par excellence. Ces taracanes sont haïs, mais supportés. Ils ont vaincu tous les efforts, découragé toutes les colères, désarmé tous les soufflets insecticides : les Russes appellent les Allemands des taracanes.

« Les relations de parenté et d'amitié qui unissent Alexandre II à la famille des Hohenzollern, ont stimulé un grand nombre de jeunes gens allemands. Sûrs d'une protection efficace, encouragés par l'exemple de leurs aînés, qui ont tous trouvé en Russie le vivre et le couvert, ils abandonnent les sablonnières du Brandebourg et, dégoûtés de la pomme de terre, viennent à Pétersbourg chercher des mets plus succulents. Les étudiants allemands émigrent sans pensée de retour. Ils prennent faci-

lement les mœurs russes, la langue russe, le vêtement russe. Ils obtiennent leurs lettres de naturalisation; et comme, en réalité, ils ont des qualités viriles, la suite dans les idées, la ténacité, l'amour du travail, l'exactitude, comme ils ont aussi des défauts malheureusement nécessaires en Russie, comme ils sont flagorneurs, complaisants, peu scrupuleux, hommes à tout faire, ils trouvent vite emploi, clientèle, richesses, honneurs.

« Les étudiants russo-teutons se mêlent au flot des autres étudiants comme, à l'embouchure de certains fleuves, l'eau douce se mêle à l'eau salée sans s'y confondre, sans contracter une véritable union. Disons tout: quoique absolus dans leurs idées, étroits dans leur science, confiants uniquement dans l'intelligence allemande, les meilleurs médecins, les meilleurs juristes sont, en Russie, d'origine germanique. Seuls les professeurs aborigènes les valent et les dépassent, et c'est justice. L'Allemand expose mal et lourdement; au contraire le Slave a une élocution facile, légère, et l'exposition translucide.

« Deux classes d'étudiants nous restent à passer en revue: il s'agit de ces braves Serbes, qui sont un peu les enfants perdus du slavisme; et des bâtards ou enfants assistés, qui sont les enfants trouvés de la commune pitié et de la charité publique. On verra plus loin pourquoi j'ai voulu parler d'eux en cette étude. L'idée qui préside à leur destinée et les conduit parfois à de hautes fortunes est essentiellement russe et orientale.

« En 1872, je fis, à Saint-Pétersbourg, la connaissance d'un étudiant serbe, et quoique je n'aie point le don de divination historique, quoiqu'il fût peu

aisé de prévoir alors le rôle que cette poignée de montagnards et de bergers jouerait dans la vieille Europe, je m'intéressai vivement à tout ce que cet étudiant à moitié sauvage me raconta de son pays et de la protection dont la Russie le couvrait. Pour lui, c'était un grand et solide pasteur, de famille paysanne, aux muscles bien nourris, de taille ramassée et trapue, une sorte d'Hercule adolescent, au teint olivâtre, au visage mâle encadré dans une barbe couleur d'ébène. L'expression de l'œil était étrange, la physionomie était sournoise; à sa démarche balancée et semblable à celle de l'ours, à sa lourde patte hésitante à l'étreinte, je concevais le paysan du Danube si bien peint, d'un pinceau intuitif, par le peintre des animaux, par La Fontaine. Pourquoi il était étudiant à Saint-Pétersbourg, c'est ce qu'il me conta; mais de me dire quelle science il étudiait, c'est ce qu'il ne put faire. De fait, il me rendait visite tous les jours, restait d'interminables heures sans mot dire, fumait les papyrosi du Levant, restait ferme au poste comme un roc, ne se déracinant que pour les heures des repas. Il revenait le soir; et quoique irrité au début de cette persistance dans l'intrusion, j'avais fini par prendre cet homme en habitude. Je disais : « Mon Serbe. »

« Fatigué de la vie rude et pauvre qu'on trouve à Belgrade, il avait erré, ses minces études finies, sur tout le continent, comme précepteur d'une famille anglaise. Congédié pour la choquante sauvagerie de ses manières, il s'était trouvé à Genève, seul, sans argent, sans amis; alors, de désespoir, il s'était adressé à un comité panslaviste. Sa requête fut accueillie mieux qu'il n'eût cru. Au lieu de le rapa-

trier, on lui offrit d'aller à Pétersbourg pour se perfectionner dans ses études. C'est ici que perce véritablement l'arrière-pensée russe. « A Pétersbourg, disait mon Serbe, nous sommes trois cents venus de tous les coins de la Serbie. Sans faire partie d'un établissement créé hautement pour nous, on nous entoure de soins silencieux. Le ministère de l'instruction publique nous distribue dans différents gymnases, et à condition que nous suivrons des cours de langue russe, nous assure le logement, la nourriture et un bon appointement mensuel. Plus tard, nous retournerons en Serbie, et toujours poursuivis d'une main bienfaisante et invisible, grâce à nos certificats de séjour et à nos attestations d'études, nous trouvons ouverte la carrière de tous les emplois. Qui me dit qu'un jour vous ne viendrez pas voir à Belgrade votre ami Christidès, ministre de Son Altesse? Vive la Russie, qui me promet un portefeuille et me fait ces loisirs ! »

« Christidès était le type de l'étudiant serbe : paresseux avec délices, ignorant comme un pâtre de Béotie, bon et hargneux comme un chien de berger, réfractaire à nos sciences, à nos lettres, à nos arts, mais polyglotte et parlant à miracle les langues de toute l'Europe. Je l'employai comme traducteur; et sa besogne était rapide et irréprochable. S'il lit ces lignes, je souhaite qu'il ne s'en fâche pas : elles ne peuvent l'empêcher de devenir ministre, s'il doit l'être. Car, ajoutons ce trait, en vrai Serbe, Christidès était fataliste.

« La destinée des étudiants serbes est un peu aventureuse. Celle d'un grand nombre d'enfants trouvés ne l'est pas. Ces pauvres nourrissons aban-

donnés donnent au corps des étudiants un contingent annuel des plus respectables. La nation, avec une pensée généreuse, d'ailleurs renouvelée du moyen âge, ne veut pas que ces rejetons de hasard souffrent du caprice dont ils sont nés. Qui sait s'ils n'ont pas dans les veines un sang très noble? Qui dit qu'ils ne sont pas de haute race? On se raconte à Pétersbourg bon nombre d'anecdotes dont ce sujet est la base. Ainsi il est de notoriété que l'un des plus hauts fonctionnaires, le préfet de police même, est un enfant trouvé [1]. Un jour, une famille des plus anciennes et des plus riches de la ville trouva à sa porte, sur le palier du premier étage, un enfant dans les langes. Il était là comme une offrande directe à la charité de la maison. On n'eut pas même l'idée de s'en défaire. Adopté, choyé, élevé avec les autres enfants, il s'est élevé, après de très bonnes études, jusqu'aux fonctions les plus difficiles. Son nom porte la trace et comme le souvenir de son origine : il s'appelle Trépoff, mot qui signifie « escalier : » Au reste, c'est là un fait journalier. Il n'est pas d'exemple d'enfant ainsi exposé ou abandonné qui se soit vu repoussé. Plus d'une famille, privée d'enfants après de longues années de vœux et d'attente, s'empare de ces tristes occasions comme d'une bonne fortune. On va même jusqu'à aller chercher à l'hospice des Enfants-Trouvés un fils ou une fille de rencontre. Ces adoptions conduisent toujours l'heureux élu à des destins plus prospères que ceux qu'il pourrait attendre, et c'est ainsi que

1. Il ne faut pas oublier que l'auteur écrivait ceci en 1877, avant l'attentat dont le général Trépoff faillit être la victime.

plus d'un étudie pour le droit, ou la médecine, ou le professorat, qui n'eût fait toute sa vie qu'un grossier soldat ou un laboureur paresseux.

« Je me souviens que durant le rude hiver de 1873, à Saint-Pétersbourg, un jour, à midi, je revenais rapidement chez moi, lorsque je dus m'arrêter devant une scène extraordinaire et bien faite pour exciter la pitié. Devant un établissement assez semblable à une caserne par ses grands murs et ses corps de bâtiments, une jeune femme, au teint rose et blanc, aux traits un peu gros mais agréables, se roulait dans la neige en poussant des cris aigus, tandis qu'une femme plus âgée, qui paraissait au fait d'événements semblables (car elle riait), pénétrait dans la maison avec un enfant nouveau-né sur les bras. Les passants ne s'arrêtaient pas, et cette indifférence augmentait ma curiosité. Un vieux Russe, que j'interrogeai, m'apprit alors que cette jeune femme, au lieu d'exposer son enfant, avait préféré le déposer à l'hospice. Cette maison est ouverte jour et nuit aux déclarations de ce genre. Aucun enfant n'est repoussé.

« Ainsi cette mère, au moment de quitter volontairement le petit être qu'elle avait porté dans son sein, gémissait et poussait d'horribles cris. Mais la misère, cette fois encore, triomphait de la maternité. Au moins, à Saint-Pétersbourg et dans tout l'empire, grâce à d'universelles fondations de ce genre, n'y a-t-il point d'infanticides. Les enfants ainsi confiés aux soins de l'État sont menés jusqu'à vingt et un ans; ils gardent leur nom, les signes qui peuvent les faire reconnaître, apprennent un métier, deviennent soldats, laboureurs, artisans, à moins qu'un con-

cours ne mette en lumière une intelligence supérieure, ou qu'une de ces adoptions dont je parlais tantôt ne les tire de cette humble et servile position pour leur donner accès sur un avenir plus brillant, sur les carrières libérales, en leur facilitant le moyen d'étudier.

« Telles sont les principales sources auxquelles les Universités puisent leurs éléments de force et de renouvellement. Si nous avons insisté sur ces diversités de provenance, c'était pour justifier les diversités de types, de mœurs, d'idées que nous allons rencontrer dans l'intéressante tribu des étudiants.

« Notre quartier Latin a disparu : de vastes trouées, des boulevards splendides ont succédé aux ruelles étroites et aux carrefours tortueux où la bohème était si bien à l'aise. Aux mœurs pittoresques, un peu débraillées, mais spéciales et originales, se sont substitués des caractères nouveaux, gourmés, froids, obéissant à un même mot d'ordre, au même alignement. La vie s'est éteinte : un mécanisme est resté. Mais à Saint-Pétersbourg le quartier Latin existe dans toute sa floraison. Il n'a pas de nom particulier, sans doute, et ne ressemble en rien, même de loin, au vieux quartier savant que nous regrettons. Il n'y a point de rue qui ait une relation même indirecte avec la docte rue Saint-Jacques, fameuse dès le neuvième siècle.

« Les étudiants habitent la plupart sur la rive gauche de la Néva, derrière la forteresse et l'Académie, dans les hautes maisons de pierres ou de bois du Vassily-Ostrov. Ce quartier est bien le plus étrange, le plus bizarre d'aspect qu'on puisse voir

dans une grande capitale. Des maisons en chêne, peintes de toutes les couleurs, vertes ou bleues, rouges ou jaunes, forment de longues avenues régulières, et sur les derrières laissent apercevoir les arbres poudrés à frimas des jardins dont elles sont toutes ornées et embellies. Des spéculateurs, plus hardis qu'heureux, ont fait construire des maisons immenses, d'une capacité de douze cents habitants. Mais désertes et dédaignées, semblables à des nécropoles, ces tristes conceptions architecturales sont livrées à vil prix, pour un loyer insignifiant. Ainsi se dressent, à Marseille, les boulevards nouveaux, solitaires eux aussi, ouvrant leurs superbes portes cochères et leurs appartements aux plafonds dorés à des blanchisseuses qui font sécher aux fenêtres des guenilles inattendues.

« Dans ces abris des maisons neuves, vite salies par leurs hôtes et noircies par le séjour des neiges, habitent les étudiants pauvres, on pourrait dire tous les étudiants. Rarement l'étudiant a cette chambre particulière, dont nos jeunes gens sont ici avides et jaloux. Les Russes vivent volontiers en communauté, en ménage. Quatre ou cinq étudiants se réunissent, se cotisent pour la location d'une grande salle et le payement des besoins journaliers. Le mobilier le plus primitif garnit ces vastes halles des maisons neuves. Des chaises de paille, comme celles de nos églises ou du jardin du Palais-Royal, des tables de cuisine en bois blanc, un poêle en fonte, des marmites en terre; des lits composés d'un carré long en fer ou en bois sur lequel est jeté un matelas, sans draps, sans couvertures, voilà le mobilier. Le vrai Russe dort, mais ne se couche pas : tout habillé

il s'étend sur ces divans problématiques. Qui ne se souvient du petit lit de camp sur lequel Nicolas I[er] a couché toute sa vie, sur lequel il est mort? C'était un goût, une habitude nationale, et non, comme nous l'avons cru, une affectation de dureté militaire.

« Peu confortable est donc l'installation de ces associés. Mais le petit phalanstère ne se soucie guère de ce qu'il ignore. Chez les riches marchands dont ils sont fils, dans la province d'où ils viennent, les étudiants n'ont jamais joui d'un luxe plus complet. Leur jeunesse d'ailleurs et l'insouciance des vingt ans ne voient pas ce qui frappe nos yeux. On cause, on étudie, on travaille dans ces chambrées malpropres et malsaines, à la chaleur torride du poêle dont la fonte est rougie... Plus d'une thèse hardie s'élabore, plus d'une idée importée de Londres ou de Paris se développe entre ces murailles dégarnies, et la science trouve son compte à cette pauvreté : car plus d'un, conduit par une espérance d'avenir meilleur, n'en travaille que plus, et forge âprement son fer, ce fer dont il fera sa trouée.

« Involontairement, quand je visitais mes amis les étudiants, si paresseux d'apparence, mais si actifs en réalité, si hospitaliers, si bons enfants, si originaux, mais si peu dotés par la fortune, ou du moins sachant si peu se servir de la dotation mensuelle, je songeais à nos étudiants du moyen âge, et à la peinture que nous en fait Jean d'Autville, un contemporain, dans son poème intitulé la *Grande Lamentation*. Un de mes maitres, M. J. Demogeot, nous en avait traduit des fragments qui me revenaient à la mémoire. Devant l'étudiant russe du dix-neuvième

siècle, je pensais à l'étudiant français du treizième siècle :

Sur son front se hérisse une ample chevelure
Dont le peigne a longtemps négligé la culture;
Jamais un doigt coquet, une attentive main
Aux cheveux égarés ne montrent leur chemin.

Un soin plus important aiguillonne leur maître :
Il faut chasser la faim, toujours prompte à renaître.
Le Temps, à son manteau, suspend d'un doigt railleur
La frange qu'oublia l'aiguille du tailleur.

« Comme pour les Russes, au moyen âge, la cuisine des étudiants ne valait pas grand'chose; elle ne valait pas mieux que leur toilette.

Près du tison murmure un petit pot de terre
Où nagent des pois secs, un oignon solitaire,
Des fèves, un poireau, maigre espoir du dîner :
Ici, cuire les mets, c'est les assaisonner;
Et quand l'esprit s'enivre aux sources d'Hippocrène,
La bouche ne connaît que les eaux de la Seine.

« Après que l'écolier a *diminué* sa faim, il va maigrir sur un lit des plus durs, qui n'est guère plus haut que le sol; c'est là que gît, souvent sans sommeil, l'infatigable athlète de la logique, l'héritier d'Aristote. La lueur avare d'une lampe lui dessèche les yeux, tandis que

L'oreille sur sa main, le coude sur son livre,
A ces morts immortels tout entier il se livre.
Si quelque nœud tenace arrête son esprit,
Il lutte avec effort, penché sur cet écrit,
D'un feu sombre et brûlant son œil creux s'illumine,
Son menton incliné pèse sur sa poitrine.

« On retrouve dans les vers originaux de Jean

d'Autville, quelque chose de cet enthousiasme fiévreux, de cette patiente fureur dont il avait sans doute sous les yeux plus d'un exemple. Maint écolier vieillissait, non pas sur les bancs, mais sur la paille de l'école. Jean de Salisbury nous parle de quelques-uns de ses condisciples, qu'après douze ans d'absence il retrouvait à son retour où il les avait laissés à son départ, toujours élèves de la dialectique, toujours poussant contre leurs adversaires l'arme bien connue du syllogisme, et combattant contre tout venant pour l'honneur de la logique. (Demogeot.)

« Cette comparaison de nos étudiants du moyen âge avec les étudiants russes au dix-neuvième siècle est, toutes proportions gardées, rigoureusement exacte. Qui n'a vu, dans ce quartier lointain de Vasili-Ostrov, dans une de ces chambres que j'ai décrites ou dans une taverne fumeuse, ces étudiants de vingtième année, obstinément enfoncés dans leurs idées soi-disant nouvelles, oubliant d'ailleurs de passer des examens qu'ils méprisent et pour cause, vivant au jour le jour, et attendant l'heure de se produire qui ne vient jamais ? Qui n'a évoqué, devant cette jeunesse pauvre, turbulente et discutante, ces dix mille étudiants qui, soustraits par Philippe-Auguste à la juridiction civile, s'en allaient la nuit parcourant les carrefours de Paris, battant les bourgeois, enlevant leurs femmes, et narguant la police intérieure ? Assurément cette dernière partie du tableau laisse à désirer pour la ressemblance exacte. L'étudiant russe est infiniment moins conquérant et d'allures plus pacifiques. Mais néanmoins, sans que la loi le protège davantage, on tolère

beaucoup de lui ; on ferme les yeux sur ses fautes vénielles ; on le laisse, à ses moments joyeux, tapager comme il l'entend.

« L'étudiant russe, sauf celui qui fait partie de la secte nihiliste, n'a pas de costume particulier ; il porte un bonnet rond, garni sur les bords de fourrures empruntées à des pelages quelquefois extraordinaires. Il s'emmitoufle soigneusement dans un long manteau de drap noir, en forme de sac, et aussi fourré du haut en bas de poils de mouton teints en noir, ou de poils de chien teints en jaune pâle, imitant le renard ou telle autre fourrure de haut prix. Il marche dans des galoches, assurément fort chaudes, mais qui ôtent au pied sa forme humaine. En général, l'étudiant n'est pas élégant ; il est même un peu négligé, et, tranchons le mot, un peu sale.

« Les mœurs de ces jeunes hommes agglomérés sont pures, à un point que nous ignorons en France. Il est rare que les conversations de ces demi-barbares prennent une tournure embarrassante pour l'auditeur étranger, comme il n'arrive que trop souvent chez nous. En un mot, les sujets de causerie sont gais d'une gaieté douce et sans gravelure. Quant à ces étudiantes, compagnes de l'étudiant parisien, Pétersbourg les ignore et ne s'en porte pas plus mal. Il a d'autres étudiantes, plus sérieuses celles-là, plus honorables mille fois, soit dit sans ombre de pruderie, mais avec justice : car le sexe faible se montre ici parfois supérieur au sexe fort dans la poursuite et la conquête des diplômes de tout genre. Le nombre des femmes étudiantes à Saint-Pétersbourg, juristes, médecins, professeurs, est d'environ six cents. Nous en parlerons tout à

l'heure. On comprend que cette pureté relative des mœurs, cette abstention des plaisirs, laisse la place à d'autres préoccupations plus graves ; ce qui est dérobé ainsi à l'oisiveté et à la débauche, est donné au travail et à la santé.

« D'ailleurs, d'une telle froideur, qui chez nous amène à sourire, je ne veux point faire un mérite pour l'étudiant russe : c'est une affaire de tempérament, sans doute, une influence du climat, une habitude septentrionale. Mais les résultats sont bons : constatons-le.

« Les plaisirs n'abondent pas aux bords de la Néva comme aux bords de la Seine. Les réunions des étudiants se font plutôt dans les chambrées que dans les brasseries. A la vérité, elles ont le même objet : on fume, on boit, on chante, on discute. Le chant surtout, sans être un objet d'étude ou de culture, défraye ces heures de récréation. Ce sont des mélopées traînantes, des chansons d'une extrême tristesse, apportées du steppe, venues du village, et auquel tout Russe prend un plaisir infini. Ils se bercent ainsi, à la fumée des papyrosi, s'enfonçant en des rêves orientaux, dans une paix semblable à celle du kief constantinopolitain. Les courses en troïka sont dispendieuses, mais d'un attrait si vif, si piquant, si national, que grâce à la cotisation personnelle une chambrée peut se passer la fantaisie d'une volupté si haute, d'un ragoût si profondément russe. Emportés sous le vent, avec la neige au visage, par une de ces nuits transparentes comme il en brille au pôle, ils jouissent de se sentir éperdument entraînés, comme nos jeunes gens jouissent du galop du cheval.

La danse et l'escrime sont négligées : l'épée n'est pas en honneur; c'est plutôt le brutal et inélégant revolver qu'on manie dans une intention de défense personnelle. Quant aux bals publics, ils n'existent pas. Du moins, s'ils existent, c'est sous une forme à nous inconnue ou à peu près, sous la forme du bal par souscription. Mais c'est la classe moyenne qui s'y rend avec ses femmes et ses enfants; n'oublions pas que nous parlons ici des étudiants, peuple à part qui vit de sa vie propre et fuit les mélanges avec les autres classes. Un seul établissement correspond à ces jardins d'hiver ou d'été fréquentés par nos étudiants : c'est un vaste alhambra, qui occupe une surface énorme et où tous les plaisirs sont entassés, la danse, le chant, le théâtre, la pantomime; c'est là qu'on entend ces bohémiennes aux chants d'une puissance étrange, aux danses sauvages, rythmées sur des cadences barbares. « Allons aux bohémiennes, » est une locution. Mais c'est une phrase que les étudiants ne peuvent répéter souvent : tant le moindre plaisir est cher en Russie! A Paris, pauvres et riches, vivent d'une vie commune; les plaisirs coûtent peu, nos arts, nos théâtres, nos lieux publics ont une émulation de bon marché, un laisser aller libéral; une promenade sur nos boulevards est déjà un régal pour les yeux, une source de réflexions. Mais à Pétersbourg, l'étudiant n'a pas ces ressources. Privé ainsi de ces choses sur lesquelles nous sommes pour ainsi dire blasés, l'étudiant conserve une sorte de fraîcheur d'impressions et de simplicité, de bonhomie exaltée qui est amusante et intéressante.

« Quand mademoiselle Nillson vint à Saint-Pétersbourg, les journaux français ont raconté les ovations

dont elle a été l'objet; mais ils sont restés bien en deçà de la vérité. L'arrivée de la cantatrice avait été pour les étudiants une cause d'émotion extraordinaire. Pas un de ces jeunes enthousiastes qui n'ait acheté au jour mémorable de la première représentation une fleur vivante, et une fleur en Russie, en décembre, coûte au moins quatre francs; la scène en fut jonchée, et l'escalier d'honneur, et la salle. Mais ce n'est pas tout : à la sortie de la diva, ils se précipitèrent avec une *furia* amoureuse jusqu'à la voiture qui devait reconduire Ophélia à l'hôtel; ils dételèrent les chevaux, et transportèrent ainsi, sur un traînage affreux, celle dont le jeu dramatique et la voix pure les avait enchantés. Ajoutons que chez nous la même ovation eut lieu en 1830 pour le vieux Lafayette; mais on ne retrouva jamais les chevaux qu'avait dételés l'enthousiasme populaire; à Pétersbourg, on les retrouva.

« La musique est cultivée : les étudiants allemands sont les missionnaires de Beethoven; mais, à part ces musiciens-nés, les Russes ne cultivent guère (je parle des étudiants seulement) que la flûte ou un instrument à jamais déplorable, l'accordéon. Ils partagent cette erreur musicale avec les courtauds de boutique. En été, quand la ville est aux champs, aux heures mélancoliques du soir, quand le ciel russe se teint de nuances ici inconnues et passe par toutes les dégradations de la lumière, de l'indigo au bleu pâle, du jaune ardent à la pourpre éclatante, sortent de toutes les portes, émergent de tous les comptoirs délaissés d'innombrables mélomanes qui tirent le même air du même instrument. On ne peut décrire le sombre abattement où cette folie inoffen-

sive plonge l'étranger qu'elle poursuit et persécute sans trêve.

« En Russie, les associations sont sévèrement interdites. Mais à côté des lois sont les coutumes. Les lois sont sévères, inflexibles ; elles ont un formidable appareil qui les protège et les rend respectables ; et pourtant les lois sont éludées. Les coutumes sont souples ; elles se rompent aux circonstances ; on ne sait ni leur source, ni leur cours, ni leur but ; et les coutumes sont par tout l'empire obéies par un peuple fidèle. Il est impossible d'énumérer toutes les associations d'étudiants : les unes sont puissantes, nombreuses, presque riches ; les autres meurent à peine nées ; mais il s'en forme à chaque instant de nouvelles ; et toutes, soit en faveur du passé, soit par amour du présent, soit par avidité de l'avenir, toutes ont un caractère politique.

« Le parti vieux-russe est encore puissamment enraciné au sol. Il a pour organe la *Gazette de Moscou*, autrefois dirigée par M. Katkow, et maintenant par un préfet de collège, le docteur Léontieff. Les jeunes gens qui étudient à Pétersbourg, sont pleins d'un respectueux enthousiasme pour ces deux hommes, tout en ne partageant pas absolument leurs idées. Le programme des étudiants qui soutiennent le vieux parti russe, et qui probablement formeront plus tard un noyau d'opposition à toutes les réformes, repose sur une théorie, physiologique et historique à la fois. « A chaque peuple, dit-il, suffit sa race, son climat, sa croyance ! Laissez la Russie se développer suivant son génie propre. L'étranger ne vient pas chercher à Moscou ou à Pétersbourg des formules de foi nouvelle, et l'étranger fait sage-

ment. » On voit quel feu de patriotisme anime ces vrais Russes. Cette thèse, habilement exploitée, ressassée dans les revues périodiques, dans les journaux quotidiens, dans les conversations, dans les chaires, et sous toutes les formes; en articles, en romans, par la prédication, le théâtre, la science, a fanatisé toute une partie de la jeunesse. Et comme la jeunesse ne fait rien à demi, elle s'est vieillie elle-même par l'emploi affecté d'un vieux langage, de vieilles modes et de vieilles idées. Nul pour elle n'a d'esprit, s'il n'est Vieux-Russe. Puis, par un retour contradictoire bien pardonnable chez des hommes de vingt ans, qui malgré qu'ils en aient, ne sauraient être de Vieux-Russes, les voilà qui tout à coup détonnent, parlent de liberté, d'égalité, se glorifient de tutoyer le czar, et réclament à grands cris une liberté illimitée de la presse.

« M. Wyroubouff, qui dirige avec M. Littré la *Revue positive*, et qui, lui, est une pure incarnation de toutes les générosités slaves, m'avait donné pour les hommes qui gouvernent l'opinion en Russie des lettres de recommandation, qui m'ont été bien utiles pour ces études. Grâce à un mot d'introduction qu'il m'avait donné pour le célèbre avocat Outine, j'ai pu aller à Moscou muni de lettres pour Katkoff et Léontieff; j'ai pu entrer dans la confiance des étudiants du pays, et grâce aussi au journal que j'avais fondé dans l'espoir d'une alliance franco-russe[1], nouer des relations avec tous les jeunes gens de

1. M. Thiers ne répugnait point à cette idée, et c'est muni d'une recommandation de M. Barthélemy Saint-Hilaire, en 1872, que j'avais entrepris cette campagne, devenue vite inopportune.

talent et d'avenir qui faisaient de mon temps leur médecine ou leur droit à Saint-Pétersbourg.

« Ce vieux parti russe dont je parle a fréquemment maille à partir avec la jeune Russie. Partout où une révolution est proche, on voit se dessiner les mêmes embryons de partis ; le duel du passé et du présent, avec l'avenir pour enjeu, est de toutes les époques et de tous les pays. Mais sous ce climat du Nord, il revêt un caractère d'animosité particulière. Il crée des haines, des antagonismes farouches. C'est qu'en effet il s'agit là, en quelque sorte, d'une lutte d'extermination ; il faut que l'un mange l'autre; on ne se fera pas quartier. Dès maintenant on peut dire que la victoire oscille en faveur de la jeune Russie. Celle-ci est amie de la France, à qui elle sait bien que son pays doit tout; pendant la guerre de 1870-1871, c'est la jeune Russie, ce sont les étudiants gallophiles de Saint-Pétersbourg qui organisaient les comités de secours pour nos blessés et nos prisonniers. Il y a encore toute une génération fidèle à la France dans ce quartier du Vassili-Ostrov où couvent tant de choses futures. On y aime notre langue, notre esprit, nos mœurs, on y lit nos auteurs ; on y commente Voltaire, on y célèbre Victor Hugo plus que Pouschkine ou que Jokowsky. Assurément il se mêle à tout cet entraînement sentimental bien des inexpériences et des puérilités; mais je ne suis pas d'avis que rien d'utile ou de bon ne puisse en sortir. Au contraire, ces jeunes étudiants, bientôt hommes faits, n'oublieront jamais la foi de leurs années d'études. Ils répandront l'amour et l'admiration de notre pays, si profondément humain, et qui aux jours du malheur s'est heurté à

toutes les indifférences et à toutes les ingratitudes.

« Dans le mouvement panslaviste actuel, qui a failli embraser l'Europe et qui, du reste, ne s'arrête que pour justifier ce mot : « la Russie se recueille, » les étudiants russes de tout parti, de toute doctrine, se sont mis dans un harmonieux et patriotique concert. Ils ont été pour beaucoup, qu'on ne s'y trompe pas, dans tout ce qui s'est fait. Sans eux, sans leurs suggestions, sans leur intempérance d'idée ou de langage, sans leurs convictions robustes, croyons bien que la classe marchande, si méfiante, ne se serait pas laissé entraîner. Dans toutes les familles qui ont des fils étudiants à Saint-Pétersbourg ou à Moscou la même idée met un lien commun : la glorification et l'extension par tous les moyens de la Sainte-Russie.

« A Paris, nous n'avons pas un juste point de vue pour juger la question d'Orient ; nous parlons toujours de la grosse envie que les czars ont de s'emparer de l'antique Byzance. Qu'ils aient ou non cette envie, pour le moment faisons semblant de n'en rien croire. Mais ce qui est réel, ce qui est profond, ce qui est le nœud de la question même, c'est la haine du Russe pour le Turc et du Turc pour le Russe. Historiquement, géographiquement, ethnographiquement, Russes et Turcs ont passé leur vie à se heurter. Au Caucase, en Arménie, Turcs et Russes se montrent les dents; au bas de la mer Caspienne, Turcs, Russes et Persans, se gourment sans repos ; au delà de la chaîne des monts Ourals, ce ne sont plus les Turcs, si l'on veut, mais les Turcomans.

« La Russie a servi de bouclier contre la Barbarie :

c'est un rôle dont elle est fière ; à des époques déjà lointaines, elle a sauvé la civilisation rien que par ses luttes avec les Tartares mongols. Comment oublierait-elle ce beau passé ! Ses continuels démêlés avec les Turcs et les Turcomans l'en feraient souvenir. Et c'est ainsi qu'elle voudrait rejeter les Turcs en Asie, leur vraie patrie; qu'elle voudrait débarrasser l'Europe d'une race foncièrement rebelle à toutes nos idées. Ajoutez à ces griefs un chef d'accusation bien autrement grave aux yeux des Russes. Les Turcs sont musulmans; autre langue, autres mœurs, autre religion, autres intérêts ! Et ces gens sont voisins ! Et on voudrait les voir vivre en paix ! Non, il suffit d'avoir habité six mois en Russie ou d'avoir conversé quelquefois avec les étudiants et leurs maîtres, pour comprendre comment la guerre est possible et pourquoi elle est inévitable. Mais que ce soit demain le jour de la déclaration, ou après, c'est ce qu'il n'appartient à personne de dire, pas même aux ministres du czar, pas même au czar ; telle est la pensée russe, au cœur des étudiants et au cœur des familles. La jeune Russie est là tout entière, libérale et mystique.

« Hostiles aux Turcs par droit de naissance, les étudiants russes professent pour les Allemands un sentiment pareil, mêlé de mépris. Il semble que ce soit un don de la race teutonne de se faire haïr d'une haine où se mêle et à forte dose la mésestime et le décri. Chez les Russes des classes moyennes, un tel antagonisme pourrait s'expliquer; car les banquiers sont presque tous Allemands, et les changeurs et tous les manieurs d'argent auxquels le négoce russe a affaire. Mais c'est que le peuple aussi,

ses couches les plus abstruses, au plus bas de
helle, déteste l'envahissement tudesque. Avant
ıancipation, l'intendant du grand seigneur russe
t Allemand. Nul ne s'entendait comme lui à faire
rer les fermages, à maintenir une exacte disci-
e, à administrer le knout; plus d'un de ces fi-
s ministres était trouvé le matin pendu aux
es du domaine.

Se figure-t-on l'exécration dont le paysan devait
rsuivre cet étranger qui venait exercer sur lui
sévices par délégation? De quelles malédictions,
quels blasphèmes il devait entourer son nom?
ositaires des antipathies et des sympathies popu-
es, les étudiants ont le culte de cette vieille aver-
; et parmi eux les naturalisés ne font pas heu-
se figure : ils ne sont ni recherchés ni aimés. Ce
t pas Gœthe qu'on commente le soir, à la lueur
es lampes à pétrole dont on fait ici un universel
ge, ce n'est pas Schiller, ce n'est pas Kant qu'on
lique autour du samovar où l'eau bout pour le
; ce n'est pas non plus Hégel, autrefois à la
le. Mais plus d'une fois j'ai entendu, dans les
nions de cette jeunesse enflammée, lire à haute
, d'un clair accent français, des pages em-
ntées au *Contrat social* ou au *Dictionnaire philo-
ıique.*

Il faut être à mille lieues de son pays pour savoir
harme d'une pareille émotion. Sans doute, loin
siens, loin de sa ville natale, tout Français
ouve la nostalgie de madame de Staël pour le
sseau de la rue du Bac ; un rien suffit alors pour
ıs provoquer à un attendrissement naturel. Mais
au nord de la Finlande et entendre une voix

étrangère déclamer Rousseau et, au fond d'un quartier perdu parmi les neiges, sous ce ciel inclément, par un triste soir, sentir tout à coup la chaleur des rayons voltairiens, c'est une impression unique et qu'il m'a été donné d'éprouver.

« Je ne dirai pas que les étudiants russes comprennent ces écrivains philosophes exactement comme nous. Il m'a paru qu'interprétés par une intelligence moscovite, ils prenaient un aspect nouveau, qui n'est pas le vrai : leurs traits grossissaient. N'est-il pas juste d'ailleurs de nous adresser aussi ce reproche, que l'éloignement des temps donne chez nous un prestige à nos ancêtres révolutionnaires et que, grâce à un mirage, nous ne pouvons les juger avec une impartiale exactitude? Si cela est pour nous, à plus forte raison pour des étudiants russes, que la liberté, une prudente liberté, éclaire d'hier, et qui voient nos écrivains, nos philosophes, nos contemporains, non pas seulement dans le lointain de la durée, mais aussi dans le lointain de l'espace. Du moins il m'a paru qu'ils étaient tentés d'appliquer radicalement le *Contrat social.* Quand nos pères, dans la nuit du 4 août, ont abdiqué leurs privilèges, les paysans qui fouillaient le sol gaulois avec leurs ongles depuis dix-sept siècles, mais non pour eux-mêmes, ne se doutaient guère que, quelques années plus tard, ils détiendraient la terre à leur tour. Mais en Russie, un bouleversement de la propriété foncière ne surprendra personne ; le paysan est prêt ; les étudiants de toute catégorie sont unanimes dans le vœu d'une telle révolution.

« Quel singulier mélange d'idées disparates, mal digérées ou savamment déduites, dans ces cervelles

d'étudiants! J'ai déjà fixé quelques-uns des traits qui distinguent ces jeunes gens entre eux, je m'occuperai maintenant des étudiants nihilistes. Mais il me faut auparavant esquisser cet incompréhensible caractère russe, si versatile, si capricieux, si nerveux, si féminin, si près de l'hystérie. Et d'abord de quelle hérédité procèdent les cerveaux des Russes contemporains? Leurs ancêtres intellectuels remontent-ils bien haut? La pensée russe actuelle, dans tous ses phénomènes, trahit-elle une sélection lointaine?

« Eh! qui ne sait qu'il y a un siècle et demi à peine que la Russie est advenue à la vie politique? Qui ne se rappelle que ce vaste empire n'était encore qu'un ramassis de camps barbares ou de républiques indépendantes, quand Louis XIV était au faîte de l'unité française? Qui ne se souvient qu'en plein règne de l'Encyclopédie, en ce grand siècle des Diderot et des d'Alembert, Moscou et Pétersbourg étaient le théâtre des scènes les plus sauvages? Jusqu'à Catherine la Grande, les fonctionnaires et les boyards, dont Lubomirski a tracé naguère une saisissante peinture, vivaient dans une incurie des choses de l'esprit voisine de l'hébétement. En ce siècle de voyages à la vapeur, il était impossible que les idées restassent stationnaires; les nôtres sont allées partout, et notamment en Russie. Mais qu'on juge de la surprise qu'y a causée leur passage! Les esprits ne sont point encore remis du coup qu'ils ont reçu.

« Les Russes ont tout appris à la fois, les lettres, les arts, les sciences, les métiers; car les Russes n'ont rien inventé. Mais ils ne mettent point d'amour-

propre à nier cette infériorité ; ils l'avouent au contraire de bonne grâce, et, après l'aveu, entassent les faits dans leur mémoire, accumulent les systèmes, mélangent les substances hétérogènes, au risque de produire des explosions et de tout briser, cornues, alambics, éprouvettes, avec les membres épars de l'alchimiste. Les Russes ont encore besoin d'une vigilante et discrète tutelle. Laissés à eux-mêmes, comme des enfants, ils se feraient mal. Qu'on ajoute à cet état toutes les fatalités caractéristiques du génie barbare, fantasque, inquiet, enfantin et sénile, grave et bouffon, capable de rire, de pleurer, de s'attendrir et de commettre un crime dans le même quart d'heure ; qu'on se représente le Russe en habit noir avec un irréprochable plastron sous lequel bat un cœur à la fois impétueux et froid, une âme généreuse et cruelle, simple et astucieuse, on comprendra mieux comment tant de types divers composent cependant un type unique, celui de l'étudiant russe ; on ne s'étonnera plus de rencontrer, à côté des patriotes, et des humanitaires, et des réactionnaires, et des progressistes, ces bizarres sectaires qu'on appelle les nihilistes.

« De même que certaines intelligences se convertissent au mysticisme de la foi par lassitude terrestre, et se confinent dans les élans d'une prière extatique qui les ravit au ciel, les nihilistes sont des intelligences qui se sont vouées fanatiquement au mysticisme de la négation, par haine de tout ce qui existe et par avidité d'une subversion totale de l'ordre actuel. L'idée de la destruction les réjouit dans leurs moelles ; ils rêvent un amoncellement de ruines ; leur devise est « Nihil, » rien, plus rien. Ils

ont pour toutes les religions une haine égale; ils les regardent comme des vêtements différents dont s'habille l'erreur, de pures formes extérieures destinées à masquer des projets liberticides. Pour les naturalistes les plus sceptiques, l'homme est un animal moral et religieux; pour les nihilistes, cette prétendue moralité, cette religiosité fictive sont de vains mots pompeux, qui n'ont aucun sens, et attestent seulement une série de dépravations par lesquelles a passé la nature primitive. Ils ne comprennent pas le mot Dieu; ils lui substituent le mot Néant. Avec ces données il ne saurait être question de l'âme et de la vie future; aucun système politique ou social ne peut s'échafauder. Aussi tous les gouvernements ont droit à leurs mépris : une anarchie absolue, un déchaînement illimité des appétits et des intérêts, voilà leur idéal en face des tribus humaines agglomérées. La propriété, même en son sens le plus restreint, même subordonnée à l'utilité publique, leur apparaît, non comme une injustice (rien n'est injuste), mais comme une monstrueuse sottise, une de ces aberrations dont nous sommes victimes. La famille, source de mille sentiments délicieux et sans laquelle l'individu est misérablement incomplet, ils la jugent avec plus de sévérité encore. Ils pratiquent le mariage libre, l'union libre, l'amour libre! Je dis amour et c'est profaner ce mot; ils disent « besoin naturel, d'une périodicité inconstante. »

« On conçoit les mœurs des étudiants nihilistes : ils sont très nombreux à Pétersbourg et d'un contagieux exemple sur une terre quasi américaine, où la folie et le bons sens se donnent la main. Les femmes

surtout se distinguent par l'élan vers le nihilisme; les femelles nihilistes sont presque aussi nombreuses que les mâles; et il le faut bien, pour que l'amour libre, aux heures de sa périodicité inconstante, ne périsse pas d'inanition. A ce tableau, qui n'est pas chargé, on pourrait croire que tous les nihilistes sont méchants; il n'en est rien. Comme ils suivent la loi naturelle, ils restent bons quand ils sont nés bons; ils ne se croient pas obligés à une métamorphose assurément désagréable pour autrui.

« Au fond, les nihilistes sont heureux d'effrayer les philistins : ils jouent à l'ogre, au croquemitaine. Nos étudiants, après 1815 et vingt années durant, n'ont-ils pas, eux aussi, formé des ligues contre la bourgeoisie et créé des associations politiques sous des noms terribles? « Les Voraces, les Dévorants, » sataniques épithètes, inoffensives comme un feu de Bengale, titres de féerie, qui ont causé une certaine peur en leur temps. Les nihilistes, il est vrai, se prennent parfois au sérieux : ils deviennent alors moins redoutables qu'odieux. On se rappelle qu'il y a quatre ans, un étudiant nihiliste ayant cru qu'un de ses camarades, âgé de dix-neuf ans, avait trahi la bonne cause et révélé au bureau de police le plus voisin les secrets de la secte, avait tout simplement égorgé le pauvre garçon. Le procès qui suivit présenta un aspect des plus curieux. L'assassin soutint hautement son innocence; il n'avait pas engagé sa responsabilité, disait-il; il avait obéi aux règlements de sa secte; on lui avait dit : « Tu frapperas, » et il avait frappé[1]. Ce système étrange fut sur le point de

1. Le nihilisme a fait depuis d'incontestables progrès : ces lignes ne seraient plus de mise aujourd'hui.

réussir sur le jury russe, lequel, comme on sait, a aboli la peine de mort.

« Les camarades du coupable, ses amis ordinaires, ses complices peut-être, furent interrogés et se renfermèrent les uns dans un mutisme complet, ne reconnaissant pas le fonctionnement de la justice actuelle, les autres dans des divagations politiques et philosophiques dont l'audace cynique effraya le bonhomme Jury. Des femmes nihilistes comparurent également. Elles se montrèrent à la hauteur des principes négatifs dont elles se font gloire d'être les coryphées. Toute cette écume sociale, subitement remuée, laissait entrevoir la lie des plus affreux bas-fonds. Le gouvernement, avec les habitudes de non-intervention apportées par Alexandre II, ne crut pas devoir s'épouvanter outre mesure : il ne se mêla en rien du jugement, n'exerça aucune pression. L'assassin nihiliste fut condamné à vingt ans de mines; un peu plus, et sans l'exhibition de ses proches, sans le scandale des déclarations de ses amis et compères, il était acquitté comme ayant agi sans discernement, sans responsabilité et sous le coup d'hallucination politique.

« Les étudiantes nihilistes sont laides. Je ne veux pas dire que leurs physionomies soient le miroir de leurs intimes convictions et de leurs abominables principes. Je ne les trouve pas laides exprès : je les aimerais mieux jolies. Mais je dis la vérité sans fard, sûr que je ne serai contredit par personne. Les étudiantes nihilistes n'ont ni beauté, ni fraîcheur, ni élégance, ni propreté. A quoi tiennent ces défauts, sinon à la libre pratique de la vie anarchique et bohémienne? Où peuvent se recruter les étudiantes de

cet acabit, sinon dans les sphères les plus basses, où de tristes habitudes de misère et de sordidité souillent le corps, jettent l'âme dans un perpétuel malaise? Des fleurs peuvent éclore du fumier, mais malsaines, parées d'un feu sombre, vénéneuses comme des cryptogames. Les femmes de la secte antisociale portent les cheveux courts, coupés en rond au ras du cou; les inévitables lunettes bleues, ornement détestable, mais précaution utile contre la réverbération de la neige, couvrent leurs yeux froids et indifférents. Elles vont ainsi sur la neige des trottoirs d'un pas tranquille, dans leurs manteaux effrangés, avec des jupons boueux; elles tiennent des livres sous le bras; et d'une allure masculine vont au cours de l'école de médecine ou de droit.

« La plupart, en effet, de ces créatures qui ont renoncé à tous les charmes de la vie féminine, à toutes les grâces, à toutes les délicatesses de leur sexe, étudient pour être médecins. Déjà fortifiées contre toutes les illusions, elles achèvent la transformation qui les rendra hommes tout à fait. Penchées sur des cadavres, armées du scalpel, elles fouillent intrépidement les fibres les plus secrètes du cœur de ce primate mammifère à station verticale, dont elles sont les sœurs, dont elles ne seront les mères que par accident et non par goût de maternité. Leur diplôme obtenu, elles courent le monde, franchissent l'Océan et s'en vont dans ces contrées nouvelles où les villes éclosent comme des champignons et où toutes les opinions, toutes les originalités, tous les paroxysmes ont droit de cité.

« Les étudiants nihilistes vivent entre eux, mais avec plus d'indépendance et d'individualisme que les

autres, dont ils n'ont pu obtenir d'ailleurs estime ou affection [1]. J'ai eu affaire à quelques-uns de ces fanatiques glacés, qui vivent d'une vie automatique et végétative, pire que le sommeil de la mort. Leurs ressources sont restreintes, plus peut-être que celles des autres étudiants, car ou les nihilistes sont fils des fonctionnaires les plus chétifs de l'administration, ou, si leurs parents sont à l'aise, marchands ou banquiers, ils n'en peuvent tirer que des subventions alimentaires presque insuffisantes. J'ai donc causé avec quelques-uns d'entre eux dans un de ces restaurants grecs placés dans les caves des rues et dont le bon marché fabuleux attire tout un peuple famélique et des conditions les plus diverses. Ils avaient un ton froid, sûr de lui, et s'exprimaient avec une abondance de paroles coupantes. Il faut savoir d'ailleurs, pour l'avoir vu de près, tout ce que souffrent ces hommes jeunes et relativement bien doués, dont la société russe actuelle contrecarre toutes les idées; il faut les avoir vus aux prises avec toutes les difficultés de l'existence la plus précaire, pour se figurer l'accumulation de griefs et de ressentiments dont leur âme est le théâtre, en face du luxe des classes aristocratiques, des inégalités de caste, des hauteurs de la noblesse, des accaparements du clergé. Attablés devant un verre de vodki, ou devant un pot de bière pâle et peu nourrissante, ils réforment le monde, non pas la Russie seulement, mais la terre entière : car il ne leur en coûte pas plus.

« Ainsi nous trouvons chez les étudiants russes

1. Ce qui était vrai en 1873 ne l'est plus aujourd'hui.

des traits communs à tous, mais aussi des types bien tranchés : Vieux-Russes, Jeunes-Russes, étudiants progressistes, que nous pourrions appeler des radicaux modérés, et enfin des nihilistes; voilà les quatre groupes qui vont, avec des tendances diverses, boire le même lait à la commune mamelle de l'enseignement supérieur de Saint-Pétersbourg. Tous ardents à la défense de leurs idées, tous enfiévrés d'un désir de triomphe, amoureux de la lutte, ils sont, comme je l'ai dit en commençant, le foyer secret où s'élabore l'avenir russe, le creuset où mille forces obscures viennent se combiner pour un suprême éclatement. Les fonctions tendent de plus en plus à tomber aux mains des étudiants russes, devenus juristes; les influences sociales, dues à l'autorité scientifique du talent ou du génie, vont, elles aussi, aux étudiants qui entrent dans la carrière avec une renommée de travail et de pratique; chaque parti sera donc à son tour au pouvoir; et on aura ce singulier spectacle d'un pays despotique et autoritaire où, comme chez les nations de gouvernement constitutionnel, le régime changera tous les cinq ans, malgré le maintien des mêmes ministres, malgré l'inébranlable trône impérial. On peut donc considérer le corps des étudiants comme le plus important dans la nation. Avec lui tout est possible, toute révolution est faisable, toute réforme devient facile; sans lui, rien ne peut s'édifier, rien de durable du moins, rien de vraiment national.

« L'enseignement supérieur en Russie a un caractère élevé. Le droit y est enseigné conformément aux Pandectes et au Digeste, c'est-à-dire que l'extrême bon sens latin a encore son influence sur

les peuples du Nord. Et comment en serait-il jamais autrement? Le droit ne change pas, il est le même partout; il naît de la conscience universelle. Les besoins des siècles ont juxtaposé des coutumes; le peuple russe, plus que tout autre, vit de règlements faits au jour le jour. Mais d'heure en heure l'idée d'un Code national fait son chemin, il est déjà à demi élaboré. Du moins les questions primordiales, la naissance, le mariage, l'héritage, la mort, sont des points éclaircis. La religion, la propriété, la famille, ont leurs lois spéciales. Mais tant que les Russes n'auront ni droits civils véritables, ni droits politiques, il sera impossible que les chaires de droit atteignent à la hauteur de notre école. Néanmoins, quoique avec précaution, les maîtres du droit russe actuel désignent du doigt les réformes désirables, l'heure propice où elles se feront avec le plus de chance de durée, et l'esprit dans lequel elles devront être conçues.

« La médecine et l'histoire naturelle sont des sciences avancées, qui s'enseignent à Pétersbourg avec l'esprit le plus libre de préjugés, le plus sagement philosophique. Le Darwinisme est au sommet de l'École médicale russe. C'est dire que, libre de toute superstition, la science qui doit guérir, s'étaye sur l'expérience seule, en bannissant toute métaphysique. Élèves de Bacon, d'Auguste Comte et de Darwin, les professeurs d'anatomie et de pathologie interne ont une autorité que n'ont jamais eue les professeurs qui s'en remettent à Dieu du soin de faire avancer la science.

« Les chaires de l'enseignement littéraire m'ont semblé occupées par des esprits supérieurs, d'une

instruction ou d'une érudition recommandables, mais d'allures timides, hésitantes. On sait en quel mépris Nicolas tenait la philosophie : elle ne s'est pas encore relevée du coup de botte militaire qui l'avait atterrée. Cet empereur, à l'imitation de Napoléon Ier, n'aimait pas les idéologues. Mais chose singulière et qui ferait le désespoir de Nicolas, s'il vivait, je ne crois pas qu'il y ait de terre au monde où fleurisse avec plus de vigueur le peuple pullulant des idéologues. On les rencontre partout, et on a pu voir que cette qualité peut s'appliquer indistinctement à tous les étudiants, ajoutons à tous les professeurs. C'est que la pensée est de nature éruptive et reviviscente : semblable à ces plantes que le fer féconde en les émondant, la pensée, obstinément persécutée par les despotes, jaillit du sol aux lieux les plus inattendus, d'une souche amaigrie exprime des rejetons vigoureux, et lasse la serpe et la faucille. C'est aux étudiants de Saint-Pétersbourg et de Moscou que la Russie remet ses destinées ultérieures. Lourde tâche, dont ils ne seront point indignes, mais qui exige de ceux qui l'acceptent de l'abnégation, du désintéressement, de la patience. La Russie est travaillée de plusieurs maladies : le corps est trop développé pour la tête; sa croissance a été trop rapide; des crises violentes ne sont point pour la guérir. Aux étudiants donc, dépositaires de la science, futurs maîtres des fonctions et du gouvernement, de travailler en vue d'une révolution pacifique, dans les sentiments d'humilité et de renoncement qu'il faut leur conseiller.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE NIHILISME SCIENTIFIQUE

Comme on l'a vu dans notre introduction, le régime protecteur et la douane à outrance n'existent pas en Russie seulement pour les marchandises : ils existent surtout pour les idées. Or, il est de règle économique, il est avéré que plus une denrée est soumise à la prohibition, plus l'absence et le regret s'en font sentir : il n'est pas de ruse que les contribuables n'emploient pour se la procurer. Ils ne regardent ni à l'argent, ni aux lois, ni au péril. Pour les idées, il en est de même.

De 1835 à 1845, ou plutôt en 1835 et pendant une période indéterminée, deux hommes, outre Herzen, se partagèrent l'influence morale et l'autorité sur l'élite intellectuelle de la Russie, Bélinsky et Stankévitch. Nous ne dirons rien de Nékrassof, dont la

portée n'est pas douteuse; mais il fut plutôt éditeur qu'auteur. Il dirigea : *Le Contemporain.*

Ils furent les précurseurs, peut-être inconscients, du mouvement nihiliste : mais ils ont été tellement dépassés qu'on ne peut guère les citer que pour mémoire. La vérité est qu'ils furent des penseurs, des méditateurs; qu'ils exprimèrent des idées justes, ce qui parut neuf et original; qu'ils *raisonnèrent*, ce qui parut hardi.

Les origines du nihilisme, comme celles de toute doctrine, devaient être scientifiques ; avant de passer dans le domaine des faits, avant de s'essayer à l'action, le nihilisme devait se fonder en théorie.

Parmi les importations étrangères auxquelles le despotisme russe faisait l'honneur de ne pas les considérer comme dangereuses, se trouvaient inscrites et cataloguées les idées allemandes. Le czarisme avait un grand mépris des idéologues, le même qu'avait professé le premier Bonaparte. Grave erreur, qui a amené en France d'affreuses représailles et qui actuellement met la Russie en péril.

Les Allemands aiment la science pour elle-même, avec une terrible candeur. Ils n'ont pas le don de généralisation : aussi chacun d'eux se cantonne dans une idée, la tourne, la retourne, tire d'elle les effets les plus inattendus, sans s'inquiéter jamais des conséquences. Spiritualiste ou matérialiste, un philosophe allemand aboutit presque toujours à l'absurde et se complaît dans sa trouvaille avec l'entêtement de l'amoureux qui croit à son trésor. De là les nuances infiniment diverses qui séparent en toute science et sur tous les points les savants allemands :

en Allemagne, il n'y a point d'éclectiques, il n'y a que des originaux.

Dans un pays comme la Russie, où, comme dans l'imaginaire Espagne de Figaro, on pouvait parler de tout pourvu qu'on ne parlât de rien, la conversation des salons, entre gens d'esprit, portait fatalement sur les œuvres de la philosophie allemande, et parmi les noms les plus en honneur à Pétersbourg ou à Moscou, il faut citer Hégel.

Hégel est un terrible jouteur : Victor Cousin déclare quelque part qu'il ne l'a jamais compris, bien que lui-même ait essayé de nous exposer la doctrine du maître et qu'il ait longtemps porté le reproche d'hégélianisme. En réalité, Hégel plut aux Russes parce qu'il touchait audacieusement à toutes les questions : Hégel fut, sans s'en douter, le chaperon des libéraux russes. Sous prétexte de discuter l'Encyclopédie et la Phénoménologie de l'obscur docteur, — permis en Russie à cause de son obscurité à la Lycophron, — les intelligences slaves s'émancipaient, se promenaient sur des sommets illicites, faisaient d'étranges excursions.

Les grands seigneurs russes n'ont pas eu seulement pour apanage d'étonner l'Europe à coups de roubles. Plus d'un parmi eux a su se distinguer autrement. C'est ainsi que Stankévitch, riche seigneur petit-russien, osa, presque le premier de sa caste, afficher des airs décidément frondeurs. Il tint un salon où l'on avait le verbe assez haut pour le temps. Là on affichait le goût des nouveautés; là on respirait un souffle venu du dehors par-dessus les frontières; on discutait; on s'échauffait. On allait quelquefois trop loin. Stankévitch comprit même un

moment que son caractère boudeur, irréfléchi, primesautier, l'avait entraîné à des imprudences : il crut que l'atmosphère des voyages lui serait plus favorable que la contemplation d'une patrie où il se déplaisait. Il mourut à Rome en 1843.

Nous avons de Stankévitch un éloge en trois lignes, mais cet éloge est de Herzen : « Quel dommage, dit quelque part l'écrivain de *la Cloche*, qu'il y ait des hommes dignes d'histoire et qui n'ont pas d'histoire ! »

C'est qu'en effet Stankévitch avait été un premier moteur : il avait déterminé une évolution de l'intelligence russe. Dans son salon avaient passé des noms depuis fameux, Bakounine, Herzen, Pissemsky, Nicolas Tourguéneff et Bélinsky.

Nous n'avons rien à dire, pour ne pas charger ce livre, de ces noms très suffisamment connus et étudiés : nous ne ferons d'exception que pour Bélinsky

Celui-ci est le seul, l'unique critique qu'ait possédé la Russie. Il était simple fils de prêtre. Pour qui connaît la condition du pope, c'est là une humble origine. Stankévitch le dénicha, positivement, et cela fait honneur à son tact.

Très pauvre, destiné à végéter dans le sacerdoce, Bélinsky fut heureux de trouver dans Stankévitch un protecteur qui l'attira vers le professorat, auquel Bélinsky était plus apte, et vers la littérature, pour laquelle il était exceptionnellement doué. Chez Stankévitch, Bélinsky rencontra les hommes distingués que nous avons cités et compléta son éducation par leurs conseils et dans leur compagnie.

Il était Hégélien : mais il y a au fond de tout

Russe un homme terriblement pratique. Aussi écarta-t-il de l'œuvre de Hégel tout ce qui lui parut trop métaphysique : l'idéal et l'absolu étaient pour Bélinsky des mots, des apparences spécieuses, des abstractions et non des entités.

Dès ce moment Bélinsky se fit une réputation de *démonstrateur*. Ce qu'il avait gardé surtout de Hégel, c'était une grande puissance de dialectique.

L'élite des intelligences russes adopta Bélinsky avec une sorte de fureur, et sait-on pourquoi ? Elle crut que Bélinsky était original, comme autrefois Rome crut à l'originalité de Cicéron. Elle s'empressa de le proclamer chef d'école, parce que cet habile importateur avait donné à l'hégélianisme une tournure slave, avait revêtu de matérialisme et de réalisme la doctrine quelque peu nuageuse du maître allemand.

Le Russe est naturellement ami du tangible et du palpable ; il a une rage de la jouissance immédiate ; le rêve lui fait horreur. Il est né pour défricher la planète, en extraire tout ce qu'elle détient pour le bonheur de l'homme, et s'il y a un au delà, il ne s'en préoccupe point. Tout Russe est positiviste. Cela est si vrai qu'aujourd'hui, ce n'est pas seulement en Angleterre et en France qu'il faut chercher des disciples d'Auguste Comte, c'est surtout en Russie. Où donc le plus matérialiste de nos romanciers, M. Zola, chef du naturalisme, compte-t-il le plus de lecteurs étrangers? En Russie.

A l'époque où Bélinsky se révéla comme critique littéraire, deux romanciers, d'un génie différent, mais complet, de tendances semblables, Georges Sand et Balzac étaient en possession de l'attention

et de la faveur publiques. L'un et l'autre traitaient le roman comme une thèse : Georges Sand avec sa merveilleuse entente des passions, plaidait les droits du cœur et de la personne humaine, faisait le procès au code et aux préjugés; Balzac, lui, parcourait le cercle de nos sociétés contemporaines et en rapportait de terribles analyses : lui surtout, grâce à Bélinsky, passionna les Russes; ceux-ci devinrent balzaciens.

C'en était fait : du moment que l'esprit de discussion et de libre examen s'était insinué dans la société russe, le germe du nihilisme était déposé. S'il s'est développé, s'il a prospéré, c'est que le milieu, comme on l'a vu dans la première partie de cet ouvrage, lui était étrangement favorable. A Saint-Pétersbourg, à Moscou, il suffisait dans ce qu'on appelait la *société* de quelques esprits hardis pour communiquer l'audace à tous les autres : désormais il est facile de voir le chemin que fera la contagion, bonne ou mauvaise, comme on voudra.

Venu d'Allemagne, transmis par le livre et la conversation, d'abord philosophique, puis littéraire, l'esprit de négation et de révolte s'affirme, se cherche lui-même, essaie de découvrir sa formule, devient scientifique. L'économie politique et sociale va paraître en scène, et les théories les plus extraordinaires ne seront plus qu'un jeu pour l'esprit slave.

Le successeur direct des hommes que nous venons de nommer, celui qui les dépassa tous est Tchernychewsky.

Ce Proudhon russe vient de mourir : son œuvre n'est pas considérable, si l'on considère le cata-

logue des œuvres; elle est incalculable, si on en mesure la portée.

Les débuts de Tchernychewsky n'offrent rien de saillant : les détails biographiques n'abondent pas sur ses premières années. Il nous est connu par son martyre, ses *Lettres sans adresse*, sa *Critique des Principes de Stuart Mill* et son roman *Que faire?* publié sous le titre de *Véra* dans un journal parisien, *la Révolution française*.

C'est un Russe, M. Alexis Tvéritinoff, qui a traduit les œuvres économiques de Tchernychewsky : c'est à lui que nous emprunterons un des plus dramatiques récits que nous ayons lus : il donnera une idée de la façon dont le czarisme est servi dans sa lutte contre la société moderne.

Le 20 mai 1864, vers huit heures du matin, on voyait, sur une des places publiques de Saint-Pétersbourg, se rassembler et se former en cercle une assez nombreuse foule d'hommes et de femmes; à l'intérieur de ce cercle on voyait un carré de soldats, et à l'intérieur du carré un échafaud avec un poteau dit d'ignominie. Il pleuvait à verse. Mais la pluie n'empêchait pas la foule d'accroître et d'attendre avec patience le prétendu criminel.

A neuf heures arrive enfin la voiture attendue, escortée par deux gendarmes à cheval; on en voit sortir d'abord un général, puis un homme en habit particulier; celui-ci avait l'air excessivement pâle, mais complètement calme. Cet homme monta sur l'échafaud, où deux messieurs en bonnet rouge, c'est-à-dire deux bourreaux, le prirent sous les bras. C'est par là que commença la cérémonie dite du déshonneur. Puis on lui pendit au cou une plaque noire en bois, sur laquelle son arrêt était écrit en lettres blanches. Enfin un des bourreaux lui arracha brusquement la casquette de la tête, pour qu'il pût avec véné-

tion écouter ce qu'on allait lire. Or, on allait lire ce qui suit :

« Le conseiller titulaire Tchernychewsky s'occupait de littérature et était un des principaux collaborateurs de la revue *le Contemporain*. Cette revue a, par ses tendances, attiré sur elle l'attention du gouvernement. Comme elle s'attachait, de préférence, à développer les idées matérialistes et socialistes tendant à la négation de la religion, de la morale et de la loi, le gouvernement a jugé nécessaire d'en interdire la publication pendant un certain temps, et on a découvert, au moment où cette mesure venait d'être prise, certaines circonstances qui ont désigné au gouvernement en Tchernychewsky un des agents pernicieux pour l'État. Voici en quoi consistaient ces circonstances.

« Le chef de la 3e section de la chancellerie personnelle de Sa Majesté Impériale a reçu une lettre anonyme dans laquelle on mettait le gouvernement en garde contre Tchernychewsky, « ce meneur de la jeunesse et socialiste artificieux; » il a dit lui-même qu'on ne pourra jamais donner des preuves contre lui ; on le dit agitateur *dangereux* et on demande d'être débarrassé de cet homme dangereux; tous les anciens amis de Tchernychewsky, hommes du parti libéral, en voyant que ses tendances ne se manifestaient plus seulement par des paroles et en arrivaient à se traduire par des actions, se sont éloignés de lui. « Si vous n'éloignez pas Tchernychewsky, écrit l'auteur de la lettre, il arrivera des malheurs, il y aura du sang répandu; ces bandes de démagogues furieux sont pleines de têtes chaudes que rien n'arrête; cette « Jeune Russie » a montré dans son programme les penchants les plus farouches; peut-être arrivera-t-on à en venir à bout, mais combien de sang innocent ne feront-ils pas répandre? A Voronéje, à Saratoff, à Tamboff, partout il existe des comités de ces socialistes; partout ils échauffent les esprits de la jeunesse. Envoyez Tchernychewsky où vous

voudrez, mais hâtez-vous de le priver de la possibilité d'agir. Au nom de la tranquillité générale, délivrez-nous de Tchernychewsky. »

« A la fin du mois de juin 1862, on a reçu, à la 3e section, l'avis du départ de Londres de Viétochkine, ami d'Herzen et de Bakounine, qui apportait avec lui des publications prohibées d'Herzen, Ogareff et autres, ainsi que des correspondances des propagandistes. Lorsque Viétochkine a été arrêté, on a trouvé sur lui, parmi d'autres lettres, une lettre du proscrit et propagandiste Herzen à Serno-Solovievitch dans laquelle il le persuade de faire de la propagande en Russie, et qui se termine par ce post-scriptum : « Nous avons l'intention de publier ici ou à Genève *le Contemporain* avec Tchernychewsky. » En raison de cette lettre, Tchernychewsky a été arrêté le 7 juillet 1863 et l'on a fait chez lui une perquisition qui a amené la découverte des papiers suivants relatifs au procès :

« 1° Un billet anonyme annonçant que l'instruction judiciaire relative à la manifestation de la salle de l'hôtel de ville, avait été abandonnée par ordre de Sa Majesté et que personne ne serait inquiété pour cette affaire; 2° une correspondance de Tchernychewsky avec Andriewsky à qui il propose de servir d'intermédiaire entre le public et les professeurs qui avaient donné des cours, pour expliquer les motifs de la suspension de ces cours; 3° une lettre de l'écriture de Bartioukoff dans laquelle on remarque la phrase suivante : « Moscou est occupé à présent par les événements de Twer, on dit qu'il y aura une révolution; » 4° une lettre d'Herzen sans adresse et dont on ne connaît pas par conséquent le destinataire, contenant un grand nombre de mots raturés; dans cette lettre Herzen combat le conseil de Tchernychewsky de ne pas entraîner la jeunesse dans une ligue littéraire parce qu'il n'en sortirait jamais rien, et il propose, dans des termes obscurs, un projet d'organisation de société ou de ligue, en prenant pour centres d'activité la foire de Nijni Novgorod,

une quelconque des foires du Dnjeper et la grande route d'Irbite ou une autre de l'Oural sibérien ; 5° une lettre anonyme dont l'auteur blâme Tchernychewsky de vouloir renverser l'ordre de choses existant et de vouloir fonder une démocratie, et lui prédit qu'il marche à sa perte ; 6° une clef alphabétique sur quatre cartons et enfin deux cahiers écrits avec des abréviations de mots, de syllabes et de lettres. Ces cahiers sont les mémoires de Tchernychewsky, qui se rapportent à l'époque où il n'était pas encore marié et n'était que fiancé. On y remarque les pensées suivantes qui se rapportent au procès. « On peut m'arrêter un jour ou l'autre, quel sera alors mon rôle. On ne trouvera rien chez moi, mais mes ennemis sont puissants, que pourrais-je faire? Je commencerai par me taire, et puis, quand on m'aura harcelé pendant bien longtemps, je finirai par perdre patience et par dire ma façon de penser sans ménagements ni détours ; et alors il est bien douteux si nous sortirons de prison. Vous voyez bien que je ne puis pas me marier ; je n'ai le droit d'attacher personne à ma destinée. » Lorsque Tchernychewsky était détenu dans la forteresse, il a écrit à sa femme, le 8 octobre 1862, une lettre où il dit entre autres choses : « Notre vie à toi et à moi appartient à l'histoire ; dans des centaines d'années nos noms seront encore chers aux hommes et on se les rappellera encore avec reconnaissance quand il ne restera plus sur la terre aucun de ceux qui ont vécu avec nous. » En expliquant à sa femme qu'il a l'intention de composer une *Encyclopédie du savoir et de la vie,* il écrit : « Depuis le temps d'Aristote, personne n'a encore fait ce que je veux faire, et je deviendrai un bon précepteur des hommes dans le cours des siècles, comme l'a été Aristote. »

« Pendant que l'on poursuivait l'enquête sur l'affaire Tchernychewsky, Vsévolode Kostomaroff, qui avait été jugé à Moscou pour avoir imprimé des écrits prohibés, a été condamné par ordre de Sa Majesté à servir au Caucase comme simple soldat. En faisant route pour le lieu qui

lui avait été assigné, sous la conduite de l'officier de gendarmerie Tchoulkoff, il tomba malade à Toula, et le 5 mars 1863 il écrivit une lettre à un nommé Sokoloff, à Saint-Pétersbourg. Tchoulkoff a remis cette lettre au chef de la 3e section. Elle contenait un récit détaillé par lequel Kostomaroff racontait comment il avait été entraîné par Tchernychewsky à commettre le crime pour lequel il était jugé, comment Tchernychewsky et Mikhaïloff avaient rédigé un appel « aux paysans seigneuriaux, » et le colonel Chelgounoff un appel « aux soldats, » et comment ces proclamations lui avaient été remises, pour les imprimer, par l'étudiant Soroka, avec qui il était venu de Moscou à Pétersbourg. Il s'étendait avec détails sur la personnalité de Tchernychewsky qu'il représentait comme un agitateur qui avait détourné quelques jeunes gens du vrai chemin, et il le caractérisait en ces termes, en le comparant à Samson : « Cet Israélite, disait-il, a été bien maladroit de rester au milieu même de l'édifice après en avoir ébranlé les colonnes, et de se laisser prendre lui-même sous les décombres. Notre Samson, c'est-à-dire Tchernychewsky, raisonne tout différemment ; il se dit : à quoi bon m'ensevelir sous les ruines du vieil édifice; j'aime mieux envoyer d'autres pour le renverser, et moi, en attendant, je resterai à l'écart; s'ils le font écrouler, tant mieux, — je m'occuperai alors d'en bâtir un nouveau ; s'ils ne le font pas, s'ils échouent, cela ne me regarde pas. De toutes façons, je resterai sain et sauf. » Plus loin Kostomaroff dit à son ami qu'il ne doit pas lui reprocher de n'avoir pas tout révélé à temps, qu'il avait entre les mains le moyen de mettre Tchernychewsky à sa place, et qu'il avait entre les mains la possibilité de faire en sorte que le texte de la condamnation, pour avoir rédigé l'appel aux paysans seigneuriaux, se rapportât non à lui, mais à Tchernychewsky, auteur de l'appel aux paysans seigneuriaux; à ce moment-là il devait garder le silence, mais à présent que la chose était consommée, il se repentait amèrement de ce qu'il avait fait.

« En cherchant à justifier Tchernychewsky et Chelgounoff dans cette affaire, il se livra lui-même; il est coupable vis-à-vis de la société pour qui les actes des adeptes de Tchernychewsky ont porté des fruits si amers et si empoisonnés. Plus loin, Kostomaroff raconte comment il a été amené et présenté à Tchernychewsky par Mikhaïloff, comment ils ont lu tous trois dans une chambre l'appel de Tchernychewsky « aux paysans seigneuriaux » et comment il a refusé de l'imprimer si Tchernychewsky n'adoucissait pas certaines expressions de cet écrit qui était une provocation au carnage. Tchernychewsky n'y avait pas consenti tout d'abord, puis avait fini par y introduire quelques changements. Il raconte ensuite comment Chelgounoff a composé son appel « aux soldats » qu'il allait lire dans les casernes en l'appuyant de raisonnements de toute sorte, — enfin comment Tchernychewsky a dicté, à lui Kostomaroff, un « appel aux schismatiques » qu'il a détruit plus tard.

« Par ordre de la 3e section, Kostomaroff a été ramené de Toula à Saint-Pétersbourg, et l'on a trouvé sur lui des lettres de Mikhaïloff et un billet au crayon ainsi conçu : « V. R., au lieu de « obligés à terme » (comme je l'ai écrit par une inadvertance impardonnable), faites composer partout « temporairement obligés, » comme cela se trouve dans les règlements. Tout à vous, Tcher. « Kostomaroff a expliqué que ce billet lui avait été écrit par Tchernychewsky qui était venu un jour chez lui à Moscou, sans le trouver à la maison, alors qu'il avait déjà reçu l'appel « aux paysans seigneuriaux » pour l'imprimer. Lorsqu'on a présenté ce billet à Tchernychewsky, il ne l'a pas reconnu pour venir de lui. En comparant l'écriture de Tchernychewsky avec ce billet, les secrétaires du Sénat ont trouvé que bien qu'il n'y eût pas dans l'ensemble du billet de ressemblance avec l'écriture de Tchernychewsky, cependant beaucoup de lettres, et notamment 12 sur les 25 dont se composait le billet, ressemblaient à l'écriture de Tchernychewsky. L'assemblée du Sénat a trouvé pour-

tant que non seulement les lettres de ce billet prises isolément, mais encore le billet dans son ensemble, ressemblait parfaitement à l'écriture de Tchernychewsky. Kostomaroff accuse Tchernychewsky d'être « l'auteur de l'appel aux paysans seigneuriaux » dont un exemplaire transcrit par une main inconnue se trouve joint aux pièces du procès de Kostomaroff. Cette proclamation, écrite en langage populaire, contient de fausses interprétations de la loi du 19 février 1861 sur l'affranchissement des paysans. Il y est dit que le souverain a trompé les paysans et que d'après les règlements ils se trouveront encore plus assujettis qu'auparavant, et qu'en outre ils seront définitivement ruinés; l'auteur explique ensuite aux paysans en quoi consiste la liberté, et leur cite, comme exemple, la France et l'Angleterre où, d'après lui, il n'existe ni captation, ni conscription, ni passeports, où le peuple est le maître de tout et où les czars sont sous la puissance du peuple qui les nomme et les destitue s'ils ne lui plaisent pas. Il termine en engageant les « paysans seigneuriaux » à conspirer secrètement pour obtenir la liberté et à gagner à cette cause les paysans de l'État, les paysans d'apanages et les soldats, leur promettant de donner le signal d'un soulèvement général lorsque tout sera prêt. On remarque partout, dans cette proclamation, l'expression « obligés à terme » employée par erreur par Tchernychewsky comme il est dit plus haut, et qu'il avait prié Kostomaroff de corriger à l'impression. En outre, l'officier de gendarmerie a rappelé à Potapoff que lors du séjour forcé qu'il a dû faire à Moscou avant d'arriver à Toula, en raison de la maladie de Kostomaroff, ce dernier avait reçu la visite d'un bourgeois nommé Iakovleff qui avait désiré lui faire ses adieux. L'officier avait remarqué, d'après leur conversation, que Iakovleff connaissait bien toutes les relations de Kostomaroff avec Tchernychewsky, et il avait prié Iakovleff de déposer par écrit ce qu'il savait, ce à quoi ce dernier avait consenti.

« Voici en quoi se résume la déposition de Iakovleff :

Pendant l'été de 1861, il avait été employé comme copiste par Kostomaroff. A l'époque où il travaillait chez lui, il y voyait très souvent un écrivain célèbre, nommé N. G. Tchernychewsky, qui venait de Pétersbourg. Un jour qu'il s'était mis à cause de la chaleur sous le berceau du jardin de Kostomaroff pour travailler à ses copies, il les avait entendus tenir les conversations suivantes en se promenant bras-dessus bras-dessous : « Aux paysans seigneuriaux, de la part de leurs amis dévoués, salut. Vous avez attendu la liberté que vous avait promise le czar, eh bien! vous l'avez. » Tchernychewsky s'était donné pour l'auteur de cet article et avait prié Kostomaroff de le lui imprimer promptement. Ne trouvant dans ces phrases rien de contraire aux lois et n'en comprenant pas le sens exact, il n'y avait pas fait attention dans ce temps-là, mais apprenant maintenant que Kostomaroff était condamné pour certaines actions illégales et voulant se décharger de toute responsabilité, il croyait de son devoir de faire connaître au gouvernement la conversation qu'il avait entendue. Dans l'interrogatoire que Kostomaroff a eu à subir de la part de la commission d'enquête nommée par l'empereur, il a confirmé le contenu de sa lettre à Sokoloff dans son entier. Potapoff a reçu du procureur de Moscou et envoyé à la commission une nouvelle déposition du bourgeois Iakovleff, détenu dans la maison de correction de Moscou, ainsi qu'une correspondance de l'administration de la maison de correction et de la maison de force de Moscou. Il résulte de ces papiers que Iakovleff est parti pour Pétersbourg dans l'intention de faire sa déposition sur les relations de Kostomaroff avec Tchernychewsky, mais qu'il a été arrêté par la police à la gare de Twer sur le chemin de fer de Nicolas pour divers actes de violence et pour ivrognerie, et conduit chez le chef de la police de Moscou, puis dans la maison de la Commune urbaine qui l'a fait enfermer pour quatre mois dans la maison de correction pour les actes susmentionnés. Lorsque Iakovleff et l'étudiant Soroka ont été man-

dés à Pétersbourg, ils ont répondu de la manière suivante aux questions qui leur ont été posées : Soroka a dit que bien qu'il fût venu à Saint-Pétersbourg avec Kostomaroff et qu'il connût Mikhaïloff, il n'avait pas remis à Kostomaroff l'appel « aux paysans seigneuriaux, » mais seulement une lettre cachetée de Mikhaïloff, et qu'il ne connaissait pas Tchernychewsky personnellement. Soroka a confirmé cette déposition lors de sa confrontation avec Kostomaroff, malgré les preuves convaincantes produites par celui-ci. Iakovleff a confirmé son ancienne déposition, et lorsqu'on l'a mis en présence de Tchernychewsky, il a répété que c'était bien la personne dont il parlait dans sa déposition.

« Nékrassoff, directeur de la revue *le Contemporain*, a remis au général major Potapoff une lettre de Moscou qu'il a reçue par la poste et dont les signataires expliquent qu'ils se trouvent détenus dans la maison de correction.

« Pendant la semaine sainte, ils avaient reçu la visite d'un bourgeois nommé Iakovleff qui leur avait expliqué qu'il était aussi emprisonné pour délit politique et qu'il venait leur demander conseil. Il était parti pour Pétersbourg, disait-il, pour une affaire très importante, mais à la gare de Twer, il avait pris une goutte et avait fait du scandale, et l'administration du chemin de fer de Nicolas l'avait livré à la police qui l'avait fait emprisonner à la maison de force. Iakovleff, interrogé par ces personnes sur la nature de l'affaire qui le faisait aller chez Potapoff, a répondu : « Je connaissais Kostomaroff et j'avais reçu quelques jours auparavant un billet sans signature dans lequel on m'invitait à me rendre à l'*Hôtel de Venise*, à la chambre nº 18. M'étant rendu à cette invitation, je fus très étonné de trouver là Kostomaroff revêtu d'une capote de soldat et en compagnie d'un officier de gendarmerie. Kostomaroff me fit la proposition suivante : — « Voilà, me dit-il, une lettre pour ma mère, pars pour Saint-Pétersbourg et remets-la à son adresse, ma mère te dira ce que

tu auras à faire, et si tu exécutes ses instructions, tu seras bien récompensé. »

« — Et Kostomaroff ne vous a-t-il pas dit lui-même ce que vous auriez à faire? — lui demanda-t-on.

« — Il m'a dit que je devrais présenter à la 3e section une déclaration où j'affirmerais avoir entendu Tchernychewsky dire à Kostomaroff la phrase suivante : « Aux paysans seigneuriaux, de la part de leurs amis, salut! » Je ne sais ce que signifient ces paroles ni pourquoi Kostomaroff a besoin que je fasse une pareille déposition. Dites-moi, si je fais une telle déposition, Potapoff peut-il faire quelque chose pour moi? Peut-il me tirer de la maison de force?

« — C'est fort douteux. Nous pensons plutôt que Potapoff vous poursuivra pour votre fausse déposition, car la loi punit sévèrement les faux témoins.

« — J'ai présenté une pétition d'ici à Potapoff, dit Iakovleff, on va me mander bientôt à Saint-Pétersbourg, et je ne sais ce que je vais faire.

« — Nous lui avons répondu que le mieux était de dire la vérité.

« Nous ne croyons pas aux paroles de Iakovleff, sachant que Kostomaroff ne pouvait pas être à cette époque-là à Moscou, puisqu'il avait été jugé en même temps que nous par le Sénat qui l'avait condamné à six mois d'emprisonnement dans une forteresse et à l'exil au Caucase en qualité de simple soldat. Le 4 mars 1863, nous avons été fort étonnés de voir Iakovleff dans la cour avec des gendarmes : on nous a dit qu'on l'envoyait à Pétersbourg. En nous rappelant notre conversation avec lui, nous en avons dû conclure que Tchernychewsky était en effet sous le coup d'une accusation pour un crime politique, et que Kostomaroff et sa famille voulaient, avec l'aide de Iakovleff, le faire accuser injustement.

« C'est ce qui avait décidé les signataires de la lettre à Nékrassoff à s'adresser à ce publiciste pour qu'il donnât connaissance de ces faits à qui de droit, et pût prévenir

ainsi la possibilité d'une condamnation injuste. La lettre est signée : *Holz-Miller*, *Ilienko-Petrowski*, *Novikoff*, *Souline* et *Iastchenko*.

« La commission a décidé, en conséquence d'une semblable action de Iakovleff et de sa conduite immorale, de ne pas attendre l'expiration des quatre mois de détention dans une maison de force qui lui avaient été déjà infligés par sa commune, et de le déporter de suite dans le gouvernement d'Arkangel. Une ordonnance impériale a été demandée et obtenue à cet effet.

« Tchernychewsky a repoussé les accusations de Kostomaroff et a confirmé ses dénégations lors de sa confrontation avec lui.

« Le littérateur Mikhaïloff, qui a été jugé par le Sénat pour avoir répandu une proclamation séditieuse « à la jeune génération » qu'il avait rapportée de Londres, a été condamné aux travaux forcés, a dit entre autres choses, pendant le cours de l'instruction de son procès, qu'il avait eu aussi entre les mains des proclamations adressées « aux paysans seigneuriaux » et « aux soldats » et qu'il avait même transcrit et corrigé cette dernière, mais il n'a fait connaître aucun de ses complices. Le Sénat gouvernant a demandé à l'empereur de décider s'il fallait juger Mikhaïloff pour le fait isolé qui avait motivé sa comparution devant la 1re division du 5e département du Sénat, c'est-à-dire pour avoir répandu un appel « à la jeune génération » ou bien s'il fallait aussi le juger en même temps pour les faits relatifs aux deux autres appels « aux paysans et aux soldats. » Sa Majesté l'empereur a daigné ordonner que Mikhaïloff fût jugé pour les seuls faits relatifs à la proclamation « à la jeune génération » et sans avoir égard aux autres chefs d'accusation qui pouvaient être à sa charge.

« Lorsque le Sénat gouvernant a été saisi du procès de Tchernychewsky, le procureur général, sur la proposition du ministre de la justice, proposa de joindre aux pièces de l'affaire Tchernychewsky, une lettre reçue dans la

3e section et adressée par Tchernychewsky à Alexis Nikolaévitch (Pléstchéïeff probablement). Voici le contenu de cette lettre.

« Mon bon ami Alexis Nikolaévitch ! Peut-être avez-vous raison de me reprocher de trop me fier à des gens que je connais à peine. Je suis le premier à reconnaître que malgré toutes les précautions que j'ai prises, je cours de grands risques, mais à qui la faute ? Vous savez qu'il est impossible de perdre du temps — cela se fera maintenant, ou cela ne se fera jamais ! L'hésitation serait à l'heure qu'il est un crime, une faiblesse impardonnable, une faute irréparable. Voilà près d'un an que vous faites attendre après votre presse, et le jour est enfin venu où nous ne pouvons plus différer si nous voulons gagner la partie. Pendant que vous nous remettiez de jour en jour, nous avons mis la main sur des gens qui; s'ils n'ont pas une grande valeur par eux-mêmes, sont, dans tous les cas, des gens énergiques et qui ont fait leurs preuves comme activité, puisque depuis un an ils ont une imprimerie secrète. Nous n'avons pu renoncer à profiter de cette occasion favorable de faire imprimer notre manifeste, d'autant plus qu'en cas d'insuccès c'est à eux qu'incombera la plus grande part de responsabilité. Cependant n'en faites pas moins votre possible pour étouffer tous les bruits qui peuvent nous nuire, car ce n'est pas de vous seul que j'ai appris que Souline (ou un nom semblable) se vante de me connaître et raconte que je lui ai remis mon manuscrit pour le faire imprimer. Tâchez d'étouffer ces bruits ; cela vous sera d'autant plus facile que j'ai appris que ni Souline, ni Soroka n'ont à Moscou la réputation d'hommes sérieux et solides. Quant à Kostomaroff, on peut compter sur lui ; il va sans dire, cependant, qu'il ne faut pas s'ouvrir à lui outre mesure sans l'avoir préalablement éprouvé en le faisant agir. Du reste, il me fait l'effet d'un homme solide et utile, et, en tout cas, je vous remercie beaucoup de m'avoir mis en relation avec lui ; je ne vous dis rien aujourd'hui de la littérature, bien qu'il ait paru un assez

grand nombre de nouveautés intéressantes pour vous. Je me dépêche selon mon habitude, ou plutôt je suis pressé par Kostomaroff qui est là pendant que j'expédie cette lettre. Vous continuez comme auparavant à douter de l'heureuse issue de notre affaire, c'est mal ! Plus d'énergie et plus de foi au succès, c'est un crime que de sommeiller à l'heure propice où tout s'éveille. C'est pour cette raison que vous n'aboutissez à rien. Non, nous ne perdons pas le temps dans des hésitations stériles. Voyez quels miracles ont fait L. avec ses officiers et 23 à Panstchowka. Votre tâche est la plus facile et c'est celle qui avance le moins. Pourquoi ? Peu d'énergie, peu de force, peu de volonté ! Mais je n'ai plus le temps que de vous serrer la main. Bien à vous, Tch.

« Je vous écrirai bientôt par l'intermédiaire de K...ff. »

« Cette lettre a été présentée à Tchernychewsky devant le Sénat assemblé et il a été interrogé sur son contenu. Mais Tchernychewsky a répondu que ce n'était pas lui qui avait écrit cette lettre et qu'il ne la connaissait pas. Le Sénat a alors ordonné aux secrétaires de comparer l'écriture de Tchernychewsky avec celle de la lettre, et les secrétaires ont déclaré unanimement que cette lettre et les autres papiers de l'écriture de Tchernychewsky, relatifs à son procès et qu'il n'avait pas désavoués, provenaient de la même main. De son côté, l'assemblée de la première section du 5e département, après avoir comparé l'écriture de Tchernychewsky avec cette lettre, a déclaré que les secrétaires avaient raison dans leur appréciation et a confirmé de tous points cette appréciation.

« Le soldat Kostomaroff, mandé devant l'assemblée du Sénat, a confirmé ses précédentes déclarations relativement à ses rapports avec Tchernychewsky ; quant à la lettre dont il s'agit, il a expliqué qu'elle lui avait été donnée par Tchernychewsky pour la remettre à Pléstchéïeff, mais qu'il l'avait égarée, puis retrouvée plus tard dans son sac de voyage, et que comme elle était abîmée et déchirée (en effet, cette lettre a été remise au Sénat déchirée et por-

tant des traces de grattages), il n'avait pas osé la remettre en cet état à Pléstchéïeff.

« L'accusé Tchernychewsky n'a avoué aucun des faits qui lui sont imputés par l'accusation, ni dans les interrogatoires qu'il a eu à subir de la part de la commission d'enquête, ni dans son nouvel interrogatoire en présence du Sénat gouvernant, ni enfin lors de sa confrontation avec Kostomaroff; mais d'un autre côté, il n'a nié ses relations ni avec Kostomaroff, ni avec Mikhaïloff. Lors de sa confrontation avec Kostomaroff en présence de la commission d'enquête, il a dit : « Je mourrai sans rien changer à ma déposition. » Il a expliqué ses relations avec Kostomaroff en disant qu'il le protégeait parce que c'était un jeune homme qui débutait dans la carrière littéraire. Tchernychewsky a sollicité auprès du Sénat gouvernant la permission de comparer lui-même la lettre à Alexis Nikolaévitch avec l'écriture de Kostomaroff, et a demandé qu'on lui fournît pour cela une loupe grossissant 10 ou 12 fois. Mais le Sénat gouvernant considérant que toutes les formes et tous les usages prescrits par la loi avaient été observés dans la comparaison des deux écritures, a refusé d'accéder à cette demande.

« Le régistrateur de collège, Alexis Nikolaévitch Pléstchéïeff, a été cité devant le Sénat; il a déclaré connaître Tchernychewsky et avoir eu avec lui des relations littéraires, mais il n'a avoué aucune complicité avec lui dans des actes contraires à la loi et a déclaré n'avoir pas reçu la lettre envoyée par l'entremise de Kostomaroff et intitulée « Mon bon ami Alexis Nikolaévitch! »

« Des renseignements qu'on s'est procuré sur l'origine de Tchernychewsky, il résulte qu'il est fils d'un prêtre, qu'il a fait son éducation, d'abord dans un séminaire, et ensuite à l'université, a été professeur au 2e corps de cadets et au gymnase de Saratoff, puis a été attaché à à l'administration du gouverneur de Saint-Pétersbourg et a enfin pris sa retraite en 1859. Il est âgé de trente-cinq ans, est marié et a deux enfants.

« Après examen des circonstances du présent procès, le Sénat gouvernant trouve que l'accusé Tchernychewsky est sous le coup des trois chefs d'accusation suivants :

« 1° D'intelligence criminelle avec le proscrit Herzen, tendant à renverser au moyen de la propagande le mode de gouvernement existant en Russie, et de complicité avec Herzen dans cette criminelle intention. Relativement à ce chef d'accusation, on voit que la seule base sur laquelle il repose est un post-scriptum d'Herzen à une lettre adressée à Serno-Solovievitch, où il est fait allusion à son intention de publier avec Tchernychewsky une revue « ici », c'est-à-dire à Londres ou à Genève, — et une lettre trouvée chez Tchernychewsky ; cette lettre qu'il a reçue par la poste et dont il dit ne pas connaître le destinataire, a été écrite par Herzen ou Ogareff qui y combattent une opinion de Tchernychewsky concernant l'inutilité d'entraîner la jeunesse dans une association littéraire. Tchernychewsky, de son côté, n'a avoué aucune connivence illégale avec Herzen et a déclaré qu'en effet, lors du départ de Mikhaïloff pour Londres, il l'avait chargé de conseiller à Herzen de ne pas entraîner la jeunesse dans ses plans illégaux. Avec de pareilles données, il n'y a pas lieu de déclarer Tchernychewsky coupable de complicité avec Herzen dans ses tentatives de renversement du mode de gouvernement existant en Russie, par le moyen de la propagande ; c'est pourquoi il convient de déclarer, conformément à l'article 304 du 2e livre du t. XV du Code criminel, que ce chef d'accusation n'est pas prouvé.

« 2° D'avoir rédigé une proclamation séditieuse « aux paysans seigneuriaux » et de l'avoir donné à imprimer à Kostomaroff avec l'intention de la répandre ensuite. Cette accusation est appuyée par les preuves suivantes : *(a)* par la déposition de Vsevolode Kostomaroff, enseigne dégradé et maintenant simple soldat, qui a expliqué dans les plus grands détails ce qui s'est passé entre lui et Tchernychewsky à propos de l'impression « aux paysans seigneuriaux ; » *(b)* par un billet trouvé chez Kostomaroff et laissé

chez lui par Tchernychewsky, billet dans lequel ce dernier le prie de corriger une erreur qu'il a faite dans le manuscrit et de remplacer les mots « obligés à terme » par ces autres mots « temporairement obligés » conformément aux règlements du 19 février, ce qui est confirmé, du reste, par un manuscrit annexé aux pièces du procès, dans lequel on retrouve en effet les mots « obligés à terme »; et par la ressemblance parfaite de ce billet avec l'écriture de Tchernychewsky, ressemblance reconnue par l'assemblée du Sénat gouvernant tant pour chaque lettre prise séparément que pour l'ensemble; (*c*) par la déposition du bourgeois Iakovleff, employé comme copiste par Kostomaroff et Tchernychewsky, et qui a déclaré que ce dernier avait prié Kostomaroff de hâter l'impression de la proclamation aux paysans seigneuriaux; (*d*) par une déclaration du criminel politique Mikhaïloff qui, lors de son procès devant le Sénat gouvernant, a déclaré avoir entre les mains une proclamation aux paysans seigneuriaux et l'avoir remise à Kostomaroff. Ainsi, cette déclaration se trouve d'accord avec la déposition de Kostomaroff qui a mentionné la coopération de Mikhaïloff à l'impression de la proclamation aux paysans seigneuriaux. Mikhaïloff, arrêté pour un crime politique et convaincu de culpabilité, a persisté à cacher le nom de ses complices lorsqu'il a vu qu'il ne pourrait échapper lui-même au châtiment qu'il avait mérité.

« Comme réfutation des preuves ci-dessus énoncées, le littérateur Nekrassoff ne produit qu'une lettre signée par cinq personnes emprisonnées pour crimes politiques et qui s'efforcent d'établir que Iakovleff aurait été corrompu par Kostomaroff et poussé par lui à faire une déposition fausse contre Tchernychewsky. Cette lettre semble dictée par le désir qu'ont éprouvé ces criminels politiques condamnés à une peine légère, de sauver leur complice qui n'est pas encore condamné par le tribunal criminel, et de plus on est frappé de l'inconséquence du procédé de ces prisonniers qui, au lieu de présenter leur déposition contre

Iakovleff au directeur de la prison, plus à même que personne de découvrir la vérité, ont jugé à propos de l'envoyer au directeur de la revue dans laquelle Tchernychewsky développait ses idées pernicieuses. Tchernychewsky lui-même n'oppose à ces preuves aucune réfutation. Il résulte de ces preuves l'entière conviction morale que Tchernychewsky est l'auteur de la proclamation aux « paysans seigneuriaux » et qu'il a cherché à la répandre en la faisant imprimer.

« 3° De provocation à la révolte. La preuve matérielle que Tchernychewsky est coupable de ce crime se trouve dans une lettre autographe (t. XV du Code criminel, partie II, art. 326, et t. X, partie II, art. 354) de Tchernychewsky à un nommé Alexis Nikolaévitch. Ainsi, cette lettre transforme la preuve morale de la culpabilité de Tchernychewsky en une preuve juridique. Cela prouvé (art. 308, t. XV) par le texte même de cette lettre dans laquelle, en reprochant à son ami la lenteur qu'il met à lui fournir les moyens matériels d'imprimer secrètement et de répandre sa proclamation séditieuse, il lui écrit qu'il a profité, pour imprimer son manifeste, de la bonne volonté des gens qu'il a rencontrés sur sa route et qui s'occupaient de faire des publications secrètes. Il est hors de doute qu'il s'agit ici de Kostomaroff, de Souline et de Soroka, et de la proclamation aux « paysans seigneuriaux » qu'ils s'étaient chargés d'imprimer. Il est également évident, d'après le contenu de cette lettre, qu'il connaissait d'autres individus malintentionnés qui avaient troublé la tranquillité publique en répandant leurs proclamations (L. et 23 à Panstchovka).

« Les circonstances qui viennent d'être exposées ne permettent pas de douter de l'existence d'une conspiration ayant pour but de renverser le gouvernement, et de la part active que Tchernychewsky a prise à cette conspiration par des provocations séditieuses. Ainsi les actes de Tchernychewsky réunissent toutes les conditions qui constituent le crime prévu par le Code criminel, livre Ier,

t. XV, des crimes d'État, art. 283, c'est-à-dire la complicité dans une conspiration contre le gouvernement. Toutefois, comme les coupables projets de Tchernychewsky ont été découverts par le gouvernement en temps voulu et dès leur début, et n'ont donné lieu à aucune révolte ni à aucune des conséquences pernicieuses qui auraient pu en résulter, Tchernychewsky doit jouir des bénéfices accordés aux coupables par l'art. 284, et n'être puni que d'une peine de 3e ou 4e degré (art. 21). Enfin le Sénat, statuant sur le degré de la peine méritée par Tchernychewsky, a jugé que Tchernychewsky, en sa qualité de littérateur et d'un des principaux collaborateurs de la revue *le Contemporain*, avait exercé, par ses productions littéraires, une grande influence sur les jeunes gens chez qui il avait développé, jusqu'à ses extrêmes limites, les doctrines matérialistes et socialistes répandues dans toutes ses œuvres, et avait joué le rôle d'un agitateur des plus dangereux en indiquant le renversement du gouvernement légal et de l'ordre de choses existant, comme le moyen de réaliser ces doctrines, et en conséquence croit juste d'infliger à Tchernychewsky la plus rigoureuse des peines mentionnées à l'art. 284, c'est-à-dire à la plus rigoureuse des peines du 3e degré, en raison de ses dénégations opiniâtres, malgré les preuves indubitables qui existent contre lui. Pour ces motifs et en vertu des lois, le Sénat gouvernant décide que le conseiller titulaire en retraite, N. G. Tchernychewsky, âgé de 35 ans, convaincu d'avoir conspiré le renversement de l'ordre de choses politique actuel, d'avoir rédigé une proclamation séditieuse « aux paysans seigneuriaux, » et de l'avoir donnée à imprimer dans le but de la répandre ensuite, *sera privé des droits attachés à sa condition, envoyé aux travaux forcés dans les mines pendant 14 ans, et déporté ensuite en Sibérie à perpétuité.*

« Vu l'art. 617 du 2e liv. du t. XV du Code, cette sentence sera soumise à Sa Majesté Impériale dont on attendra la confirmation. Quant à l'accusation formulée contre

Tchernychewsky d'avoir entretenu des intelligences coupables avec le proscrit Herzen et d'avoir pris part à ses coupables desseins, le Sénat gouvernant a décidé que ces faits n'étaient pas prouvés.

« M. le gouverneur général de Saint-Pétersbourg a eu communication d'un oukase qui lui enjoignait de veiller à l'exécution de l'ordonnance impériale confirmant la décision du conseil de l'empire dans l'affaire du conseiller titulaire en retraite, Tchernychewsky, condamné pour crimes politiques, et la conclusion du Sénat gouvernant à l'égard de l'accusation formée contre le même Tchernychewsky d'avoir entretenu des intelligences coupables avec le proscrit Herzen, et d'avoir pris part à ses projets criminels. Copie de l'attestation de Tchernychewsky a été remise également à M. le gouverneur général. »

Cette lecture achevée, on lui annonce la grâce que lui fait l'empereur en réduisant à sept ans la durée des travaux forcés; puis, on lui couvre la tête, on le fait mettre à genoux, on casse une épée au-dessus de sa tête et, pour comble d'ignominie, on l'enchaîne pour quelques minutes au poteau... Mais voilà qu'un bouquet de fleurs tombe à ses pieds; d'autres bouquets, qui lui étaient jetés, sont attrapés en l'air par des policiers. Au moment où le prétendu criminel entre dans la voiture, le mouvement général de la foule est à peine contenu par les gendarmes; comme si la foule avait voulu suivre celui qui la quittait pour toujours, ou comme si elle avait voulu le délivrer de la force brutale. La voiture part au milieu des cris : « au revoir! » et la place publique devient vide.

Tchernychewsky, après avoir fini ses sept ans de travaux forcés dans les mines de Nertchinsk, ne reçut pas la permission de revenir parmi les siens. Il fut transporté dans une prison située près d'une ville nommée Viluysk, dans la Sibérie orientale. Là,

Tchernychewsky, cet esprit vigoureux et ferme, a vécu dans une solitude complète, sauf la société des cosaques et des gendarmes. C'est là qu'il vient de s'éteindre. Quelles ont pu être les dernières pensées de ce savant, de ce sage, victime de son temps, de son milieu et de sa propre énergie ?

Tchernychewsky est le véritable fondateur du nihilisme scientifique : le gouvernement russe ne s'y est point mépris. Si Proudhon a été si maltraité chez nous et même taxé de folie, quel devait être sur le sol du servage le destin d'un homme qui parlait des « relations du capital et du travail », soulevait des questions problématiques, suscitait des idées endormies, en un mot jetait un coup d'œil scrutateur sur les vices de l'organisation sociale russe.

A ce propos, les *Lettres sans adresse* de Tchernychewsky sont un véritable monument. Écrites d'un ton léger et railleur, elles étaient destinées à être lues par une aristocratie qui lit et aime Voltaire. Elles eurent la force d'un pamphlet, pénètrèrent partout, bouleversèrent une foule d'esprits. C'était un réquisitoire si éloquent ! si indiscutable ! Écoutez-le, s'adressant aux hommes du pouvoir avec son ironie familière et ailée :

Depuis longtemps déjà on entend des appels au peuple, et il a été mainte fois essayé d'écouter ces appels, mais il n'en a jamais été retiré aucun avantage. On appela le peuple pour délivrer Moscou des Polonais ; le peuple alla, délivra, et fut laissé dans une position pire qu'elle ne fut jamais et qu'elle n'aurait pu être sous les Polonais. Après, on lui a dit : Délivre la Petite-Russie ; le peuple délivra, mais ni sa situation, ni celle de la Petite-Russie ne fut améliorée. On lui a dit : Conquiers-toi des relations du côté de l'Eu-

rope ; il a vaincu les Suédois et n'a conquis avec les ports baltiques que la conscription et la confirmation du servage. Puis, suivant toujours ces appels réitérés, il vainquit maintes fois les Turcs, prit la Lithuanie, détruisit la Pologne, et, de tout cela, il n'a tiré aucun profit. On l'a mis en mouvement contre Napoléon, il a conquis pour l'État russe la primauté en Europe, et toujours il fut laissé dans son ancienne position. Il retira le même profit de tous les appels ultérieurs. Pourquoi donc se laisserait-il entraîner maintenant par de nouveaux appels, quels qu'ils soient? Il n'en attend pas d'autre avantage que des anciens.

A qui la faute si cette méfiance du peuple existe? Est-ce à vous ou à nous, hommes modernes? La disposition actuelle des pensées du peuple s'est établie par la longue marche des événements, antérieurs à vous et à nous. Tâchons de comprendre cela.

La vérité est également amère pour vous tous autant que pour nous. Le peuple ne croit pas que des soins, de qui que ce soit, il puisse résulter quelque chose de réellement utile pour lui. Nous tous qui nous séparons du peuple, sous quelque dénomination que ce soit, — soit sous le nom de pouvoir, soit sous le nom de telle ou telle autre classe privilégiée; nous tous qui sommes censés avoir des intérêts particuliers quelconques, distincts de l'objet du désir populaire, intérêts de la puissance diplomatique ou guerrière, intérêts de l'arrangement des affaires intérieures, intérêts de notre fortune personnelle, intérêts de la science, — tous nous sentons vaguement quel doit être le dénouement de cette disposition des pensées du peuple.

Ces paroles d'un Russe, qui ne les a lues déjà chez les socialistes français? La comparaison viendra à l'esprit de tout le monde, et en effet, Tchernychewsky n'a pas d'autre prétention : il est socialiste. Ce titre en Russie a pour équivalent celui de nihiliste.

C'est donc l'amour du peuple qui inspire Tchernychewsky : le sujet des *Lettres sans adresse* est éminemment populaire. Il s'agit de l'abolition du servage en Russie, et les déceptions dont cette grande mesure libérale a été accompagnée pour la majorité des anciens serfs, est l'objet de toute l'indignation, de toute la verve de cet honnête homme :

Les serfs, dit-il quelque part, n'avaient pas cru que la liberté qu'on leur avait promise, ne devait consister que dans les changements de formes auxquels la solution bureaucratique l'a bornée. De là, provinrent partout des chocs entre les serfs et le pouvoir, ce dernier s'efforçant d'appliquer sa solution. De là, provinrent des scènes qu'on ne put voir de sang-froid. La compassion pour les serfs s'empara de la masse des autres classes sociales. Quant aux serfs eux-mêmes, malgré toutes les excitations et malgré toutes les mesures de répression, ils restèrent convaincus qu'il leur fallait attendre un autre, un véritable affranchissement. De cette disposition d'esprit, il doit nécessairement surgir de nouveaux chocs si l'espoir des serfs ne se réalise. Ainsi, le pays a été soumis à des troubles et il craint d'en voir éclater de nouveaux. Or, le temps orageux est toujours lourd pour tout le monde. Dès lors commença à se développer dans la masse des autres classes sociales, l'idée de la nécessité de modifier la solution de la question paysanne afin de faire cesser les émeutes. Une fois que cette circonstance les eut forcées à réfléchir aux affaires sociales, toutes les classes de la société se tournèrent naturellement, de la question spéciale qui leur avait donné cette disposition d'esprit, vers l'ensemble de la situation sociale; et il va de soi qu'elles n'eurent pas de peine à voir si cette situation est ou n'est pas conforme à leurs intérêts. Elles ont toutes remarqué bientôt qu'il existe, dans l'ordre actuel, des côtés également désavan-

tageux pour toutes les classes de la société et se sont inspirées du désir unanime de modifier ces côtés désavantageux.

Tel est le ton général des *Lettres sans adresse*, plaidoyer généreux et convaincant. Tchernychewsky tendait à prouver que, malgré l'émancipation, le servage existe encore sous des formes déguisées, et selon lui, ce mensonge devait fatalement, un jour ou l'autre, entraîner une révolution. L'avenir dira s'il s'est trompé.

C'est dans une revue russe, *le Contemporain*, que Tchernychewsky publia sa traduction des œuvres économiques de S.-Mill avec des commentaires de sa façon. Partisan du plus grand nombre, c'est toujours en faveur de la foule qu'il écrit : il est l'ennemi déclaré des minorités qui veulent consommer et jouir uniquement, sans produire.

Un des plus remarquables chapitres de la critique de S.-Mill par Tchernychewsky, est celui où l'écrivain russe attaque à tous les points de vue la question absolument industrielle de la division du travail. Ce sont des pages excellentes que le lecteur nous saura gré de faire passer sous ses yeux :

Tout ce que Mill dit au sujet de la coopération du travail, est parfaitement juste; mais chacun de ses lecteurs s'aperçoit qu'il a oublié d'examiner les conséquences de cette loi qui se rapportent directement, non à la production, mais à l'ouvrier producteur, et qui, néanmoins, se répercutent grandement sur la production elle-même, puisque celle-ci dépend des qualités de l'ouvrier. Nous allons commencer l'analyse de ce côté de la question par les données physiologiques.

L'organisme humain se présente comme un système très compliqué de parties diverses, dont le bon état physiologique, est étroitement lié par leur commune dépendance des organes essentiels de la respiration et de l'alimentation. L'estomac et les poumons, avec les parties qui s'y rattachent sous le rapport des fonctions physiologiques, ne concourent pas directement au travail extérieur; mais ils élaborent les éléments aptes à maintenir la force de toutes les parties de l'organisme qui agissent dans la production matérielle. La puissance de l'estomac est en rapport direct avec le développement général de l'organisme; elle s'accroît quand l'organisme se fortifie, et elle décroît quand il s'affaiblit. Quand l'état général de l'organisme laisse à désirer, l'estomac perd alors la faculté d'élaborer les matériaux du sang en quantité suffisante pour les besoins de l'organisme. Il faut dire absolument la même chose des poumons; lorsque l'organisme est affaibli, ils perdent de leur puissance respiratoire et ne peuvent plus inspirer l'air en quantité suffisante pour opérer complètement l'hématose ou oxygénation du sang.

De plus, la physiologie démontre que, pour maintenir chaque partie de l'organisme en bonne santé, une certaine intensité et une certaine durée du travail sont indispensables pour les muscles de cette partie. Quand il y a excès de travail, les muscles s'affaiblissent; ils s'affaiblissent également quand il y a manque d'exercice. Cet état d'affaiblissement est toujours suivi d'une altération de la partie de l'organisme à laquelle ces muscles appartiennent.

Il en résulte que pour maintenir l'organisme en bon état, il faut une certaine quantité de travail pour les muscles de toutes les parties de cet organisme. Le caractère particulier des travaux qui sont considérés comme sains, c'est qu'ils fournissent un exercice convenable aux muscles de toutes les parties du corps. Tels sont presque tous les travaux qui appartiennent aux degrés inférieurs de l'état économique; la division du travail y est encore

très peu développée, et, pour cette raison, chaque ouvrier exécute toute une série d'opérations, qui exigent tour à tour l'effort des muscles de toutes les parties de l'organisme et obligent l'ouvrier à changer fréquemment la nature de l'exercice et la position du corps.

Prenons comme exemple un de ces scieurs de long qui voyagent par les endroits écartés de nos provinces, endroits où les scies mécaniques sont inconnues. Ce scieur se donne la peine d'aiguiser la scie lui-même ; il construit lui-même le tréteau, et lui-même se charge d'y placer le tronc d'arbre qui doit être scié ; puis encore, il s'occupe à mettre les planches ensemble pour les faire sécher. Combien ces parties de sa besogne ne demandent-elles pas d'attitudes différentes, combien d'efforts variés des divers muscles ! Jetons aussi les yeux sur la partie principale de son occupation, sur celle qui constitue, à proprement parler, le sciage du bois. Là il meut la scie avec les mains et se balance de tout son corps à chaque mouvement de va-et-vient de la scie, de sorte que tous les muscles dorsaux travaillent énormément ; ces balancements sont d'une telle intensité et demandent de tels changements dans la force avec laquelle il s'appuie sur les pieds, que tous les muscles des membres inférieurs participent au travail : tantôt il plie les genoux avec force, tantôt il met non moins de force à les raidir ; ainsi le corps prend tout entier part au travail et jouit tout entier de la conséquence normale du développement harmonique des forces. En présence de ce développement harmonique de toutes les forces de l'organisme, l'estomac et les poumons se fortifient également. Dès lors, si les autres parties de l'organisme demandent une plus grande quantité de sang, ces organes centraux acquièrent du même coup la faculté d'en préparer davantage, par une bonne élaboration d'une plus grande quantité de nourriture. (Il va de soi, que nous ne parlons ici que des cas où le travail s'opère dans de bonnes conditions hygiéniques).

Mais le lecteur s'aperçoit que de pareils travaux, occu-

pant l'organisme entier, appartiennent de préférence aux degrés inférieurs des procédés de production. Le travail exigé de l'ouvrier devient d'autant plus exclusif que la production est plus perfectionnée. Prenons pour exemple cette même profession de scieur. Lorsque la scie commence à se mouvoir au moyen de l'eau et de la vapeur au lieu d'être mue par les bras de l'homme, et lorsque les troncs d'arbre sont également placés sous la scie au moyen d'un mécanisme particulier au lieu de l'être au moyen des épaules d'hommes, alors au lieu de scieurs qui travaillent de tout le corps, il faut des ouvriers qui ne font plus que surveiller le fonctionnement du mécanisme, s'ils ne le corrigent par de légers mouvements de bras, mouvements n'exigeant déjà plus ni le concours du dos, ni celui des jambes. Ainsi, la besogne de ces ouvriers consiste à présent dans une inactivité presque complète de tout l'organisme, excepté des bras, dont les muscles n'ont eux-mêmes pas beaucoup à travailler.

Les effets physiologiques d'une semblable position sont évidents : l'organisme ne peut acquérir la vigueur qui lui était donnée par la forme moins perfectionnée de la production. Mais, du moins, il n'est pas nécessaire ici que le corps soit toujours dans une attitude incommode pour la nutrition des organes. Dans la majeure partie des cas, les procédés perfectionnés de la production sont encore accompagnés de cette seconde circonstance, qui est tout aussi nuisible à l'organisme. Dans presque toutes les fabriques, la plupart des ouvriers restent la journée entière dans une seule position, position assise, où le corps demeure courbé, tordu sur lui-même, et ils ne travaillent que de deux ou trois muscles, tandis que le reste du corps s'atrophie par l'immobilité et que la nutrition s'y engourdit par suite d'une attitude incommode. En présence d'une extrême division du travail, l'organisme de la plus grande moitié des ouvriers tombe dans une sorte de léthargie, qui occasionne aussi l'affaiblissement des organes internes l'estomac devient paresseux, les poumons ne se déve-

loppent point, d'où, conséquence inévitable : faiblesse générale de la nutrition, cachexie, prédisposition aux maladies de poitrine, etc.

L'autre partie des ouvriers, partie un peu moins nombreuse, s'adonne, en présence de l'extrême division du travail, à des occupations exigeant une si grande activité musculaire, qu'elle dépasse la force de l'organisme. Les uns doivent tourner la roue en position assise; les autres la tournent dans une position plus salubre; en se tenant debout, mais ils la tournent durant deux fois plus d'heures que cette attitude ne peut être supportée sans devenir nuisible. On enfreint ici la proportion entre la nutrition et le développement des diverses parties du corps, proportion nécessaire à la santé, ou, en d'autres termes, on occasionne l'affaiblissement général de l'organisme.

En un mot, l'extrême division du travail, dans l'état actuel de la production, où l'ouvrier reste à perpétuité attaché à une seule et même parcelle de la besogne, conduit à la destruction de l'organisme de la majeure partie, de l'énorme partie des ouvriers qui emploient les procédés perfectionnés de la production. Telle est la conséquence purement physiologique de la division du travail dans l'ordre économique actuel. Quant à son influence sur la situation économique, elle est tout à fait du même genre.

Dans le deuxième livre de Mill, nous trouverons des démonstrations détaillées établissant que le taux du salaire dépend du degré de développement intellectuel de l'ouvrier et de la grandeur des dépenses qu'il lui a fallu faire afin d'acquérir la somme de connaissances techniques qu'il possède. L'opération exécutée par chacun des ouvriers devient d'autant plus simple que la division du travail est plus grande; elle exige d'autant moins de forces intellectuelles, que le temps nécessaire à parvenir à la perfection de son exécution est moindre; il n'existe guère d'autre exception à cela que les fonctions très peu nombreuses de la surveillance générale, ou bien de la mise ensemble des diverses parties séparées du produit. Excepté

ce peu d'ouvriers, toute la masse restante, par la nature même des choses, doit subir la diminution du salaire, proportionnellement au perfectionnement des opérations productives. Auprès d'une machine, presque tous les ouvriers exécutent un labeur purement mécanique; ce n'est que le régisseur de tout le mécanisme qui, seul, a une occupation humaine, exigeant de l'esprit et du savoir technique; c'est pourquoi le perfectionnement des procédés de production, dans l'ordre économique actuel, mène inévitablement la classe ouvrière vers la décadence sous le rapport économique.

En vain MM. du *statu quo* citent, comme réfutation de cette déduction, une multitude de chiffres démontrant, d'après leur assertion, que le salaire en Angleterre, en France et en d'autres pays, pionniers de la civilisation, n'a pas baissé ni n'est resté le même, mais a au contraire haussé pendant les dix dernières années. Premièrement, les chiffres qu'ils présentent, sont presque tous d'un caractère par trop peu digne de foi. (Nous aurons encore plusieurs occasions de traiter cette question avec plus de détail.) Secondement, quand même ils auraient été parfaitement vrais, ils ne démontreraient rien encore. Outre la division du travail et autres faits qui ont, dans l'ordre actuel des choses, une influence fâcheuse sur le salaire, on voit se développer, dans ces mêmes communautés, d'autres faits ayant une influence complètement opposée. Le principal de ces faits est le progrès des sciences. Il sert de source commune à tous les autres faits de ce genre; grâce à lui, la technique se perfectionne, des institutions barbares et des coutumes sauvages disparaissent, et la masse de la population commence à participer aux droits civils. Toutes ces modifications ont une tendance à améliorer la situation de la communauté et celle des ouvriers. Quand même le salaire aurait haussé pendant les dix dernières années en Angleterre et en France, cela démontrerait uniquement que les changements utiles effectués dans cette période de temps, furent tellement grands,

qu'ils l'ont emporté sur l'influence de la division du travail. Il est très probable qu'à présent les hommes vivent plus commodément à Saint-Pétersbourg, qu'ils n'ont vécu à Moscou sous Basile l'Aveugle; mais s'ensuit-il qu'en se transplantant à Saint-Pétersbourg, ils se transplantaient dans un climat plus salubre? Non, tout ce qu'il y a au fond de ce fait, c'est que le développement de la civilisation a fourni à présent dans un plus mauvais climat des commodités qui n'existaient même pas dans un bon climat en présence de l'ignorance complète; or, le climat pétersbourgeois n'en est pas moins mauvais : cela ne peut être réfuté ni par la description des maisons splendides, ni par les louanges de l'éclairage au gaz, — tout cela n'a rien à voir ici; le degré de comparaison est tout autre, il est donné par des observations météorologiques du climat lui-même et non par autre chose, non par quelque chose d'étranger au climat. Il en est de même quant à la question de l'effet de la division du travail sur le salaire; on doit prendre pour base les observations portant sur le principe même de la division du travail, et non sur quelques circonstances qui lui sont étrangères, sur des faits qui sont produits par l'action d'autres forces. Chaque opération séparée n'est-elle pas simplifiée par la division du travail? Ne faut-il pas moins de temps pour l'apprendre, ne faut-il pas moins d'esprit et de savoir pour l'exécuter? — Oui, elle est simplifiée; oui, il faut moins d'esprit, moins de savoir. — Le salaire n'est-il pas moindre, quand le travail demande moins d'esprit, de savoir et d'apprentissage technique? — Oui, il est moindre. Si vous prouvez que ces déductions sont fausses, vous prouverez alors que la division du travail n'a pas de tendance inévitable à faire baisser le salaire; mais tant que vous n'avez pas démenti ces déductions, toutes les comparaisons du monde, du salaire d'aujourd'hui avec le salaire d'auparavant, ne vous aideront à rien.

Autant Tchernychewsky est nerveux, pressant,

imaginatif quand il traite d'économie sociale et qu'il s'attaque corps à corps avec les princes du positivisme anglais, autant il est faible, terne et ennuyeux quand il trace un roman. Il n'était pas né romancier, et il n'a dû adopter du reste cette forme, ce cadre du roman, que pour donner plus de vie à certaines de ses idées. En cela Tchernychewsky s'est trompé.

Nous ne nous attarderons donc pas à faire l'analyse d'une œuvre assez faible comme intrigue. Nous nous contenterons de lui emprunter quelques citations et d'extraire quelques lignes du livre de l'écrivain italien Arnaudo, dont M. Bellenger vient de donner une intelligente traduction. Au fond, quelle théorie veut soutenir Tchernychewsky? Celle de *l'amour libre*. Étrange conception d'un esprit si net, rêve incompréhensible d'un homme probablement déjà malade et à qui il manqua d'être aimé.

Les scènes se passent à Saint-Pétersbourg; mais, étant donnée l'existence de types analogues à ceux de Tchernychewsky, elles pourraient aussi bien se passer à Turin, à Paris, à Vienne, à Londres ou à New-York, dans n'importe lequel des pays situés sur cette partie du globe que nous appelons *monde civilisé*. Partout il existe des mères qui veulent marier leurs filles comme bon leur semble et en tirer profit; le personnage de Maria Alexevna se trouve partout. Le mariage reconnu valide seulement avec la sanction religieuse ou avec la sanction civile existe dans tous les pays de l'Europe et de l'Amérique. La tyrannie des mères et les empêchements de la légalité quant au mariage existent donc partout; ce ne sont pas des maux exclusivement russes. Dans le roman, les « hommes nou-« veaux » de Tchernychewsky ne luttent donc pas contre des conditions spéciales à leur pays, mais contre l'orga-

nisation de la famille dans le monde entier. Les nihilistes de Tchernychewsky sont cosmopolites en ce sens : qu'ils ne sont pas seulement nihilistes en Russie à cause de la mauvaise organisation politique de ce pays, mais qu'ils seraient nihilistes en n'importe quel autre pays où ils se trouveraient; parce qu'ils sont une protestation contre la civilisation actuelle, contre la civilisation comme nous l'entendons. Si les idées des « hommes nouveaux » de Tchernychewsky devenaient populaires parmi nos étudiants italiens, nous aurions aussi le nihilisme en Italie. Heureusement que nos étudiants ont assez de bon sens et ne se fourrent pas dans la tête des fantaisies, prétendues positives et régénératrices, du genre de celles de Lopoukhof, Kirsanof et Rakhmetof.

A présent que nous connaissons la texture du roman, venons aux types et à la théorie.

Parmi les types, choisissons-en deux : Lopoukhof et Rakhmetof. Il n'y a pas de différence essentielle entre Lopoukhof et Kirsanof.

Lopoukhof est un étudiant de la faculté de médecine. Il appartient à cette petite minorité des étudiants *externes* qui ne sont pas boursiers de l'État, et qui pourtant trouvent moyen de ne pas souffrir ni de la faim ni du froid. Au moment où il entre en scène, où il est question de lui dans le roman, ses études sont presque terminées; il se croit sûr d'être reçu médecin dans l'un des hôpitaux militaires de Saint-Pétersbourg (cela est considéré comme un grand bonheur), et d'obtenir une chaire à l'Académie de médecine. Quant à exercer simplement la profession médicale, il n'y songeait nullement. (Arnaudo.)

« C'est un fait bien curieux, — dit à ce sujet Tchernychewsky, — que cette résolution des étudiants en médecine de ces dix dernières années, de ne pas vouloir s'occuper de pratique. Même les plus habiles et les plus capables d'entre eux dédaignaient cette ressource précieuse : l'exercice de la médecine, qui, à elle seule, aurait assuré leur

existence; ou bien ce n'était que provisoirement qu'ils l'acceptaient, toujours prêts à abandonner la médecine proprement dite, dès qu'il leur était possible de le faire, pour se consacrer à l'étude de quelque science auxiliaire, comme la physiologie, la chimie, etc. Pourtant, chacun d'eux savait qu'en pratiquant son art il pourrait avoir acquis une réputation dès l'âge de trente ans, avoir assuré largement son existence vers l'âge de trente-cinq, et enfin arriver, à quarante-cinq ans, à la richesse.

« Mais nos jeunes gens raisonnent autrement. Pour eux, l'art médical en est à ses débuts; et ils se préoccupent moins de soigner les malades que d'amasser des matériaux scientifiques pour les médecins futurs. Ils s'occupent moins de la pratique de leur art que des progrès de la science, leur bien-aimée.

« Ils crient contre la médecine, et ils y consacrent toutes leurs forces; ils renoncent pour elle à la richesse, même à l'aisance, et restent dans les hôpitaux, où ils trouvent occasion de faire des observations intéressantes pour la science; ils découpent des grenouilles, ils dissèquent tous les ans des centaines de cadavres, et, dès que cela leur est possible, ils montent des laboratoires chimiques.

« Leur propre misère les touche peu. Ce n'est que quand leur famille est malheureuse qu'ils pratiquent assez pour pouvoir l'aider, mais sans cependant abandonner la science; c'est-à-dire qu'ils pratiquent sur une très petite échelle, ne soignent que des gens réellement malades et qu'on peut soigner dans le déplorable état où se trouve actuellement la science. Inutile d'ajouter que ces clients sont, en général, fort peu lucratifs[1]. »

Cette manie, cette idée fixe de ne pas vouloir exercer la médecine, fait qu'il y a en Russie une grande quantité de médecins pauvres errant sans ressources, dans les grandes cités; tandis que les campagnes sont abandon-

1. *Que faire?* pages 72 et 73.

nées, pour les cures médicales, aux *feldshers*[1], lesquels exercent la médecine comme le font en Turquie les bohémiens-tziganes et les barbiers. Le gouvernement russe ne peut pas fournir à tous les étudiants reçus docteurs une chaire ou une clinique; et ceux de ces jeunes médecins de l'un ou l'autre sexe qui sont dépourvus de ressources, au lieu d'aller exercer leur profession dans les campagnes, qui profiteraient ainsi de leur civilisation et de leur science, restent dans les villes, où ils s'occupent de politique nihiliste. Les plus grands champions du nihilisme sont des médecins appartenant à cette catégorie.

Les auteurs favoris de Lopoukhof sont naturellement les auteurs scientifiques : c'est-à-dire les médecins, les physiologistes, les chimistes, etc., et les écrivains socialistes. Nous avons déjà vu qu'il fait lire à Vera les ouvrages de Feuerbach et de Considérant. Il ressemble en cela au Bazarof de Tourguenef, qui conseille à son ami Arcade d'ôter des mains de son père le livre du poète Pouchkine, et de lui faire lire à la place *Force et Matière* de Büchner.

Lopoukhof est positiviste. Voici un dialogue entre lui et Vera Pavlovna[2] :

« — Les hommes pratiques et froids (c'est Vera qui parle) ont donc raison de dire que *l'homme est régi exclusivement par l'intérêt ?*

« — Ils ont raison. Ce qu'on appelle sentiments élevés, aspirations idéales... tout cela, dans la marche générale des choses, est absolument nul et s'éclipse devant l'intérêt particulier. Même, à les bien considérer, ces sentiments ne sont autre chose que l'intérêt bien entendu.

« — Mais vous, par exemple, est-ce que vous êtes ainsi ?

« — Comment donc, Vera Pavlovna ! Laissez-moi seule-

1. Sorte d'officiers de santé. Voir à ce sujet, dans *la Russie, le pays, les institutions, les mœurs*, le curieux et humoristique récit de l'entrevue de Mackenzie Wallace avec l'un de ces praticiens (tome Ier, chapitre v, *Une Consultation médicale*).

2. *Que faire?* pages 105 et 106.

ment vous dire en quoi consiste le ressort essentiel de toute ma vie. L'essentiel de ma vie a consisté jusqu'à présent dans l'étude; je me préparais à être médecin. Or, pourquoi mon père m'a-t-il mis au collège? Il me disait et redisait : « Apprends, Mitia; quand tu auras appris, tu seras fonctionnaire, tu nous nourriras moi et ta mère, et tu vivras bien toi-même. » Voici donc pourquoi j'étudiais; si mon père n'avait pas eu cet intérêt en vue, il ne m'aurait pas mis à l'école : la famille avait besoin d'un travailleur. Parlons de moi maintenant. Bien que la science me plaise à présent, je n'y aurais pas consacré tant de temps si je n'avais pas cru que cette dépense me serait largement remboursée. Mes études au collège touchant à leur fin, je décidai mon père à me laisser entrer à la Faculté de médecine, au lieu de faire de moi un fonctionnaire. Comment cela arriva-t-il? Nous avions remarqué, mon père et moi, que les médecins gagnent plus d'argent, et vivent beaucoup mieux, que les fonctionnaires de chancellerie et que les chefs de bureau : grades que je pouvais tout au plus espérer d'atteindre un jour, sans espoir de les dépasser. Voilà pour quelle raison je suis entré à la Faculté : l'espérance d'un plus gros morceau de pain. Si je n'avais pas eu cet intérêt en vue, je n'y serais pas entré.

« — Mais vous aimiez à apprendre, au collège; et les sciences médicales vous attiraient?

« — Oui. Mais c'est là un ornement; il est utile pour le succès de la chose, mais d'habitude la chose se passe de cet ornement; tandis qu'elle ne se passe jamais du ressort de l'intérêt. L'amour pour la science n'est qu'un résultat; la cause, c'est l'intérêt.

« — Admettons que vous ayez raison. Toutes les actions dont je parviens à me rendre compte s'expliquent en effet par l'intérêt. Mais cette théorie me semble bien froide.

« — Par elle-même, la théorie doit toujours être froide. L'esprit doit juger froidement les choses.

« — Mais cette théorie est sans pitié.

« — Pour les fantaisies, qui sont vides de sens et nuisibles.

« — Elle est bien prosaïque.

« — La forme poétique ne convient pas à la science.

« — Ainsi cette théorie, que je ne saurais admettre, condamne les hommes à une existence froide, impitoyable, prosaïque?

« — Non, Vera Pavlovna. Cette théorie est froide; mais elle enseigne à l'homme comment il peut se procurer la chaleur. Les allumettes aussi sont froides, ainsi que la boîte sur laquelle on les frotte, les fagots sont froids : et pourtant le feu, qui réchauffe l'homme et lui prépare une nourriture chaude, n'en jaillit pas moins. Cette théorie est impitoyable; mais en la suivant, les hommes ne seront plus un misérable objet de compassion pour quelques oisifs. La lancette ne doit pas plier; autrement il faudrait plaindre le patient, qui ne se trouverait pas mieux de notre compassion. Cette théorie est prosaïque, mais elle découvre les véritables motifs de la vie; or, la poésie de bon aloi est dans la vérité de la vie. Pourquoi Shakespeare est-il un très grand poète? C'est parce qu'il a fouillé la vie plus avant que les autres poètes.

« — Eh bien! moi aussi je serai sans pitié, — dit Vera en souriant; — ne vous bercez pas de l'idée que vous avez eu en moi un adversaire obstiné de votre théorie de l'intérêt, et qu'à présent vous venez d'acquérir un nouveau disciple. Moi-même je pensais ainsi bien avant de vous avoir entendu et d'avoir lu votre livre. Mais je croyais que c'étaient là des pensées à moi, et que les savants, les sages, pensaient autrement; c'est pourquoi il y avait de l'hésitation dans mon esprit. Tout ce que je lisais était contraire à ce qui se passait en moi, et plein de blâme et de sarcasme pour ma pensée. La nature, la vie, l'esprit, mènent d'un côté; les livres mènent de l'autre en disant : *c'est mal, c'est bas*. Savez-vous que les objections que je vous ai faites me paraissent à moi-même un peu ridicules?

« — Elles sont en effet ridicules, Vera Pavlovna.

« — Mais, — dit-elle en riant, — nous nous faisons l'un à l'autre de bien jolis compliments... [1] »

Et à présent, bien que ce soit long, assistons encore au très singulier premier dialogue d'amour entre Lopoukhof et Vera. Nous y remarquons trois choses : 1° un essai de littérature nihiliste; 2° l'idéal domestique des nihilistes; 3° une meilleure esquisse du caractère des types, esquisse que Tchernychewsky opposait à la caricature de Tourguenef.

Disons d'abord : que Vera appelle « antre » la maison paternelle; que suivant l'habitude russe, Vera désigne Lopoukhof par ces mots : Dimitri Serguéitch (Dimitri fils de Serge); que Lopoukhof a enivré les parents de Vera, et en leur présence a « bu des santés » au prochain mariage de Vera : santés auxquelles Maria Alexevna, mère de celle-ci, a applaudi, croyant qu'il s'agissait de Storetchnikof comme époux, et auxquelles santés Vera a répondu, sachant bien que l'époux auquel Lopoukhof faisait allusion était lui-même.

Et maintenant voici la scène :

« — Pardonnez-moi, Vera Pavlovna, — dit Lopoukhof en entrant dans la chambre de la jeune fille; et sa voix qui pendant le dîner avait été si bruyante était douce et timide; il ne disait plus « mon amie » mais « Vera Pavlovna; » — pardonnez-moi ma hardiesse. Vous vous rappelez nos toasts; or, comme on ne peut pas séparer le mari et la femme, vous serez libre.

1. Cette scène, qui rappelle par certains côtés les entretiens de Perdican et de Camille, dans : *Il ne faut pas badiner avec l'amour*, ne donne pas mauvaise idée des deux personnages; loin de là. Jeunes tous deux, ils disent franchement leur pensée au lieu de débiter hypocritement des phrases banales et vides. L'auteur italien, qui doit être un idéaliste convaincu, n'a peut-être pas suffisamment médité le mot si profond de Pascal : *Qui fait l'ange fait la bête.* (*Note du traducteur.*)

« — Mon cher ami, c'est de joie que j'ai pleuré quand tu es entré.

« Il prit sa main qu'il couvrit de baisers.

« — C'est donc toi qui me délivreras de cet antre? ta bonté égale ton intelligence. Quand cette pensée t'est-elle venue?

« — Lorsque nous avons dansé ensemble.

« — Et moi, c'est à ce même moment que j'ai senti que tu étais bon. Tu me fais libre. Maintenant je suis prête à souffrir; l'espérance m'est revenue. Je n'étoufferai plus sous la lourde atmosphère qui m'oppressait; car je sais que j'en sortirai. Mais comment ferons-nous?

« — Voici; nous sommes déjà à la fin d'avril. Au commencement du mois de juillet, j'aurai fini mes études : il faut que je les achève pour que nous puissions vivre. Alors tu sortiras de ton antre. Prends patience seulement trois mois encore, et notre vie changera; j'obtiendrai un emploi de médecin, je serai peu payé, mais il me restera du temps pour soigner des clients, et avec tout cela réuni nous vivrons.

« — Oui, cher ami; nous aurons besoin de si peu! Seulement je ne veux pas vivre de ton travail; j'ai des leçons que je perdrai, car maman ira crier partout que je suis une scélérate. Mais je pourrai en trouver d'autres; et je vivrai, moi aussi, de mon travail. N'est-ce pas juste? Je ne dois pas vivre à tes dépens.

« — Qui t'a dit cela, chère Vera?

« — Oh! il demande qui me l'a dit? Est-ce que ce n'est pas toi-même qui m'as toujours entretenue d'idées semblables? Toi et tes livres, car tes livres sont pleins de ces pensées. Toute une moitié de tes livres ne contient que cela.

« — Tu as vu cela dans mes livres? En tout cas, je ne t'en ai jamais parlé. A quelle époque, alors?

« — A quelle époque? Ne m'as-tu pas toujours dit que tout est basé sur l'argent?

« — Eh bien?

« — Eh bien, me crois-tu donc si naïve que je ne puisse comprendre les livres et tirer des prémisses les conclusions?

« — Mais encore, quelles conclusions? En vérité, ma chère Verochtka [1], je ne te comprends pas.

« — Oh! le rusé; lui aussi il veut être despote, il veut me faire dépendre de lui. Non, cela ne sera pas; me comprenez-vous maintenant?

« — Dis, et je tâcherai de comprendre.

« — Tout est basé sur l'argent, dites-vous. En conséquence, qui a de l'argent a le pouvoir et le droit, disent vos livres; donc, tant que la femme vivra aux dépens de l'homme, elle sera sous sa dépendance. N'est-ce pas vrai? Vous avez cru que je ne comprendrais pas cela, que je serais votre esclave. Non, Dimitri Serguéitch, je ne souffrirai pas votre despotisme; je sais que vous êtes un bon et vaillant despote, mais moi, je ne veux pas que vous le soyez du tout. Et maintenant, voilà comment nous ferons. Tu couperas des bras et des jambes, tu administreras des drogues; moi je donnerai des leçons de piano. De quelle manière arrangerons-nous notre vie encore?

« — Parfaitement, Vera. Que chaque femme défende ainsi de toutes ses forces son indépendance vis-à-vis de tout homme, quelque grands que soient l'amour et la confiance qu'elle a en lui. Réussiras-tu? je ne sais; mais peu importe. Quiconque a pris une pareille décision est presque déjà garanti de la servitude; car au pis aller il pourra toujours se passer d'autrui. Mais que nous sommes ridicules, Vera! Tu dis : je ne veux pas vivre à tes dépens; et moi je t'en loue. Peut-on parler de cette manière!

« — Ridicules ou non, cela importe peu, cher ami. Nous allons vivre à notre manière et comme nous croi-

1. Diminutif de Vera. Cette forme familière et câline est fréquemment employée entre intimes; comme nous disons Louisette pour Louise; Jeannette pour Jeanne, etc.

rons le plus convenable... De quelle manière arrangerons-nous encore notre vie?

« — Je vous ai soumis, Vera Pavlovna, mes idées sur un côté de notre vie; vous avez trouvé bon de les biffer complètement pour y substituer les vôtres; vous m'appelez tyran, despote! Ayez donc la bonté de décider vous-même; je crois inutile de vous exposer mes plans pour que vous les raturiez de la même façon. Donc, comment veux-tu, mon amie, que nous nous arrangions? Je suis sûr que je n'aurai qu'à te féliciter.

« — Comme vous me faites des compliments, maintenant! Vous voulez être aimable? On flatte pour dominer sous une apparence de soumission, je sais cela; et je vous prie de parler plus simplement à l'avenir. Tu vas trop me louer, j'en suis confuse. N'en fais rien, je deviendrais trop fière.

« — Soit, Vera Pavlovna. Je serai grossier si cela vous agrée. Votre nature est si peu féminine que vous allez sans doute émettre des idées complètement masculines.

« — Voudrais-tu, cher ami, me dire ce que c'est que la nature féminine? De ce que la voix de la femme est généralement plus claire que celle de l'homme, faut-il discuter les mérites respectifs du contralto et du baryton? On nous dit toujours de rester femmes. N'est-ce pas là une bêtise?

« — C'est plus que cela, Vera.

« — Je vais donc mettre de côté cette féminilité et émettre des idées complètement masculines sur la manière dont nous allons nous arranger. Nous serons amis. Mais note bien que je veux être le premier parmi les amis. Ah! je ne t'ai pas encore dit à quel point je déteste ton cher Kirsanof.

« — Garde-toi de le détester, c'est un excellent homme.

« — Je le déteste, et je te défendrai de le voir.

« — Beau commencement! Elle a tellement peur du despotisme, que de son mari elle veut faire une poupée. Comment ne plus voir Kirsanof, puisque nous vivons ensemble.

« — Est-ce que vous êtes toujours au bras l'un de l'autre?

« — Nous sommes ensemble au thé et au dîner, mais nos bras sont occupés ailleurs!

« — Alors vous n'êtes pas ensemble toute la journée?

« — Presque ensemble; lui dans sa chambre, moi dans la mienne.

« — Eh bien, s'il en est ainsi, pourquoi ne pas cesser tout à fait de vous voir?

« — Mais nous sommes de bons amis; quelquefois il nous prend envie de causer, et nous causons aussi longtemps que nous le pouvons l'un et l'autre.

« — Ils restent toujours ensemble! Ils s'embrassent et se querellent; s'embrassent et se querellent encore... Je le déteste!

« — Mais qui te dit que nous nous querellons? Cela ne nous est pas arrivé une seule fois. Nous vivons presque séparés; nous sommes amis, c'est vrai, mais qu'est-ce que cela peut te faire?

« — Comme je l'ai bien attrapé! Tu n'as pas voulu me dire comment nous allons vivre et pourtant tu m'as tout appris! Écoute donc; nous agirons d'après tes propres récits. Premièrement, nous aurons deux chambres: une à toi et une à moi, et un petit salon où nous prendrons le thé, où nous dînerons, où nous recevrons *nos* visiteurs: ceux qui viendront nous voir tous deux, et non pas seulement toi ou moi. Deuxièmement, je n'oserai pas entrer dans ta chambre de peur de t'importuner. Kirsanof ne l'ose pas; et c'est pourquoi vous ne vous brouillez jamais. Tu n'oseras pas non plus entrer dans la mienne. Ceci en second lieu. En troisième... A propos, mon cher ami, j'ai oublié de te demander si Kirsanof se mêle de tes affaires et toi des siennes? Avez-vous droit de vous demander compte de quelque chose l'un à l'autre?

« — Je vois à présent pourquoi cette question! Je ne répondrai pas.

« — Mais je le déteste vraiment, ce Kirsanof! Vous ne

me répondez pas; c'est du reste superflu. Je sais que vous n'avez pas le droit de vous interroger l'un l'autre sur vos affaires personnelles. En conséquence, je n'aurai pas le droit de te demander quoi que ce soit. Si toi, cher ami, tu juges utile de me parler de tes affaires, tu le feras de ton plein gré, et *vice versa*. Voilà trois points établis; qu'y a-t-il encore?

« — Le deuxième point demande quelques explications, Vera. Nous nous voyons dans le petit salon. Nous avons pris le matin notre thé; je reste dans ma chambre et n'ose me montrer dans la tienne; je ne te verrai donc pas jusqu'au dîner?

« — Non.

« — Parfaitement; mais voilà qu'un ami vient me voir et m'annonce un autre ami pour deux heures. Moi je dois sortir à une heure pour mes affaires; est-ce que je pourrai te prier de remettre à cet ami, qui va venir à deux heures, la réponse qu'il demande? Pourrai-je t'en prier, si toutefois tu comptes rester chez toi !

« — Tu le pourras toujours. M'en chargerai-je ou non? c'est une autre question. Si je ne m'en charge pas, tu n'en demanderas pas la raison. Mais demander si je consentirais à te rendre un service, tu le pourras toujours.

« — Très bien. Mais quand nous prenions le thé je ne savais pas cela; or, je ne puis pas entrer dans ta chambre. Comment te ferai-je ma demande?

« — O Dieu! qu'il est simple; c'est un vrai petit enfant! Vous sortez dans la petite chambre neutre et vous dites : « Vera Pavlovna! » Je réponds de ma chambre : « Que désirez-vous, Dimitri Serguéitch? » Vous dites : « Je dois sortir; monsieur A (vous dites le nom de votre ami) va venir. J'ai quelques renseignements à lui remettre. Puis-je vous prier, Vera Pavlovna, de vous en charger? » Si je réponds non; notre conversation est finie. Si je dis oui; je sors dans la chambre neutre et vous me dites ce que je devrai répondre à votre ami. Et maintenant savez-vous bien, mon petit enfant, comment il faut agir?

« — Mais sérieusement, ma chère Vera, c'est là la meilleure manière de vivre ensemble. Seulement, où as-tu puisé de telles idées? Moi, je les connais, je sais où je les ai lues ; mais les livres où je les ai lues ne sont pas arrivés jusqu'à toi. Dans ceux que je te donnais, il n'y avait point de telles particularités. De qui as-tu pu les entendre? car je suis, je crois, le premier homme « nouveau » que tu aies rencontré.

« — Mais est-ce donc si difficile de penser ainsi? J'ai vu l'intérieur des familles, — je ne parle pas de la mienne : elle toute particulière ; — mais j'ai des amies et je suis allée dans leurs familles, — que de désagréments entre mari et femme! Tu ne saurais te l'imaginer.

« — Oh! je me l'imagine très bien.

« — Sais-tu ce que j'en ai conclu? Qu'il ne faut pas que les gens vivent comme à présent, toujours ensemble. Il faut ne se voir que quand on en a le besoin ou le désir. Que de fois je me suis posé cette question : Pourquoi est-on si poli avec les étrangers? pourquoi en leur présence tâche-t-on de paraître mieux élevé que dans sa famille? En effet, en présence des étrangers on est plus poli, mieux élevé; pourquoi cela? Pourquoi est-on pire avec les siens, bien qu'on les aime davantage? Sais-tu quelle prière j'ai à t'adresser? Traite-moi toujours comme tu as fait jusqu'à ce jour. Sans que cela t'empêchât de m'aimer, tu ne m'as jamais fait une réponse impolie, ni infligé un blâme. On dit d'habitude : Comment peut-on être impoli avec une femme ou une jeune fille étrangères; comment peut-on leur infliger des blâmes? Eh bien! me voilà ta fiancée, je serai ta femme; traite-moi toujours comme il est de règle de traiter les étrangères : cela me semble le moyen le plus propre à maintenir entre nous l'accord et l'amour. N'ai-je pas raison?

« — En vérité, je ne sais que penser de toi, Verotchka, tu m'as toujours étonné.

« — Trop de louanges, mon ami; il n'est pas si difficile de comprendre les choses. Je ne suis pas seule, du reste, à

avoir de telles pensées; beaucoup de jeunes filles et de femmes, tout aussi simples que moi, comprennent les choses comme moi. Seulement elles n'osent pas le dire à leurs fiancés ou à leurs maris; elles savent très bien ce qu'on penserait d'elles : « Quelle femme immorale! » Je t'ai pris en affection précisément parce que tu ne penses pas comme les autres sur ce point. Je t'ai aimé quand, me parlant pour la première fois le jour de mon anniversaire, tu as plaint le sort des femmes et rêvé pour elles un meilleur avenir.

« — Et moi, quand t'ai-je aimé? Le même jour, je te l'ai déjà dit; mais à quel moment, pour mieux préciser?

« — Mais tu l'as presque dit toi-même, de sorte qu'on ne peut pas ne point le deviner; et si je devine, tu vas me louer de nouveau.

« — Devine tout de même.

« — A quel moment? N'est-ce pas quand je t'ai demandé s'il était vrai qu'on pourrait faire en sorte que tous les hommes fussent heureux?

« — Pour cela, il me faut de nouveau te baiser la main, Verotchka.

« — Mais, cher ami, ces façons de baiser la main aux femmes ne me plaisent pas trop.

« — Et pourquoi donc?

« — Oh! tu le sais bien; pourquoi me le demander? Ne me fais donc pas de ces questions, cher ami.

« — Oui, tu as raison; on ne doit pas faire de pareilles questions. C'est mal; aussi, à l'avenir, je ne te questionnerai que lorsque réellement je ne saurai pas ce que tu auras voulu dire. As-tu voulu dire qu'il ne faut baiser la main de qui que ce soit?

« Vera se mit à rire.

« — Maintenant je te pardonne, — reprit-elle, — puisque moi aussi j'ai réussi à te prendre en défaut. Tu as voulu me faire subir un examen; et tu ne sais pas toi-même quelle est la raison de mes répugnances. Il ne faut baiser la main de personne, c'est vrai, mais ce n'est pas

à ce point de vue général que j'ai parlé ; je voulais dire seulement que les hommes ne doivent pas baiser les mains des femmes, attendu que cela devrait les offenser : car cela veut dire que les hommes ne les considèrent pas comme des êtres humains semblables à eux ; qu'ils croient ne pouvoir jamais abaisser leur dignité devant une femme, tant elle leur est inférieure ; qu'ils sont persuadés que des témoignages de respect affecté vis-à-vis d'elle ne sauraient, en définitive, entamer leur supériorité. Mais toi, mon cher ami, qui ne penses pas ainsi, pourquoi me baiser la main ? Mais dis donc, j'y pense, dirait-on, à nous voir, que nous sommes des fiancés ?

« — Nous y ressemblons peu, c'est vrai, Verotchka ; mais que sommes-nous donc ?

« — Je ne sais trop ; ou plutôt, à dire le vrai, c'est comme si nous étions déjà mariés depuis longtemps.

« — C'est la vérité. Nous étions amis ; rien n'est changé.

« — Il n'y a de changé que ceci, mon cher ami ; c'est que maintenant je quitte mon antre pour la liberté.

« Tel fut leur premier entretien ; étrange entretien, on l'avouera, pour des fiancés qui se faisaient une déclaration. »

Ce ne sont, certes, pas de pareilles conceptions qui immortaliseront Tchernychewsky. Quand l'histoire lui fera sa juste part dans le mouvement de rénovation qui se prépare en Russie, on dira de lui qu'il fut le promoteur du mouvement socialiste scientifique, un honnête homme et un écrivain vigoureux. L'éloge n'ira pas plus loin : il est suffisant. La triste fin de Tchernychewsky sera longtemps et légitimement reprochée au czarisme.

CHAPITRE II

LE NIHILISME DOCTRINAIRE

Dès que Tchernychewsky eut formulé ses idées, qui séduisaient par une apparence de nouveauté et de rigueur, il naquit une classe de théoriciens dont toute la fonction fut de développer les principes de la récente doctrine sociale. C'est avec une ardeur extrême que les jeunes gens se mirent à propager l'évangile de Tchernychewsky : ils le travestirent en cent façons, l'augmentèrent de tout ce que l'étranger leur offrait de plus singulier, de plus capable de captiver l'imagination, et créèrent en effet tout un corps d'enseignement socialiste dont le développement écrit ou oral reproduit, entre quelques propositions sensées, les idées plus extraordinaires, empruntées à l'*Utopie* de Thomas Morus ou à l'*Icarie* de Cabet.

C'est de 1848 jusqu'à nos jours que le mouvement s'est accentué. Naturellement le régime impérial en Russie ne pouvait s'accommoder de toutes ces rêveries, quelque sérieux qu'en fussent le fond et l'objet.

Il en prit ombrage, et les doctrinaires devinrent promptement suspects. Dans les pays despotiques, être suspect, c'est être déjà condamné. Les penseurs trop libres, sentirent vite cette vérité : ils quittèrent la Russie et voyagèrent. Mais comme sur le continent européen, où l'on réfléchit, où l'on raisonne, où l'on s'exprime librement, ils retrouvaient à peu près tout ce qui leur avait paru si frais, toutes les découvertes qu'ils croyaient avoir faites, ils comprirent que leur rôle était tout tracé. En acceptant volontairement la situation d'exilés et de proscrits, ils jugèrent avec beaucoup de sens qu'ils devaient au moins en profiter pour étudier davantage, augmenter leurs connaissances et catéchiser de loin leur pays.

La plupart de ces Russes, qui d'eux-mêmes quittaient l'Empire et les plus chères habitudes, étaient riches, disposaient de ressources considérables : ils songèrent à les employer au service de *la cause*.

Un grand nombre de publications ignorées sont écloses ainsi : d'abord peu audacieuses, dirigées sans habileté, sans but certain, elles ne furent que le reflet de certains esprits pour qui la vraie jouissance était de voir enfin imprimées des sornettes qu'ils disaient être à eux et qui déjà faisaient le rebut de nos cabinets de lecture; puis, elles s'enhardirent, prirent plus de corps, dessinèrent des prétentions, suscitèrent l'attention des polices; enfin, elles se firent craindre et parfois supprimer. Aujourd'hui ces recueils révolutionnaires, rédigés en langue russe au lieu de la langue française autrefois employée, ne sont plus redoutés de personne. Destinés à passer en fraude par les mailles de la

douane russe, ils n'inquiètent que la troisième section [1].

Aujourd'hui, le journal doctrinaire par excellence, l'organe dogmatique du nihilisme, se publie à Londres; il a pour titre : *En Avant*. Le rédacteur en chef, ou le directeur, comme on voudra, est, dit-on, M. Lavrof qui actuellement habite Paris [2].

Cette revue fut d'abord mensuelle; ensuite elle parut toutes les quinzaines; enfin, elle subit une métamorphose inattendue, qui tenait sans doute à une question purement financière : elle ne parut plus qu'à des époques indéterminées et en un volume de 200 à 350 pages.

Le premier numéro est daté de Genève; mais des raisons que nous ne connaissons pas firent préférer l'Angleterre à la Suisse : la revue *En Avant* s'imprime aujourd'hui en pleine cité, non loin du *Times*.

Le directeur Lavrof est un colonel russe qui, en 1871, se mêla d'internationalisme et prit part aux événements de Lyon. On ne sait s'il a une fortune personnelle : mais personne dans le parti n'ignore avec quels fonds il édite *En Avant*. C'est un riche gentilhomme russe, nommé Boubourline, qui, n'ayant lui-même rien écrit, lisait cependant les écrivains nihilistes avec plaisir et s'attristait en pensant que leur propagande, faute de ressources, pourrait s'arrêter. Il légua en mourant un capital

1. Ce chapitre est une pure analyse des idées du nihilisme doctrinaire. Nous avons même gardé quelques étrangetés de style dues aux traductions faites exprès pour ce livre.

2. Ce nom vient d'être mis en lumière par une lettre signée Pierre Lavrof et adressée, en mars dernier, à un journal français intransigeant. Il s'agissait de Hartmann.

suffisant à Iskander, pseudonyme de Herzen. C'est avec ces fonds, qui lui ont été régulièrement transmis, que le colonel Lavrof poursuit sa campagne socialiste.

Les idées et les théories exposées dans *le programme* du journal *En Avant* appartiennent à cette importante fraction du nihilisme que les intransigeants du parti appellent « les doctrinaires. » Cela est vrai, mais pas dans le sens que l'on donne à ce mot en France ou à l'étranger. Les intransigeants les appellent doctrinaires, puisque, comme on le verra plus loin, ils ont une doctrine réellement, qui tend à prouver que les *meneurs* révolutionnaires appartenant aux classes instruites doivent subordonner leur action révolutionnaire *au niveau intellectuel* des masses, pour que ces masses puissent fonder *par elles-mêmes* un ordre social nouveau, destiné à remplacer celui qui serait détruit. Ces théories quelque *humbles* qu'elles soient, puisque tout doit se faire *par le peuple*, ne sont pourtant qu'un reflet du *jacobinisme* qui ne reculait même pas devant *la prétention de faire le bonheur du peuple avec ces trois mots* : liberté, égalité, fraternité, qui résumaient *la révolution purement politique* qui s'était accomplie en 89. Ce dernier point constitue la différence entre les jacobins qui admettaient *l'État*, et *les doctrinaires du nihilisme* qui n'admettent pas même *la notion de la patrie*, mais qui croient néanmoins qu'eux, les meneurs des révolutions, peuvent et ont le droit de diriger le mouvement révolutionnaire comme ils le jugent nécessaire pour telle ou telle époque. Les intransigeants, dont il sera parlé plus loin, leur répondent catégoriquement ceci : la science — *bienfaisante en elle-*

même, n'a donné aux peuples ni bonheur ni prospérité. Donc, il faut se rendre compte pourquoi les découvertes et les vérités évidentes et éclatantes n'ont donné aucun résultat dans les sociétés modernes; c'est bien simple, puisqu'elles sont accaparées par la minorité dirigeante, qui ne s'en sert que pour mieux exploiter le peuple. Il est évident, d'autre part, qu'elle s'empare de tout ce qui peut lui être utile, par cette simple raison qu'elle possède à elle seule le pouvoir et tous les biens de ce monde. Donc, pour lui *ôter* les moyens, *de rendre nuisible ce qui est bon et grand dans son essence*, il faut faire une *juste répartition des biens*, pour que chacun puisse *satisfaire ses exigences morales et matérielles*. Or, pour opérer la révolution sociale et communiste, le peuple n'a *pas besoin ni d'instruction ni surtout de tuteurs qui veulent s'arroger le droit de le guider, quand même ils ne voudraient pas diriger le mouvement eux-mêmes*. Si l'on ne procédait que par des révolutions *purement politiques*, ou par des réformes *dérisoires*, comme l'instruction obligatoire donnée par l'État, sans changer complètement les relations entre le capital et le travail, et entre ceux qui possèdent et ceux qui sont éternellement exploités *on ne ferait que perpétuer la marche que la civilisation a suivie jusqu'à présent*.

Les intransigeants nihilistes appellent M. Lavrof et son parti « des opportunistes » moins l'ambition d'un Gambetta, puisqu'un Russe instruit ne se permet pas tant d'espérances, même en résidant à l'étranger.

Il suit de là que la scission entre les deux fractions du nihilisme est assez profonde concernant la manière d'agir, car les premiers ne veulent rien

brusquer, mais préparer le peuple petit à petit aux réformes radicales, tandis que les radicaux, avec M. Pkatcheff à leur tête, disent que le peuple le plus barbare et le plus ignorant de la terre peut accomplir une révolution économique et sociale, puisqu'il n'a pas besoin de science pour réclamer à son voisin *le surplus* dont jouit ce premier. Bref, les doctrinaires nihilistes considèrent au fond une république démocratique et radicale comme une forme *intermédiaire absolument nécessaire*, tandis que les intransigeants du *Tocsin* et de *Terre et Liberté* veulent passer directement à la commune autonome, afin qu'elle puisse se donner toutes les libertés qu'elle jugerait nécessaires. Les premiers ne se prononcent pas sur la forme de la propriété, et parlent plus volontiers de l'émancipation du travail, des associations qui pourraient faire concurrence au capital, ils vont même jusqu'à dire, qu'il faut « noyer » la propriété individuelle dans la propriété commune, mais malgré ce libéralisme social et économique on sent vaguement que ce sont des opportunistes qui ne seraient nullement fâchés de se mettre à la place de ceux que le peuple aurait jetés par terre. Bref, leur admiration pour la science, et leur système de temporisation, paraissent *un peu louches au parti de l'action.* Il y a un an *l'hostilité* entre les deux fractions a été si grande que le « Comité exécutif » de Saint-Pétersbourg a ordonné à la suite d'un rapport de M. Pkatcheff, de brûler les écrits de Lavrof, ce qui fut fait.

EXTRAITS DU JOURNAL : *En Avant.*

(*Notre Programme*) 1873.

Des faits; rien que des faits de la vie sociale et politique

en Russie — voilà ce qui fera la base sur laquelle nous nous appuyerons invariablement. Ces faits nous seront communiqués par des personnes compétentes dans les différentes questions que nous débattrons avec impartialité, mais sans merci pour les abus et les oppresseurs... Nous déclarons la guerre au monopole pour sauvegarder les intérêts légitimes de ceux qui créent les richesses, sans pouvoir goûter les fruits de leur labeur. « .... » Le mouvement social et politique à l'étranger n'entrera dans notre programme que dans la mesure nécessaire pour développer et propager les idées que nous croyons utiles à la marche du mouvement révolutionnaire en Russie. Tous les faits et tous les événements dont nous parlerons, seront exposés et critiqués d'après une méthode *sérieuse et scientifique*, par des collaborateurs compétents. (Espèce de Parlement sans tribune, ce qui choque les intransigeants... *Note du rédacteur.*)...

Pas de personnalité, parce que nous entreprenons une tâche trop sérieuse et trop universelle, pour ainsi dire, pour nous faire l'écho des ressentiments personnels; mais nous ouvrirons néanmoins nos colonnes pour les faits criminels ou préjudiciables, et nous donnerons le nom de la personne, *quelle qu'elle soit.* Nous flétrirons le mal partout où il se produira, en démontrant ses conséquences immédiates et inévitables...

La principale question pour le lecteur, c'est de savoir au juste quels sont les buts que nous poursuivons c'est-à-dire de le savoir, non par des formules abstraites, mais d'avoir un exposé positif des différents buts que nous poursuivons dans la solution de telle ou telle autre question sociale et politique...

Pour le moment, nous avons devant nous deux buts bien définis :

1° De lutter avec les vérités des sciences exactes et réelles contre les idées théologiques et religieuses, de lutter au nom des droits de l'homme contre toutes les idoles créées par les siècles précédents, — quelles que

soient ces idoles, théologiques, métaphysiques, morales, littéraires, pseudo-scientifiques, théoriques, — bref, de lutter avec la science contre la religion même, contre les idées préconçues et contre tout ce qui reste de l'ancien monde.

2° Et en particulier (car c'est là notre but direct), nous lutterons contre toutes les formes du parasitisme, du capital aussi actif et productif qu'il puisse paraître dès le prime abord, nous lutterons pour les droits du citoyen à l'égalité économique, pour les droits politiques des ouvriers contre les patrons, de quelque manière qu'ils soient exploités par ces derniers; nous lutterons pour le droit des associations et de la commune contre la centralisation, et, par conséquent, l'État; bref, nous déclarons la guerre, au nom du réalisme en matière de politique et de science, pour fonder un ordre social également juste et équitable à tous les citoyens sans exception.

Notre premier but constitue un groupe de problèmes dont la solution est déjà assez avancée à l'Occident, et ne nous touche que fort peu par rapport à notre patrie. En effet, grâce à la marche historique du peuple russe, peu de personnes s'intéressent à l'Église orthodoxe et à la religion, et cette minorité ne lira certes pas notre journal. Aussi nous ne nous occuperons que des faits absolument graves, qui seraient de nature à détruire quelque vénérable tradition religieuse, ou bien nous parlerons, de temps en temps, de l'agonie des partis cléricaux à l'étranger, et des épisodes les plus saillants de la lutte de la réaction européenne contre les revendications de la libre pensée.

Les problèmes contenus dans notre second but sont autrement larges et sérieux. Là nous luttons pour l'ordre social à venir, celui que les révolutions précédentes ont à peine ébauchées et dont plusieurs n'ont aucune notion, *et ne sentent nullement l'utilité.* Cette lutte de l'homme et des unités politiques contre l'État, est désormais entrée dans une période positive, puisque les bases de l'ordre

social équitable sont devenues absolument claires et réelles; non seulement on peut comprendre leur solidité, mais aussi trouver des procédés pratiques pour les réaliser. Contre le nouvel ordre social, basé uniquement sur l'égalité sociale et économique, sont dirigées toutes les forces de la réaction soutenues par les Églises; toutes ces forces combattent la société nouvelle au nom des traditions historiques, et ce dernier temps au nom du fameux principe « de la légalité. » Cette lutte aboutit toujours, comme l'on sait, à des révolutions sanglantes, qui entraînent après elles d'interminables souffrances morales et économiques. Nous ne pouvons que sympathiser à ces luttes et aider, dans la mesure de nos forces, les défenseurs des libertés publiques, partout où ces luttes se produiront.

Ce qui précède détermine la manière dont les doctrinaires envisagent les différentes questions, les aspirations des partis, et les force de préciser leurs vues sur les différentes formes de la vie sociale. L'élément religieux et dogmatique leur est absolument antipathique, parce qu'ils s'appuient sur le libre examen ou sur le triomphe de la libre pensée. Le principe du surnaturel, les théories mystiques ne peuvent être adoptées par eux. La question sociale est pour eux une question de premier ordre. Ils y voient le plus grave problème du présent et l'unique espérance de l'avenir. Dans les associations libres d'ouvriers, dans l'organisation de ces associations, dans leur triomphe définitif, et dans l'établissement du nouvel ordre social sur les ruines de l'ancienne société industrielle et légale, ils voient l'unique moyen de salut pour l'avenir. Les moyens d'y aboutir diffèrent selon les pays, et, en Europe même, il y a des dissentiments graves à ce sujet;

dissentiments dont les doctrines n'ont aucun motif de suspecter la sincérité. Cette diversité d'opinions a contribué à éclairer le but fondamental à atteindre.

Les bases principales, dit *En Avant*, ont déjà été posées dans les congrès qui résumèrent les revendications des classes ouvrières. Des vues identiques ont également été exposées dans les brochures des différents partis; mais malgré leur divergence, elles aboutissaient toutes à la nécessité d'une lutte à outrance entre les associations ouvrières et la société *légale industrielle*. Aussi cette lutte forme-t-elle la base de l'activité des hommes d'action russes en faveur des paysans russes et du prolétariat ouvrier. A ce programme doivent se joindre tous les hommes de bien, qui veulent sincèrement fonder un nouvel ordre social équitable pour tout le monde.

La question politique est pleinement subordonnée, selon les doctrinaires, aux questions sociales et économiques. Les États européens *actuels* sont tous hostiles au mouvement ouvrier. Voilà pourquoi ils doivent *se dissoudre* pour faire place au nouvel ordre social économique, dans lequel la plus large liberté individuelle ne nuira pas à la solidarité des sociétés entre elles. Mais ce n'est qu'un idéal lointain, que l'on ne doit pas perdre de vue, tout en sachant bien que sa réalisation ne peut avoir lieu, ni aujourd'hui ni demain. En effet, entre cet idéal, dans lequel disparaîtra l'élément *coercitif et vexatoire* de l'État (dû à la centralisation existante) et l'ordre social qui régit les sociétés actuelles, il y a beaucoup de formes politiques intermédiaires, qui ont été déjà pratiquées et qui toutes avaient pour but de lutter, plus ou



moins, avec *l'omnipotence de l'État*. Malgré la diversité des programmes politiques, on remarque toujours ce fait invariable : que le groupement des populations ne dépend presque jamais des divisions territoriales ou administratives, *voire même du principe des nationalités*, mais uniquement des sympathies sociales entre ceux qui sont exploités par des oppresseurs communs, — bref, entre les conservateurs de toute nuance et les hommes de progrès. Voilà pourquoi la notion de *l'État centralisé* commence à s'évanouir devant la tendance *presque universelle vers la commune autonome et la Fédération*. Ce sera un incontestable progrès, selon les doctrinaires, *lorsque, au groupement artificiel, succédera l'attraction des communes autonomes en vertu de la solidarité économique*. Par conséquent, tous les programmes *centralistes, et partant, purement politiques, leur seront hostiles*. Tous les partis politiques avec *leur idéal constitutionnel plus ou moins libéral*, de même que toute *tentative de substituer une république bourgeoise à un empire bourgeois, — tout ce fatras inutile rencontrera, dans les doctrinaires, des adversaires déclarés quant à leurs principes fondamentaux, et ils resteront indifférents à la lutte de ces éléments entre eux*. Ils n'y seront attentifs que dans la mesure de l'utilité que les évolutions purement politiques pourraient leur apporter. Dans la lutte des partis politiques, ils ne s'arrêteront que sur des faits propres à étendre le principe des associations libres, et ils ne leur seront sympathiques que dans la mesure qui sera profitable aux associations libres, ou bien lorsque les faits tendront à effacer l'un *des principes* de la société légale industrielle...

La question *nationale* doit absolument disparaître, selon les doctrinaires, devant les formidables problèmes de la lutte sociale. Cependant la nationalité offre un terrain naturel et inévitable pour les différentes évolutions, dont le corps social est le théâtre. En effet, *on agit dans tel ou tel pays donné*, sur telle ou telle société parlant la même langue et se trouvant à un certain degré de civilisation. Si on ne prend pas en considération tous ces éléments divers, on arrive à une activité abstraite, ne pouvant aboutir à aucun résultat pratique. Néanmoins, tout en agissant dans ces différents milieux, on doit se rencontrer sur le terrain inévitable des grands problèmes sociaux et économiques, *aboutissant aux mêmes résultats*. La lutte contre la religion, contre le surnaturel et le mysticisme, la lutte contre les sectes, la lutte soutenue pour fonder les associations libres internationales, la fédération des communes autonomes, — tels sont *les buts divers et communs*. C'est vers eux que doivent tendre les efforts de toutes les nations. Pour ce travail humain il n'existe ni frontières, ni langues, ni traditions historiques; il n'y a là qu'un *point de mire commun à tout le monde*...

Le terrain spécial sur lequel peut se développer l'avenir du peuple russe, — *c'est la commune rurale*. Développer cette commune *dans le sens de la culture en commun et de la répartition égale de ses fruits*, faire du MIR (l'assemblée du peuple) *la base des institutions politiques*, *noyer la propriété individuelle*, donner aux paysans, juste assez de notions pour qu'ils puissent voir clair dans leurs intérêts, sans quoi ils ne sauraient tirer parti de *leurs droits légaux*, — voilà le but spécial vers lequel doivent tendre les efforts de

tous les Russes, qui veulent faire progresser sincèrement leur patrie.

Mais par quel moyen pourrait-on obtenir tous ces résultats? Quelles seraient les voies qui n'iraient pas à l'encontre du but ainsi proposé? Comment éviter la *doctrine*, d'une part, et le verbiage inutile des discoureurs ambitieux, d'autre part, pour aborder sérieusement les questions sociales en leur sacrifiant toute sa vie?...

Nous remarquerons, tout d'abord, avec les doctrinaires, que toute reconstruction de l'édifice social doit être faite *pour* le peuple et *par* le peuple. C'est assez dire qu'un révolutionnaire russe doit abandonner les anciennes traditions jacobines, d'après lesquelles les idées révolutionnaires devaient être adoptées sans discussion par le peuple; que même les socialistes, ayant renversé le gouvernement légal, ont le droit de se mettre à sa place et combler le peuple de leurs bienfaits. Donc, quel que soit le *titre du nouveau pouvoir*, les doctrinaires disent qu'il ne viendra pas de lui, s'il s'établit par la violence. Il suit de ce qui précède, que le nouvel ordre social en Russie doit être établi par la majorité de la nation, quand elle aura compris ses besoins et trouvé les moyens d'y satisfaire.

Les doctrinaires ne s'adressent pas, pour le moment, à la majorité de la nation, privée de lumières, mais à la minorité intelligente et lettrée. Elle les comprendra quand ils lui diront que l'avenir appartient au peuple, qu'on ne peut pas l'exploiter indéfiniment et qu'il ne faut qu'une génération d'hommes courageux, qui auront sacrifié leurs intérêts personnels pour ALLER DANS LE PEUPLE (terme

technique employé par les nihilistes). Là, au sein du peuple, ils ne doivent pas chercher à lui inculquer leurs idées, mais seulement à l'éclairer sur sa situation, sur ses droits et sur ses besoins, et lui indiquer les différents moyens pour arriver au but. Ils doivent surtout lui faire comprendre *sa force, dont il n'a pas conscience* et dont *l'inertie* l'empêche *de se défaire de ses ennemis séculaires*, pour atteindre à la prospérité.

Se rapprocher du peuple ou *aller dans le peuple*, en Russie, est plus difficile qu'ailleurs, grâce aux maudites traditions qu'ont laissées après elles les classes privilégiées et la bureaucratie ; le peuple se méfie, de sorte qu'il est très difficile de lui inspirer confiance, *de se faire accepter* en un mot. Cette difficulté même exerce une grande influence sur le choix des moyens d'action pour aboutir aux réformes nécessaires. Quelle que soit la divergence des vues à cet égard, les doctrinaires posent les points principaux suivants : il faut des études et une expérience sérieuses, jointes à l'énergie, pour exercer une action efficace parmi le peuple. Il faut savoir inspirer confiance pour que les moyens d'action deviennent accessibles et faciles à exécuter. Ce n'est qu'après avoir éclairé le peuple sur *sa situation* et lui avoir démontré *sa force et ses droits*, qu'on peut l'amener à *l'action révolutionnaire* et avoir personnellement la certitude de faire œuvre utile. Quand cette entente se sera accomplie, les événements indiqueront le moment où il faudra soulever le peuple.

L'éducation théorique ne suffirait cependant pas pour qu'un homme civilisé puisse agir avec succès; il doit aussi avoir l'expérience du milieu, où il sera

appelé à agir, pour effacer les distinctions qui choquent les hommes du peuple. Il doit se faire accepter, vivre de la vie du peuple, et comprendre ses besoins dans toutes les questions de la vie sociale. C'est là précisément ce qu'il y a de plus difficile, et voilà pourquoi les doctrinaires ont ouvert les colonnes d'*En Avant* à tout avis pratique sur ce sujet.

Quant à la question posée plus haut : que faire pour acquérir la confiance du peuple, elle se résout par cette considération : qu'il suffit de ne pas vouloir inculquer à toute force ses opinions pour agir avec succès.

Préparer par tous les moyens le succès de la révolution future en Russie, — tel doit être le but de tout honnête citoyen. Mais comment pourrait coopérer à ce résultat un homme appartenant aux classes dites civilisées ?

Armé d'une instruction solide et connaissant les aspirations du peuple, *il peut se mettre dans les rangs des ouvriers;* dans les rangs de ces misérables qui luttent journellement pour l'existence ; étant parmi eux, il leur indiquera *leurs droits imprescriptibles*, et ce qu'ils ont pour mission d'accomplir, et enfin, ce qu'ils *peuvent atteindre* dans tel moment donné, s'ils savent être unis et marcher avec discipline.

Les hommes instruits peuvent encore préparer la révolution par des moyens *légaux;* mais comme la *légalité* n'a pas le même sens en Russie qu'ailleurs, les doctrinaires ont jugé qu'il fallait faire seulement une courte digression là-dessus. La Russie, n'étant pas un pays constitutionnel, il ne peut même pas être question d'une opposition légale du parti avancé.

Donc, il est impossible d'arriver à quelque résultat par la libre discussion dans un pays où chaque parole, et même une pensée, *supposées hostiles* au gouvernement, deviennent criminelles. L'autocratie peut renier elle-même son principe, ce qui ne s'est jamais vu, au lieu d'être détruite par *la Révolution*. Les partisans de la légalité en Russie, c'est-à-dire les naïfs qui *admettent* l'existence légale de l'autocratie actuelle, ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils disent. Faute d'avoir une constitution politique quelconque, il est permis d'envisager la légalité des moyens tout autrement. Les grands corps de l'État, les institutions gouvernementales peuvent étendre petit à petit leurs prérogatives politiques avec l'appui des classes dirigeantes et lettrées, et limiter ainsi le pouvoir autocratique du czar. Dans ce cas-là ce serait une révolution légale et parlementaire, où l'Exécutif aurait à partager ses prérogatives avec le Sénat dirigeant, ou le *Zemstwo central*, et se départir du pouvoir législatif. Cette voie apparaît comme la meilleure au parti constitutionnel russe, dans lequel on trouve beaucoup de notabilités du monde financier, littéraire et scientifique. Plusieurs d'entre eux ont, il est vrai, beaucoup d'expérience administrative, dans l'ancienne acception de ce mot. Ce parti veut arriver au pouvoir, et il y arrivera peut-être, si l'on n'oppose pas à temps à son programme bourgeois un programme populaire. Les doctrinaires n'ont aucune sympathie pour ce parti, car ils ont vu l'inanité des efforts des rhéteurs bourgeois, lorsque les réformes et les droits étaient octroyés d'en haut. Ce ne serait donc qu'une révolution accomplie par les *tchinovniks* et les *discoureurs politiques* et, partant,

inutile pour le peuple. Il découle de ces idées que l'Assemblée nationale ne serait légale au point de vue des doctrinaires que si elle personnifie les revendications de la majorité, c'est-à-dire des paysans et des ouvriers.

Parmi les moyens légaux on peut encore citer celui-là : certains hommes peuvent considérer le service dans l'administration comme une situation leur facilitant les moyens de préparer la révolution. *Nous ne disons pas non; mais*[1] nous trouvons ce moyen bien dangereux, parce que ces personnes, bien intentionnées, au début, peuvent s'attarder en chemin pour garder une position avantageuse et lucrative. Or, quand même ils agiraient pour *le bien du peuple*, à quoi servirait de lui rendre *sa situation seulement supportable?* Jouissant d'une situation légale, ces révolutionnaires peuvent avoir, il est vrai, plus de facilité d'agir, et c'est pourquoi les doctrinaires ne sont *pas tout à fait contre ce système*. Mais ils répètent qu'il faut être très circonspect là-dessus. Tel est leur programme pour les questions intérieures.

Mais il n'y a pas qu'elles à considérer : il y a encore des questions extérieures; parmi elles, la place principale appartient à la question slave. Les rédacteurs d'*En Avant* croient que les peuples slaves peuvent contribuer tout autant au développement de l'avenir de l'humanité que les races germaine, latine et anglo-saxonne. Ils croient même que, dans les conflits qui arrivent entre ces peuples et les Allemands ou les Turcs, il y a infiniment plus de *rou-*

1. Rédaction nihiliste.

tine politique et de *revendications bourgeoises* du côté des derniers.

En outre, les doctrinaires sont persuadés que la formation des États slaves indépendants sera une nouvelle étape vers la réalisation de *l'idéal social* de l'avenir. Voilà pourquoi leurs sympathies sont acquises aux Slaves, dans la lutte qu'ils ont soutenue et qu'ils sontiennent contre la civilisation asiatique des Turcs, *et surtout contre les revendications bourgeoises de l'Allemagne*. Mais les doctrinaires ne sympathisent avec cette lutte qu'*en tant qu'elle* peut être profitable à la *cause de la liberté* de l'homme, de sa pensée et de sa parole. Par conséquent, les doctrinaires ont dû se ranger du côté des partis et des peuples qui ont pour devise, outre le principe de nationalité, celle de la lutte contre le capital et l'élément religieux.

La sympathie des doctrinaires nihilistes est acquise à la lutte sociale et économique des autres peuples. Ils seront invariablement, où que la lutte ait lieu, du côté de ceux qui lutteront pour la science contre la religion, pour les questions économiques contre l'ordre politique et bourgeois; ils lutteront aussi contre les abus en faveur de la libre pensée, de la liberté de la parole, des associations, en un mot, contre toute espèce d'entraves apportées par l'État. Voilà le programme complet des modérés ou des doctrinaires du Nihilisme. Ce programme a été écrit probablement par M. Lavroff lui-même, qui seul peut nous éclairer à cet égard.

Voyons mainteuant quelle est, d'après les mêmes théoriciens, la situation respective de la science et de la révolution :

« Ne parlons pas, disent-ils, du terrain qui nous

est commun avec nos contradicteurs, qui mettent leurs espérances, comme nous, dans la voie révolutionnaire et non pas dans celle des réformes légales qui seraient accomplies par nos constitutionnels, dont on ne peut espérer grand'chose. Abordons plutôt les points sur lesquels peut éclater la divergence. »

Les doctrinaires nous ont déjà dit que la jeunesse russe doit se préparer sérieusement à un rôle obligatoire pour tout citoyen, celui de préparer la révolution; ils nous ont dit que des connaissances étendues et solides contribuent à atteindre le but et que, par conséquent, celui qui veut aller dans le peuple pour exercer une influence bienfaisante, celui qui a l'intention de devenir un homme d'action pour fonder un *ordre durable* basé sur la souveraineté politique et économique du peuple russe, celui-là doit développer son intelligence par des études approfondies et par l'esprit de critique. La science, disent les doctrinaires, est indispensable à un homme d'action. C'est, de plus, une arme utile pour remporter, non un succès momentané, mais une victoire définitive. Malheureusement, peu de gens en conviennent; et les principales objections sont celles-ci, que font les révolutionnaires : « La révolution sera faite non par la jeunesse civilisée, mais uniquement par le peuple; lui seul doit avoir *conscience des crimes et des abus* sociaux dont il souffre. » Soit. Mais pour aboutir à cette idée on n'a pas besoin de la science; il ne faut avoir que les notions les plus élémentaires du bon sens et, principalement, une foi inébranlable dans la sainteté de la cause, foi stimulée par un désir ardent de triompher. Par

conséquent, il serait honteux de perdre le temps à étudier en possédant sans cela des éléments certains de succès. Quand le peuple deviendra une force réelle, il comprendra lui-même s'il a besoin de la science et combien il lui en faut ; et s'il doit s'adresser aux érudits et aux spécialistes ou non. C'est alors qu'il créera une *science nouvelle* qui puisse répondre à tous ces besoins. Ceux qui font ces objections cherchent à prouver la justesse de leur opinion par une série de faits historiques et par des citations érudites, en affirmant que toutes les révolutions s'accomplissaient en vertu des aspirations populaires et non d'après les théories scientifiques, et que leurs résultats étaient d'autant plus bienfaisants que la pression d'en haut devenait intolérable et que la lutte était plus terrible. La haine, l'énergie et les souffrances des masses populaires leur donnaient souvent la victoire. Jusqu'à présent, ajoutent ces argumentateurs, le peuple, en bloc, n'a jamais été accessible à la science, qui a toujours été entre les mains de la minorité dirigeante. Les peuples s'enflammaient et se mettaient en mouvement toujours au nom d'une idée ou d'une croyance, lesquelles étaient bien souvent absurdes ; mais elles conduisaient néanmoins au progrès, puisqu'elles étaient profondément populaires ; de là leur force, n'ayant absolument rien de commun avec quelque théorie que ce soit.

D'où venait le succès cependant ? Mais il venait de ceci : qu'à côté de ces croyances absurdes, des questions sociales pratiques étaient résolues en même temps, au gré du peuple. Et les hommes qui se mettaient à la tête du mouvement au nom de ces

croyances absurdes étaient, au fond, plus progressifs et plus utiles que les hommes de science.

Les doctrinaires n'ont garde de ne pas prendre en considération des objections de cette nature : mais ils croient pouvoir les réfuter. Ils demandent, tout d'abord, si, oui ou non, leurs adversaires admettent que la science soit une *force*, et une force *historique*. Ils ne croient pas qu'on puisse le contester. J'ai devant moi, dit un doctrinaire, deux brochures écrites par deux auteurs ennemis, mais compétents dans les questions sociales. *M. Bakounine* a écrit la sienne, *la Science et la Révolution*, contre ceux qui voient le salut dans l'instruction obligatoire et dans la multiplicité des écoles de tous degrés. *M. Libknecht*, au contraire, réclame l'instruction du peuple dans une autre brochure, et il dit que c'est le plus puissant levier. Mais dans la question qui nous occupe, c'est-à-dire en parlant des moyens d'action, les deux auteurs tombent d'accord. M. Bakounine dit : la science est une force, puisque l'ignorance est la cause de l'impuissance des masses. Libknecht dit, en s'adressant aux ouvriers : la science est une force. Que l'on consulte, à ce sujet, les articles de Paul Robin et l'on verra qu'il ne dit pas autre chose. (*Philosophie positive*, 1869-71).

Les paroles prononcées par Robin concernant l'utilité de la science pour la révolution, ne laissent plus aucun doute sur ses idées là-dessus. Il déclare même que la science formera l'unique base de l'édifice social qui sera construit par l'association internationale des ouvriers.

A quoi bon ces citations, disent les ennemis des doctrinaires. D'abord, les autorités citées ne prou-

vent rien; ensuite, personne ne conteste que la science ne soit une force considérable; mais quand le peuple aura fait la révolution sociale, il n'oubliera pas lui-même cette force supplémentaire. Or, pour le moment, il n'est pas question de la science, mais bien de *l'action révolutionnaire* qui doit la précéder. A quoi les doctrinaires répondent qu'ils ne veulent pas autre chose que cet *aveu* que la science est une *force*, et même non pas une force *inconsciente*, mais parfaitement *consciente* en ce sens, qu'elle sera appelée à asseoir sur des bases solides *l'ordre social futur*, créé par un mouvement révolutionnaire; « en tout cas, disent-ils, non seulement vous ne la niez pas, mais encore vous lui donnez une place prépondérante. Si nous avons cité quelques auteurs, ce n'était pas pour nous couvrir de leur autorité, mais pour appeler votre attention sur ce fait, que notre idée n'est pas une de celles qui viennent par hasard, mais de celles qui sont partagées par les hommes d'opinions les plus diverses, bien qu'appartenant, au fond, au même camp que nous tous. »

Certes, il n'est pas question de créer préalablement des écoles, d'instruire le peuple pour *ensuite* le *provoquer* à la revendication de ses droits politiques, économiques et sociaux. Ce serait un plan fantastique digne du cerveau des utopistes...

Mais dire que le peuple doit devenir une *force consciente* avant tout pour être *accessible* à la science, qu'il doit accomplir la révolution avant *d'aborder* la culture de son intelligence, prétendre qu'aucune question d'instruction ou d'éducation ne peut être soulevée à l'égard de celui qui a faim, qui souffre et qui travaille toute la journée pour un morceau de

pain, c'est aller bien loin. On généralise trop la question en l'étendant à la classe de ceux qui ont déjà étudié, mais à qui on conseille, cependant, à ne pas s'attarder sur le chemin des études. Aussi les doctrinaires n'hésitent pas à poser à leurs adversaires la question suivante : Devons-nous, oui ou non, avec les sympathies que nous avons pour le peuple, mus par une volonté ardente de lui faire reconquérir ses droits, de terrasser ses ennemis, — devons-nous repousser la science, c'est à-dire, la suprême et unique force que nous ayons, pour descendre ignorants et *de cœur léger* dans les rangs des ignorants, des malheureux, des obscurs et des petits, tout en étant avertis « que l'ignorance — c'est l'impuissance. » Le fait est de bien nous entendre, de savoir si nous avons besoin de la science comme d'une arme pour combattre les innombrables ennemis du peuple, ou bien pour l'aider dans la lutte en qualité d'agent sûr et éclairé. Il faut savoir si nous n'avons pas besoin de la science pour acquérir l'esprit de critique judicieux et solide, au moyen des méthodes scientifiques, pour éviter les erreurs funestes qui menacent inévitablement celui qui ignore ces méthodes. Souvenez-vous que dans les questions sociales la moindre erreur se chiffre par des milliers de têtes de nos malheureux frères, et que ce résultat profite à la réaction?

Posez-vous encore cette question : avez-vous, ou non, besoin de la science pour étendre vos lumières? car souvenez-vous que ces lumières ouvrent toujours des horizons nouveaux dans les époques de lutte; horizons invisibles aux ignorants; souvenez-vous qu'à l'époque où il faut *tout créer*, la science est

un renfort puissant pour la cause que vous soutenez; qu'elle est, enfin, la plus sûre sauvegarde de *l'ordre social* que vous croyez le plus équitable.

Certes, je comprends votre dégoût pour les formes actuelles de la science, déprimées par toutes sortes de pressions venant d'en haut; je conçois que vous ayez un juste mépris pour *la science pusillanime* et ses professeurs assez naïfs pour se croire ses pontifes, lorsque, au fond, ils ne sont que des interprètes mécaniques d'un certain nombre de faits n'ayant aucun rapport avec le progrès réel de l'humanité. En effet, ces êtres curieux s'imaginent que *la science existe pour la science*, comme si les procédés de la pensée humaine se trouvaient en dehors de la vie pratique; comme si toutes les branches des connaissances humaines n'étaient pas étroitement liées entre elles, ou comme si le fait le plus microscopique, observé dans un tissu organique, ne conduisait pas aux problèmes les plus complexes des évolutions sociales. Comme on le voit, selon la juste pensée des doctrinaires, *les formes de la science, de même que ses méthodes*, ne peuvent être séparées de toutes les autres formes objectives de la vie sociale; si nous voyons le contraire, c'est que l'ordre actuel se trouve fondé sur *l'exploitation et l'égoïsme, — deux phénomènes pathologiques*, qui servirent de tout temps à dénaturer et à isoler la science! La même fonction organique et chimique produit le pus d'une plaie; la même fonction produit aussi le travail du cerveau et son innervation utile. De même la vilaine petite âme d'un professeur pédant produit le pus de l'indifférence et du dégoût pour la science; — mais, s'ensuit-il que les résultats seront tout aussi déplorables

entre les mains d'un révolutionnaire national? Aux yeux d'un tel homme la science ne sera jamais qu'une arme utile et un corollaire indispensable de *l'action révolutionnaire.*

Dira-t-on que toutes les questions qui se rapportent à la révolution, sont si simples et si primitives qu'elles peuvent être résolues avec un peu de bon sens, sans l'aide de la science? Ou bien, peut-être, que le rôle d'un révolutionnaire est si exclusif que les méthodes scientifiques de la pensée ne lui sont point applicables?

Voyons, avec les doctrinaires nihilistes, s'il en est ainsi.

Supposons que vous êtes *dans le peuple.* Vous lui inspirez confiance. On vous écoute et on vous croit. Vous vous attachez à prouver au peuple sa *force*, à l'éclairer sur les souffrances qu'il endure et qu'il sent, sans trouver d'issue, vous voulez lui démontrer la source du mal, lui faire toucher la plaie du doigt et lui indiquer les moyens pour secouer le joug qui l'opprime. Comment et de quoi lui parlerez-vous? Est-ce que vous ne lui indiquerez pas les maladies qui le minent; ne lui prouverez-vous pas que la mortalité est plus grande parmi ses enfants que parmi les enfants des riches; que la vie moyenne de l'ouvrier est plus courte que celle des capitalistes et des classes possédantes, plus courte grâce au travail au-dessus des forces et qui menace par la *dégénération* le prolétariat tout entier? Oui certes, et vous devrez encore lui indiquer que les causes du mal découlent de l'ordre social, du milieu social, des entraves légales, de *l'injustice sociale.* Mais, pour approfondir, comme pour élucider ces phénomènes

sociaux, il ne suffirait pas de les connaître par à peu près, par suite de discussions plus ou moins intéressantes avec des amis spécialistes, ou de puiser certains aperçus dans un livre populaire, mais bien d'approfondir par soi-même les phénomènes biologiques du mouvement de la population (hygiène et statistique), d'en connaître les causes et les effets se rattachant aux fonctions physiologiques, pathologiques, de même qu'aux fonctions inhérentes au corps social et politique. Si vous ne possédez pas ces connaissances multiples assez à fond pour les inculquer à d'autres, dans un langage populaire accessible aux ignorants et aux illettrés, — dans ce cas-là votre propagande sera impuissante, votre démonstration peu probante, ou bien, vous serez réduit à inventer des faits et des axiomes, autrement dit, — *mentir au peuple*.

Donc, disent toujours les doctrinaires, si votre propagande a été impuissante, alors que vous pouviez vous servir de toutes les ressources de la science que vous avez dédaignées, — croiriez-vous avoir bien agi? Votre conscience ne vous reprocherait-elle rien en face de ce peuple qui vous a fourni, pourtant, au prix de la sueur et du sang, tous les moyens nécessaires pour accomplir votre tâche? Est-ce que vous pourriez dire que vous avez racheté, tout de même, dans la mesure du possible, les anciens crimes héréditaires de vos ancêtres?

Non, vous n'auriez pas le courage de le dire. L'auriez-vous pour *mentir au peuple?* — Non plus certes...

Passons maintenant à la seconde phase de l'action révolutionnaire.

Supposons que la révolution éclatât et qu'elle

s'étendît le long du Volga, de l'Oka et du Dnieper. Le gouvernement fait tous ses efforts pour se sauver de la ruine, en faisant des concessions aux classes dirigeantes. Souvenez-vous qu'il a pour lui la tradition historique, la routine, l'administration, l'armée, un groupe considérable d'hommes intelligents, qui, pareils aux sangsues, se nourrissent du sang du peuple. La situation sera grave, la lutte terrible et sans grande chance de succès. Donc, dans la lutte future, chaque unité jouera un grand rôle.

Si vous n'apportez pas au peuple la science que vous avez pu acquérir, en quoi lui serez-vous utile? Que lui donnerez-vous? Un combattant de plus? Mais il y en a des millions sans vous. Une force physique? — Mais la vôtre n'atteindra jamais la moyenne de celle d'un paysan russe. Qu'apporterez-vous? L'énergie? — Mais vous n'en aurez jamais autant qu'il en faut à un paysan, *seulement pour sa lutte quotidienne*. Serait-ce l'intelligence? — Mais il est très intelligent, lui aussi. Et puisqu'il n'a besoin de rien de tout cela, vous n'auriez à lui donner que la *science*. Autrement, vous ne seriez qu'un parasite de la révolution, — la mouche du coche, enfin. Voilà avec quelle éloquence les doctrinaires réfutent leurs adversaires.

Dès que le rédacteur d'*En Avant* eut publié cette belle argumentation, d'une dialectique séduisante, ceux à qui elle s'adressait s'émurent. Ils lui envoyèrent la lettre suivante que nous avons fait traduire.

Monsieur,

Nous croyons devoir vous présenter quelques objections au sujet de vos idées sur la Science et la Révolution, en

vous disant dès le commencement que nous croyons comme vous que la science est une *force*, dont le peuple russe ne pourrait se passer. Nous vous répondons, non pas que nous soyons ennemis de la science, mais pour élucider la question pratique qui dérive de notre manière de voir.

On ne peut considérer quelque question sociale que ce soit, que du point de vue des revendications de la majorité ou du groupe directement intéressé à sa solution. Tout autre point de vue dérivant soit de la science ou d'une théorie, nous conduirait à de fausses conclusions, s'il ne se trouvait pas d'accord avec les données réelles. Cela nous conduit avant tout à la nécessité de bien définir pour quel public votre article est écrit. Est-ce pour des hommes faits, instruits, sachant bien le but qu'ils veulent atteindre et connaissant les moyens d'y arriver? Pour ces hommes-là votre article est inutile, parce que tout homme intelligent et pratique connaît bien ce qu'il faut avoir de connaissances utiles et de science *au minimum*, pour ne pas jouer le rôle d'un prophète dans le désert.

Bref, tous ceux qui n'ont besoin de la science que comme d'une arme ou comme d'un moyen, et non comme d'un élément indispensable aux fonctions de l'intelligence, toutes ces personnes, je le répète, n'ont que faire de lire vos écrits.

En revanche, vos idées auront une funeste influence sur les personnes qui auront besoin d'une culture intellectuelle et d'une certaine somme de connaissances avant de commencer à agir.

Si votre livre ne tombait qu'entre les mains des hommes de la première catégorie, nous n'aurions rien à dire, car il se pourrait qu'il pût leur être utile; mais, du moment que cela n'est pas possible, nous nous risquons à vous dire qu'il est nuisible.

Et voici pourquoi :

Vous dites : *la science est une force ;* pardieu, nous le disons aussi, et nous répétons avec vous, que c'est une grande force historique, voire même organique. Un peu

plus loin vous demandez : la science est-elle nécessaire à la cause de la révolution ?

Mais évidemment, plus on en a mieux cela vaut. En effet, il serait très heureux de posséder les connaissances d'un Bacon, l'esprit positif d'un Auguste Comte et l'admirable talent d'un Voltaire; avec cela on n'aurait plus rien à désirer. Malgré cela, vous me permettrez de vous poser une question à mon tour : la richesse est-elle une force ou non? Est-elle une arme puissante et un levier social? Mais oui, c'est une force historique, et réelle. Le peuple en a-t-il besoin? Assurément; et plus il sera riche, mieux cela vaudra. Et cependant vous ne conseillerez pas à tout le monde de s'enrichir d'après les procédés existants. Pourquoi? Ce n'est pas moins une *force* et le but constant des efforts humains.

Vous ne le conseillerez pas, parce que les procédés sont mauvais et nuisibles; parce que la richesse ne s'acquiert que par l'exploitation, et parce que, acquise de cette manière, elle sert de base à l'iniquité sociale et à l'inégalité parmi les hommes.

Il en est de même de la science et de la culture intellectuelle en général.

En effet, ne savez-vous pas à quel prix s'acquiert la science par les jeunes gens dans notre société? A commencer par les méthodes vicieuses et la discipline inepte, et en finissant par les règlements et les *professeurs fonctionnaires*, tout contribue à dénaturer et à estropier l'homme moralement. La grande majorité de ceux qui sortent des établissements de tous les degrés, se font admirablement à l'ordre de choses existant, puisque pendant les études ils ont tout vu et ont eu le temps de s'accoutumer à toutes les iniquités sociales.

Les méthodes routinières, les idées abstraites qui en sont la base, ne leur permettent plus de penser librement; ce sont des êtres banaux, immuables, dénués d'esprit pratique.

Vous tombez dans l'erreur que je m'attacherai à réfuter,

parce que vous dites, *simplement que la science est une force,* sans *ajouter* que c'est une *force monopolisée* dans les mains des classes dirigeantes. *Ce n'est que cela* qui est de *trop* pour que la science ait tous les effets bienfaisants que vous lui attribuez avec raison, même à l'égard de l'action révolutionnaire. Sans cela, c'est-à-dire monopolisée, elle serait *réellement accessible* à tout le monde. Dans la question qui nous occupe, le monopole a tous les vices des autres monopôles et privilèges. Il procure les jouissances à quelques-uns et opprime tout le reste.

Est-ce que vraiment vous croyez sérieusement que beaucoup de jeunes natures peuvent résister aux jouissances que donne le monopole de la science? Non, vous vous trompez. Vous ne voulez pas vous mettre à la place de ceux qui luttent dans la vie pour acquérir la science. Non, ce n'est pas toujours qu'elle sauve!

Vous savez certainement qu'il y en a beaucoup qui se disent, en voulant acquérir la science monopolisée enfin, que pour arriver au but tous les moyens sont bons. Convenez que ce principe jésuitique est pernicieux ponr les natures les mieux trempées.

Par conséquent, refusons-nous une fois pour toutes le plaisir d'accumuler des *connaissances*, de développer notre esprit critique, et les méthodes de la pensée, et tâchons de voir dans l'homme ce qu'il est, c'est-à-dire, un être pensant, dont les facultés, les aspirations et les besoins découlent du jeu des fonctions nerveuses. Il suit de là aussi, que nous *ne devons tenir compte que du milieu social avec tout ce que ce milieu a d'original et d'exceptionnel.* Considérons l'activité des hommes comme le résultat inévitable de l'éducation et des influences diverses qu'ils subissent jusqu'à un moment donné. Analysons donc les besoins et les aspirations des hommes et cherchons seulement à saisir quelle serait la combinaison d'idées, de moyens et d'expériences, la plus propre pour arriver au but désiré.

Je me résume ; la différence entre vos idées et les miennes porte sur le fond de la question. J'admets, comme vous voyez, *l'intuition du milieu*, qui détermine la *quantité* et la *qualité* des *connaissances à acquérir* ; ce sont *toujours des questions pratiques, réelles et, partant vitales.* Voilà pourquoi les questions de moralité sociale — comme elles se présentent dans la vie — de même que l'étude de l'histoire nationale, et celle des autres pays (en tant qu'elle se rapporte au développement des droits de l'homme et à la similitude des revendications du prolétariat), sont utiles à étudier. La littérature doit donner des réponses sérieuses à ces questions, mais sans pédanterie, sans doctrinarisme inutile, qui effraye la jeunesse par des lieux communs, en affirmant, par exemple, que toutes les branches des connaissances sont étroitement liées entre elles, etc.

Plus tard un homme capable le comprendra de lui-même, mais seulement s'il ne subit pas dès le début l'influence funeste de cette phraséologie ; il saura trouver plus tard ce qu'il lui faut, mais alors il sera déjà capable de s'orienter dans la masse des matériaux, ce qui est quelquefois difficile pour un homme mûr.

De grâce, ne vous effarouchez pas de la négation absolue de la science que vous rencontrez dans des écrits de nos frères de l'étranger ; le temps fera justice de ces illusions ; mais ne prônez pas *la science à tout prix*, afin de ne pas *fausser* le jugement de ceux qui vous *lisent* et de ne pas *ébranler l'énergie de ceux qui veulent agir*. Songez seulement que l'on vous écoute comme une autorité.

Je vous dirai, pour conclure, que l'influence nuisible de vos idées commence à se faire sentir, puisque la jeunesse se fractionne en partis, dont les chefs commencent à insinuer que la science sérieuse et approfondie est nécessaire pour un révolutionnaire. Déjà on démontre la nécessité d'obtenir des diplômes et de sacrifier après cela quatre ou cinq ans pour compléter les études.

Cela fait que nous aurons le bonheur de posséder à bref

délai, des propagandistes de trente à trente-cinq ans, qui écumeront en parlant de l'égalité sociale, après avoir joui pendant trente ans de toutes les inégalités possibles. Ce serait à ne plus avoir d'espoir dans la minorité *civilisée.*

Cette lettre piqua au vif le représentant des doctrinaires nihilistes. Sa réponse, — ferme et nette, — ne se fit pas attendre.

Je ne m'étais guère attendu à ce que ma lettre soulevât tant de critiques, parce que je n'ai parlé que d'un petit groupe de la jeunesse, dont j'ai voulu indiquer les erreurs. Après avoir parcouru mon article lorsqu'il a paru, je crus même avoir été imprudent en donnant une trop grande place à la dialectique de mes ennemis, qui ne discutent que par amour de l'art.

Combien de questions il y a sur lesquelles on discute pour arriver à une entente, ai-je pensé en moi-même. Mais il ne faut entretenir le public que des choses qui peuvent lui être utiles, c'est-à-dire des questions qui sont susceptibles de recevoir une solution pratique. C'est à ce point de vue que j'ai cru devoir parler *de l'utilité de la science.*

Mais je m'étais absolument trompé sur le mode de discussion de mes adversaires. De là j'ai conclu que la question de *l'utilité* de la *science*, peut encore servir de thème de rhétorique aux hommes avancés de la fin du dix-neuvième siècle.

Néanmoins, mes espérances se sont réalisées jusqu'à un certain point, car, par le fait, il y a peu de jeunes gens qui nient l'utilité de la science pour un révolutionnaire. En revanche, la question de savoir quelle corrélation existe *entre la science et la révolution*, que j'ai soulevée dans ma lettre, m'a valu bien des critiques.

Il est vrai que personne de mes contradicteurs ne con-

teste en principe *l'utilité* de la science, et même son utilité pratique, mais chacun d'eux soulève *sa question*, c'est-à-dire, celle qui était éclose dans le milieu ou dans le groupe auquel il appartient lui-même, tandis que moi, j'ai traité la question dans son ensemble, pour démontrer jusqu'à quel point sont intimes et étroits les liens qui unissent la science à la vie. Par conséquent, je répondrai à à tous mes contradicteurs, que je n'ai pas eu l'intention d'écrire un manuel du révolutionnaire ou un traité à l'usage d'un propagandiste, mais que j'ai voulu résoudre la question suivante : si un jeune homme ou une jeune femme se trouvent en situation d'acquérir des connaissances utiles pour étendre leur vue sociale et politique, doivent-ils le faire ou non dans l'intérêt même de la cause de la révolution ? Je n'ai donc pas parlé du peuple, mais de ceux qui, par leur situation, peuvent mettre la science à profit.

Comment, me disent ironiquement les uns, vous recommandez de lire des centaines de volumes. Est-ce que cela nous est toujours possible, lorsque nous sommes à la campagne ou dans une petite ville, obligés de gagner notre pain et de nous contenter de l'instruction que nous avons ? Et néanmoins, *la vie* nous a suffisamment formés et nous a donné assez d'énergie pour combattre dans les rangs du peuple et l'éclairer sur toutes les questions qui sont au niveau de sa culture. La vie pratique et la pleine connaissance du milieu où l'on vit, simplifient singulièrement les choses qui paraissent complexes de loin. Et c'est pour cela que vous nous jetez hors des rangs de l'armée révolutionnaire ? Nous sommes profondément convaincus que vous êtes dans l'erreur et que vous comprenez mal la corrélation intime entre le *savoir* et la *révolution*, car vous ne déterminez pas en généralisant *ce qu'il faut* savoir pour agir.

D'autres me disent : vous devez donner des éclaircissements sur la thèse que vous soutenez. Vous demandez beaucoup de choses inutiles et qui font perdre le temps. Les sceptiques me crient : mettez tout en branle pour dé-

terminer la jeunesse *à aller dans le peuple*. Que leur parlez-vous de science et de livres ? Il suffirait qu'ils aient appris quelque chose.....

Il y en a même qui affirment, à ce que j'ai entendu, qu'aucun *ami du peuple* (révolutionnaire) ne doit s'élever au-dessus du niveau intellectuel de l'*homme moyen*, appartenant à la classe des paysans, et cela au nom du *principe de l'égalité*. Je crois que mes correspondants ont raison de dire que ces illusions disparaîtront avec le temps.....

Quant aux sceptiques, je leur répondrai. Je ne crois absolument pas que, même dans la nation politique actuelle, la jeunesse ne puisse pas acquérir la science, et que son état moral ne lui commande pas de s'élever au-dessus *de l'homme moyen*. Elle n'est pas non plus paresseuse comme on le croit, bien que tout contribue à ce qu'elle le soit.

Je donnerai quelques explications à ceux qui trouvent que j'ai trop généralisé la question des rapports entre la science et la révolution. Je répondrai à cela, pour préciser ma pensée, que les études sérieuses de la Russie et de son état économique doivent former la base de toute éducation révolutionnaire. L'historien, le juriste, le médecin, le philologue, doivent tous connaître les questions économiques et les phases diverses dans lesquelles elles viennent d'entrer en Russie. C'est le terrain pratique, où les rapports entre le savoir et la révolution deviennent évidents. De plus, toutes les questions purement sociologiques, comme étant liées aux questions économiques, peuvent donner matière à la propagande. Mais pour exposer d'une manière populaire ces questions et faire toucher du doigt le mal, il faut les connaître à fond. Il est non moins évident que chaque propagandiste peut être éminemment utile dans sa spécialité, et plus il sera instruit, plus sa propagande sera à la portée de tout le monde et plus elle fera de progrès. Un juriste instruit peut démontrer, d'une manière beaucoup plus lucide et en même temps plus simple, les nombreux abus qui se

commettent; un bon médecin pratiquant peut démontrer, sans faire des cours, à quel point la misère et l'absence de toute hygiène sont funestes à la santé publique. Le troisième, luttant contre le principe despotique de toute religion qui commande l'obéissance absolue, prouvera combien ces principes contribuent à maintenir le peuple dans l'esclavage. Le quatrième soulèvera les masses populaires avec le souvenir des anciennes franchises municipales, avec les traditions des libres Cosaques du Don et du Volga, avec le souvenir du premier mouvement populaire du temps de Pougatscheff. Chaque propagandiste doit nécessairement étudier une série donnée de questions, et la manière dont elles sont posées dans la vie. Mais pas un d'eux ne doit poursuivre un but exclusif qui soi en désaccord avec l'activité des autres propagandistes, en troublant l'harmonie du programme général.

Telle est ma réponse à tous ceux qui veulent savoir pourquoi je préconise la science, et jusqu'à quel point il est facile d'allier le *savoir* à la *révolution*. Cette corrélation est urgente, et un homme d'action peut facilement trouver ce qu'il lui faut de science solide pour ne pas devenir un *homme de cabinet*, mais rester un homme d'action courageux et énergique.

Cette réponse topique ferma le débat.

Reste maintenant la question du service militaire obligatoire. Qu'en pensent les révolutionnaires slaves ? Les nihilistes russes, tout comme les démocrates-socialistes, ont une égale horreur des armées permanentes. Sous ce rapport, les deux partis révolutionnaires ont hérité des répugnances de nos républicains de 1848. Les deux fractions du nihilisme russe sont partisans du suffrage universel, et par conséquent de la souveraineté du peuple. — Tous les citoyens, selon eux, doivent avoir les mêmes

droits et les mêmes charges ; mais ils répudient le service militaire obligatoire. Ils nient que cette charge soit légitimement imposée.

D'où découle cette négation ?

Les nihilistes disent que l'idée d'obligation du service militaire vient des notions erronées de patrie, de nationalité, d'État et d'empire. Le principe de la fraternité des peuples ne comporte pas d'armées permanentes ; les guerres sont dues aux rois, aux czars et aux césars. Les nihilistes admettent que les luttes entre les peuples, ou plutôt *entre les communes et les fédérations autonomes*, existeront toujours, mais que ce seront des luttes économiques civilisatrices, à l'instar des *rivalités sociales* entre les phalanstères, dont rêve Fourrier dans sa *Théorie des quatre Mouvements.* Voilà ce qu'on lit à ce sujet dans le journal *En Avant :*

Que voyons-nous en Russie? ce que nous voyons partout en Europe. L'État moderne et centralisé déclare l'état de siège dans tous les pays de l'Europe ; les efforts du gouvernement et des classes dirigeantes ne tendent qu'à un but : c'est de se mettre hors de toute atteinte dans la citadelle armée de l'État. Le peuple doit être soldat pour s'habituer à l'obéissance passive de la discipline. On ne pense qu'à la formation de nombreuses armées, et la Prusse se trouve à la tête de ce mouvement. On veut armer tous les peuples. Dans l'ordre des choses établi, chaque État doit être prêt à la guerre avec la coalition d'autres États. D'une part, on doit être préparé à une guerre offensive pour permettre aux classes dirigeantes de s'arracher un morceau de territoire, prendre une contribution exorbitante afin d'écraser son adversaire et de monopoliser entre ses mains le commerce de son ennemi. Pour les

classes dirigeantes et pour les rois, la guerre est une diversion utile à leurs intérêts, puisqu'elle détourne les yeux de la masse des affaires intérieures. D'autre part, l'État doit être prêt à défendre ce qu'il vient de piller sur le voisin, lequel, à titre de revanche, finit par vouloir s'emparer de quelque chose de plus que ce qui lui fut pris. Or, plus le potentat a de troupes, plus il est à même de pouvoir satisfaire les appétits des classes dirigeantes, qui le soutiennent. Par conséquent, toutes les grandes puissances sont de grands brigands. Comme tout a sa raison d'être, la haine entre les pays est d'autant plus grande, que les classes dirigeantes sont plus rapaces, et l'État plus puissant. De là les intrigues de la diplomatie, les rivalités, les ruses pour anéantir la puissance rivale dont les classes dirigeantes et le monarque sont plus puissants. De là les annexions et les partages — ces immenses crimes, dont souffrent les faibles. En supposant qu'un petit État, comme la Suisse par exemple, pût devenir une grande puissance, ses prétentions seraient tout aussi exorbitantes que celles de l'Angleterre, de l'Autriche, ou même de l'*empire* de Russie, qui peut compter en première ligne parmi *les puissances rapaces*. En effet, la soi-disant histoire de cet empire n'est pas autre chose qu'une série de guerres entreprises dans un but de conquêtes territoriales, à commencer par les guerres entre les princes apanagés, et en terminant par les campagnes entreprises, dans ce dernier temps, au cœur de l'Asie centrale, soi-disant pour civiliser les barbares. Cet immense empire a été formé par le sang, a vécu par le sang et le fer, et se trouve réduit à vivoter en répandant force sang du peuple. Et il continuera de la sorte tant que l'*État* actuel existera, c'est-à-dire tant que cette immense aberration des peuples ne sera pas détruite par la révolution sociale.

Cet organisme difforme, qu'on appelle l'empire de Russie, ne reste agrégé que grâce au despotisme et à la violence. Pour qu'il ne tombe pas en morceaux, pour que

les innombrables nationalités qui le composent puissent exister côte à côte, pour que les chaînes ensanglantées, avec lesquelles la Pologne, la Finlande, la Crimée, le Caucase et Khiva sont attachés au char du czar Blanc ne soient pas rompues, — il faut que l'État et le gouvernement disposent de la force armée, de beaucoup de force, d'une nuée de légions, d'une forêt de baïonnettes et de montagnes de mitraille. . . . .

Je conclus, dit l'auteur véhément de cet article, dont la forme est outrée, le service militaire obligatoire, édicté par les lois de différents pays, n'a d'autre but que de permettre aux classes dirigeantes d'exploiter le peuple pour mieux l'asservir. . . . .

Cette réforme, en effet, porte un rude coup à la vie économique du peuple russe. C'est aussi une nouvelle et formidable entrave pour la liberté. Considérons-la d'abord au point de vue économique.

Certes, ce n'est pas nous seuls qui trouvons que le peuple russe est dans la plus profonde misère. La famine le constate aussi malgré les rapports mensongers de l'administration. La famine sévit comme une épidémie, et le peuple meurt en jonchant de ses os les champs et les steppes. Ce n'est pas nous seuls, qui sommes connus comme des diffamateurs du gouvernement, qui disons que lui seul est fautif. Les chiffres, dans leur sec langage, le prouvent suffisamment, malgré certains adoucissements que contiennent les deux récents rapports adressés à Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies. Eh bien, malgré cela, on les a trouvés trop francs, et on a ordonné de les enfermer à double tour dans les archives de la 2e et de la 3e section.

La nouvelle réforme (obligation du service militaire pour six ans) entraînera à sa suite de plus grands maux, de plus grandes misères. Ce n'est plus un secret pour personne ; le gouvernement et les classes dirigeantes le savent parfaitement, mais ils sont muets comme le cercueil ; c'est leur affaire, assurément. Le peuple, lui, ne

connaît pas encore l'étendue du mal, mais il le saura bientôt — alors ce sera notre affaire.

Après ces menaces, le rédacteur d'*En Avant* poursuit ainsi :

« Supprimer pour six ans la force productive d'un ouvrier ou d'un paysan lorsque les bras manquent, est une aberration de laquelle les hommes sensés ne sont pas capables. Faire subir aux jeunes gens six années d'abrutissement en les faisant manœuvrer avec un fusil, les enfermer dans des casernes, leur ôter toute volonté et toute indépendance et puis les rendre à leurs foyers en disant : nous les rendons au travail et à l'industrie. Quel grossier sophisme, si ce n'est une lâche ironie ! »

En parlant des effets du service militaire obligatoire sur la prospérité économique des peuples, le rédacteur d'*En avant*, dit que les pertes sont incalculables : car, si l'on peut évaluer approximativement le « *lucrum cessans* » d'après les données statistiques (perte d'hommes, dépenses d'argent pour la guerre, stagnation des affaires pendant ces périodes, etc.), il est impossible d'évaluer le « *damnum mergens* », c'est-à-dire la somme des richesses qui pourrait être produite par les bras qu'a ravis le service obligatoire à l'agriculture et à l'industrie . . . .

. . . .

Que devons-nous faire? conclut le farouche doctrinaire. On nous accuse de ne vouloir que des révoltes. Non. Nous n'avons pas besoin de verser inutilement le sang ; nous ne jouons pas à la révolution. Nous cherchons une issue en nous servant des moyens propres à atteindre le but. Quels seraient ces moyens à l'égard de cette réforme?

Nous devons organiser et armer sans retard non des bandes qui puissent périr dans des échauffourées, mais qui puissent soulever tout le peuple pour que la révolution éclate aux quatre coins de l'empire, pour qu'on aboutisse à une *liquidation* sociale définitive. . . . . . .

Il faut que la propagande puisse pénétrer dans l'armée, afin que les fils du peuple ne consentent pas à marcher contre lui. Nous voulons que les masses du peuple une fois soulevées ne s'arrêtent ni ne reculent devant l'ennemi, avant de vaincre ou de mourir.

Nous avons dit qu'il faut propager les idées révolutionnaires dans l'armée? En quoi doit consister cette propagande. — Nous devons nous attacher à prouver au soldat son asservissement et l'abaissement où il se trouve, en lui donnant des preuves à l'appui. Nous devons lui faire comprendre que la misère du peuple, qui le conduit à la dégénération, provient de l'ordre social actuel, et que cette situation désastreuse ne pourra que s'accroître dans l'avenir, et que la révolution — c'est le salut. . . . .

Nous devons lui faire comprendre que les intérêts du peuple d'où il sort, ne demandent pas qu'il verse son sang sur les champs de bataille ; que la guerre n'est profitable qu'aux tyrans et aux exploiteurs; que ceux qu'il tuera dans la mêlée seront des ouvriers ou des cultivateurs comme lui, violemment arrachés de leurs occupations pacifiques.

Nous devons leur démontrer que le gouvernement et les classes dirigeantes, ne se servent de lui que comme d'un instrument pour sauvegarder leurs intérêts, basés sur la spoliation et l'exploitation du peuple. . . . .

Il faut que notre propagande s'étende simultanément parmi les jeunes gens de chaque appel annuel, afin qu'ils entrent dans la caserne en ayant conscience de ce qui les attend et avec une haine *justifiée* pour les oppresseurs. Ce n'est qu'alors qu'ils seront de précieux collaborateurs. .

. . . .

Pouvons-nous, nous autres révolutionnaires-socialistes, prendre du service dans l'armée, c'est-à-dire contribuer par nous-mêmes à l'existence de l'armée; ou bien devons-nous persuader au peuple d'éviter le service militaire, comme beaucoup de nos frères le prétendent?

Or, comment est-ce qu'un homme du peuple peut éviter le service militaire? De deux manières que nous ne pouvons lui recommander: ou bien il doit s'estropier, c'est-à-dire se couper un membre, ou s'enfuir à l'étranger. Évidemment, quand même cet absurde conseil lui serait donné, il ne serait pas suivi, et pour fuir à l'étranger, ce n'est pas toujours possible. De plus, ce serait éclaircir les rangs des combattants, quand même l'émigration en masse eût été possible, ce qui n'est pas et ne peut pas être. Ce n'est pas de ces deux moyens que nous parlons, disent mes adversaires, bien que dans une certaine mesure, ils puissent servir. Nous voulons conseiller aux hommes du peuple, disent-ils, de fuir dans les forêts, dans les montagnes, dans les rochers, pour former des bandes, d'après un plan *sérieusement élaboré*. Certes, on peut recommander ce procédé, mais il n'est pas difficile de prévoir à quoi il aboutira. On ne nous écoutera pas, puisqu'il est indifférent au paysan ou à l'ouvrier de partir pour l'armée ou pour les bandes révolutionnaires organisées dans les montagnes, car, dans les deux cas, il quitte son foyer et son travail.

Or, en admettant qu'ils nous écoutent, quelle garantie avons-nous que ces soldats de la révolution ne mourront pas de faim ou de froid, ou bien, que ces volontaires ne dégénéreront pas en bandes de brigands avec des travaux forcés en perspective, dans tous les cas? . . . . . .

. . . .

De même que nous conseillons aux révolutionnaires d'entrer dans les fabriques pour propager nos idées, de même nous devons pénétrer dans les casernes pour y exercer notre influence. Mais en quelle qualité y entrerons-nous? Nous répondrons *sans hésiter*: en qualité de simple soldat, car pour avoir de l'influence il faut que le révolutionnaire vive avec le soldat. En effet, on n'aboutirait à rien en étant officier; car l'officier, par sa situation, est appelé à commander les soldats et non à être leur camarade. De plus, l'officier sortant presque toujours des

rangs de la minorité dirigeante, jouit d'une situation privilégiée.

Un révolutionnaire-socialiste qui se serait trouvé dans cette situation, n'aurait pu faire rien de bon sans éveiller l'attention des autorités dès le début. Quant au soldat, il aurait certes écouté les discours politiques de son supérieur, mais il n'y aurait ajouté aucune foi. Encore faut-il dire qu'il serait difficile à cet officier de devenir camarade de ses subordonnés, et de leur inspirer confiance.

Il nous semble que si on a lu attentivement les lignes qui précèdent, tous les commentaires dont nous pourrions les accompagner deviennent inutiles. Pour nous, ces pages sont le catéchisme même du nihiliste doctrinaire ou nihiliste militant. Dans les articles du journal *En avant* nous épelons à livre ouvert le plan mystérieux suivi de point en point par les conspirateurs. Comment se fait-il que le gouvernement russe ne soit pas renseigné au moins aussi bien que nous? Certes, ce ne sont pas les indications qui manquent. Mais veut-on une raison de cette anomalie? Il est à craindre qu'à l'heure actuelle le nihilisme ne soit en Russie plus puissant que le pouvoir lui-même. Le palais d'Hiver est évidemment plein de complices de la cause : que doit-ce être dans les rues, sur les places, dans les carrefours, dans les maisons et sur tout le territoire?

Mais continuons nos extraits : voici la lettre d'un communiste. Elle est extrêmement remarquable, écrite avec modération et bon sens :

J'indiquerai les points principaux sur lesquels nous ne sommes pas d'accord avec l'Internationale. Les grandes réformes ne se font que bien lentement dans la vie des peuples. On ne peut rien acclimater d'emblée, et sous ce

rapport nous autres communistes, nous sommes beaucoup plus avancés que les internationalistes. Néanmoins, le but que nous poursuivons est le même, car nous voulons : 1° l'abolition de tous les monopoles des classes privilégiées, et du parasitisme ; 2° l'établissement d'un ordre social juste et équitable, basé sur l'égalité réelle, excluant le monopole du capital pour l'avenir. Nous avons accompli la première partie de ce programme. Ce résultat est la plus grande gloire de la société internationale. Mais, je vous le demande, que faites-vous pour réaliser la deuxième partie ? Vous vous réunissez pour débattre les questions les plus importantes en prenant la résolution d'accomplir les plus belles réformes le lendemain de votre triomphe.

C'est là qu'on peut vous appeler *alchimistes* et *idéalistes*, mais on ne peut pas dire que vous fassiez une œuvre sérieuse. . . . .

Je répète que toutes les réformes doivent être élaborées patiemment dans la pratique et que, pour les réaliser, il faut avoir la double énergie de détruire et de construire. Autrement, les ouvriers de la révolution ne sauront que faire de leur victoire pour réaliser certaines idées réalisables dans un moment donné. C'est ce que nous avons vu en 1848 lorsque le prolétariat s'adressa, pour demander conseil, aux avocats, aux journalistes et à tant d'autres canailles appartenant à la bourgeoisie.

Il est évident qu'on ne peut exiger que chaque révolutionnaire ait toutes les connaissances nécessaires et toutes les aptitudes, mais on peut demander que, tout en restant propagandiste et en visant à détruire, il n'oublie pas le côté positif de son activité. Or, il faut remarquer que la civilisation actuelle facilite beaucoup la division du travail des révolutionnaires.

Pendant que les ouvriers européens succombent sous le joug des capitalistes et ne voient d'autre salut que dans les représailles sanglantes, les ouvriers américains envisagent leur situation d'un œil plus calme. Ils ont beaucoup de terres en friche qui peuvent nourrir des millions

d'hommes. Les capitalistes eux-mêmes ne forment pas une caste aussi fermée qu'en Europe, car ils sont persuadés qu'une révolution sociale serait leur condamnation à mort. Les capitalistes n'ont pas de traditions bourgeoises: ils exploitent et ils volent parce qu'ils peuvent exploiter et voler.

Ayant commencé par être ouvriers (je parle des indigènes) ils admettent souvent la possibilité des compromis. De là le calme relatif dans les relations d'ouvriers à patrons.

. . . .

Mais abordons la question du communisme. Aussi parfaite que soit la répartition des biens d'après les systèmes connus (Fourrier, Saint-Simon, Owen), il se trouvera toujours des hommes mal partagés, surtout grâce aux relations entretenues avec ceux qui possèdent. Ce fait est démontré par le peu de succès des phalanstères et par les progrès des sociétés coopératives. Autrefois on croyait que le communisme n'est que la réforme économique que l'on peut réaliser sans toucher à d'autres questions de la vie sociale. Aujourd'hui on a dû avouer que le communisme est la plus complète et la plus radicale des réformes de l'ancien monde, que c'est une revision critique de la constitution économique, politique et morale de l'humanité, fondée sur les sciences positives et sur la justice.

En face des difficultés que rencontre le communisme, il faut avoir d'autres moyens pour le réaliser, d'autant plus que les enthousiastes aveugles ont disparu. Les échecs précédents ont appris aux contemporains qu'il faut agir avec prudence et que le succès de toute cause dépend beaucoup de ceux qui la soutiennent. Or, toute réforme entreprise par des hommes convaincus et énergiques conduit au succès. Pour le moment tous les réformateurs sérieux sont d'avis que l'idée du communisme ne peut pas encore être appliquée aux masses, et qu'elle doit être propagée dans de petits groupes d'hommes capables de surmonter toutes les difficultés. Voilà pourquoi le choix des hommes se trouve maintenant au premier plan.

Le principal danger se rencontre dans les réformes morales.

En effet, les hommes qui veulent fonder une commune, ne doivent pas se guider par leurs habitudes, ou leurs sympathies personnelles, mais par la froide raison au nom du bonheur et de la prospérité de la communauté. Par conséquent, ils doivent avancer prudemment, lentement, ne pas s'ériger en apôtres, mais apprendre eux-mêmes; avoir l'œil sur les résultats de chaque réforme, et être toujours prêts à modifier ou à rejeter ce que la vie pratique a condamné.

Les échecs précédents et quelques heureuses tentatives du communisme ont démontré qu'il fallait commencer par un autre bout, c'est-à-dire commencer par la réforme *psychologique* de la nature humaine et par la réforme graduée des relations sociales.

Il est certain que le communisme n'existe pas encore à l'état de système complet, et ne peut pas être appliqué à la masse du peuple. Il n'y a que des théoriciens, et des théoriciens de la pire espèce, qui s'imaginent qu'il suffirait de renvèrser les despotes et massacrer les capitalistes pour bâcler l'affaire. Je ne partage pas ces idées, car je ne veux pas flatter le peuple. Au contraire, je vois clairement que les masses n'ont pas de tendances pour le communisme, puisque cet état social n'a pas encore démontré la possibilité de donner l'aisance à la majorité des humains. Aux yeux de ceux qui considèrent le communisme au point de vue du confort matériel, cet état social apparaît comme une prison, — dorée, il est vrai, — mais néanmoins une prison, dans laquelle la liberté individuelle et l'originalité des hommes disparaîtront pour faire place aux êtres appartenant au même niveau moral. Ce sera une ruche d'abeilles sans progrès possible.

Le communisme doit passer dans les mains des hommes qui ne se font point d'illusions sur les sociétés actuelles, afin de prouver au monde que cette théorie peut être appliquée aux masses dans la pratique.

Les communistes doivent former des groupes, mais il faut que ce groupement ait sa raison d'être. Les entreprises de ces groupes ne peuvent être menées à bonne fin que si leurs membres sont solidaires entre eux.

Par conséquent, je me prononce absolument contre les illusions de l'Internationale, qui croit pouvoir fonder un ordre de choses durable en provoquant le conflit entre le capital et le travail. Ce conflit est nécessaire pour le progrès de l'humanité; il est inévitable, mais il faut qu'à côté de la destruction et de la négation, des vues positives sur l'ordre social à venir se développent simultanément.

L'auteur de la lettre conclut ainsi : Puisqu'on ne peut pas appliquer actuellement le communisme aux masses, on doit former de petites communes, composées d'hommes convaincus et énergiques, où toute nouvelle réforme puisse être expérimentée. Il est évident que l'auteur subit l'influence de Cabet, dont il aura connu en Amérique la commune modèle.

En supplément à la *lettre du communiste*, nous donnons le curieux document que voici :

LA COMMUNE RUSSE.

AVANT-PROPOS.

Considérant que l'homme a non seulement des droits, mais des obligations envers ses semblables, et qu'en bonne justice nous devons nous prêter un appui mutuel;

Considérant que notre bonheur personnel et la prospérité sociale ne peuvent être atteints que par l'*unité* et l'harmonie de nos intérêts;

Considérant que notre but suprême peut être formulé par l'axiome suivant: chacun pour tous, tous pour chacun; à chacun selon ses aptitudes et selon ses besoins, conformément au principe de *Liberté*, *Égalité*, *Fraternité;*

Nous soussignés avons décidé de fonder la *Commune Progressive*, et nous nous obligeons de consacrer toutes

.os forces et tous nos moyens à la réalisation de la consti-
ution suivante :

CONSTITUTION

ART. Ier.

§ 1er. La Commune doit être considérée comme une 'amille ; tous ses membres doivent travailler en commun, en donnant leur propriété en usufruit à la Commune; .ous les membres vivent ensemble et ne forment qu'un nénage (Unitary home).

§ 2. Chaque membre de la Commune peut professer quelque opinion que ce soit; il jouit d'une liberté de parole complète, qui ne peut être limitée que par la Commune, lorsque les paroles ou les actes d'un des membres ui causent un préjudice ou portent atteinte à la liberté des autres.

§ 3. Tous les membres sont également responsables dans le cas d'une infraction à l'une des dispositions de cette Constitution; tous jouissent des mêmes droits; mais la Commune peut priver temporairement l'un de ses membres du droit de voter, par la décision unanime de ses membres.

ART. II.

§ 1er. Toutes les affaires concernant la prospérité de la Commune doivent être débattues par les assemblées des membres présents; ces réunions, selon la nature des questions, sont de trois catégories :

a) Réunions quotidiennes, pour fixer l'ordre du jour du lendemain.

b) Réunions hebdomadaires, pour décider des questions d'affaires et pour la discussion des projets économiques proposés par les membres.

c) Réunions hebdomadaires, pour le *criticisme* (?) (terme dont se servent les nihilistes des deux mappemondes) et

CHAPITRE III

LE NIHILISME MILITANT

Les principes soutenus par le nihilisme doctrinaire ont été suffisamment exposés dans le chapitre précédent. Lorsque Descartes écrivait son *Discours sur la Méthode*, quelle était sa prétention? Imprimer une nouvelle direction à l'esprit humain. Lorsque les rédacteurs de *En Avant* mettent au jour les élucubrations que nous avons eues à analyser ou à citer, quel est leur but? Imprimer au mouvement révolutionnaire en Russie une direction.

Ce but n'a été que trop visé et atteint : comme nous le verrons dans la seconde partie de ce livre, il y a eu des hommes, des femmes mariées, des mères de famille, des jeunes filles, presque des enfants, qui ont pris à la lettre les conseils du journal révolutionnaire. Mais auparavant, le nihilisme avait eu une autre phase à parcourir : de purement doctrinaire, il devait devenir militant; de la simple théorie, il allait passer à la pratique et à l'application.

Le journal *En Avant* donnait des conseils, exposait des aperçus : son esprit philosophique obser-

vait encore les allures d'une certaine prudence. Il allait être fatalement dépassé. La prédication politique et économique allait prendre un autre ton. Ce n'était plus de la médecine expectante que voulaient les nihilistes et les novateurs, mais de la médecine active et énergique.

Les niveleurs russes étaient las de lire des déclamations ou de s'amuser à des conversations stériles. L'un d'eux, dont le nom est resté inconnu, fonda *Terre et Liberté*.

Le titre indiquait la volonté formelle d'arriver à un changement dans la forme de la propriété agraire et à une complète émancipation des masses.

C'était un premier pas vers l'action.

D'abord irrégulier, avec des rédacteurs mystérieux, le journal *Terre et Liberté* se contenta de proclamations semées à tous les vents, de temps à autre, quand le parti jugeait l'heure opportune.

Ce journal n'existe plus : un nouveau journal lui a succédé (*La Volonté populaire*). Quelques numéros seulement ont paru, tous remplis d'invitations à la subversion totale. Depuis, ce journal semble s'être fondu avec d'autres feuilles.

Ces journaux, venant après la feuille de M. Lavroff, étaient plutôt des éclaireurs que des soldats inscrits au rang de bataille : ils allaient un peu comme les bachi-bouzouks, à l'aventure, à leurs risques et périls.

Le véritable concurrent d'*En Avant* fut le *Nabât* ou *Tocsin*.

Ce journal hebdomadaire, publié lui aussi à intervalles indéterminés, a paru à Genève.

Il est rédigé sous la direction d'un nommé Tkat-

chef, licencié ès sciences philologiques ; ce Tkatchef a collaboré pendant dix ans à Saint-Pétersbourg aux *Annales de la Patrie* et à l'*Action*.

Déjà suspect au pouvoir, il fut impliqué dans le procès de Netchaïef (1873) et partit pour l'étranger. Les nihilistes se souviennent du procès qu'il fit à M. Lavroff. Sachant que celui-ci avait hérité d'un legs considérable pour la propagande révolutionnaire, il n'hésita pas à revendiquer une part de la somme héritée ; mais un scandale était inutile avec un homme intègre, et le notaire (ou l'avoué) arrangea les choses : une conciliation intervint. Pendant trois ans M. Tkatchef a touché cent vingt mille francs, avec lesquels il a édité le *Tocsin*.

Le beau moment de ce journal a été de 1874 à 1875 : on le trouvait plus révolutionnaire, plus radical qu'*En Avant*, et comme il arrive en pareil cas, M. Lavroff fut accusé de modérantisme et momentanément délaissé.

Au reste, pour donner après ces détails un aperçu du mouvement nihiliste favorisé par des presses clandestines ou à ciel ouvert, rappelons qu'il y a trois mois a paru à Saint-Pétersbourg un nouveau journal nihiliste. Cette feuille a le grand format in-quarto et ne compte pas moins de vingt pages imprimées. Le titre est : *Narodnaya Volya*, revue révolutionnaire-socialiste. Première année. Numéro 1. « Premier octobre. » Les manchettes portent : « Prix d'un numéro à Saint-Pétersbourg, 25 kopecks, dans les provinces, 35 kopecks. On n'accepte pas d'abonnement. » — Au bas de la dernière page on lit : « Typographie libre de Saint-Pétersbourg, 4 octobre 1879. »

Le premier article annonce que la *Narodnaya Volya* (*Liberté nationale*) remplace le journal *Semlya y Volya* (*Terre et Liberté*), les circonstances exigeant un autre mode de propagande. Du reste, la *Narodnaya Volya* défendra les mêmes principes que le journal qu'il remplace.

La *Revue révolutionnaire-socialiste* publie plus loin l'avis suivant :

De la part du Comité exécutif. IX.

Le Comité exécutif fait savoir que Peter Ivanovitch Ratchkovsky, précédemment juge d'instruction à Pinega, actuellement attaché au ministère de la justice, collaborateur des journaux *Novosti* et l'*Hébreu russe*, est à la solde de la troisième section.

Signalement : haute taille, constitution vigoureuse ; cheveux et les yeux noirs ; teint blanc, légèrement rouge ; traits grossiers ; nez assez épais et long ; paraît avoir de 28 à 29 ans ; moustache épaisse et noire ; en ce moment, il a la barbe rasée.

Le Comité exécutif invite à se mettre en garde contre cet espion.

Le Comité exécutif.

20 août 1879.

A propos de l'exécution de Fedorof, de Gorski et de Biltchanski, hommes obscurs, accusés de conspiration, la *Narodnaya Volya* dit qu'on lui écrit de Kief :

Pendant que la charrette traversait la foule, les condamnés essayèrent d'adresser quelques paroles au peuple, notamment celles-ci : « Nous mourons, parce que nous avons trop aimé le peuple. » L'officier commandant l'escorte fit aussitôt battre le tambour, mais le bruit du tam-

bour ne put couvrir la voix des condamnés. Le soldat battit une fois, deux fois, puis il s'arrêta. Visiblement il se sentait mal à l'aise. L'officier s'en étant aperçu, le fit remplacer par un clairon. Mais cela n'eut pas plus d'effet. La même chose se reproduisit.

La *Narodnaya Volya* raconte encore l'anecdote suivante :

A Odessa, le professeur de gymnase Chestakovski, chez qui on avait trouvé un numéro de la *Semlya y Volya*, a été arrêté et devait être déporté. Le directeur Obrinski se rendit auprès du comte Todleben et le pria de suspendre l'exécution de cette mesure jusqu'après les examens. « Ainsi, vous aussi, vous êtes un complice des gens mal pensants, s'écria le général-gouverneur; dans vingt-quatre heures, vous partirez. »— « Permettez-moi, Excellence, observa humblement le directeur bouleversé, je connais Chestakovsky comme un professeur et un homme qui remplit fidèlement ses devoirs. » — Dans vingt-quatre heures vous aurez quitté votre domicile », répliqua le général et il montra la porte au directeur du gymnase.

Sur la vingtième page de la *Narodnaya Volya*, on lit l'annonce d'un journal ayant pour titre : *Tcherni Pérédel*. Cette nouvelle feuille déclare que les conditions faites par le gouvernement au parti révolutionnaire-socialiste sont plus dures qu'auparavant, et que de grandes divergences se sont produites dans les vues du parti révolutionnaire-socialiste. La *Tcherni Pérédel* défendra les idées socialistes de préférence aux idées politiques « qui détournent le parti de la seule voie possible pour lui. »

Tout à la fin de la dernière page, la Revue accuse réception de 600 roubles pour le Comité exécutif et de 200 roubles pour la *Narodnaya Volya* elle-même.

Cette courte énumération peut contribuer à donner une idée de la presse nihiliste, de ses allures, de ses caprices, de sa forme, et aussi des ressources à l'aide desquelles elle fonctionne. La police a souvent été déroutée dans ses recherches, quand elle s'est avisée de vouloir découvrir les imprimeurs de ces journaux ou de ces pamphlets, que le czar trouve sur sa table de travail et jusque dans les poches de ses habits, ou à table, sous sa serviette. Néanmoins elle a dernièrement deviné la retraite des rédacteurs de la *Tcherni Pérédel*, dans la rue Sapernaïa, au deuxième étage d'une maison et sur la cour, — au sein d'une famille bourgeoise que rien n'eût pu faire soupçonner. Quand la police arriva vers trois heures du matin, ce fut une scène terrible : on échangea des coups de feu dans la bibliothèque même de l'appartement, où réunis et tranquilles, les membres de cette famille nihiliste faisaient fonctionner la presse en commun. Deux femmes et deux hommes furent arrêtés et, après une lutte à coups de revolver, menés en prison. La police faisait là une capture précieuse pour elle à bien des égards; outre qu'elle était mise sur la voie du mode de procéder qu'ont adopté les nihilistes, elle recueillait une foule de manuscrits, et, d'après l'écriture, constituait des actes d'accusation, plus ou moins certains, mais auxquels elle attribuait toute certitude.

Où se publient les pamphlets nihilistes? Partout et nulle part. Souvent c'est un individu isolé qui pé-

niblement assemble lui-même les lettres de sa composition; plus souvent encore c'est un lithographe qui exerce ainsi son talent. Quoi qu'il en soit les copies sont nombreuses, expédiées partout et *franco*, ce qui donne l'idée d'une révolution où le bien d'autrui sera respecté. Le papier est laid, les types d'imprimerie affreux : Marat ne publiait pas plus vilainement le *Père Duchêne.*

Nous avons sous les yeux un pamphlet signé *Pierre Alyssoff.* C'est un petit in-octavo de 20 pages qui porte au bas de la première page cette mention : *le droit de reproduction* et de traduction n'est pas interdit. Le titre est séduisant : *S. M.* Alexandre II le *libérateur*. Mais quelles injures ! que de calomnies gratuites ! quelles sinistres épithètes ! Ajoutons que le style de M. Pierre Alyssoff laisse à désirer : il n'est pas fort clair, il est très déclamatoire ; les arguments ne sont pas non plus d'une solidité extrême. Nous en donnerons cependant des extraits, mais à titre de curiosité seulement, et sans y attacher une autre importance que celle que méritent de pareils libelles. Au reste, nous en avons vu bien d'autres, depuis la Fronde et Mazarin jusqu'à nos jours : mais c'est une justice à nous rendre, l'injure française est plus attique et tout aussi corrosive[1].

M. Pierre Alyssoff, après avoir reproché à Alexandre II sa faiblesse de caractère, cause de grands maux, fait une revue des actes qu'il reproche au pouvoir. Le lecteur peut, en débarrassant mentalement ce factum de tout ce qui le déshonore, ne voir

1. Nous apprenons que le pamphlet de M. Alyssoff a été déféré aux tribunaux italiens; l'auteur a été condamné par défaut à trois mois de prison et 1,000 francs d'amende.

que le côté historique : c'est le plus important. Mais laissons la parole à l'auteur.

1861. — LE MASSACRE A BEZDNO.

Peu après l'émancipation, quelques paysans comprirent enfin qu'on leur avait accordé la précieuse liberté d'aller mourir de faim et de froid dans des terrains arides et crétacés qu'ils avaient payé fort cher. Ils commencèrent à murmurer, là surtout où le sable et la craie se montrèrent fort indigestes. C'est à ces moments que surgissent parfois des hommes vraiment grands, qui, au mépris de leur vie, concentrent en eux toutes les aspirations et les désirs du peuple. Héros inspirés, ils ressemblent à ces perles précieuses, rejetées par l'écume des vagues au fort de la tempête.

Dans le gouvernement de Kazan, village de Bezdno, un paysan, Antoine Pétrof, prétendit que le manifeste officiel était faux. Il disait que la terre appartient de droit au paysan, et que certainement le terme des lourds impôts et de l'esclavage n'était pas loin. A peine eut-on connaissance de la chose à Kazan, que les autorités déchaînèrent sur le pauvre village un assassin — le comte Apraxine, à la tête d'une compagnie de soldats du régiment de Dniéper Apraxine était de ces gens qui, par apaisement, entendent extermination, et dont l'éloquence et la justice gisent dans les baïonnettes et les balles. Lorsqu'Apraxine parut, il ordonna au peuple rassemblé qu'on lui amenât Antoine Pétrof. Les paysans refusèrent de livrer leur défenseur; ils disaient : c'est un homme bon et tranquille qui défend la vérité. Alors Apraxine commanda de faire feu sur le peuple. Une heure après tout était fini. Les villageois, mutilés, se traînaient sur la place en poussant des gémissements de douleur. Au plus fort du massacre, Pétrof, croyant par là arrêter l'ardeur des assaillants, se rendit volontairement à son bourreau; ce trait d'héroïsme ne servit de rien. 120 hommes furent tués sur place, 72 mou

rurent, faute de médecin, dans des souffrances causées par leurs blessures; plusieurs fugitifs se noyèrent dans les étangs couverts de glace. Le médecin arriva trois jours après, mais il ne put rien faire; les instruments de chirurgie ayant éprouvé du retard, n'arrivèrent qu'au bout de quinze jours.

Le tribunal militaire condamna Antoine Pétrof à être fusillé, pour avoir porté sur Alexandre II un jugement trop élevé et l'avoir cru capable de publier un manifeste semblable. Antoine Pétrof avait soif de liberté! Douze balles furent si mal dirigées qu'elles ne purent tuer un homme déjà épuisé et faible de nature; enfin une dernière à bout portant termina ses souffrances.

Alexandre éprouva une grande satisfaction à la nouvelle de cette boucherie; il s'en lécha les babines, que voulez-vous? l'appétit vient en mangeant.

Quelques mois plus tard dans le gouvernement de Penza, Dreniakine, pour apaiser des troubles qui ne s'étaient pas manifestés, mais qu'il avait tout intérêt à supposer, tua 9 hommes, en blessa 28, en fit passer 30 par les baguettes et en déporta 22.

En 1875, dans le gouvernement de Kiew, district de Tchiguirine, 200 familles, après avoir été fouettées, furent chargées de chaînes et emmenées en Sibérie. Tout leur crime était d'avoir refusé de prendre des lots de magnifiques plaines sablées qu'on leur cédait à des prix fabuleux, et que, malgré l'instance des baïonnettes, ils refusaient de reconnaître fertiles.

On le voit, c'était sérieusement qu'Alexandre avait dit un jour à la noblesse moscovite : « Quant aux réformes, j'aime mieux qu'elles viennent d'en haut que d'en bas. » Il avait raison; il lui arrive parfois de raisonner juste — l'instinct de la conservation est si puissant. — Le czar et son gouvernement aiment mieux rester maîtres des baïonnettes et des balles que de devenir victimes des haches et des couteaux. Que peut-on y faire? les intérêts des deux partis sont si opposés.

1861. — ARRESTATION ET MASSACRE DES ÉTUDIANTS.

A l'Université de Saint-Pétersbourg, les étudiants protestèrent contre de nouvelles lois universitaires humiliantes pour eux; l'Université fut fermée, une centaine de jeunes gens jetés dans la forteresse de Saint-Paul, deux cents dans la prison de Cronstadt. Les étudiants de Moscou, indignés et ayant d'ailleurs les mêmes griefs, envoyèrent des députés au recteur pour le prier de présenter une supplique au czar; le recteur s'y refusa. Ils entrèrent alors de force dans la salle d'audience et réitérèrent leur demande. Les arrestations eurent lieu la nuit suivante. Lorsque les étudiants l'apprirent le lendemain matin, ils résolurent d'aller porter immédiatement plainte au général-gouverneur.

200 d'entre eux descendirent la rue Tverskaïa, mais à peine furent-ils arrivés sur la place, en face la maison du gouverneur, qu'il se passa quelque chose d'inattendu: des gendarmes à cheval, cachés en embuscade, se ruèrent sur les étudiants, les frappant à la tête, au visage, les traînant sur le pavé. Un étudiant fut étranglé avec une écharpe; un autre reçut un coup de sabre sur la tête, tomba sans connaissance et fut écrasé par les chevaux. Pendant que la chasse suivait son cours, les prisonniers furent poussés dans la grande cour de police de l'arrondissement de Tver, où, malgré le froid, on les dépouilla de leurs manteaux. Ils restèrent ainsi, affamés et grelottant de froid, depuis onze heures du matin jusqu'à une heure de la nuit. Dans cette cour se passèrent des scènes d'une telle férocité qu'on refuserait d'y croire, si les documents n'étaient pas là pour les constater. Un gendarme frappa un pauvre jeune homme faible et malade au visage, lui brisa les verres de ses lunettes dont les éclats lui entrèrent dans les yeux. On en assomma un autre à coups de sabre et on l'abandonna sur le pavé; il était presque mort quand on le transporta à la clinique, où il expira bientôt en compagnie de huit autres jeunes gens massacrés comme lui.

Le monarque réformateur ne trouva pas encore les mesures assez énergiques; il fallait plus d'essor à sa philanthropie magnanime.

Ce fut par dizaines que les malheureux étudiants furent exilés dans les gouvernements éloignés, chassés de l'Université ou destinés à divertir la tendre gendarmerie et l'honnête police. Un observateur attentif pouvait déjà pressentir que de ces tendres fleurs de la mansuétude impériale naîtraient un jour de beaux fruits écarlates, tels que le massacre de 1876, à Pétersbourg, sur la place de la Cathédrale de Kazan.

En 1863, à Kazan, pour avoir propagé des appels au peuple et un manifeste supposé, furent tyrannisés dans la prison, puis fusillés sur la place du faubourg Podlougna: Jvanitsky, Miotchek, Stankovitch et un Français du nom de Kinevitch. Quelques mois plus tard, ce fut le tour de Tcherniak, qu'on avait saisi en Pologne; pour la même affaire, Alecknovetz, Maevsky, Goszevitch et Jean Orlof furent condamnés à quinze ans de travaux forcés.

Le lieutenant Michaïlof, après deux ans de dure prison, fut condamné à la peine de dix ans. Elpidine, Boulgarof et autres, à quatre ans, etc... En 1865, fut condamné à perpétuité Serno Solovievitch, à cause de ses relations avec les exilés de Londres et pour l'hospitalité accordée à Kelsief [1], lors de son arrivée secrète à Saint-Pétersbourg. En route, Solovievitch tomba malade, mais n'en continua pas moins le voyage, tombant d'épuisement. Un jour qu'il gisait sans force sur le chemin, un troïka lui traversa le corps; on le transporta à l'hôpital d'Irkoutsk, où il ne tarda pas à expirer, le bienheureux!...

En 1866, le soldat Nevedomsky fut condamné à la peine de sept ans de travaux forcés, pour avoir prononcé des paroles injurieuses contre notre généreux monarque.

En 1866, Mossolof, Shatilof, Lebiadinsky furent envoyés en Sibérie pour avoir publié des appels au peuple.

1. Émigrant.

En 1866, Karakozof manqua l'empereur. Cette affaire fut cause que plus de cinq mille personnes furent obligées de passer en jugement. La police et les gendarmes, comme des anges exterminateurs, répandaient la terreur dans toutes les villes; ils s'introduisaient la nuit dans les maisons des personnes suspectes, brisaient les parquets, déchiraient les tentures et bouleversaient les meubles. Dans leur enthousiasme spiritiste ils frappaient les plafonds, sondaient les murs et examinaient les jeunes gens des deux sexes avec un talent dont les meilleurs médecins eussent été jaloux, poussant l'inspection du rectum jusqu'aux dernières limites de la perfection. Après leur départ, l'intérieur des maisons présentait l'aspect d'un village, dévasté par les Bashi-bouzouks. Les forteresses, les salles de police et les prisons des villes principales et des provinces regorgeaient de victimes. Mouravief, enragé, ivre encore du sang polonais, fut établi président du carnage. Les accusés étaient accablés de coups et d'humiliations. On les tyrannisait en les faisant languir de faim dans des fosses et des caveaux infects, où ils servaient de pâture à des milliards de punaises, de puces et de poux. On cherchait à les embarrasser par des questions captieuses, recherchant la trame fantastique d'un complot imaginaire, qu'on faisait volontiers remonter à la révolte de Pougatcheff (1774). Les malheureux, exaspérés, poussés à bout, se voyaient encore menacés de la corde ou d'un exil à vie. Parmi les acquittés, il y en eut des centaines qui retournèrent dans leur foyer, accablés de maux incurables, des centaines qui en furent quittes pour un commencement de folie ou d'idiotisme. Et quelle sombre existence de souffrances et d'angoisses pesa sur les pères et mères, les sœurs et les frères des prisonniers. La plus grande partie de tous ces malheurs resteront à jamais ignorés; celui-là seul qui a souffert et réfléchi peut s'en faire une idée précise. Des larmes de malédiction ont été refoulées; elles se sont concentrées dans le cœur, mais dans la nature, rien ne se perd... Ishoutine fut condamné aux travaux forcés

à perpétuité. Ermolof, Straodène, Jourassof, à vingt ans de peine; Nicolaef, à dix ans; Zaguibalof, Motkof, à six ans. A l'exil en Sibérie à vie : Kondiakof, Malinise, Linkine, Alexandre Jvanof, Fédocéef, Marks, Maevsky, Shestakovitch, Langaouzène et autres...

Quant à Karakozof qui, bien avant l'attentat, était déjà atteint d'une maladie incurable, on lui infligea la torture; on frappait, on assommait de verges un mourant; il était chargé de fers, on lui crachait au visage, et lorsque, vaincu par la douleur, il refusait de manger pour en finir plus vite, on le nourrissait à l'aide de lavements; on lui maintenait la vie d'une manière artificielle, afin de prolonger son agonie et dans l'espoir de lui faire faire quelque nouvelle révélation. Mais l'homme au cœur d'acier resta inébranlable; il ne se trahit pas même dans son délire où le plongeaient les tortures. Ses réponses étaient laconiques et imprégnées de haine et de mépris. Le martyr moribond ne céda pas une fois, ne plia pas une seule seconde devant ses bourreaux maudits. Il ne lui restait plus qu'un souffle, — on le condamna à être pendu. Alexandre II signa cet acte et peut-être — ô sanglante ironie — peut-être l'arrosa-t-il de ses larmes. Le cadavre, ou plutôt ce qui restait d'informe et d'horrible, fut exposé sur la place pour servir de leçon aux fous à venir.

1871. — L'AFFAIRE NETCHAEF.

Soupçonné de vouloir provoquer des troubles qui pourraient se manifester plus tard, des milliers de personnes furent encore appelées en jugement. On eut de nouveau recours aux arrestations préventives, aux coups, au froid, à la faim, à l'infection des caveaux. L'emprisonnement préventif engendra des maladies de poitrine, des maladies nerveuses et des cas d'idiotie. Des condamnations monstrueuses fondirent sur les principaux coupables : Ouspensky, Prijof, Kouznetsof; — vingt ans de travaux forcés, vingt ans de prison, exportation en Sibérie à vie. Quant à

tous ceux qui furent disséminés dans les solitudes glacées de notre spacieuse patrie, on ignore entièrement ce qu'ils sont devenus.

En 1872, on s'empara de Netchaef qui était en Suisse, on le croyait capable de suivre les traces de Karakozof, avec cette différence que la main de Netchaef semblait avoir plus d'assurance. Il n'en fallut pas davantage pour qu'il fût traqué comme une bête féroce et sa tête mise à prix et à prix très élevé. En un mot : intrigues, corruption, bassesses, rien ne fut oublié, et l'ennemi fut acheté. On exerça sur lui la même tyrannie que sur Karakozof; on le fouetta, on le frappa au visage; on le tyrannisa nuit et jour, et enfin on lui lut sur la place publique sa sentence, comme s'il se fût agi d'un vil assassin. L'a-t-on empoisonné, mutilé, exécuté, personne ne le sait. Nous n'avons pas de lois juridiques pour nos condamnés politiques; nous n'avons que des lois physiques. Plus le coupable a d'énergie, plus la peine est terrible.

Les dimensions forcément restreintes d'une brochure, m'obligent à supprimer les détails navrants. Je me résumerai donc, mais que le lecteur n'oublie pas que le moindre procès entraîne après lui une invasion de gendarmes et de policiers, que les mauvais traitements, les violences, les maladies de corps et d'esprit sont le partage de la plupart des accusés, que chaque accusation est arrosée de larmes par les pères, les mères, les épouses, que larmes de sang, angoisses, férocité et pouvoir arbitraire sont le bilan de chacun de mes chiffres.

1874. — L'AFFAIRE DOLGOUCHINE AU SUJET DE LA PROPAGANDE PARMI LE PEUPLE.

Après deux ans de prison, sont condamnés aux travaux forcés : Dolgouchine, Dmochkovsky, Panine, Plotnikof, Malinovsky.

Panine et Dolgouchine respirent encore; les autres ont été asphyxiés par l'air méphitique des caveaux.

Le 16 mai 1876 a lieu le procès pour la propagation des livres défendus. Le paysan Alexis Ossipof est condamné à neuf ans de travaux forcés.

Le 23 septembre 1876, une jeune fille, Alexandra Boutovskaïa, est condamnée à quatre ans de travaux forcés, accusée, sans preuve, d'avoir fait circuler des livres défendus.

Le 6 *décembre* 1876.

DÉMONSTRATION SUR LA PLACE DE KAZAN A LA SORTIE DE LA CATHÉDRALE.

Ce jour-là sont à moitié assommées à coups de sabre, par la police et les gendarmes, une trentaine de personnes complètement innocentes et qui avaient assisté au prône. En les poussant dans la prison, on les frappait dans le dos, dans la poitrine, sur la tête. Les jeunes filles n'étaient pas moins maltraitées que les hommes. Parmi ceux qui furent tués ou mutilés, on retrouva une femme enceinte. Plusieurs furent condamnés à vingt ans de peine. (Les détails peuvent se retrouver dans n'importe quel journal russe.)

En mars 1877 a lieu le procès des Cinquante; dans ce nombre figurent quinze jeunes personnes de quinze à vingt-cinq ans. Il y eut trois condamnations à dix ans de travaux forcés; six à neuf ans (deux jeunes filles), une à cinq ans. Les autres furent envoyés dans des maisons de force, des prisons d'État et dans les provinces éloignées.

En octobre 1877 éclata le *procès des cent-quatre-vingt-douze*, que les journaux français et suisses qualifièrent de « Procès politique monstre. » Plus de deux mille malheureux ont langui pendant longtemps dans les prisons en attendant leur condamnation ou leur délivrance. Le bruit a couru que plusieurs étaient devenus fous, que plusieurs, faute de couteaux, s'étaient suicidés avec des éclats de verre, que deux s'étaient pendus. Au jour du jugement, quelques accusés furent amenés dans des fauteuils devant le tribunal; leurs membres atrophiés pendaient inertes;

épuisés, presque éteints, ils laissèrent sur le public une pénible impression.

Cependant ce procès se termina, à la surprise générale, d'une manière moins féroce que les autres. Pendant la guerre avec les Turcs en Bulgarie, l'empereur avait entendu parler tous les jours de la conduite héroïque, dans les hôpitaux, des jeunes filles russes soupçonnées de nihilisme, et, ce qui est douteux, il éprouva comme un remords.

Quelques personnes seulement furent condamnées aux travaux forcés; toutes les autres, malgré leur acquittement, sont encore tyrannisées dans les prisons centrales.

Ce procès des 192 est suivi d'une crise. Les brigands enragés, qui couraient les yeux bandés, l'arme à la main, massacrant tous ceux qu'ils rencontraient, en sont enfin arrivés à se heurter contre la lame acérée de leurs propres couteaux. La jeunesse, arrêtée injustement et massacrée par milliers, commença à avoir recours aux poignards et aux revolvers: le désespoir s'était emparé des malheureux. Un livre défendu, trouvé chez l'accusé, le condamnait à trois ans de prison avant son jugement, puis à une mort affreuse dans les landes désertes et glacées. Non seulement témoigner de l'intérêt aux révolutionnaires, mais en avoir un parmi ses connaissances, suffisait pour être condamné à mourir en prison. Ainsi le poignard est devenu le seul défenseur logique de la sécurité.

Depuis février 1878 à octobre 1879 se sont passés des événements qui ont abasourdi l'Europe comme un coup de foudre et qui ont imprimé sur le front du Gouvernement-Sauveur la marque ineffaçable du forçat; ils se sont couverts de honte et de sang, qu'aucune victime propitiatoire ne pourra jamais effacer; ce sont ces taches de sang innocent que lady Macbeth, en proie à son affreux cauchemar, essayait en vain de faire disparaître de ses mains en s'arrachant la peau et en s'écriant avec effroi: « Des océans d'eau claire ne sauraient les laver; les flots en rougiraient !... »

Le premier coup de revolver qui retentit en Russie fit oublier à l'Europe, pour quelques jours, la question d'Orient avec tous ses empereurs, ses diplomates et toute sa vie politique.

Une faible jeune fille, tyrannisée depuis longtemps dans les prisons, avait entendu parler des honteuses tortures endurées par le prisonnier politique Bogolioubof. Surprise de voir la grande indifférence non seulement de la police, mais aussi de la société, elle résolut de se sacrifier pour montrer que la Russie n'est pas encore un gouffre vivant et pour prouver qu'on ne tyrannise pas impunément des malheureux sans défense. En France, la presse radicale a su apprécier l'acte d'abnégation admirable et unique dans l'histoire.

En dépit de leur grand âge et de leur conservatisme, les jurés en furent émus; ils acquittèrent Véra Zassoulitch. De vieux généraux, des sénateurs, des ministres, pris d'un mouvement d'enthousiasme, applaudirent à son acquittement. Le président du tribunal n'avait pas interrompu une seule fois l'avocat qui, dans son discours impitoyable, avait divulgué toutes les horreurs fabuleuses de la 3e section.

Mais notre monarque se mit fort en colère; il courut embrasser Trépof, le fit monter en grade et entrer au conseil d'État. Était-il possible de témoigner un plus insolent mépris à la société libérale?...

En plein jour, dans une rue très populeuse, fut tué Mezentsof, chef de gendarmes, l'ami intime du czar.

Du temps où il était encore aide du chef des gendarmes, il avait été mêlé à cette fameuse affaire Miasnikof, à propos d'un testament et de lettres de change fausses. Profitant de son irresponsabilité, il avait assassiné tous les témoins qui auraient pu le compromettre dans cette affaire. Partout ailleurs cet infâme brigand eût été condamné aux galères à perpétuité; chez nous, il fut promu au grade de chef des gendarmes. Ce soldat féroce et ignare, criminel par métier, a fait mourir dans les prisons des milliers de

jeunes gens; il ordonnait tous les jours des sévices et des mauvais traitements, les faisait mourir de faim, enchaînait les malades, prétendant n'agir que selon l'ordre formel du czar.

Krapotkine, général-gouverneur de Kharkof, misérable valet, est tué à une gaie sortie d'un bal. Pendant sa courte mais néfaste satrapie, 200 détenus politiques étaient morts subitement dans les prisons. Il tyrannisait les jeunes gens avec la cruauté et l'ardeur fanatique d'un inquisiteur d'Espagne. L'énumération de ses crimes inouïs a été publiée par la presse secrète et affichée dans toutes les rues de Kharkof.

Un colonel de gendarmerie est tué pour avoir fait mourir de faim dans les prisons les condamnés politiques, et pour s'être lâchement joué de leurs interminables souffrances.

Le procureur Kotlarevsky, chien enragé lâché par l'administration sur les prisonniers politiques, n'a été que blessé. C'est pour de l'argent et des grades qu'il requérait, l'écume à la bouche, des condamnations de travaux forcés à perpétuité.

Quatre espions ont été tués dans quatre villes différentes.

On a attenté à la vie de Drenteln, chef des gendarmes.

A Odessa, plusieurs jeunes gens et jeunes filles se sont défendus avec des poignards et des revolvers, pendant plusieurs heures, contre des centaines de gendarmes qui étaient venus attaquer leurs maisons dans la nuit.

A Kiew, plusieurs jeunes gens et jeunes filles, armés de poignards et de revolvers, se sont défendus contre une troupe de gendarmes, venus la nuit dans leurs familles pour y faire des perquisitions.

A Kharkof, au passage du condamné politique Phomine, plusieurs personnes armées, firent une tentative pour le délivrer.

A Moscou, au passage des condamnés politiques, les étudiants, venus pour le saluer, furent massacrés par des bouchers qui étaient payés par la police.

A la lecture de la sentence à mort de Kovalsky, une

foule de jeunes gens armés, firent une tentative pour le délivrer.

Plusieurs typographies secrètes ont été saisies, et enfin :

Le 2 avril dernier, Solovief manqua l'empereur. Le gros poltron, affolé par la peur, oubliant la cotte de mailles qui le rendait invulnérable, faisait des sauts fantastiques, dignes d'un jongleur de foire et non d'un César. Puis, avec la vitesse d'au moins dix kilomètres à l'heure, il traversa la grande place du Palais et alla le soir s'aplatir sur les marches du palais de son ministre Gortschakof. Le lâche et vindicatif tyran fit retomber toute sa peur et sa honte sur Solovief. Les journaux anglais et français ont parlé des tortures qu'on lui avait appliquées à l'aide de l'électricité dans une chambre matelassée pour le rendre impossible au suicide.

A partir de ce moment-là commencent les nuits de Valpurgis, de l'absolutisme ; d'épaisses ténèbres enveloppent la Russie de toutes parts. Les gardes à cheval, les portiers, les gendarmes, les espions, les gibets, se profilent vaguement dans ce sombre chaos.

La moitié du budget est consacrée à payer une foule de brigands et d'espions, répandus partout. Le pays, réduit à la plus profonde misère, donne ses derniers sous pour l'entretien de nombreux bourreaux, qui forcent les habitations la nuit et arrêtent des milliers de personnes, dont la plupart meurent de faim, de froid, de maladies et de tortures morales et physiques. La moitié de la population est revêtue de deuil. En deux mois vingt mille personnes ont été exilées. En trois mois dix condamnés politiques ont été pendus. Le supplice portait un caractère lugubre ; une seule corde servait pour trois hommes. Les monstres ! ils voulaient que le plus coupable des trois attendît la mort pendant une heure, qu'il assistât aux dernières convulsions de son camarade et ami, qu'il vît pendre sa langue noire et enflée et son visage bleui, défiguré par la souffrance. L'empire, qui sacrifie plus d'un million pour l'en-

tretien des waterclosets de l'empereur, économise un bout de corde, une poutre.

Sept cents personnes, parmi les plus dangereuses, furent exportées à Sahaline, île sinistre et sauvage où pourraient mourir de froid non pas sept cents mais soixante-dix mille personnes. Le commandant du bateau faisait des rapports sentimentals qui se publiaient avec une naïveté surprenante par notre presse méprisable et corrompue. Au dire du commandant, la vie des prisonniers à bord, offrait le tableau d'une véritable idylle pastorale; ils jouissaient d'un confort qui n'aurait pas été accordé aux passagers de première classe des « Messageries nationales. » On leur offrait des douches d'eau froide pendant les chaleurs ; on les régalait de rosbifs saignants, de vin, d'eau-de-vie; le soir ils s'adonnaient à la danse ; la nuit, ils dormaient sur le pont et plusieurs fois dans la journée récitaient des prières en compagnie du pope, demandant à Dieu de maintenir la précieuse santé du bienfaisant Monarque et versant des larmes de repentance toutes les fois que le prêtre leur dépeignait, dans de vives couleurs, les souffrances morales du souverain, en lutte avec le nihilisme. A chaque escale, les prisonniers se rendaient au café chantant, à tour de rôle et s'extasiaient du chant des artistes.

Mais l'astucieuse et prosaïque Angleterre renversa d'un coup de poing la charmante idylle pastorale. Le correspondant du *Times*, digne de toute confiance ainsi que d'autres journaux anglais fort compétents, constatèrent que sept cents condamnés politiques, chargés de chaînes, furent entassés dans des cabines étroites et infectes par une chaleur de 45 degrés, qu'on les martyrisait par la faim, qu'on leur faisait endurer les traitements les plus cruels et enfin que près de deux cents, les plus heureux, avaient terminé leur existence dans les tourments.

Un noble cri d'indignation retentit au Parlement ; c'étaient des voix qui demandaient justice des crimes des Bashi-bouzouks russes. A la lecture des faits déjà signa-

lés, on prononça ces paroles remarquables : «De telles férocités crient vengeance !»

Je terminerai ce triste martyrologe par un événement inouï et déjà connu de toute l'Europe, événement qui, mieux que mille volumes et mille pamphlets, dévoilera les mystères de la vie de nos prisonniers et montrera quelle existence brillante est réservée à des milliers de jeunes gens.

Somof, soupçonné d'avoir participé à une affaire politique, fit trois ans de détention préventive. Un soir, il réunit tous ses efforts, monta sur une chaise, atteignit la lampe et comme il était enchaîné, il saisit le verre avec les dents, mit le feu à ses vêtements et se coucha sur sa paillasse et il se laissa rôtir à petit feu, sans exhaler la moindre plainte, le moindre cri. La police, sentant une odeur de brûlé, entra précipitamment dans la cellule et le trouva à moitié carbonisé. Voici ses dernières paroles : « La vie d'un prisonnier politique est si affreuse et si remplie de tourments que je considère ce genre de mort comme la délivrance la plus agréable.

Des nuages de feu s'amassent au-dessus de nous ; ils marchent avec une rapidité effrayante ; l'éclair perce la nue ; le jugement du peuple est proche et, à en juger par ce qui se passe sous nos yeux, ce jugement sera inexorable et sans pitié.

La révolution seule peut nous sauver, autrement nous serons écrasés par la pression de l'Europe entière et nous boirons jusqu'à la lie la coupe amère préparée par l'Absolutisme.

Je t'appelle, ô sainte vengeance, hâte-toi, viens t'abattre avec la force et la fureur d'un ouragan indien sur cette immense cohue de monstres imbéciles et d'idiots féroces ! Mêle leur sang à la boue et viens purifier cette atmosphère méphitique et empestée de la vie russe !...

Le Czar-Boucher, qui commande les massacres et qui ne fait pas seulement un petit signe du doigt pour les arrêter, est lui-même, paraît-il, accessible aux sentiments de

la famille. Sa tendresse pour sa fille est le thème habituel des valets complaisants. Est-il possible qu'il ne soit jamais venu à l'idée du tendre père que des milliers de jeunes gens, condamnés et perdus, ont aussi des parents, des épouses et des sœurs ! Une seule larme d'un malheureux est plus précieuse, plus sacrée pour nous que tous les torrents de larmes qui ont déjà coulé des yeux de l'Empereur-Pleurnicheur.

Est-il possible que ces larmes lui aient fait oublier la valeur de celles qui découlent de la source sacrée du cœur. D'un seul coup il a frappé en aveugle les pères et les enfants, l'ancienne et la nouvelle génération. De tels actes transformeront bientôt en révolutionnaires les conservateurs les plus zélés.

Quelle excuse peuvent donner le czar et le Gouvernement à ce qu'ils engloutissent vivantes des milliers de personnes. Il leur reste pourtant une réponse cynique : la triste nécessité. La terre est détrempée de sang jusqu'au centre à cause de cette triste nécessité. Jetez un regard en arrière dans les dédales historiques du passé, dans les sombres enfers du Dante ; voyez Caligula, Néron, Héliogabale, Richard III, Henri VIII, Philippe II, le duc d'Albe, Innocent III, les Borgia, Shah Nadir, Jean le Terrible, Paul Ier, etc.., voilà les inconscients serviteurs de la nécessité absolue.

S'il fallait la représenter cette nécessité absolue, je la peindrais en déesse indienne Kali : son corps est bleu violet, les paumes de ses mains couleur de sang témoignent de son instinct sanguinaire ; elle n'a pas assez de ses quatre mains pour s'emparer de ses victimes; sa langue, horriblement enflée, lui descend jusqu'à la ceinture, c'est qu'elle a dévoré trop de chair fraîche ; elle a les reins ceints des mains peu appétissantes de ses appétissantes victimes, le cou orné de crânes humains en guise de diamants.

Les humbles serviteurs de la nécessité absolue prétendent que les sociétés secrètes peuvent nuire à l'unité

de l'empire; mais si une société secrète, si influente qu'elle soit, peut bouleverser un empire, cet empire-là est une piètre puissance; c'est un joujou, un petit bonhomme chinois. Se peut-il que les hauts dignitaires soient assez naïfs pour ne pas voir, malgré les preuves les plus flagrantes, que ce n'est pas par leur tyrannie féroce qu'ils pourront retarder d'une seule seconde la révolution. Qu'ils s'en prennent à eux, qu'ils se condamnent à mort, si l'État qu'ils gouvernent est si fragile qu'il suffirait d'un souffle pour le renverser. Mais non, nos sages administrateurs ne sont pas si naïfs que ça, seulement ils profitent de l'occasion. Il leur plaît de forcer la nuit les habitations suspectes, de briser les planchers et les murs, de retourner tout sens dessus dessous. Il faut qu'ils frappent, qu'ils tyrannisent, qu'ils déportent, qu'ils fassent irruption dans la vie privée et y tapagent comme en plein cabaret. Ils veulent élever une nouvelle tour de Babel de leurs mensonges, de leurs boucheries, de leurs lâches cruautés et, pour comble d'impunité, ils exigent encore de la reconnaissance; ils veulent qu'on les prie de continuer sans se gêner.

Pauvre patrie, que de misères !

Tu endures benoîtement, sans murmurer, le joug infâme de l'oppression qui t'écrase; tu es impuissante comme un petit enfant malade. Les quelques audacieux qui ont triomphé de cette léthargie séculaire, le petit nombre de ceux qui ont tout sacrifié, s'en vont mourir pour toi, et ton regard éteint les accompagne au trépas et tes membres atrophiés ne bougent plus !...

Pauvre patrie, que de misères !...

Ni l'amour de la liberté, ni la conscience du droit, ni le sentiment de la dignité humaine ne s'éveillent dans ton large sein; pour tout sentiment tu n'as que celui de la soumission servile et stupide de valet misérable.

L'histoire vraie, indépendante de la censure, prononcera une sentence sévère sur Alexandre II, la pieuvre régnante.

and un monarque absolu est assez fou et assez inso-
óur se charger de gouverner seul quatre-vingt-cinq
ons d'hommes; ce monarque digne du bocal à esprit
n est seul responsable de tout.

mirons maintenant les exploits du Czar-Réformateur
la sphère de la vie intellectuelle; les réformes y sont
ales dans toute l'acception du mot; la liberté de pen-
est morte et enterrée. Le Czar-Libérateur peut dire
ment à ses fidèles sujets :

les enfants, pas un de vos écrivains consciencieux,
n de vos zélés représentants n'a été oublié ; je les ai
tenus et les entretiendrai à mes frais dans ma vaste
lerie de Saint-Paul. Pour avoir servi la vérité et la
e, je leur ai assigné des chaînes ; je les ai couron-
'épines, pas un n'a été oublié. L'emplacement dans
hôtels est vaste, l'entretien luxueux; les forts y ont
i déjà, les autres commencent. »

meurtre moral le plus atroce, l'acte le plus barbare
xandre II est la condamnation aux travaux forcés à
tuité de Tchernychewsky. L'administration comprit
ment qu'un tel athlète ne pouvait être retenu dans
ère. Son ironie est tranchante comme le fil d'un ra-
son esprit ferme et résolu n'admettait pas de com-
is ; ses vues tranchaient par trop avec le libéralisme
l et admis par le gouvernement; il fallait donc appli-
à l'homme qui se permettrait d'aspirer à une vie
lectuelle profondément libre, le châtiment le plus
et le plus barbare. Tchernychewsky connaissait le
prononcé de notre souverain pour la chair humaine
tenait prudemment sur ses gardes, de sorte que, mal-
les ruses les plus raffinées, on ne peut réussir à le
tomber dans le traquenard gouvernemental. C'est
quoi il fallut avoir recours aux moyens favoris, aux
ns illégaux. Le gouvernement fabriqua une pièce
e et mit en campagne ses espions. Ces deux moyens
ersels ne pouvaient manquer de réussir. En 1863, il
nfermé dans la courtine de Saint-Alexis, accusé faus-

sement d'avoir adressé une proclamation au peuple et, en 1867, sa sentence fut rendue.

Tchernychewsky, dont la santé s'était déjà affaiblie par suite d'un rude travail intellectuel, fut condamné à huit ans de travaux forcés et à la déportation à vie. Tout homme qui sent encore dans son sein l'étincelle sacrée, comprendra aisément ce qu'a dû souffrir l'innocent martyr, enseveli vivant pendant seize années dans son tombeau de pierre, lui dont l'âme était animée des plus nobles aspirations, lui qui était altéré de vie et d'activité. Il est de ces souffrances morales, devant lesquelles pâlit la crucifixion; il est de ces tortures d'âme auprès desquelles le supplice des clous est un repos.

En 1862, Pissaref, pour une innocente proclamation qui n'avait pas même été publiée, fut enfermé pour cinq ans dans la forteresse de Saint-Paul. Cinq années d'emprisonnement cellulaire en valent dix de travaux forcés : les organismes les plus forts y succombent. Ce ne fut donc qu'après avoir constaté le délabrement complet de sa santé et les premiers symptômes de la folie, que Pissaref fut délivré de prison et qu'il s'en fut à l'hôpital pour y jouir de sa liberté; de là, il partit prendre des bains de mer, où, pris d'un coup de sang, il se noya.

En 1872, Michaïlof, pour son sublime appel adressé à la nouvelle génération, fut condamné à six ans de travaux forcés. Sous l'influence meurtrière des mauvais traitements, du froid, des lourdes chaînes, son faible organisme succomba bientôt, pour son plus grand bonheur. Au dire de personnes dignes de foi, il serait mort à la suite d'une punition corporelle, mais cette assertion est trop épouvantable. Nous préférons ne pas y croire, et la prendre pour un conte de cannibale.

Martianof, pour son chaleureux écrit, intitulé : *le czar*, est condamné aux travaux forcés. Tout son crime était d'avoir envisagé le czar comme le libérateur de son peuple. Oh! règne étonnant! Si vous ne croyez pas en votre souverain, c'est la Sibérie à perpétuité qui vous attend;

si vous y croyez trop — c'est encore la Sibérie. Tout est réglé par le thermomètre patriotique, qui marque toujours zéro.

Shapof, professeur à l'Université de Kazan, écrivain et savant remarquable, fut exilé à Irkoutsk pour son livre « Schisme et assemblées territoriales. » Arraché à ses travaux, à ses amis, à tout ce qui le faisait vivre, il s'éteignit lentement; sa robuste santé se détériora peu à peu sous le poids des tortures morales et physiques. Il succomba à l'âge où le cerveau parvenu à son parfait développement est d'autant plus capable d'une grande et fructueuse activité.

L'écrivain Flerowsky, auteur du célèbre écrit : « La classe des travailleurs en Russie », est depuis plus de dix ans trimbalé de prison en prison, nuit et jour harcelé par la police. Sans moyens, sans amis, tyrannisé et insulté à tout moment, il traîne sa triste vie comme le forçat son boulet. Va, pauvre supplicié, marche toujours! porte ta croix jusqu'au bout, succombe sous son poids et rappelle-toi que la canaille gouvernementale ne goûte pas l'amère vérité et n'accepte que les pilules dorées. Pourquoi as-tu arraché l'appareil qui cachait aux yeux du public les plaies béantes de ta patrie. Pourquoi as-tu traité de bourreaux sans entrailles et de fossoyeurs, les soi-disants bienfaiteurs et libérateurs de ton peuple?...

En 1866, le colonel Lavroff, auteur des « Lettres historiques » fut saisi par l'administration; il échappa au triste sort qui l'attendait en s'enfuyant à l'étranger.

En 1866, le colonel Sokolof fut condamné à un an de prison pour avoir publié: « Les Réfractaires », écrit plein de fiel et de vérité, après quoi on l'envoya à Mezène y mourir lentement; la fuite le sauva heureusement du sort terrible qui le menaçait.

En 1867, Albertini est envoyé à Kola, pour avoir eu, ni plus ni moins, le tort d'être un écrivain honnête et doué de talent.

Et maintenant, qui est encore debout sur ce champ de

bataille ensanglanté? qui a survécu à cette lutte inégale? d'innocents romanciers qui cachent leurs sympathies dans les replis les plus mystérieux de leurs âmes, des critiques qui ne vont pas au delà des allégories, des satiriques n'osant attaquer que le menu fretin administratif, des poètes lyriques qui volent autour de l'empereur, comme des papillons qui craignent de se brûler les ailes. Quant à la littérature consciencieuse, elle est soumise à l'état de siège. Et s'il surgissait de nouveau une personnalité puissante, prête à un combat désespéré, elle serait bientôt broyée par cette machine infernale qui s'appelle la volonté d'Alexandre II. Ainsi la littérature suit toujours la même ornière. D'un côté, elle continue à remplir sa sainte mission, de l'autre elle danse sur la tête et marche à quatre pattes, affublée de guenilles multicolores; elle étouffe de zèle, mettant son dévouement payé ou gratuit à la disposition de l'honorable troisième section.

Mais c'en est assez; arrêtons-nous; je suis exténué d'avoir erré pendant si longtemps dans ce vaste cimetière où sont enterrées toutes les forces de l'opposition russe, où reposent ses rêves d'or, ses espérances brisées.

Si l'Empereur Alexandre ne meurt pas bientôt, toute la race slave sera assassinée; il ne restera plus en Russie que la race abominable des Tartares.

Pendant que j'écris, les images des martyrs, pareilles à des ombres, surgissent en foule autour de moi; j'entends le bruit des chaînes; je vois que la plupart d'entre eux portent sur leur visage l'empreinte de la folie et leur sourire me glace! Les yeux hagards et hébétés des idiots sont attachés sur moi. Je distingue sur leur dos des cicatrices livides, des taches noires de sang et, dans l'obscurité lointaine, j'entrevois des cercueils et toujours des cercueils !...

Mon âme est abreuvée de fiel depuis longtemps; je vois tous les jours diminuer le nombre des hommes forts et des élus du peuple; je les vois dissséminés dans les

vastes plaines où ils succcombent sous le poids de leur croix, en emportant avec eux dans la tombe toute leur rage et leur malédiction, car aussitôt qu'un fil vivant commence à rassembler ces unités dispersées, aussitôt on aperçoit dans l'ombre, ces épouvantables griffes de malheur qui s'étendent vers eux pour les entraîner dans un repaire et les étouffer.

Comme on le voit, M. Pierre Alyssoff, qui ne paraît pas d'ailleurs, avoir aucune autorité ou une autre notoriété dans le parti nihiliste, est un cœur ulcéré et malade. Le ton même de ses réclamations lui ôte toute valeur. Nous préférons donc en revenir aux analyses des journaux avérés du nihilisme. Là au moins avons-nous affaire à des fanatiques intelligents.

Le journal *la Commune* est aussi un journal de Genève, fondé par la proscription nihiliste. Mais à côté, il s'est fondé une Revue, d'allures plus modérées, bien que défendant les mêmes idées, à savoir que la révolution russe est nationale avant tout et particulariste, c'est-à-dire répudiant pour le moment tout caractère d'universalité. Cette Revue, dirigée par M. Dragomanoff, a été vite le point de mire des attaques courtoises de *la Commune*. L'échantillon ci-joint donnera une idée de ces lettres pacifiques dont la portée sera peut-être si affreuse.

ARTICLE PUBLIÉ DANS *la Commune*.

I

Il ne serait pas sans intérêt pour nos lecteurs d'apprendre qu'une nouvelle Revue vient de paraître à Genève et que les idées propagées dans ce journal correspon-

dent absolument à celles que nous poursuivons dans la *Commune*. Il nous est, en effet, nécessaire de connaître les tendances et les revendications des Petits-Russiens, puisque, comme nous, ils protestent contre l'ordre de choses existant. Les Petits-Russiens et les Russes du Nord portent les mêmes fers de la centralisation moscovite ; leur ennemi commun est non seulement la monarchie des Romanoff, mais encore les classes possédantes russes, car il y a beaucoup de riches propriétaires fonciers, qui possèdent des terres dans la grande Russie et dans la petite Russie, et qui exploitent les paysans de ces deux parties de l'empire. Par conséquent toute protestation venant de la part des Petits-Russiens vous est précieuse, car elle vous sert de gage certain pour l'alliance future.

Voilà pourquoi je crois utile de parler du programme politique du recueil *Gromada*, qui représente les justes aspirations de la Société de la petite Russie. Que veut ce parti? Quels buts poursuit-il, et quels sont les moyens qu'il compte mettre en jeu pour réaliser ses aspirations? A toutes ces questions nous trouvons la réponse dans la préface même du *Recueil* :.

« Il est évident, dit l'auteur de la préface, que plusieurs millions d'hommes ne peuvent former une seule commune, et qu'ils devront former plusieurs communes autonomes, et indépendantes les unes des autres, sauf certains cas qui seront déterminés par les assemblées populaires de ces communes. L'autonomie, comme principe constitutif des communes, ressort de ce fait incontestable que si les communes devaient obéir à une loi commune, elles ne seraient plus autonomes et ne formeraient plus une fédération qui doit être le *modus vivendi* politique des populations de l'Ukraine. Les petits États ou plutôt les communes doivent être libres chez elles et former des associations. La fédération ne peut être libre que par la libre alliance des unités autonomes. Par conséquent notre programme a pour base de favoriser l'association libre des hommes qui voudraient se réunir pour travailler en

commun, et de favoriser, en outre, ces associations d'hommes libres à se constituer librement et de propos délibéré en fédérations de sociétés ou de groupes autonomes.»

Après avoir dit que la libre fédération des communes est l'idéal des sociétés humaines, et que la réalisation de cet idéal doit être poursuivie par le peuple de l'Ukraine, l'auteur de la préface passe en revue les moyens que l'on devrait employer pour aboutir à la réalisation de l'idéal social. Pour cela, dit-il, nous devons : 1° revendiquer avant tout la liberté de la presse et des réunions, ou, autrement dit, « tâcher de détruire le pouvoir despotique du czar et de ses fonctionnaires, et de lui substituer le régime électif. » Voilà ce que doit réaliser la constitution future. Qu'arrivera-t-il après ? Mais il est bien facile de le deviner. Le nouveau Parlement ne pourra pas soulever la question des impôts que devront payer les paysans, et il ne pourra pas parler de la répartition des terres, car il comprendra qne les paysans ne pourront plus payer les nouveaux impôts, si on ne leur donne pas des terres; alors on pourra agiter le peuple et lui ouvrir les yeux sur sa situation politique et économique. Il suit donc que la propagande d'un révolutionnaire Petit-Russien, ne doit avoir qu'un seul but : c'est de fournir aux paysans et aux ouvriers tous les moyens pour faire leurs affaires eux-mêmes, et de leur indiquer le moment favorable pour accomplir les réformes désirées.

Tel est le programme du recueil, *la Gromada.*

Il va sans dire que M. Stefanowitch, l'auteur de l'article publié dans *la Commune*, n'est pas de l'avis de M. Dragomanoff, l'auteur de la préface, et en effet, comme tous ses confrères intransigeants, il l'accuse de vouloir remettre la révolution sociale et économique à un temps indéfini, ou, comme s'est exprimé le rédacteur en chef de *la Commune*, M. Flatcheff, aux calendes grecques.

M. Stefanowitch, craint notamment que la révolution ne soit arrêtée pour longtemps par le régime parlementaire

et constitutionnel, qu'il ne se formât, pendant cette longue période, une nouvelle et nombreuse bourgeoisie, et que les races slaves ne fussent obligées de passer par l'interminable filière des compromis politiques, des demi-mesures, des atermoiements, de l'opportunisme enfin, par laquelle les peuples d'Occident ont passé sans pouvoir arriver au port après tant d'années de luttes à outrance avec le capital et la propriété foncière.

Il est vrai, dit M. Stefanowitch, que M. Dragomanoff nous parle de la commune, de la fédération et qu'il entrevoit même dans l'avenir cet idéal social qui s'appelle *anarchie*, mais, hélas, il l'entrevoit dans un avenir si lointain que plusieurs générations ne pourront l'atteindre, En somme, la protestation élevée par M. Dragomanoff, le porte-voix des patriotes Petits-Russiens, ne paraît suspecte à M. Stefanowitch que sous l'unique rapport, qu'elle tend à affranchir la nationalité ruthène du joug *des despotes de Saint-Pétersbourg*; mais sous le rapport révolutionnaire-socialiste, il ne la trouve pas irréprochable.

Et voici pourquoi :

Entre la catégorie d'hommes libéraux et temporairement mécontents du gouvernement du czar, comme l'ancien professeur de l'Université de Kiew (M. Dragomanoff) et les prolétaires pur sang, mais instruits, comme M. Stefanowitch, qui connaissent de très près la misère et les souffrances du peuple, il y a tout un abîme. Les premiers se contentent partout des demi-mesures pourvu qu'elles satisfassent leur ambition, les seconds sont radicaux et intransigeants par tempérament et par la force des choses. Les premiers peuvent avoir quelques illusions honnêtes sur la bonne volonté des classes possédantes et dirigeantes, les seconds ont trop souffert avec le peuple pour croire à l'abandon volontaire des droits et des privilèges de la part des classes dirigeantes et instruites.

M. Stefanowitch conclut ainsi son article : « En résumant les idées émises par notre nouveau confrère (M. Dragomanoff), je trouve *que nous n'avons presque rien de com-*

mun avec lui. La divergence de nos opinions éclate surtout sur le point capital suivant. Nous disons : la réforme économique radicale doit précéder les réformes morale, politique, scientifique et autres, en disant : donnez avant à manger, instruisez et moralisez ensuite. M. Dragomanoff dit absolument le contraire, car il trouve qu'il faut répandre l'instruction et toutes sortes de connaissances utiles, pour relever le niveau intellectuel des masses en détruisant les préjugés, les notions religieuses, afin que les paysans et les ouvriers soient à la hauteur des réformes sociale et économique. » M. Dragomanoff soulève l'ancienne question de la propagande purement politique, athée, abstraite, et presque métaphysique, qui a si peu réussi aux encyclopédistes de 1789 et aux libéraux anglais de ce siècle ; *nous autres révolutionnaires-anarchistes, nous disons qu'il faut détruire l'ordre économique existant* AVANT TOUT, *pour garantir le pain quotidien au peuple qui travaille et crée les richesses.*

II.

Je veux démontrer dans ce chapitre quelle opinion professe M. Dragomanoff à l'égard des révolutionnaires-socialistes russes.

L'ancien professeur déclare tout d'abord que notre parti a été presque anéanti par le rude coup que les bourreaux du czar lui ont porté en 1874; et que notre parti a agi d'une manière si peu prudente et habile, en témoignant une impatience démesurée à provoquer la révolution à bref délai, qu'il ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Ensuite, dit-il, les révolutionnaires russes ont échoué parce qu'ils voulaient être des réformateurs de *toutes les Russies.*

Sur le premier point, je crois pouvoir répondre que le prétendu désastre ou plutôt la déroute de notre parti en 1874, n'a pas été aussi grande que le suppose M. Dragomanoff. Je dirai même qu'il n'y a pas eu de déroute du

tout. Le coup qui nous a été asséné par les bandits du gouvernement russe a été rude, très rude, il est vrai, mais il n'a même pas fait de brèche, il nous a forcés simplement à modifier en partie notre système de propagande, de transporter dans d'autres endroits le centre de notre activité et de reporter notre attention sur des questions non moins importantes. Voilà tout, et les faits le prouvent surabondamment, car les nombreux procès jugés depuis 1874, démontrent que la propagande s'accroît de jour en jour, et que nous ne sommes nullement intimidés par le système de la terreur inauguré depuis cette époque par le gouvernement. De plus, les hommes impartiaux doivent avouer que depuis 1874, le mouvement révolutionnaire en Russie est devenu infiniment plus sérieux qu'auparavant, et que le rude coup qui nous a été porté, a eu le résultat bienfaisant d'écarter, d'une part, les hommes de peu de courage et les ambitieux, et, d'autre part de nous débarrasser des têtes chaudes ou des aventuriers de la révolution. Il m'est vraiment pénible d'aborder la discussion sur le second point, mais je dois le faire pour démontrer à M. Dragomanoff que les *révolutionnaires moscovites* n'ont pas eu la prétention de se mettre à la tête des réformes sociales, *dans toutes les Russies*. Mais avant dep rouver qu'ils ne prétendaient pas s'imposer aux Petits-Russiens et à d'autres races qui peuplent l'immense empire, qu'il me soit permis de demander à l'honorable critique ce qu'il y aurait de mauvais et d'inconséquent de la part d'un révolutionnaire-socialiste, d'origine moscovite, de vouloir travailler pour le bonheur des Petits-Russiens, des Arméniens, des Tartares ou autres nationalités? Est-ce que vous auriez quelques doutes à ce sujet? Mais alors en quoi vos idées diffèrent-elles de celles de la bourgeoisie à ce sujet? Les principes de la liberté d'action, du libre arbitre et de la fraternité peuvent-ils être astreints à telle ou telle autre nationalité? Je m'aperçois qu'il serait oiseux de continuer à poser de semblables questions, et je dirai que les révolutionnaires moscovites n'avaient nullement l'intention de s'im-

poser en jacobins aux populations Petites-Russiennes, mais qu'ils avaient exercé une grande influence dans ces provinces de l'empire, par cette simple raison que les neuf dixièmes des ouvriers des usines, des fonderies, et des fabriques de sucre se trouvant dans les provinces du midi, sont des émigrés des provinces de la grande Russie ou du Nord.

D'autre part, la propagande des Moscovites avait une grande influence sur les Petits-Russiens, pour cette autre raison qu'ils étaient infiniment plus nombreux que les propagandistes indigènes, et qu'ils professaient tout aussi chaleureusement que ces derniers les idées séparatistes et nationales des Petits-Russiens intelligents et instruits. Dès lors, quand on leur reproche leur nationalité, et puis en avaient-ils une, qu'ils eussent mis au-dessus du désir ardent de soulager les misères *des hommes*, et délivrer les *travailleurs* sur leur situation économique, politique et sociale. Enfin, dirai-je pour conclure : est-ce que les socialistes-révolutionnaires moscovites se sont jamais opposés à la formation des *cercles* ou de groupes nationaux ? Les Petits-Russiens n'ont pas eu leur *cercle* (des J...... ff.); les Lithuaniens celui de P..... k.; les Moldaves de la Bessarabie le groupe de Kischineff, et même les Cosaques du Don, si peu nombreux qu'ils fussent; le *cercle* du cosaque V....ne. — Je remarquerai en outre que les révolutionnaires russes s'étaient prononcés énergiquement pour la formation des *cercles nationaux*, non pas par principe, mais pour qu'il y ait plus d'harmonie et d'entente dans la division du travail révolutionnaire.

Après avoir dit que l'insuccès de la propagande révolutionnaire résulte de l'ignorance des agitateurs du parti de l'action, M. Dragomanoff nous accuse de manquer de courage, en affirmant que les chefs de file abandonnent presque toujours la bande au moment du péril.

« A un moment donné, dit-il, nous (?) savons tirer de la poche d'un jeune garçon un drapeau rouge de parade tout neuf (allusion à l'affaire de la place de Kazan), mais au mo-

ment du péril, lorsque arrivent les agents de police et les gendarmes à cheval, on se sauve bien vite. » A cette accusation, *que le monde entier appellerait fausse*, nous répondrons cependant en indiquant des révolutionnaires éminents, comme Mickine, Malinovsky, Alédeïeff et tant d'autres qui ont péri, après avoir éloquemment plaidé la cause du prolétariat devant la justice barbare des valets du czar. L'ombre des nombreux martyrs dont les noms ont été portés aux quatre coins du monde, me défend de les laver de cet outrage, qui, du reste, ne saurait les atteindre sérieusement. Quant au passage que je viens de citer, et que l'on pourrait prendre pour une insinuation odieuse à l'affaire de la place de Kazan, je dirai que j'aime mieux croire, pour l'honneur de M. Dragomanoff, qu'il a été induit en erreur par de faux renseignements, que de l'accuser d'une action qui serait de nature à le déshonorer aux yeux de tous les honnêtes gens.

. . . .

La critique des idées émises par M. Dragomanoff ne prouve nullement que nous ne puissions tolérer les opinions qui sont opposées aux nôtres. Nous ne nous sommes arrêté un peu longtemps sur le recueil *La Gromada* que pour indiquer que les tendances sociales du parti révolutionnaire et du *groupe politique*, un peu bigarré qui se forme autour du nouvel émigré, diffèrent essentiellement des nôtres, tant dans la forme que dans le fond. M. Dragomanoff nous dit à la fin de son article : « Vous avez tort de vous obstiner dans la voie des réformes sociales immédiates, car vous verrez que dans quelques années nombre d'entre vous seront heureux de pouvoir obtenir, pour le début, quelque constitution politique que ce soit, même une constitution octroyée, absolument contraire à l'idéal social que vous rêvez. »

Eh bien, nous ne disons pas non ; il se trouvera certainement beaucoup de faux frères qui voudront s'atteler au char de la bourgeoisie ! Mais enfin, quel mal y aura-t-il a cela ? La constitution octroyée ou prise par la bourgeoisie

épuisera seulement le personnel révolutionnaire, voilà tout, — et nous laisserons partir les défaillants sans crainte ni regrets !

N'est-ce pas là tout un jour jeté sur les diverses compétitions des partis qui forment le nihilisme? Celui-ci se divise comme on voit en un grand nombre de ruisseaux qui suivent un cours différent, mais qui aboutissent au même lac pour l'inondation universelle : là est le mal.

Les nihilistes militants ont donc deux centres d'action : à Moscou et à Pétersbourg, ils pullulent : à l'étranger, on les trouve partout, surtout en Angleterre et en Suisse.

Pendant et après la guerre turco-russe on a remarqué le silence relatif des nihilistes : sait-on pourquoi ils se taisaient alors? Ils accomplissaient en véritables compagnons du devoir, l'apostolat recommandé par les doctrinaires. Incorporés aux armées, ils empoisonnaient les simples soldats de leurs principes, inouïs pour des âmes naïves et rustiques. Jamais le nihilisme ne fut plus actif qu'alors.

La propagande avait du reste été préparée de longue main. De petits journaux avaient été publiés pour réveiller le slavisme des chrétiens opprimés par les Turcs : en ce sens, une petite feuille, *la Délivrance*, avait fait merveille. Le gouvernement favorisait ce mouvement qui lui était utile : pendant quelques mois on put dire que le czarisme et le nihilisme allaient de concert; la diplomatie a de ces mystères et de ces alliances.

Quand la guerre éclata, la spontanéité de l'essor slave prouva que l'action latente avait eu tout son jeu, toute sa vertu.

Au reste, fidèle à notre système, ici encore nous devons recourir aux citations. Voici une correspondance de Belgrade au journal *En Avant* (oct. 1876) et qui en dit long sur la propagande et ses procédés.

Chers camarades! Dans la situation où nous sommes actuellement, vous comprendrez sans peine qu'il nous est impossible de vous envoyer une correspondance détaillée sur les progrès de la propagande révolutionnaire-socialiste en Serbie. Du reste, sans vous énumérer les nombreux motifs de toute sorte qui nous empêchent de le faire, je me bornerai à vous communiquer quelques nouvelles non dépourvues d'intérêt.

Le courant de l'émancipation des Slaves des Balkans a tourné la tête à beaucoup de nos socialistes. Sans combattre pour la même cause que les autres, nous avons cru aussi qu'il était de bonne politique de ne pas laisser échapper l'occasion d'étendre la propagande socialiste au delà des frontières de notre petite Serbie, pour inculquer les principes sociaux qui eussent permis à nos malheureux frères, affranchis d'hier, de devenir des citoyens. Notre situation politique, en tant que purement politique, est naturellement meilleure que celle des Slaves de Turquie, et c'est pour cela que notre propagande a été, dès le début, exclusivement politique, ne parlant que des droits des citoyens et du self-governement compatible avec l'État constitutionnel. Néanmoins, nous avons jeté les premières bases des théories socialistes en soulevant la question territoriale ou agraire. Comme vous voyez, notre propagande ne différait pas sensiblement de celle de nos libéraux, seulement nous avons posé dès le début la question de la délivrance des Slaves d'une autre manière que les libéraux. Nous nous sommes attaché à faire comprendre au peuple que la guerre doit être nationale, c'est-à-dire que le peuple doit se délivrer soi-même, avec ses propres forces, et non pas devoir sa délivrance aux généraux et à

la bourgeoisie. Nous avons réclamé pour cela des libertés dont le peuple ne jouissait pas, pour pouvoir organiser une défense *purement nationale, en éliminant les éléments qui lui sont hostiles, et ce n'est qu'à cette condition que nous voulions vous lancer à la délivrance de nos frères slaves de Turquie.*

Nous avons toujours cru que pour vaincre, il eût fallu que la Serbie jouât le rôle *d'une puissance révolutionnaire*, et que, s'il était autrement, elle serait inévitablement vaincue. C'est ce qui arriva, *car la défense du pays a été confiée aux mains vénales des aventuriers russes, qui, élevés à l'école d'un affreux despotisme sans limites, tenaient le peuple en suspicion.* Et ils ont eu le courage d'affirmer, ces gredins, que le despotisme *du czar a rejetés comme des détritus*, que le peuple serbe n'a pas de patriotisme, qu'il ne voulait pas se défendre, et que c'était eux qui ont vainement cherché à provoquer ce sentiment dans les masses. Et ils ont cherché à dénigrer notre courageuse armée en l'accusant de lâcheté, après nous avoir volés.

Voilà pourquoi nous avons gardé une attitude passive, mais nous avons honnêtement rempli, lorsque l'occasion se présentait, tous nos devoirs de citoyens. Nous étions, cela va sans dire, dans les rangs du *bas peuple*, des soldats, sans nous mêler aux états-majors des aventuriers imbéciles et incapables qui conduisaient le pays à sa perte.

La rédaction de notre journal *La Délivrance* a perdu l'un de ses quatre rédacteurs, le regretté Michel Stoïanowitch, tué à quelques pas de moi, par un éclat d'obus. Il a eu la jambe emportée, après avoir fait un suprême effort pour tuer l'un des trois Circassiens qui se ruèrent sur lui pour l'achever à coups de baïonnettes.

Mort terrible, mais glorieuse et digne de celui qui voulait sacrifier sa vie, d'une manière ou d'une autre, pour le bien du peuple !

La bureaucratie qui nous gouverne s'est vu forcée de changer d'attitude à notre égard, en nous voyant si courageux, si fermes et si populaires. Au commencement de

la guerre, elle nous traitait d'espions, turcs ou hongrois, selon ce qui lui convenait le mieux; mais lorsque la débâcle arriva, nous avons été promus au grade de patriotes, et l'on commença à nous confier des postes et des missions importantes.

La bureaucratie a dû avouer qu'elle avait tort de nous représenter comme des poltrons et des traîtres. . . . .

Maintenant que vous dirai-je de *nos chers frères russes?* Il est inutile de vous parler des tristes héros de la maison Viozemsky, de la rue Sadowaïa, de ces rôdeurs de nuit et de ces brigands, car ils sont restés en leur qualité de *sauveurs* ce qu'ils ont été chez eux : des forçats en rupture de ban. Il n'est pas de même des officieux; ceux-là avaient des prétentions à la distinction et à l'honorabilité, mais, au fond, ce n'étaient que des aventuriers, des intrigants, des ambitieux et des voleurs, — oh ! surtout voleurs !

Arrivés à Belgrade, ils se sont empressés d'endosser des uniformes plus ou moins fantastiques, enrichis de galons et de décorations qu'ils s'étaient accordés eux-mêmes, bien entendu. Ces gens seront *l'éternelle honte* de la société russe de cette époque ! Ils s'enivraient du matin au soir, et se permettaient des choses inouïes, en leur qualité de *libérateurs*. Ils se croyaient irrésistibles à l'égard du beau sexe, et se permettaient d'insulter à la pudeur de nos femmes dans les rues et les endroits publics. L'état-major du général Tchernaïeff n'a été qu'un ramassis d'aventuriers et de voleurs de la pire espèce, ce que du reste tous les journaux européens ont dit. Après les assertions des correspondants conservateurs des grands journaux anglais et allemands, ce que je dis ne peut pas être exagéré. — Dans l'état-major de l'aventurier en chef de l'armée serbe, il y avait un certain *colonel* qui a volé la caisse; il y avait un autre aventurier qui entretenait une maîtresse, une ex-grande dame, ou du moins une drôlesse qui se faisait passer pour telle, et cette femme dépensait l'argent des comités slaves de Moscou, comme ses propres rentes, grâce au concubinage avec Tchernaïeff, — le faux

mari étant payé pour se taire. Il y avait encore dans cet état-major les frères Alabine, qui se soûlaient du matin au soir, et des imbéciles comme les capitaines Boutzko, Moïseïeff, Volkoff, etc., etc. Bref, je vous dirai pour conclure, que le quartier général avait plutôt l'air d'un cabaret rempli de cochers ivres, d'hommes louches et de femmes publiques, que de l'état-major d'une armée, qui tenait dans ses mains le sort du pays !

Voilà les libérateurs russes ! Mais je ne vous ai pas dit la moitié de leurs hauts faits. Ce qui est malheureux, c'est que notre gouvernement a trempé dans ces infamies; car voilà ce qu'il faisait d'après les conseils de ces messieurs russes, si experts dans toutes sortes de filouteries. Le ministre de la guerre, tous les autres ministres et le prince Milan lui-même, recevaient des pots-de-vin des fournisseurs étrangers; de plus, ils prélevaient des impôts et en empochaient le montant. Quant au général Tchernaïeff, je puis vous dire que c'est un homme absolument incapable, un bon vivant, et un ambitieux.

Vers la fin de la guerre, le gouvernement a commencé de nouveau la chasse aux socialistes, et, ce qui est étonnant, c'est que toutes les mesures rigoureuses ont été prises du consentement de M. Ristitch. Je suis d'avis que cet homme s'est coulé dans l'opinion de tous les honnêtes gens. Actuellement il y a dans les prisons de l'État environ 600 personnes, presque tous des étudiants ou des journalistes. De ce nombre il y a 68 femmes, qui ont été arrêtées dans le courant des deux derniers mois.

Il est bien entendu que nous ne pouvons en aucune manière nous associer aux assertions que contient cette lettre : notre devoir d'historien est de tout transcrire, de mettre sous les yeux de nos lecteurs toutes les pièces à conviction dont nous disposons ; mais là se borne notre rôle. N'est-ce pas que ces lettres, ces rapports, ont un caractère gé-

néral? Nous ne savons pourquoi, en les lisant, nous les avons mentalement comparés, — en gardant toute proportion, bien entendu, — avec les *Actes d'Apôtres*.

M. Arnaudo a essayé dans son livre de donner une idée de l'organisation du nihilisme : il a reconstitué d'après le système des *Ventes* et des *Carbonari* un ensemble que personne ne connaît et auquel il faut refuser toute créance. A moins d'être initié au parti d'une façon formelle, ce qui paraît assez difficile, qui pourra dire si le nihilisme est une armée compacte, ayant ses cadres, ses régiments, ses bataillons, ses compagnies et ses escouades? Personne n'en sait rien. Cependant, nous avons fait notre possible pour avoir à cet égard des données précises. Nous avons fait demander des renseignements par un tiers à M. Lavroff lui-même. La réponse était telle que nous devions l'attendre, après nous être décidé, à une démarche naïve, pour l'acquit de notre conscience. M. Lavroff ne sait rien, et eût-il su quelque chose, il ne nous eût rien dit : de quoi nous ne saurions le blâmer.

Y a-t-il réellement un gouvernement exécutif? un Comité de salut public? une tête dirigeante? Nous ne le croyons pas. Nous croyons plutôt à une invisible franc-maçonnerie qui réunit des milliers de cœurs dans une pensée commune. Les actes sont isolés, — mais le but est commun. Il y a certainement des centres de conspiration et des cercles associés : mais nous n'avons aucune preuve d'une centralisation générale.

Pour nous faire mieux comprendre, nous emploierons une comparaison. Si l'on avertissait les

Français qu'on leur ménage un retour vers la monarchie de droit divin avec abolition des conquêtes de 89 et rétrogradation vers le régime de 88, quel est celui de nous qui ne se lèverait pas pour repousser, fût-ce par la violence, les criminels qui oseraient attenter à nos droits? Y aurait-il, pour cela, besoin d'une conspiration générale? Ne se créerait-il point une conspiration particulière au centre de chaque famille? Ne se trouverait-il pas tel individu isolé pour être l'interprête du sentiment national? Où serait l'organisation?

Si cet ouvrage voulait faire la part du roman, il raconterait les meurtres dont le nihilisme militant s'est rendu coupable, les assassinats que nous ont relatés les journaux russes, les vengeances dont les feuilles nihilistes menacent les traîtres. Tout cela prouve en effet des tentatives d'organisation, peut-être l'organisation d'une sainte Vehme spéciale, mais non un embrigadement général.

L'histoire de l'étudiant mis à mort par Netchaïeff, de l'Allemand mis à mort dans un hôtel de Moscou, les tentatives dont les généraux Mezentzoff et Drenteln ont été l'objet, tels autres épisodes non moins authentiques prouvent l'audace de certains sectaires, mais nullement la formation régulière d'une Église nihiliste.

Nous croyons que tout le monde est nihiliste en Russie comme tout le monde est révolutionnaire en France : seulement, il y a l'ivraie et le bon grain, les violents et les exagérés, à côté des modérés et des honnêtes.

Cependant, il ne faut pas nier l'évidence : nous avons marqué les origines, la naissance, l'enfance,

l'accroissement du nihilisme ; nous allons peut-être assister à sa constitution normale, sur une échelle bien dessinée, et la faute en sera au czarisme, n'en doutons point. En somme, de combien de noms avons-nous rempli les pages de ce livre? De quelques-uns seulement : peu à peu cette minorité est devenue légion ; elle grandit chaque jour ; chaque jour amène ses recrues.

Les proclamations des nihilistes sont faites sur un ton décidé qui n'admet aucune discussion : elles avertissent le pouvoir, elles dénoncent les ressources du parti, elles déclarent que le nihilisme compte des hommes résolus et riches qui subviennent à ses besoins, et qui iront jusqu'au bout.

Voyez, par exemple, la dernière proclamation révolutionnaire affichée, le 13 février, sur les murs de Saint-Pétersbourg :

Le despotisme, y est-il dit, a prodigué les sentences de mort sans pitié et sans vergogne. Mais en menaçant de détruire totalement notre liberté et en nous menant au gibet ou à la torture avec une cruauté raffinée, digne d'un Néron, il ne savait pas qu'il travaillait pour la sainte cause de la liberté, et qu'il ne faisait qu'augmenter le nombre et la force de nos partisans parmi le peuple. En un mot, il n'a rien gagné par ses représailles, et n'y gagnera rien à l'avenir. Notre sang arrose toujours un sol fertile, et plus il est versé, plus riche sera la moisson.

Les agents du pouvoir arbitraire arriveront à reconnaître que tous leurs artifices diaboliques, toutes leurs cruautés et la rigueur impitoyable qu'ils emploient pour nous arrêter dans l'œuvre de la libération du peuple russe, ne peuvent réussir et ne réussiront pas. Les victimes qui tombent sont des martyrs de la sainte cause. Quand même

le nombre de nos ennemis serait dix fois plus grand qu'il n'est, la victoire nous restera toujours, tôt ou tard; et comme nous savons combien notre victoire aura d'influence sur l'histoire et sur la civilisation, nous en concluons que les victimes tombées ne sont pas trop nombreuses, mais le sont plutôt trop peu. Le czar, seulement pour s'emparer de Plewna, a répandu bien plus de sang qu'il ne nous en faudra répandre, dans nos efforts, pour conquérir la Russie et gagner cent millions d'esclaves à la liberté.

Nous ne nous adressons aujourd'hui à vous que pour vous fortifier dans la conviction que vous serez bientôt libres, pour vous inspirer de la persévérance et du courage, et vous assurer que l'heure approche où vous serez délivrés du joug. Pour le moment nous ne pouvons vous en dire davantage. Soyez donc assurés que nous ne sommes pas isolés, comme l'est l'empire du czar, mais que nous avons de puissants alliés prêts à combattre jusqu'à la mort pour notre cause. Ainsi, malheureux et chers frères, ayez patience, soyons persévérants et dévoués. La victoire est à nous.

Quelques jours auparavant, le 1er février, on avait placardé dans les principales villes russes, une nouvelle proclamation nihiliste. Sortie d'une imprimerie clandestine, elle était décorée d'emblèmes colorés en rouge et signée : « Le Comité pour la délivrance du peuple russe. »

En voici le texte :

Au malheureux peuple russe qui gémit sous le joug du despotisme ! Après un long intervalle, nous nous adressons de nouveau à vous, frères ! Nous avons gardé le silence, laissant le cruel despotisme parler pour la cause sainte, par ses gibets, auxquels on a attaché, sans pitié, les héros

de la liberté; par les milliers de martyrs qui languissent dans les sombres cachots ou dans les mines meurtrières de la Sibérie; par la mer de larmes amères versées par les épouses et les enfants, dont les maris, les pères, les frères, les prétendus sont, à cause de leur amour pour la liberté, devenus les victimes de la tyrannie. Frères! tous ces faits et bien d'autres encore, accomplis par la main de fer du despotisme, qui se voit obligé d'exterminer tout être humain animé par l'étincelle de Prométhée, parlent au cœur des vrais Russes plus clairement, plus distinctement, plus passionnément que n'importe quel langage. Nous avons, par conséquent, gardé le silence, puisque le despotisme parlait pour nous. Le despotisme a prodigué les sentences de mort, sans pitié et sans vergogne. Mais en menaçant de détruire totalement notre liberté, et en nous menant au gibet ou à la torture, avec une cruauté raffinée, digne d'un Néron, il ne savait pas qu'il travaillait pour la sainte cause de la liberté, et qu'il ne faisait qu'augmenter le nombre et la force de nos partisans parmi le peuple.

En un mot, il n'a rien gagné par ses représailles, et n'y gagnera rien à l'avenir. Notre sang arrose toujours un sol fertile, et plus il en est versé, plus riche sera la moisson.

On sait ce qui a suivi. Mais cela prouve-t-il une organisation générale? Pas plus que les attentats dont Louis-Philippe a été victime. L'esprit de la révolution était dans l'air, mais les révolutionnaires n'avaient point de numéros matricules, ils n'étaient point inféodés à un système général ; ils agissaient individuellement, prenaient l'initiative, formaient de petites associations, voilà tout. Le résultat était formidable, le point de départ à peine perceptible à l'œil vigilant des policiers.

On ne nous fera pas l'injure de nous demander si

nous détestons l'emploi que le nihilisme militant fait des armes les plus odieuses : nous l'avons déjà dit; par leurs agissements les nihilistes se sont couverts d'infamie; ils ont retardé la révolution en lui faisant une origine immorale.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

SITUATION DU PARTI NIHILISTE ET SES RELATIONS AVEC LES SOCIALISTES INTERNATIONAUX. — PRÊTRES ET ÉTUDIANTS.

Nihilistes scientifiques, doctrinaires ou militants, tous en somme tendent au même but; seulement ils combattent avec des armes différentes, selon les diverses nuances de caractère, d'esprit et d'opinion. Déjà on a pu se rendre un compte suffisant de la doctrine écrite; il nous reste à présenter au lecteur un tableau de la doctrine parlée et du nihilisme en action. Que pensent les ouvriers? les prêtres? les étudiants? C'est ce que nous dirons, en recourant, non à des affirmations sans preuves, comme il n'arrive que trop souvent, mais à des documents précis, empruntés aux nihilistes mêmes et dont nous avons

fait exécuter, sous nos yeux, une traduction rigoureuse.

Voici, par exemple, comment un nihiliste réfugié s'exprime au sujet de son parti :

Le mouvement révolutionnaire-socialiste traverse la période la plus critique de son développement. En effet, il nous est donné de vivre au milieu de la désorganisation sociale la plus complète, qui caractérise les époques où pas un principe n'est stable, où le chaos des idées, des opinions est tel que tout est à créer. Cette situation générale se reflète dans notre parti où la divergence d'opinions et l'absence de cohésion forment le trait principal de la révolution actuelle. Cet état ne peut durer longtemps, et le moment est proche où les partis adverses finiront par s'entendre. L'idéal social isolé, conçu par chacun, finira par créer un large programme de fédération communale. Ensuite, ce programme subira des modifications nécessaires pour pouvoir s'adapter à la vie russe. D'autre part, ces tendances peuvent s'évaporer et dégénérer, de révolutionnaires qu'elles sont, en tendances jacobines ou constitutionnelles. C'est dans ce sens-là que la situation de notre parti est la plus critique. Il s'agit donc de préparer une heureuse issue à la révolution. Et si les efforts des personnes dévouées peuvent exercer une influence utile sur les masses, les socialistes russes se trouvent moralement obligés à propager, à leurs risques et périls, les idées économiques nouvelles . . . .

. . . .

Le point de départ du mouvement révolutionnaire en Russie (1873-74) était de créer une fédération de communes autonomes, dont les habitants posséderaient en commun la terre et les instruments de travail. La voie la plus rationnelle pour atteindre ce but, c'est de provoquer l'initiative du peuple, tant pour détruire ce qui existe, que pour édifier l'ordre social nouveau. Organiser les

forces populaires, réveiller le peuple, l'éclairer sur sa situation, le faire agir; tel était notre programme en 1873-74; tel il est encore aujourd'hui.

Il n'a été modifié que sur la question pratique. Quelles étaient les circonstances qui ont forcé notre jeunesse, non à prêcher la révolution, mais à *la faire*, en allant *dans le peuple*, et dans quelle condition est-elle appelée à agir? Répondre à ces questions serait faire l'historique des persécutions exercées par le gouvernement russe et expliquer en même temps, qu'en face du *statu quo* actuel, il n'existe plus que des moyens violents pour agir. . . . . . .

. . . .

Que voyons-nous en effet? Brûlant d'impatience de créer autant d'ouvriers sans terres qu'il est possible, nos classes possédantes et le gouvernement cherchent à détruire la commune russe et à faire passer les terres aux petits accapareurs de province, — la future bourgeoisie russe, — ou à favoriser, par une série de lois, la grande propriété foncière. De même qu'à l'Occident, on s'efforce en Russie de créer la classe des capitalistes (ploutocratie) pour mieux exploiter *le travail libre* du peuple prolétaire. Autrement dit, notre bourgeoisie et le gouvernement entendent faire concurrence, sur le marché européen, avec les classes dirigeantes de l'Europe. Mais c'est le peuple qui doit travailler sans en récolter les bénéfices. Toutes ces tendances, réellement subversives, aboutissent à la spéculation, aux entreprises inutiles, en vue de la situation économique actuelle, à la création des banques, à la construction des chemins de fer, etc. . . . .

. . . .

Quelles sont donc les conditions qui ont forcé la jeunesse à se lancer dans la propagande révolutionnaire sans y être préparée? Sommes-nous responsables des fautes commises? Je le crois, et n'allons pas accuser la *marche fatale* des événements. Disons franchement que nous sommes fautifs dans tout ce qui nous arrive, car si nous avions considéré plus sérieusement notre tâche, nous

aurions pu paralyser les effets désastreux de *l'enchaînement fatal* des circonstances. La principale faute consistait dans cette illusion, que nous pouvions atteindre de brillants résultats en très peu de temps. Nous avons considéré d'une manière si légère la tâche difficile et ardue de l'organisation des masses populaires, avec le concours desquelles on peut seulement faire la révolution sociale ! Comme des enfants impatients, nous avons supposé qu'il suffirait de quelques années pour réaliser notre idéal social. Grâce à ces illusions enfantines, la révolution sociale nous apparut, non pas comme un ensemble de fonctions et de spécialités diverses, qui varient selon l'endroit et les races qui composent notre empire difforme, mais comme une activité absolument homogène dans ses branches multiples; nous avons cru que la propagande orale et écrite suffirait pour soulever les paysans. Toutes les forces vives du parti furent obligées de s'occuper de la propagande; il y a plus, on appelait véritable révolutionnaire celui qui endossait l'habit de paysan. Dès lors, personne ne se demandait : « Puis-je être utile dans le milieu social où je vais, surtout dans l'accoutrement dont je me suis affublé? » On était conspué lorsqu'on s'opposait à ce que des petits garçons et des petites filles *allassent dans le peuple*. On appelait traître celui qui trouvait que la transition du banc de l'école au rôle d'un agitateur était par trop brusque. De là le caractère un peu ridicule de notre descente dans le peuple, qui ressemblait plutôt à un *pèlerinage de croyants* qu'à une action sérieuse et réfléchie. Aussi les résultats ne se sont pas fait attendre. Avant tout, les jeunes propagandistes tâchaient de saisir au vol les principes les plus élémentaires du métier. Il est vrai que beaucoup ne considéraient leur mission que comme une reconnaissance de l'ennemi. En papillonnant d'une localité à l'autre et en débitant partout la même chose, avec beaucoup de feu sacré peut-être, mais sans la moindre habileté à coup sûr, le résultat final de l'activité de ces jeunes gens a presque toujours été nul. Ceci devient évident au moment même

où les hommes d'expérience avaient décidé de *localiser* la propagande et de diviser le travail révolutionnaire. Les propagandistes de la première formation se sont vus obligés de commencer par le commencement, lorsqu'on leur a demandé de devenir membres actifs du milieu social où ils devaient résider, et qu'on a exigé d'eux des connaissances assez étendues pour aboutir à un résultat sérieux. Le fait saillant de la nouvelle phase de notre mouvement, c'est la tentative de Stephanovitch et de ses amis pour organiser les paysans à Tchiguirine. Malheureusement ce n'est qu'un fait isolé dont les résultats sont inconnus. Peut-on dès lors s'étonner de la nullité de nos efforts dans les campagnes et même dans les villes, où il était plus facile de s'orienter? Lorsque l'opinion dominante consistait à appeler révolutionnaire celui qui s'affublait de l'habit d'un paysan, et que l'on regardait avec mépris ceux qui agissaient dans d'autres milieux, il était évident que la propagande dans les villes avait passé au dernier plan, car on ne s'en occupait que quand on ne pouvait aller dans le peuple.

Cette opinion a beaucoup contribué à faire négliger la propagande dans les classes civilisées. De là vient aussi l'aversion des agitateurs pour la presse révolutionnaire, qui pourtant serait nécessaire, tant pour acquérir de nouveaux adeptes, que pour s'entendre sur le choix des moyens. Pour chaque révolutionnaire européen, c'est un axiome indiscutable; mais notre jeunesse n'a pas voulu le comprendre; c'est ce qui explique la pauvreté de la littérature socialiste russe. L'apparition du journal *Terre et Liberté* (*Zemlya et Volya*) indique seulement qu'on a senti le besoin d'une presse comme instrument d'agitation, et pour servir aux mesquines préoccupations du jour.

Néanmoins, c'est encore un pas en avant.

Le procès des *Sadovtsys*, qui pourra nous donner quelques éclaircissements sur les tendances nihi-

listes du clergé russe, trouvera ici naturellement sa place.

Le principal acteur de ce drame, c'est Kovalevsky. Personnalité remarquable, intelligente, ayant passé plusieurs années à propager des idées socialistes. On disait de lui et de ses amis Svititch et Vitachevsky qu'ils appartenaient, par leurs idées, à la fraction de nos jacobins de l'étranger; mais c'est faux. Kovalevsky était fils d'un prêtre; il a terminé ses études au séminaire ecclésiastique, d'où il est passé à l'Université d'Odessa (en 1869). Depuis lors il commença sa propagande socialiste. Il n'y resta pas longtemps et alla dans le peuple, au milieu duquel il a vécu cinq ans. Là il fit connaissance avec ce phénomène social remarquable de la Russie méridionale qui s'appelle, *Stounda*, secte religieuse admettant l'analyse critique et ne reconnaissant aucune autorité spirituelle, ni celle du czar, ni aucune autre. Pour eux le czar est la personnification du mal sur la terre, c'est-à-dire l'autorité qui requiert une obéissance absolue. Ils n'ont ni saints, ni hiérarchie; ils ne reconnaissent que l'interprétation mystique de la Bible. Kovalevsky vécut longtemps parmi eux en observant et en étudiant leurs mœurs, leurs us et coutumes. Il a écrit, à ce sujet, deux grands articles remarquables intitulés : *Le rationalisme dans la Russie méridionale.* (Ces articles ont paru dans les livres I et V de la revue, *Les Annales de la Patrie*, et signés Émelianoff). Mais ce n'était pas seulement pour étudier les *Stundistes*, qu'il resta parmi eux, ce fut pour propager les idées socialistes. La dernière année Kovalesky passa à Odessa, où il groupa autour de lui beaucoup d'hommes intelligents et établit une typographie clandestine. Devant les juges, il garda jusqu'au bout une attitude calme et digne, ce que l'on peut dire aussi de tous les autres accusés. Il déclara sans réticence qu'il appartenait au parti révolutionnaire-socialiste. Dans son dernier discours, il a dit au procureur, qui réclamait l'ap-

plication de la peine de mort : « Cette peine aura ce résultat qu'elle attristera quelques-uns de mes amis et provoquera de terribles représailles de la part de la grande majorité révolutionnaire. »

L'enquête judiciaire n'a rien découvert; tous les témoins étaient des gendarmes ou des agents de police. C'était une comédie lugubre où tout le monde accusait à l'unisson. Néanmoins, il arrivait à ces témoins de *patauger*, probablement pour avoir mal appris la leçon. Un pope les harangua, un feuillet à la main; mais le bon pasteur n'eut pas le plaisir d'achever son discours, puisque maître Bardovsky l'interrompit en disant que le Code ne l'y obligeait pas, et le président lui donna raison.

Le réquisitoire du procureur a été très incolore et la plaidoirie de Bardovsky très brillante. Il s'était longuement étendu sur nos souffrances et sur les persécutions dont nous sommes l'objet. « Ne croyez pas, Messieurs, dit-il, que vous parviendrez à déraciner le socialisme par des mesures de répression ; c'est le contraire qui arrivera. » Ensuite, il a parlé contre la peine de mort en général et contre le verdict qui attendait Kovalevsky. Mais ce discours n'a pas eu d'influence sur les jurés.

Je passe maintenant à l'épilogue sanglant du procès. C'est avec dégoût que j'essaierai de vous dépeindre la scène atroce qui s'était passée à côté du tribunal.

Déjà depuis plusieurs jours une foule compacte stationnait aux abords du palais; vers la fin de la dernière audience il y avait plus de trois mille personnes. A quoi attribuer cet empressement du public? D'abord à la sympathie pour l'accusé, et en grande partie aux ordres absurdes donnés par la police de ne pas passer par telle rue ou par telle place. Pour nous, il était évident que les autorités voulaient provoquer une manifestation révolutionnaire de notre part. Or, quelques jours avant l'ouverture du procès les agents secrets et non secrets avaient fait circuler le bruit que plus de trois mille révolutionnaires étaient arrivés de tous les coins de l'Europe, pour imposer à la jus-

tice et que, par conséquent, la sécurité publique était menacée. Les abords du palais ont été gardés par une nuée de gendarmes et d'agents armés.

Enfin, le procès se termina le lundi 24 juillet, à deux heures de l'après-midi. La foule attendit patiemment le verdict du jury pendant sept heures. On m'a dit que pendant ce temps le tribunal échangeait des dépêches avec le ministère de la justice et de l'intérieur. Enfin à neuf heures du soir le bruit a couru dans la foule que le président lisait le verdict; tout le monde se tut bien que malgré ce silence on ne pût rien entendre de ce qu'on lisait dans le palais. « Ils lisent longtemps » dit quelqu'un dans la foule, « il ne serait pas impossible que ça tournât bien. »

Tout à coup un cri déchirant retentit dans l'intérieur du palais, et une jeune fille, la sœur de Vitachewsky, — si je ne me trompe — sortit pâle et tremblante en criant : « Kovalevsky condamné à mort, aux travaux forcés Svit », et elle tomba sans connaissance.

En un clin d'œil les rues environnantes se remplirent de soldats qui pendant tout le temps se tenaient cachés dans les maisons particulières et dans les casernes. Le tumulte devint effroyable; les soldats serraient la foule de tous côtés; des imprécations, des injures partout; les femmes sanglotaient.

Un coup de feu partit du côté des soldats. « On tue » cria quelqu'un ; le feu de la décharge était à la hauteur de la poitrine humaine. Qui a tiré ? Plusieurs personnes reconnurent un agent de la police secrète. En réponse à ce coup de feu provocateur, les soldats ont fait une charge sur la foule et deux hommes tombèrent raides morts. Une panique générale s'ensuivit ; « on veut nous massacrer » cria-t-on de toutes parts. Plusieurs personnes ont été tuées dans la bagarre et beaucoup de blessées durant la retraite désordonnée de la foule fuyant devant les baïonnettes. Un quart d'heure après toutes les rues environnantes étaient pleines de troupes de ligne et d'escadrons de cosaques.

Ont été tués : l'élève de la quatrième classe de l'école Pogrebatsky, et l'ouvrier Poltavsky; vingt-deux blessés et estropiés. Le lendemain commencèrent des arrestations en masse qui continuent jusqu'à présent. Dans l'attente de l'arrivée du czar on ne fait plus que cela. On arrête partout, au domicile, dans les rues, dans les promenades, à l'église, tout le monde sans le moindre motif : bref, les autorités sont affolées !

La commune de Paris a frappé les nihilistes, qui considèrent la révolution du 18 mars, comme un événement dont l'humanité n'aurait eu qu'à se réjouir, s'il avait réussi. Voici ce que nous lisons dans le journal russe *la Commune :*

L'ANNIVERSAIRE DU 18 MARS A ODESSA.

Nos socialistes se sont réunis le soir du 18 mars pour fêter dignement la grande et mémorable date pour tous les socialistes de l'univers. La réunion était très nombreuse et très animée. Presque la moitié des membres présents étaient des ouvriers; le reste se composait de journalistes et d'étudiants.

Un ouvrier s'écria : « On se sent bien courageux, quand on se voit en nombre, quand on constate que l'armée du progrès s'accroît de jour en jour. » Ensuite parlèrent quelques représentants des classes intelligentes. Un orateur a fait une éloquente étude sur la Commune de 1871 en disant, sous forme de conclusion, que la révolution du 18 mars était la première, où le peuple a agi en souverain, où il a pu manifester ses justes revendications et indiquer au monde les moyens d'arriver à la souveraineté. Enfin, il a mis en évidence, *ce fait absolument nouveau que les femmes ont pris une part très active à ce mouvement.* Ensuite, l'un des orateurs a lu un mémoire sur le soulèvement dans la Petite-Russie, qui fut un véritable mouve-

ment révolutionnaire russe. Un autre orateur a fait l'historique du mouvement révolutionnaire actuel, et il a terminé en disant que, jusqu'à présent, nos socialistes croyaient pouvoir agir sur le peuple uniquement par la force morale et maintenant, a-t-il dit, ils commencent à comprendre qu'il faut disposer des garanties matérielles pour avoir du succès. A preuve la nouvelle méthode d'agir inaugurée récemment et qui consiste à faire trembler le gouvernement et à prouver au peuple que le *statu quo* actuel est loin *d'être aussi solide et inébranlable qu'il le croit, que tout le monde n'est pas en admiration muette devant le czar blanc, mais qu'il y a des gens qui osent critiquer son gouvernement et protester ouvertement.* L'attentat contre Frepoff, la révolte contre les autorités à Odessa, l'attentat contre le procureur impérial Kotliarevsky à Kiew, les manifestations publiques, — n'ont pas eu d'autres significations que celle-ci, car aucun meurtre n'a été commis par haine ou par vengeance personnelle. C'était en un mot de justes représailles exercées dans l'unique but d'ébranler dans sa base le principe d'autorité. A la fin du discours, cet orateur, que vous connaissez et dont je veux taire le nom, car il habite la Russie, a porté un toast à mademoiselle Zassoulitch et à tous nos frères qui sont *allés dans le peuple*. A la fin de la soirée la réunion a décidé à l'unanimité d'envoyer l'adresse suivante aux ouvriers français :

« Les ouvriers d'Odessa s'étant réunis pour fêter le glorieux anniversaire de la grande commune de Paris, envoient à leurs frères de France leur cordial et fraternel salut. Nous travaillons dans notre patrie au même but que les glorieux défenseurs des franchises populaires qui ont sacrifié leur vie, sur les barricades de Paris, en tenant haut le drapeau de la Révolution. Nous attendons palpitants ce solennel moment historique où l'ancien monde croulera devant nos efforts, où nous pourrons lutter pour l'ouvrier contre le capitaliste et pour le triomphe du grand

principe de l'égalité morale, intellectuelle, politique et économique.

Pour le moment une lutte sourde, mais implacable, s'est engagée chez nous contre toutes les formes de l'exploitation; lutte inégale où nous périssons par milliers d'une mort affreuse dans les prisons et le bagne.

Frères! vous avez eu raison de dire en 1871 que vous combattiez pour l'humanité entière! Oui! les intérêts de tous les peuples sont solidaires, car l'avènement du peuple dans un pays contribuera au triomphe définitif des autres peuples.

Ouvriers français! lorsque le moment solennel aura sonné et que vous lèverez bieu haut le drapeau rouge de la délivrance des peuples, soyez aussi héroïques et implacables devant vos ennemis pour le bonheur de l'humanité que vos glorieux prédécesseurs, et la victoire couronnera vos efforts.

Qu'on s'étonne après cela des grèves nombreuses des ouvriers russes! A Odessa, notamment, il s'en est produit une qui a laissé des souvenirs. En voici le récit, d'après un journal du parti.

Les ouvriers des ateliers de la grande gare se sont mis en grève, il y a un mois, et voici pourquoi. Il faut vous dire que dans la fonderie de la gare il n'y a pas d'hommes de peine, comme partout ailleurs, de sorte que chaque ouvrier travaille pour deux. Les patrons ont trouvé que cela faisait admirablement leur affaire, mais les ouvriers n'ont pas été du même avis. Ne voulant pas travailler plus qu'ils n'étaient obligés, ils s'adressèrent à l'administration pour demander l'augmentation des salaires. Comme toujours et partout, l'administration de l'usine refusa, et les ouvriers ont quitté les ateliers. Alors le chef d'atelier alla exhorter les ouvriers de l'usine de M. Fenderich à venir travailler à la gare, et plusieurs consentirent à s'y rendre,

lorsqu'un jeune ouvrier, très aimé et respecté par ses camarades, s'opposa à leur résolution, en disant qu'il n'irait pas. Tout le monde obéit. Le soir du même jour les grévistes allèrent trouver leurs confrères de l'usine Fenderich; ceux-là sortirent de l'atelier pour leur serrer la main. La grève dura trois semaines et demie, et pas un ouvrier n'alla travailler à l'usine de la gare. Au bout de ce temps, le chef de l'usine s'adressa à Herson pour enrôler les ouvriers, mais ça ne produisit aucun effet sur les grévistes. Quelques-uns d'entre eux, recommandés par leurs camarades, viennent d'entrer à l'usine Fenderich; tous les autres sont aussi placés. Il est curieux de savoir pourquoi les journaux russes n'ont pas dit un mot de cette grève? Leur a-t-on défendu d'en parler?

Voici ce que disent, en somme, les ouvriers grévistes, dans la péroraison de leurs manifestes :

« Nous sommes fermement résolus à nous défendre par tous les moyens possibles. On ne nous laisse pas de choix! Donc, que les traîtres sachent ce qui les attend! »

En lisant ces tristes lignes, on ne peut s'empêcher de penser que la situation de ceux qui ont été réduits à les écrire est vraiment désespérée; car, nous le répétons, ces moyens de se *défaire* de ses ennemis sont atroces, mais rendus nécessaires, grâce à nos persécuteurs. Ne pouvant pas mieux se défendre, le gouvernement russe procède au moyen de la corruption et de la dépravation de ceux qui ne sont pas doués d'énergie. Sa main sale et dégoûtante salit tout à ce qu'elle touche!

On ne peut plaindre un espion, ni blâmer ceux qui se voient forcés de se défendre. Mais si l'espion n'est pas digne de pitié, quels sentiments peuvent inspirer ceux qui les payent? Ceux qui, pour plaire *à un vieux fou dévergondé, ivrogne et infâme*, consentent non seulement à faire

périr des milliers de jeunes gens, mais de prostituer ceux qui restent... Désormais, la question est bien posée : pas de compromis entre nous, mais la lutte à outrance, à la vie et à la mort!

Et cette lutte continuera jusqu'au bout; et nous verrons qui aura le dessus : est-ce leur passé, plein de crimes et de honte, ou l'avenir plein de lumière et d'espérance! ! !

Ainsi, les ouvriers russes sont des recrues désignées pour la révolution future. Les étudiants, dont nous avons peint les mœurs au début de cet ouvrage, ne leur cèdent en rien. Non seulement ils ont commencé à manifester leur aversion pour le czarisme, mais plusieurs révoltes partielles, les unes simplement tumultueuses et bruyantes, les autres absolument offensives et à main armée, plusieurs adresses de félicitations que Moscou envoie à Kiew et réciproquement, témoignent de l'esprit qui anime ces jeunes gens. Leur correspondance est là d'ailleurs, qui nous révèle l'état de surexcitation à laquelle sont arrivés ces cerveaux surchauffés. Tous les récits qui vont suivre sont empruntés aux lettres que les étudiants écrivent aux journaux de Genève ou de Londres, chaque fois qu'une arrestation a eu lieu, ou qu'un incident ayant trait *à la cause* s'est produit.

Il y a un mois, quelqu'un tira un coup de pistolet sur le procureur, qui, malheureusement, resta sain et sauf. De là les arrestations et les visites domiciliaires. Six personnes furent jetées en prison; entre autres Juvenalieff, Podolsky et Grégoire Goldenberg. Ce dernier fut arrêté, parce que la police le rencontrait toujours sur son passage et que son logement se trouvait tout près du lieu de l'attentat. Juvenalieff, le *privat docent* de l'Université, était depuis longtemps fort mal noté. Ensuite furent arrêtés

ceux qui ont chanté le *requiem* sous les fenêtres du recteur Matveïeff, pendant l'enterrement du professeur Afanassieff, et ceux qui ont signé la protestation collective au comte Pahleen contre les mauvais traitements infligés aux détenus politiques. Quand le juge d'instruction a demandé à Juvenalieff pourquoi il a fait un voyage à Saint-Pétersbourg, il répondit : « Pour provoquer la jeunesse à protester contre les mauvais traitements; mais comme le sort n'a pas voulu que cette protestation vît le jour, je vous prie d'inscrire dans le procès-verbal que je proteste contre la conduite ignoble des autorités à l'égard des accusés politiques. »

Actuellement il est mis en liberté, sous caution de trois mille roubles déposés par le professeur Avenarius. Les deux autres restent en prison, bien qu'ils soient innocents. Il est évident que cette conduite a révolté la jeunesse universitaire, car Podolsky est étudiant. C'est pourquoi les étudiants se réunirent dans une des salles de l'Université pour prier le recteur d'aller chez le général Pavloff et lui dire que l'étudiant Podolsky était innocent et qu'il devait être mis en liberté. Le recteur fit la démarche, et répondit aux étudiants qui l'attendaient, que le général lui avait dit, que Podolsky se trouvait en prison pour beaucoup d'autres affaires, et que s'il n'était accusé que de ces manifestations, il serait depuis longtemps mis en liberté.

Les étudiants n'ajoutèrent aucune foi à cette réponse, et envoyèrent une députation au gouverneur général.

Celui-ci répondit qu'il n'avait pas le droit de recevoir des députations, ou des pétitions, ou des protestations collectives, et que s'il ne les envoyait pas immédiatement en prison, c'est *par pure générosité*, *par sympathie pour la jeunesse, qui ne sait pas ce qu'elle fait.*

« Pourquoi, dit-il, voulez-vous le faire mettre en liberté! Vous ne savez donc pas ce que c'est que les armes impériales? ce que c'est que les arrêts du pouvoir légal? Je suis un simple administrateur, ajouta-t-il avec humilité,

un administrateur qui peut être renvoyé demain, aujourd'hui, la police fait une perquisition chez vous, demain elle la fera chez moi. Allez dire à vos camarades que malheureusement je ne puis rien dans cette affaire. » Et il eut l'audace de paraître triste. Or, il n'a même pas compris que ses paroles étaient la plus sanglante accusation du régime qu'il servait.

Le lendemain il y eut une nouvelle réunion, mais le *protecteur* pria les étudiants de rentrer chez eux; les étudiants n'obéirent pas. Alors vint le recteur, mais celui-là fut sifflé. Enfin, se présenta le curateur de l'arrondissement scolaire pour prier les étudiants de se retirer : « Je vous supplie, comme mes enfants, de vouloir bien vous retirer; je vous donne ma parole d'honneur que personne de vous n'aura le moindre désagrément. »

« Ne parlez pas d'honneur », cria la foule.

Le curateur fit semblant de n'avoir pas entendu et continua : « Mon cœur saigne, mes amis, mais je suis forcé de faire inscrire les noms de tous les délinquants. »

L'étudiant qui présidait la réunion a répondu qu'il ne pouvait la dissoudre ; quant à l'inscription des personnes présentes, ajouta-t-il, elle a déjà été faite par nous-mêmes, et voici la liste portant 300 noms. Le lendemain 200 personnes sont allées s'inscrire chez le recteur. Il est à remarquer que 25 étudiants en médecine du cinquième cours, lesquels doivent être déférés aux tribunaux ordinaires, ont pris part à ces manifestations. Le jour suivant, une réunion a eu lieu encore ; le protecteur est venu déclarer, au nom du recteur, que ce dernier rétractait ces paroles : « Nous connaissons les instigateurs. » Le tribunal universitaire se réunit deux jours après ; mais les étudiants continuèrent à se réunir régulièrement tous les jours. Ce tribunal refusa d'appeler les étudiants par groupes; mais ceux-ci firent remarquer qu'on ne pouvait les interroger un par un, mais seulement par groupes et à huis clos. A cela le tribunal répondit que leur demande était absolument conforme aux statuts de l'Université, mais que l'on

n'en tiendrait nul compte. A cela les étudiants répondirent qu'ils ne reconnaîtraient pas l'autorité du tribunal. Cinq personnes du dernier groupe ont rayé leurs noms, et les autres répondaient de la manière suivante aux questions qui leur étaient posées :

— Alliez-vous aux réunions?

— Oui.

— Êtes-vous un tel ?

Un signe de tête affirmatif.

— Êtes-vous solidaires avec vos camarades?

— Oui.

— Pouvez-vous nous dire les motifs de votre protestation?

— Vous le savez aussi bien que moi.

Ou bien : Plusieurs vous l'ont déjà dit, etc.

Voilà quinze jours que les cours sont suspendus et que les professeurs ne savent où donner de la tête.

Le recteur vint lire, deux jours après, le télégramme du ministre de l'instruction publique, contenant l'ordre de fermer la salle à manger commune, fondée par la société des étudiants. Néanmoins ce réfectoire n'a pas été fermé, grâce à la protestation confidentielle des professeurs. Tous ces jours-ci, les autorités de l'Université reçoivent de trois à cinq télégrammes par jour de Pétersbourg.

L'un d'eux est véritablement curieux :

« Veuillez m'informer immédiatement si les troubles qui viennent d'éclater ont un caractère scolaire ou politique. Si politique, — prenez mesures, de concert avec gouverneur général. »

Voilà quinze jours que cette lettre est écrite; depuis ce temps, 150 étudiants ont été exclus : 90 pour trois ans et les autres pour une durée de un à deux ans; 30 ont été exilés administrativement dans les provinces de l'extrême nord, à trois ou quatre mille kilomètres; mais où ? personne ne le sait.

La société se montrait très sympathique ; on a souscrit, pendant quelques jours, environ 2,000 roubles.

Ces 30 étudiants furent envoyés, en deux fois, par 15 dans chaque train; mais ils furent embarqués à la petite station Dyneïevka, qui se trouve à 20 kilomètres de Kiew.

Les étudiants furent informés et vinrent en masse à cette station pour reconduire leurs camarades. Les adieux furent très touchants. Les exilés surtout ont été émus et agréablement surpris. Comme beaucoup d'entre eux ont été arrêtés depuis quelques jours, ils ne connaissaient pas encore l'acquittement de Véra Zassoulitch.

Les camarades leur ont annoncé cette bonne nouvelle, et le train est parti au milieu de *hourras* frénétiques et étourdissants.

OVATION FAITE AUX ÉTUDIANTS DE KIEW.

Le 12 avril soir, les étudiants de Kharkoff se sont réunis pour délibérer sur les événements de Kiew. Vers dix heures, lorsque tout le monde était presque parti, un étudiant est venu annoncer que les étudiants exilés de Kiew arriveraient dans la nuit. Il s'en est trouvé beaucoup parmi les assistants qui avaient promis d'annoncer cette nouvelle à leurs camarades.

En effet, vers minuit, plus de deux cents personnes s'étaient rassemblées à la gare. La foule des étudiants se trouvait grossie par les voyageurs, car à cette heure partent les trains pour Poltawa et Rostow.

Lorsque le train, dans lequel se trouvaient les étudiants de Kiew, s'arrêta devant le quai, les étudiants de Kharkoff se ruèrent dans les wagons pour serrer les mains de leurs collègues. Les gendarmes et les agents de police, qu'on avait envoyés en prévision d'une manifestation politique, ont été refoulés jusque dans l'intérieur de la gare.

Ensuite, on leur offrit le pain et le sel; après quoi tout le monde passa dans la salle de la première classe, où l'un des étudiants s'écria :

« Messieurs, en signe de respect pour nos camarades de

Kiew, je vous invite à ôter vos chapeaux, — hourra ! » Excepté les étudiants, tous les voyageurs se découvrirent.

On demanda quelques douzaines de bouteilles de bière. Le second toast a été proposé pour la solidarité inébranlable des Universités, et le troisième, pour tous les honnêtes citoyens.

Les employés de la gare, les gendarmes, les agents et le public regardaient avec stupeur cette effusion de sentiments fraternels. Une dame âgée pria les étudiants de la laisser passer pour voir de plus près les exilés; après les avoir regardés un moment, elle dit à ceux qui l'entouraient, en secouant la tête :

« Eh bien, messieurs! je vous envie tout de même, et franchement, je voudrais être à votre place. »

On sait que les détenus politiques doivent passer la nuit, pendant leur voyage, dans des postes de police sales et dégoûtants, et comme les exilés de Kiew devaient passer cette nuit à Kharkoff, les exilés de cette ville se sont immédiatement rendus chez le gouverneur pour le prier de leur permettre de passer la nuit dans un hôtel. On plaça les étudiants sur des fiacres, et les étudiants, entourés d'une foule de quelques milliers de personnes, les suivaient à pied jusqu'à la maison du gouverneur.

Il était une heure et demie du matin.

Arrivés là, ils furent reçus sur le perron par le maître de police, qui leur dit qu'il ne pouvait leur donner aucune réponse, mais qu'il irait prévenir le gouverneur.

Son Excellence s'est fait attendre une bonne demi-heure; ensuite elle est sortie dans la rue en grand uniforme avec un grand cordon en sautoir et en gants blancs.

Le prince Krapotkine (tué depuis) a tenu à peu près le langage suivant :

« Messieurs, dit-il, vous venez à deux heures du matin déranger les autorités et troubler le repos de la nuit des habitants, pour me prier d'une chose que je ne saurais vous accorder à quelque heure du jour que ce soit. Or, ce n'est pas même une demande, c'est une sommation que

vous me faites. Je ne saurais y consentir, car si j'adhérais à votre demande, vos prétentions n'en finiraient plus... Je ne puis... nous avons cru que vous étiez raisonnables, et voilà que vous commencez à suivre les mauvais exemples. Enfin, vous pouviez m'envoyer une députation ! »

— Nous ne pouvions pas le faire, répondirent en chœur les étudiants, la loi le défend. Vu l'heure avancée de la nuit, il ne nous restait plus rien à faire.

Enfin, après un quart d'heure de pourparlers, le prince gouverneur consentit à faire loger les détenus pour cette nuit dans la chancellerie du maître de police, où l'on a ordonné d'apporter des divans. Il est à remarquer que les agents de police et les gendarmes n'ont témoigné aucune velléité de *rétablir l'ordre.*

Le lendemain, à onze heures, une foule de monde attendait le départ des exilés à la gare. Les adieux furent très touchants, mais les autorités avaient envoyé un bataillon de gendarmes pour escorter les détenus jusqu'à la deuxième station. Quelques étudiants sont aussi partis pour les reconduire.

LETTRE DE MOSCOU.

L'ovation faite aux étudiants de Kiew à Moscou et la bataille organisée dans les halles centrales.

Une partie des exilés de Kiew sont arrivés à Moscou le 3 avril avec un train-express.

A la gare de Koursk, ils furent reçus par les étudiants de l'académie Petrowski, de l'institut technologique et quelques étudiants et étudiantes, en tout 200 personnes. Quand le train s'arrêta, un formidable « hourra » retentit sous les voûtes de la gare. Les agents de police et les gendarmes demandaient à tout le monde ce que cela voulait dire, et n'ayant pu rien apprendre, tâchèrent, par instinct, d'empêcher les étudiants d'approcher du train.

Les « hourras » et les cris de : vive la liberté, l'égalité, la fraternité ! vivent les martyrs politiques ! retentissaient sans interruption.

Les détenus, en sortant sur le quai, saluaient le public qui les entourait en leur offrant des plaids (châles), de l'argent ; quelques-uns ôtaient leur pardessus, parce que les étudiants n'avaient pas de vêtements chauds.

La police ne se souvint qu'un quart d'heure après que des voitures cellulaires attendaient les prisonniers. Alors, on les y conduisit. Les cris redoublèrent ; enfin, on les plaça dans quatre voitures qui partirent escortées de cosaques. Alors commença le cortège triomphal. Un gendarme à cheval ouvrait la marche ; derrière lui une escouade de sergents de ville armés de pistolets ; derrière eux suivait la première voiture entourée de ces cosaques ; derrière cette voiture marchait un officier le sabre à la main. Puis suivaient la seconde voiture, la troisième et la quatrième, entourées de gendarmes à cheval, de cosaques et de sergents de ville. Un officier à cheval fermait la marche.

Malgré cette formidable escorte, la foule grossissait à chaque moment ; à la porte Vladimir-Lkaïa, elle se composait de plus de deux mille personnes. Les étudiants moscovites criaient : hourra les exilés ! respect aux martyrs ; chapeau bas ! » Les passants ôtaient leurs chapeaux sans rien dire. Les tramways, très nombreux sur ce parcours, s'arrêtaient ainsi que les voitures de maîtres et les omnibus. Tout le monde levait le chapeau et on se demandait ce que c'était. Beaucoup de personnes se sont mises dans les rangs des étudiants en ôtant leurs chapeaux et en criant « hourra ! » L'aide de camp du gouverneur général est resté sans chapeau pendant que la foule défilait devant lui. Jusqu'à la caserne des gendarmes tout alla bien.

En passant devant ce bâtiment, la foule des gamins qui nous suivait et qui criait « hourra ! » changea tout à coup d'attitude. On entendit tout à coup des cris : « Imbé-

ciles, lâches, coquins! » Nous avons tous vu que, pendant un quart d'heure au moins, les sergents et les agents en civil s'efforçaient d'ameuter le peuple contre nous, en disant tout haut aux garçons bouchers des halles : « Ce sont des étudiants qui se révoltent contre le czar; ils veulent délivrer les brigands et les voleurs jugés à Kiew qui qui se trouvent dans ces voitures. D'autres disaient : « Ce sont des Polonais ». Les garçons bouchers, les portefaix, et les journaliers qui se trouvaient dans les halles se ruèrent sur les étudiants en branlant leurs couteaux, leurs haches et leurs marteaux dans les mains. Une mêlée effroyable s'ensuivit, où les étudiants n'ont pas été vainqueurs, parce qu'ils n'avaient pu réussir à former une masse compacte. Il y a eu trente étudiants blessés, et beaucoup de monde fortement contusionné. Vingt femmes ont été blessées et transportées dans les hôpitaux. La population des halles a été tellement excitée que l'on arrêtait les voitures de maîtres; on faisait descendre ceux qui étaient dedans et on les battait sans merci. Quatre ou cinq voitures ont été complètement abîmées, des lanternes et des vitres brisées, et les tentures lacérées avec des couteaux de bouchers. Les étudiants ont fui après un combat d'une demi-heure. On battait tous ceux qui étaient habillés à la française.

Le lendemain, le 4 avril, date à jamais mémorable (attentat de Karakosoff en 1864) une réunion des étudiants de l'université, de l'académie agricole de Petrowsky et de l'institut technologique eut lieu dans l'une des salles de l'université.

Je vous en donnerai les détails dans ma lettre suivante.

LETTRE DE MOSCOU.

Les étudiants de l'université, de l'institut technologique, de l'académie agricole et les personnes étrangères qui assistaient à la réunion du 4 avril, ont décidé d'adresser une pétition au procureur pour demander des

poursuites contre les employés des halles et la police qui s'étaient rendus coupables de voies de fait et de violences contre les étudiants et le public. Ce jour-là, deux cent cinquante personnes ont signé la pétition, car environ mille personnes étaient parties ayant la fin de la réunion, ne sachant pas que la pétition serait signée séance tenante.

Le même jour, une autre réunion eut lieu le même soir à l'académie Petrowsky, où trois cents personnes ont signé encore. L'inspecteur des étudiants arriva vers dix heures pour prier les étudiants de se séparer, mais il a été sifflé, après quoi il s'en alla avec plus de succès qu'il n'était venu. Le sous-inspecteur de l'université eut le même sort.

En tout sept cents personnes ont signé la pétition, dont quatre-vingts n'appartenant pas à l'université. Les étudiants arrêtés, le 4 avril, ont été mis en liberté le lendemain. Tout ceux qui ont avoué qu'ils avaient fait sciemment cette démonstration politique ont été exclus. Lorsque les étudiants apprirent cette nouvelle, ils se réunirent dans l'académie Petrowsky et refusèrent de se séparer avant qu'on ne leur eût appris que les étudiants arrêtés n'étaient pas exclus. Dans la réunion qui a eu lieu le même jour à l'université, les étudiants ont déclaré au recteur, M. Fikhomawoff, qu'ils désiraient que les autorités de l'université commençassent des poursuites contre M. Katkoff, le rédacteur en chef de la *Gazette de Moscou*, pour les articles parus les deux derniers jours qui renfermaient de lâches insinuations à l'égard de la jeunesse russe.

Ensuite, ils ont demandé des poursuites contre la police et les employés des halles, et enfin que le conseil de l'université permît aux étudiants de Kiew de suivre les cours à l'université de Moscou.

Chaque fois que le recteur s'avisait d'interrompre, la foule lui criait : Taisez-vous! écoutez !

Le recteur donna une promesse évasive sur chacun de

ces points et promit, sur sa parole d'honneur, de donner une réponse le lendemain, le 7 avril.

Ce meeting n'eut lieu que parce que les étudiants ont employé la force. Lorsqu'ils arrivèrent en foule, à deux heures, ils trouvèrent toutes les portes fermées. Alors ils forcèrent trois portes et s'installèrent dans le grand auditoire. Les femmes n'ont pas été admises à cette réunion, malgré les vives instances des étudiants de Petrowsky et de l'institut, auxquelles les étudiants de l'université ont répondu, avec raison, que si la police voyait des femmes et des personnes étrangères, elle pourrait pénétrer de plein droit dans les murs de l'université.

A cause de ces troubles le conseil de l'université a suspendu les cours et a renvoyé les examens à huitaine.

AUTRE LETTRE DE MOSCOU.

Voici encore quelques détails concernant les troubles universitaires à Moscou.

Au commencement de la première réunion, les délégués, envoyés chez le procureur, ont rendu compte de leur mission.

Le procureur les a reçus d'une façon très aimable; il a accepté la pétition en ajoutant qu'il ferait tout ce qu'il pourrait. « Cet événement, dit-il, ne peut être qualifié, au point de vue juridique, que comme une *querelle dans un endroit public.* »

Ensuite, on a proposé de protester contre la décision du conseil de l'université de Kiew. Mais la haute-gomme de l'université, qui se trouvait en nombre à cette réunion, protesta contre cette proposition, en disant que l'on n'avait pas à se mêler des affaires des autres.

Alors on passa à la question de poursuite contre Katkoff. On envoya chercher le recteur qui venait d'arriver de Pétersbourg, où il était allé conférer avec le ministre. Il arriva au bout d'un quart d'heure. Les étudiants lui proposèrent encore une fois de commencer les poursuites

contre Katkoff et de casser le contrat qui existe entre lui et l'université au sujet de la *Gazette de Moscou.*

Ensuite, l'orateur a dit que Katkoff ne remplit pas ce contrat; d'abord, parce que les tendances de son journal couvrent de honte l'antique université russe; ensuite, parce qu'il ne paye pas la redevance annuelle depuis trois ans.

Or, la somme que rapporte la *Gazette de Moscou* est destinée aux étudiants pauvres, et il faudrait que désormais le conseil avisât aux moyens de l'encaisser régulièrement.

Enfin, la réunion demanda que les étudiants de Kiew fussent admis à suivre les cours. En réponse à ces réclamations, le recteur raconta aux étudiants son entrevue d'hier (à Pétersbourg) avec le comte Folskoï.

« Le ministre a été très affecté de cet événement, dit-il; mais j'ai tâché de le rassurer en disant que, dans toute cette affaire, l'initiative n'appartenait pas aux étudiants (rires prolongés et quelques sifflets). Messieurs, s'écria le recteur, je m'adresse aux étudiants *d'une université de l'État;* croyez, messieurs, que je prends sérieusement part à vos intérêts et que je ferai tout pour satisfaire aux revendications légitimes.

« Contre Katkoff nous ne pouvons rien faire; il exploite le journal en vertu d'un contrat, et il verse les payements annuels dans la caisse du Trésor.

« En ce qui concerne l'admission des étudiants de Kiew, je vous promets d'intercéder en leur faveur auprès du conseil de l'université et auprès du ministre. »

A la question faite par quelques-uns de quelle manière on pourrait connaître la décision du conseil, le recteur a répondu que les étudiants pourraient se réunir demain.

Je vous dirai pour conclure que pas un des vœux n'a été exaucé, car l'enquête sur les désordres qui se sont passés aux halles, a été dérisoire. Deux ou trois étudiants ont été admis à suivre les cours.

Jamais de pareils faits ne se sont produits en France,

même aux époques les plus troublées. Et on nierait que l'empire des czars soit à la veille d'un changement considérable, presque total ! A quoi sert alors l'expérience de l'histoire et l'analyse des faits que nous venons de rapporter !

CHAPITRE II

MÉMOIRES D'UNE PROPAGANDISTE : VERA ZASSOULITCH. PROCÈS DE KARAKOSOFF. — LETTRE D'UN MEURTRIER.

Quand les doctrinaires recommandaient d'*aller dans le peuple*, ils ne prononçaient point une parole à la légère; ils ne donnaient point un conseil à des sourds. Ils savaient, en jetant la semence, que le terrain était admirablement préparé.

Qu'on lise les pages suivantes, extraites des mémoires d'une propagandiste, et qu'on dise si jamais récit romanesque fut plus curieux et plus émouvant! La personne dont il s'agit est une jeune fille, belle et riche, qui, éprise de l'apostolat nihiliste, quitte tous ses amis, sa famille, son luxe, renonce à la vie heureuse pour aller catéchiser les humbles et les petits. Quoi qu'on pense d'elle, on avouera tout au moins que l'enthousiasme de ces dévouements doit être sincère.

J'ai passé en tout deux mois et demi parmi le peuple, tout le temps je suis restée comme journalière, je m'habillai comme toutes les femmes du peuple et marchai

pieds nus au besoin. Pendant ces deux mois et demi, j'ai parcouru trois gouvernements du midi et comme je ne parlais pas bien le petit-russien, je me faisais passer pour une Russe du nord.

J'ai acquis bien vite la réputation d'une femme lettrée et d'expérience, bien que je ne fisse pas étalage partout de mes connaissances et de mon savoir-faire.

J'ai remarqué cependant, que celui qui sait lire et écrire devient facilement une autorité aux yeux du paysan et l'on ne saurait se figurer à quel point ils sont respectueux (même les jeunes gens débauchés) envers une femme qui ne se grise pas et se conduit avec dignité.

On ne devient familier avec vous que quand vous participez aux écarts et aux fautes, ou bien quand vous devenez une bouche inutile.

Il m'arrivait parfois de parler longuement sur différentes questions, et jamais je n'ai surpris un sourire ironique sur les visages des hommes, et jamais je n'ai passé pour un bas-bleu qui se mêle des choses qu'elle ne comprend pas; au contraire. Les vieux surtout, m'écoutaient avec plaisir et capitulaient devant moi avec armes et bagages lorsque j'appuyais, par une citation que je leur montrais dans le livre. En allant dans le peuple j'avais un but spécial (dont je ne parlerai point ici), et la propagande révolutionnaire était au second plan.

Ayant, comme je l'ai dit, un but spécial, je ne me suis pas inquiétée de choisir mon monde, et, après avoir trouvé une place et un logement, je me suis aperçue que je me trouvais dans un milieu peu favorable pour la propagande.

Eh bien, le travail de dix-huit heures par jour n'aboutissait qu'à la misère à laquelle les habitants « des petits sables » ne pouvaient pas se soustraire. (Ainsi ils appelaient les terres qui leur ont été données à l'époque de l'émancipation.)

Mais ce qu'ils craignaient plus que la peste et le feu — c'est l'apparition des percepteurs d'impôts.

Cette visite se passait ordinairement ainsi :

Une fois, j'étais assise dans l'unique chambre de la cabane lorsque la porte s'ouvrit et je vis devant moi cinq ou six hommes. Le centenier (police rurale) entra le premier, ensuite un soldat en retraite revêtu d'une capote sale et déchirée, mais avec une épée au côté. Ils étaient suivis de deux paysans. Quel était le rôle de ces derniers dans la procédure de la perception de l'impôt, je l'ignore.

Le centenier me demanda qui j'étais, d'où je venais, et pourquoi j'étais venue demeurer ici ; ensuite il me demanda mon passeport. Je le lui donnai. Ensuite j'ai commencé à le questionner à mon tour. « Qu'est-ce que cette procession solonnelle, » lui demandai-je. Le centenier, me dit-il, fait sa tournée avec le percepteur pour toucher le montant des impôts, et lorsque l'on ne paye pas après la troisième sommation, ces gars-là vous démolissent le poêle du contribuable et badigeonnent avec le goudron que voilà (en montrant un seau de goudron que tenait le moujik) les murs, les meubles et les vêtements ; ensuite on brise la vaisselle, quand il y en a, et on jette tout par la fenêtre. Lorsqu'on trouve un cheval ou une vache — on les vend ; sinon, les autorités nous ordonnent de tout détruire. Lorsque le percepteur arrivait à la campagne, les enfants se cachaient dans les greniers et les femmes emportaient tous leurs biens meubles pour qu'ils ne fussent pas détruits par les représentants du pouvoir exécutif. Les hommes engageaient au cabaret tout ce qu'ils avaient pour détourner l'orage.

Je quittai ce village pour un grand bourg, peuplé par toute sorte de monde et où il y avait plusieurs usines. Ici, les affaires allaient autrement. J'ai fait la connaissance de quelques émigrés de la grande Russie, qui travaillaient presque tous dans les usines. Ici, j'ai fait connaissance avec beaucoup de paysans très intelligents et très enclins à protester.

Nous fîmes connaissance en travaillant, bien que je n'eusse pas d'occupations dans les usines, mais j'y allais

tout de même, en qualité de couturière et de teinturière, car je connaissais les deux métiers. Le soir, les ouvriers des usines se rassemblaient pour prendre le frais et accueillaient avec beaucoup d'hospitalité les nouveaux venus.

Les paysans et les ouvriers écoutaient surtout avec plaisir tout ce qui tendait à la négation de leur situation sociale. Ils étaient enchantés de voir quelqu'un qui non seulement comprenait leurs souffrances, mais leur indiquait même les moyens pour sortir de la pénible situation où ils se trouvent.

Ils convenaient d'eux-mêmes qu'ils auraient pu faire quelque chose en se mettant en grève, car il n'y a presque pas d'ouvriers dans la localité, mais il se trouvait des esprits forts qui les dissuadaient.

Le plus souvent il m'arrivait de parler avec un paysan nommé Ivan F... C'était un moujik très intelligent, très sobre et honnête. La misère des paysans le préoccupait surtout. Bien souvent il me signalait les escroqueries des propriétaires et des « tchinowniks », mais il ne trouvait pas de moyens pour obvier à ce mal. Ivan se posait quelquefois des questions comme celle-ci : « Comment se fait-il que des injustices aussi flagrantes se commettent au monde, et si l'homme du peuple doit les endurer toujours. » Ou bien : « Est-il permis de se révolter? Est-ce que le gouvernement n'abuse pas de sa force en s'arrogeant le droit de punir?... »

Ici, je fis connaissance avec un vieillard de quatre-vingts ans, remarquable par son intelligence et son énergie. Il y a quarante ans, il a pris part à la révolte des paysans à Samara, mais il en fut quitte avec quelques années de prison. Quand j'ai appris son passé, je ne me suis plus gênée pour dire franchement ma pensée.

« Je l'ai bien devinée, me dit-il, mais je n'osais y croire, car les amis du peuple sont rares. Tu as dit des choses *très justes !* » Il appelait *justes* les opinions socialistes...

Plus tard, quand j'ai été arrêtée, j'ai visité ce village en

compagnie des gendarmes et du juge d'instruction, mais pas un paysan n'a déposé contre moi, malgré la pression de la police et du juge d'instruction qui était acharné contre moi. Les paysans du premier village ont aussi déposé en ma faveur.

J'ai dû quitter l'usine au bout d'un mois, parce que je fus avertie que les gendarmes me recherchaient.

Je suis allée demeurer dans une petite ville et j'ai loué une chambre chez la femme d'un petit commerçant. La maîtresse du logis jouissait d'une aisance assez grande pour ses goûts modestes, et avait deux journaliers.

Je fis la connaissance de ces deux ouvriers, et ne m'en suis pas plaint, car c'étaient des hommes très intelligents. Un jour, pendant que je leur servais à manger, l'un d'eux me raconta ceci :

« Les paysans de notre village vivent très bien ensemble, et ne permettent pas qu'on leur marche sur le pied. Un jour arriva le propriétaire du domaine avec un officier de cadastre, tous deux accompagnés de gendarmes, pour faire la répartition des terres, car nous avons opté pour le rachat. L'officier de cadastre commença à nous répartir les lots de terres, mais nous avons remarqué que l'on ne nous donnait que des marais et des sables, et pas du tout de forêts pour se chauffer en hiver. Nous avons vite compris que, tout en payant pour nos terres au gouvernement qui les avait rachetées, nous redevenions serfs de notre ancien seigneur, car, comment existerions-nous sans nous laisser exploiter par lui, si nous n'avions ni bonnes terres, ni bois, ni eau !

Le *mir* décida qu'il fallait envoyer une députation au gouverneur général. Nous choisîmes à la majorité des voix (comme cela se pratique toujours chez nous), trois hommes de confiance, et nous les envoyâmes à K... Au bout de quinze jours ils sont revenus et nous ont répondu que toutes les démarches qu'ils ont faites ont été infructueuses, parce qu'on ne les a reçus nulle part.

Alors nous avons décidé que tous les hommes majeurs

et valides devaient aller à K... pour expliquer la situation au gouverneur général. Nous partîmes, mais à peine avions-nous traversé le pont construit sur le Dnieper (c'est Kiew) que nous fûmes entourés par les troupes de ligne et les gendarmes à cheval qui nous emmenèrent de force dans la ville. Seulement on ne nous permit pas d'aller chez le gouverneur, mais on nous a conduits dans les différents postes de police (nous étions environ 300) où nous sommes restés pendant un jour. Le lendemain soir, nous avons appris le sort qui nous attendait. Six ont été condamnés à la déportation en Sibérie, et trente autres ont reçu chacun cent coups de fouet.

Eh bien ! vous voyez, dit-il, qu'un village ne peut rien faire ! Il y avait des soulèvements après cela, mais tous ont raté. Non, il faut que tous les moujiks se lèvent comme un seul homme : *Assez !* »

L'histoire de Vera Zassoulitch, qui tira un coup de revolver sur le général Trépof, est encore dans toutes les mémoires. Nous ne ferons donc pas un récit dont tous les détails sont déjà connus. Nous ferons remarquer seulement que cette jeune fille n'a agi pour aucun motif personnel, après plusieurs années de détention préventive, et qu'elle est pour les Russes ce que Charlotte Corday est pour nous, un *ange de l'assassinat*, à cette différence près que le général Trépof ne peut être comparé à Marat. Vera Zassoulitch est la première qui ait parlé hautement de la *dignité humaine*. Ce sentiment, comme celui de l'honneur, était ignoré sur une terre de quatre-vingt millions de serfs à peine émancipés ; Vera Zassoulitch l'a suscité, l'a défendu contre le despotisme, et maintenant la personne humaine a pris ses droits en Russie comme ailleurs.

Les détails que nous donnons sur cette héroïne du nihilisme sont uniquement complémentaires.

Vous savez déjà, nous dit un sectaire, qu'elle n'a jamais connu Bogolouboff; et voyant que la justice n'atteint pas les Bachi-bouzouks en épaulettes, elle prit la résolution de faire justice elle-même.

La troisième section lâcha dans la ville ses plus fins limiers pour découvrir ses prétendus complices. On ne parvint à constater son identité que par une carte photographique d'une jeune fille qui a figuré comme témoin à charge dans le procès Netchaieff. Actuellement elle était écrouée dans la prison de la troisième section. Malgré la perspective qui l'attendait, le courage ne l'abandonna pas. Quand le commissaire se présenta pour la surveiller dans la salle où elle était enfermée provisoirement, elle lui demanda tranquillement : « Puis-je prendre mon chapeau et mon châle ? »

Cet événement a mis sens dessus dessous, toutes les hautes sphères de la capitale. Le premier jour ce fut le ministre comte Pahlen qui l'interrogea; le lendemain ce furent les procureurs et le général Mezentsoff. L'attitude de la presse est infâme. La *Gazette de Saint-Pétersbourg* rédigée par un aventurier de Serbie, comme l'appellent du reste tous les journaux, se répand en jérémiades et pousse la platitude jusqu'à donner un croquis de la pièce où le fameux sbire (général Trépof) a failli laisser sa peau. On affirme même que Jélechovsky veut partir pour l'étranger, pour éviter le sort de Trépof. Je vous raconterai, pour conclure, quelques bruits qui circulent dans la ville au sujet de cet événement. Le premier jour on disait que l'héroïne voulait tirer vengeance *de ce que le général lui avait fait délivrer par la police le livret jaune de prostituée.* D'autres prétendaient qu'elle était l'amante de Bogolouboff. Maintenant on connaît la vérité.

Voici un colloque recueilli dans la rue.

Deux gros marchands causent ensemble.

« Il faudrait la mettre à la torture, quoi? Mais quel profit en tirerait-on ? — Qui est-elle ? — Une coureuse, un chat échaudé, quoi ? et nous n'aurons pas un autre général comme celui-là !

— Ah, bien, non ! Il ne l'aura pas volé, lui, s'écria *l'izvostchik* (cocher de fiacre), et il part en fouettant son cheval.

— Il n'a jamais fait de mal à personne, dit un sergent de ville, en essuyant un pleur.

— Qui est-ce qui a tiré ? demanda un curieux au sergent.

— Une demoiselle des *savantes*.

— De quelles savantes ?

— *Ils ont une école qui s'appelle comme ça.* »

Voilà quelques détails sur cette affaire de la bourgeoisie et de la police. L'enquête sera faite par la troisième section sous la direction de Joukovsky. L'affaire sera jugée au tribunal d'arrondissement et par les jurés.

Mais voici, après cette courte narration, un document autrement important. C'est une lettre de M. Dragomanoff (ex-professeur d'histoire à l'université de Kiew, docteur ès sciences historiques des universités de Kiew et de Heidelberg), sur l'attentat de Vera Zassoulitch [1].

M. Dragomanoff appartient, par son talent et son érudition, à la fraction la plus instruite de la société russe. Pendant son professorat à Kiew, qui a duré environ deux ans, il entrait souvent en conflit avec

1. La personnalité de M. Dragomanoff vient d'être mise en évidence, au mois d'avril dernier, par la publication d'un programme politique élaboré par l'ancien professeur. M. Dragomanoff a proposé le *minimum* des conditions imposées par le nihilisme au czarisme pour la conclusion d'un armistice. C'est un programme constitutionnel et parlementaire.

ses collègues, surtout avec le recteur, le pseudo-illustre économiste, M. Nicolas de Boungué (ancien professeur d'économie politique et de droit administratif de feu le grand-duc héritier), car il lui arrivait souvent de dépasser les limites du programme universitaire en développant certaines idées radicales. Ne pouvant plus rester à Kiew, et de plus, après avoir publié quelques brochures séparatistes sous forme d'études littéraires sur la poésie petite-russienne, il émigra à l'étranger; depuis l'année 1876, nous trouvons ses lettres et ses écrits publiés dans des journaux révolutionnaires russes. Voici un article ayant trait au procès de Vera Zassoulitch, intitulé : *Pourquoi a-t-on maltraité ce bon vieux?*

Après avoir avalé d'un trait nombre de journaux russes et étrangers, j'ai constaté le caractère respectif de ces diverses feuilles. Les journaux russes sont dans la jubilation; les français sont revêches; les journaux allemands et anglais s'étendent en dissertations profondes. La « Neue freie Presse » croit voir dans le verdict des jurés le Mané, Thécel, Pharès de l'autocratie, et le *Dzienerik Poznansky* assimile ce coup d'audace à la prise de la Bastille. Eh bien, soit! Alors dans ce cas monsieur Alexandroff est une espèce de Camille Desmoulins! Quoi qu'il en soit, reste toujours à savoir pourquoi on a maltraité ce bon vieux. Certes, il a mérité la balle de Zassoulitch, mais est-ce bien LUI SEUL qui l'avait méritée?

Cela revient à dire que c'est Alexandre Nicolaïlch qui l'a maltraité. Ce n'est pas Vera Zassoulitch qu'on a jugée le 31 mars, mais Trépof et tout le système compliqué qu'il représente; c'est ainsi que le jury l'avait compris en acquittant l'accusée; c'est ainsi qu'on a compris ce verdict en Russie et en Europe. Mais alors pourquoi Alexandre Nicolaïlch a-t-il permis de traduire ce bon vieux devant

le tribunal ? Parce qu'il a ordonné d'administrer quelques coups de fouet au détenu Bogolouboff. Mon Dieu, la belle affaire ! Mais on ne fait que cela sur toute l'étendue de la *sainte Russie*. Pourrait-on compter tous ceux que l'on a rossés, et que l'on tyrannise, sans appliquer la bastonnade, d'une manière tout aussi féroce et illégale ? Et puis, l'opération de Bogolouboff, n'a-t-elle pas eu lieu il y a un an? Pourquoi donc l'a-t-on traduit à la barre, après que Vera Zassoulitch a cru devoir faire justice de ces actes? Mais c'est précisément pour cette raison, puisque l'attentat de Vera Zassoulitch a mis à nu dans un TEMPS INOPPORTUN, les abus et les atrocités de l'administration moscovite. Jugez donc, pourrait-on combattre les Turcs qui vous battent à plate couture devant Plewna l'Auguste commandant en chef, et ne pas jouer le rôle d'un czar juste et généreux?

L'auteur de la lettre dit que cela explique pourquoi Trépof a reçu l'ordre confidentiel de donner sa démission lorsque sa blessure lui permettait de rester à son poste.

Cette lettre de M. Dragomanoff n'est ni spirituelle ni probante : nous l'avons donnée et nous la considérons comme un document important, parce qu'elle émane d'un professeur connu ; mais nous la jugeons indigne et de lui et de ceux à qui elle s'adressait. Les révolutionnaires sincères l'auront répudiée ; il n'y a que la démagogie ignorante et grossière qui puisse trouver plaisir à de pareilles rapsodies.

Les nihilistes d'action, comme Vera Zassoulitch ouvrent la série de ces crimes inexcusables, que toutes les déclamations du monde ne nous présenteront jamais sous un favorable jour. Nous voilà loin de Tchernychewsky et de ses compagnons héroïques, hommes probes et droits, qui luttaient contre le despotisme à armes inégales et courtoises. Mainte-

nant le nihilisme est entré dans la carrière des conspirations régicides ! Quand s'arrêtera-t-il?

On se rappelle ce Karakosoff qui tira sur le czar. De qui était-il l'émissaire? On ne l'a jamais bien su. Mais on ne conserve plus de doutes, quand on lit les comptes rendus de ce procès célèbre, tels que les journaux nihilistes nous les ont donnés.

L'attentat du 4 avril, disent-ils, a eu un immense retentissement en Russie. Les moscovites disaient ouvertement, après en avoir reçu la nouvelle par le télégraphe, qu'il était commis par un Polonais. La police laissait dire, n'ayant pas reçu le mot d'ordre, et il paraît que cela faisait son affaire. Mais le soir du même jour on a su, par une seconde dépêche, que l'auteur de l'attentat était un Russe, et qu'il s'appelait Karakosoff. Alors, en vertu d'un mot d'ordre parti d'en haut la police a laissé courir le bruit que l'auteur de l'attentat était fils d'un propriétaire foncier, ancien *porvestchik*, et que, par conséquent, le crime a été commis par le fils d'un gentilhomme qui voulait venger les nobles pour l'émancipation des serfs, accompli par le czar.

Parmi les personnes arrêtées le premier jour, se trouvait un nommé Koudiakoff, obligeamment dénoncé par monsieur Vatkoff, le rédacteur en chef de la *Gazette de Moscou*. C'était, je crois, le premier exploit de cet honorable gentleman; depuis, il en a fait beaucoup d'autres, n'ayant jamais voulu s'arrêter en si bon chemin. Karakosoff fut mis au secret, sa cellule était tapissée d'une couche molle et épaisse de feutre, car la troisième section supposait, non sans raison assurément, qu'il ne manquerait pas de se suicider à la première occasion. Le lit, ou plutôt un grabat, sans couverture ni matelas, était l'unique meuble de cette pièce exiguë, mesurant au plus 1 mètre 50 de long sur 75 de large. Elle était si petite qu'un homme de haute taille ne pouvait s'y étendre. A

côté du lit se trouvaient deux chaises sur lesquelles étaient assis nuit et jour deux gendarmes, dont les fonctions consistaient à ne pas laisser dormir le prisonnier, et ne pas lui permettre de se lever du lit. A peine commençait-il à s'endormir que ces sbires se mettaient à le secouer, et quand l'état de lassitude et de prostration durait, ils le rouaient de coups. Ici je crois devoir vous rapporter une bien curieuse réponse faite par un attaché de la troisième section. Une dame du grand monde lui demande, un soir, dans le salon du comte Mouravieff, de hideuse mémoire, s'il était vrai que l'on mettait Karakosoff à la torture pendant les interrogatoires? Oh! non madame, la torture est abolie en Russie, seulement on lui donne 100 coups de verges, lorsqu'il s'obstine à ne pas répondre. — Néanmoins tous les efforts de ces odieux bourreaux ont été inutiles, car pendant les huit premiers jours de détention ils n'ont pu lui extorquer une indication concernant la société secrète, dont on le croyait membre, ni le nom d'un de ses complices. Mouravieff était furieux, car il a juré à *son empereur* de découvrir « tous les fauteurs de l'abominable complot, ou de mourir à la peine. » Il faut avouer qu'il a donné ce serment dans un jour de malheur, car on sait qu'il est mort en disgrâce, avant la fin du procès, et que sa mort subite a donné lieu a beaucoup de conjectures qui défrayaient les conversations de nos salons pendant plus d'un mois.

Les complices de Karakosoff, ou les membres de la société secrète, ont été découverts par un pur hasard, parce que les personnes dénoncées par l'ex-étudiant Korevo et mademoiselle Kichinetz étaient les membres les moins influents de la société. Leur arrestation n'était nullement dangereuse pour les nihilistes, comme Schoutine, Kobyline, Nikoleieff qui ont joué, en effet, un grand rôle; car ils ne savaient rien, en somme, mais les indications vagues qu'ils avaient données à la police ont conduit à la découverte du complot, et à l'arrestation des principaux meneurs.

Le premier interrogatoire eut lieu en prison ; Mouravieff entra suivi de gendarmes.« Lève-toi, serpent, s'écria-t-il.» Karakosoff fit semblant de ne rien entendre et resta couché. « Pourquoi *veux-tu* que je me lève, ce n'est pas moi qui ai besoin de toi, mais c'est toi.» Mouravieff trembla de tout son corps et, contenant à peine sa fureur, répondit d'une voix saccadée, éraillée, sourde, ignoble, semblable au rugissement d'une hyène : « Tu parleras, brigand, je t'étranglerai... oui !... de... mes mains... propres mains... entends-tu... je suis un ours russe et lorsque je t'attraperai, je te briserai tes os un à un » Il y eut un moment de silence. Mouravieff pâle et tremblant crispait ses poings; ce tigre féroce méditait le coup, il avait l'intention évidente de se ruer d'un bond sur sa victime. Karakosoff se leva lentement en secouant ses fers avec bruit; il fit un pas, puis un second, et s'arrêta si près de son bourreau qu'il sentit son haleine. Mouravieff ne recula pas. « Voyons, brigand, crapule, ignoble bourreau, que me veux-tu ! Tu es un ours russe ordinaire, *noir* ; moi, je suis l'ours blanc des neiges polaires. Allons ! à nous deux maintenant ! » Mouravieff s'affaissa sur le tabouret qu'on avait apporté pour lui, et appela les gendarmes.

Karakosoff lui tourna le dos et se recoucha sur son grabat sans vouloir rien lui répondre.

LA MORT DE KARAKOSOFF.

Le prince Gagarine qui remplaça le bourreau féroce, tombé en disgrâce, était le type d'un parfait Byzantin. Toutes les vérités du monde, la justice, l'honneur, la morale, les droits et les devoirs n'avaient qu'une valeur relative et temporaire à ses yeux, bien qu'il tâchât de se faire passer pour un conservateur convaincu. Au fond, il était tout aussi féroce et implacable que Mourawieff ; mais il avait les dehors aimables, une attitude polie, des manières élégantes, je dirai presque gracieuses, en comparaison de l'ours velu qui venait de mourir « au service du

czar », son seigneur et son maître. Le prince Gagarine était de plus un doctrinaire, aimait beaucoup à discourir, et possédait un genre d'éloquence particulier au bureaucrate civilisé. Il avait la parole facile, excellait dans les sophismes et tenait surtout à prouver qu'il n'agissait nullement en serviteur plat et obéissant, mais comme conservateur convaincu. C'était un homme absolument dégoûtant. Aussi les accusés ne s'étaient guère trompés sur son compte, et il n'y avait que des naïfs qui croyaient à sa clémence.

Pendant ses interrogatoires, il tendait des pièges à tout le monde et à propos de tout, de sorte que ses dissertations provoquaient un ennui extrême. Il n'admit aucune circonstance atténuante pour la plupart des accusés, et le jugement qu'il rendit fut tout aussi féroce qu'un Mouravieff eût pu le désirer.

Karakosoff et quatre autres accusés furent condamnés à mort par la pendaison.

A six heures du matin, la charrette des accusés sortit de la porte principale de la forteresse de Pierre-et-Paul. La matinée était fraîche et brumeuse. De sombres nuages bleuissant dans le clair obscur d'un jour d'automne, couraient en s'amassant au-dessus du champ de Smolenskoë, où devait avoir lieu l'exécution des condamnés. Une foule immense se pressait, curieuse et émue, sur tout le parcours du sinistre cortège, et envahissait le vaste champ qui s'étend entre les dernières maisons du faubourg et le golfe de Finlande. La charrette arriva sur le lieu du supplice à six heures trois quarts. On voulut aider les condamnés à descendre, car ils étaient très faibles, presque mourants. Cependant ils rassemblèrent leur dernières forces et montèrent d'eux-mêmes les fatales marches qui les conduisaient à la potence. A ce moment la foule s'ébranla, une rumeur vague courut dans l'assistance, on s'entretenait à voix basse, on croyait que la grâce arriverait du palais d'Hiver, mais le courrier ne vint pas. Karakosoff demanda le prêtre, il baisa la croix sans osten-

tation, mais en gardant une attitude grave et sévère. On entendit les sanglots des femmes. plusieurs se sont trouvées mal. A sept heures du matin, les cinq cadavres des condamnés se balançaient doucement, secoués par le vent qui soufflait de la mer. La justice du czar était satisfaite, mais le peuple ne l'était pas. Il n'a pas compris, il ne s'est pas rendu compte du crime horrible, dont les « tchinowniks » et les bourreaux du czar avaient accusé ces malheureux. « C'étaient de grands criminels », a dit un bourgeois en kaftan long qui lui tombait jusque sur les pieds, à un de ses camarades. « Hein! qu'en sais-tu? Mon Dieu, il a été orthodoxe comme toi, il est mort en chrétien, et puis, quel était son crime? Voyons par le fait, continua-t-il, en regardant autour de lui, ne sommes-nous pas malheureux, pressurés et tondus, nous autres? Vois-tu ce que c'est, mon bon? Cet homme (Karakosoff) était chef d'une nouvelle secte de « *Nadiélisti* » (c'est-à-dire, Nilisty), ce nom-là vient du mot *nadiel* (lot de terre donné aux paysans lors de l'émancipation), parce que ces sectaires voulaient donner de nouveaux « nadiels » aux paysans, car ils trouvaient que les seigneurs les avaient volés lors de l'émancipation des serfs. Y es-tu, maintenant? Eh bien! nous n'avons pas été pendant le jugement, nous ne pouvons rien dire par conséquent, ajouta-t-il plus haut. Enfin, fit-il avec un profond soupir, *ils* ont eu raison (c'est-à-dire le gouvernement russe), mais cela ne nous profite pas. Tiens, mon bon, nous ne serons pas plus heureux pour cela. Quant à cela, dit-il en montrant les gibets, c'est leur affaire, ne nous en mêlons pas. » Je fus très ému en entendant ces paroles; j'ai compris quel profond abîme séparait le peuple de ses bourreaux.

Karakosoff s'attaquait à la personne sacrée du souverain; d'autres n'ont pas dédaigné de mettre sous la menace du poignard les personnages officiels, les magistrats surtout et tous ceux qui de près

ou de loin appartiennent à l'administration de la justice ou de la police. Loin de se cacher de ces menées criminelles, les journaux nihilistes tiennent à les expliquer. Écoutez l'un d'eux à propos de l'attentat contre le procureur Kotliarevsky :

Dans la nuit du 23 février un attentat contre la vie de Kotliarevsky a été commis à Kiew. Nous croyons devoir expliquer au public russe les motifs de cet attentat. Pendant les dernières années, nous avons constaté, avec la plus grande impartialité, que tous ceux qui prennent à cœur les intérêts du peuple sont persécutés sans trêve ni merci par les agents du gouvernement. Cette chose honteuse à l'homme qui déshonore le gouvernement russe — en supposant qu'il puisse se déshonorer encore — dure depuis plusieurs années. Des centaines d'hommes paisibles et honnêtes ont été jetés en prison, ou envoyés aux travaux forcés, pour le seul crime d'avoir distribué quelques bons livres au peuple.

Or, que renfermaient ces livres? Aucun appel à la révolte, mais seulement le tableau fidèle de sa souffrance et de sa misère. Que nous restait-il à faire devant ces persécutions? Pouvions-nous espérer aboutir à un résultat satisfaisant au moyen d'une propagande pacifique, dans un pays où l'on ne peut ni parler ni écrire; pouvions-nous entrer en compromis avec un gouvernement qui règne par la volonté de Dieu, du knout et des espions? Force nous fut de recourir à des moyens violents, contre lesquels nous aurions protesté en d'autres temps nous-mêmes. Le hasard a sauvé Kotliarevsky; mais ce vaurien ne doit pas oublier que la peine de mort le menace à tout moment s'il n'abandonne ses vilains procédés.

Voici nos principaux griefs : M. Kotliarevsky, en sa qualité de bureaucrate ambitieux, a toujours cherché à inventer des complots grandioses qui n'existaient que dans son imagination. Pour faire croire au gouverne-

ment que ces complots existaient, il avait le don de faire mousser les affaires politiques en ordonnant l'arrestation de centaines de personnes sans le moindre motif. En mettant en prison ces prétendus coupables, il donnait des ordres aux directeurs d'être *sévères* avec ces *politiciens*, c'est-à-dire de les maltraiter au possible. En vertu de ces ordres, plusieurs détenus ont été fouettés pendant leur séjour dans la prison préventive. Deux jeunes filles ont été déshabillées et souillées par des hommes sur son ordre. Enfin, il s'opposait, par tous les moyens imaginables, à la mise en liberté des détenus sous caution, sous l'éternel prétexte que c'étaient des agitateurs dangereux. Tout cela suffit absolument pour le condamner à mort.

A la suite de l'attentat, beaucoup de personnes innocentes ont été mises en prison, d'où on les a extraites et mises en liberté au bout de quelques jours.

C'est pourquoi nous croyons devoir lui adresser un deuxième avertissement. Nous espérons que la seconde tentative aura plus de succès. Remarquons, à ce propos, que M. le chef de la gendarmerie Heiking ferait bien de prendre en considération, pour sa part, le présent avis.

Ajoutons à cette apologie menaçante une lettre d'Odessa, contenant le récit d'une résistance armée à la police.

Dans la nuit du 31 janvier, les autorités civiles et administratives, au nombre de vingt-deux personnes accompagnées d'une escouade de gendarmes et d'un bataillon d'infanterie, sont venues arrêter huit de nos camarades socialistes, cinq hommes et trois femmes, dont deux ont été grièvement blessés, notamment, MM. Kovalsky et Vitachevsky. A onze heures et demie du soir, dans le logement de Voskressensky (qui fut aussi blessé), où demeu-

raient aussi Léonide Merjanoff et Vera Vitten, étaient réunis plusieurs invités, Jean Kevalsky, Nicolas Vitachevsky, A. Alexeïeff et Kléonoff.

Le procureur et les autorités, accompagnés de troupes, frappèrent à la porte de la maison. On leur ouvrit. L'officier de gendarmerie, en entrant, demanda à Voskressensky de lui montrer tous les papiers défendus qu'il avait chez lui. Cela fait supposer que la maîtresse du logement qui lui sous-louait la chambre l'avait dénoncé. La femme du tailleur Fichkoff et le portier de la maison ont nommé toutes les personnes qui venaient chez Voskressensky. Nos amis leur ont refusé de livrer les papiers, et comme l'officier de gendarmerie voulait les prendre de force, Kovalsky prit son revolver et fit feu ; mais le coup a raté. Alors les gendarmes se sont rués sur lui et ont commencé à le battre. Une lutte s'ensuivit, mais les agents, renforcés par les soldats qui étaient montés de la rue, ont pris le dessus. Pendant cette lutte, mademoiselle Merjanoff renversa par mégarde une lampe à pétrole, ce qui fit dire à l'officier à l'audience que la « méchante femme » avait l'intention de le brûler; l'officier Dobrodeïeff et un gendarme ont été blessés par un coup de poignard.

Quelques secondes avant l'arrivée des soldats, nos amis réussirent à s'enfermer dans une chambre. Alors commença un assaut en règle ; l'officier commanda « feu », et la canonnade commença. La porte vola en éclats, et pendant cette seconde lutte, Voskressensky fut blessé à la poitrine et à la jambe. Pendant l'assaut qui a duré plus d'une demi-heure, nos amis ont brûlé tous les papiers compromettants. Du haut du balcon Voskressensky expliqua à la foule qui sortait des théâtres et qui s'arrêtait devant la maison, qu'ils étaient assiégés par la police et par les gendarmes. L'entendant parler à la foule, l'officier de gendarmerie envoya un soldat dans la rue pour tirer sur Voskressensky. Le premier coup ne l'atteignit pas, mais au second il reçut une seconde blessure à la poitrine. Enfin, au bout d'une

heure, les cohortes du czar ont pris le dessus et nos amis furent conduits en prison. Le lendemain, mademoiselle Afanassieff fut arrêtée à son domicile,mais on ne trouva pas des papiers trop compromettants. Du reste, cette visite domiciliaire a été faite par suite d'une dénonciation, car mademoislle Afanassieff était depuis longtemps surveillée par les agents de la troisième section.Au siège de la société de Consommation dont elle était membre, comme les autres accusés, on trouva un dépôt de livres et de brochures défendus.

L'ASSASSINAT D'UN ESPION.

Il paraît que le gouvernement russe ne laisse échapper aucune occasion pour se faire le plus d'ennemis possibles. Les persécutions barbares ont forcé les socialistes à fabriquer de faux passeports, grâce auxquels ils peuvent rester tranquilles pendant quelque temps.

Le développement de l'espionnage qui devient une profession légale, bien payée par le gouvernement, nous force d'avoir recours à des mesures rigoureuses, déplorables — nous l'avouons — mais nécessaires dans les circonstances actuelles. La mort de Nikonoff, de Fetissoff et de Favleïeff, a démontré que les nihilistes ne plaisentent pas.

Dans la nuit du 1er février, l'espion Nikonoff a été tué à Rostow sur le Don. Ce meurtre a été commis par Nous, les socialistes russes ! Aussi, nous le déclarons à tous les citoyens , et nous les prions de considérer cet avis comme un avertissement. Akin Nikonoff fut un traître, bien qu'homme du peuple ; dans le courant de cette année il dénonça 30 personnes à la police et au parquet, et toutes sont enfermées jusqu'à présent dans les prisons de l'État. Ainsi avait agi Nikonoff, et il nous a forcés par ses actes de vouloir nous en *défaire*. En sacrifiant un traître,

nous avons sauvé la vie à des milliers de gens honnêtes. Nous ne voulons plus souffrir.

Maintenant donnons place au plus étrange document qui se puisse voir. Voici une lettre adressée à la rédaction de *La Commune*, par Deitch, meurtrier de Gorinovitch.

Il y a plus de deux ans qu'on a trouvé Gorinovitch défiguré, gisant sur le marché aux chevaux à Odessa ; à côté de lui était un morceau de papier portant ces quelques mots : « tel est le sort de l'espion. »

Les gendarmes, les agents de police, les procureurs et leurs semblables étaient tout joyeux de pouvoir crier dans les carrefours : « Voyez, messieurs, mesdames, quelles bêtes féroces sont ces socialistes ! Ces animaux ne se contentent même pas de tuer, il leur a fallu défigurer et estropier *l'homme le plus innocent du monde.* » Nous autres qui avions puni ce rénégat espion, nous ne fûmes nullement révoltés des infamies que les laquais du czar débitaient sur notre compte. De même, nous étions fort peu touchés des lamentations de la presse officieuse, parce que tout homme sensé qui connaît un peu notre parti, ne croirait pas à ces insinuations absurdes. En partie pour ce motif, en partie pour d'autres, nous ne nous sommes pas dépêchés de réfuter les calomnies concernant nos odieux moyens d'action, lorsque tout à coup nous apprenons que même parmi les révolutionnaires-socialistes on commence à parler de notre conduite barbare envers Gorinovitch. Je crois, par conséquent, devoir donner sur ce triste événement quelques explications nécessaires.

« En automne de l'année 1874, l'accusé Gorinovitch, pendant sa détention dans la prison préventive, a non seulement avoué les faits dont on l'accusait — ce qui le regardait — mais encore il a accusé plusieurs personnes qui n'étaient pas encore connues de la police et des gen-

darmes. Il est évident que, grâce à ces obligeants services et bien qu'il fût pris en habits de paysan avec un faux passeport, il fut néanmoins relâché au bout de six mois, lorsque toutes les indications qu'il a données ont été confirmées par les faits. Je crois inutile de citer les dépositions de Gorinovitch dans le procès des 193; tout le monde les a lues. La meilleure preuve que cet individu a dénoncé tous ceux qu'il avait rencontrés ou dont il avait entendu parler par hasard, consiste dans ce fait que le tribunal a signé son recours en grâce avec la mention, qu'il l'a mérité pour avoir sincèrement avoué ses fautes et avoir facilité les recherches de la justice en indiquant les vrais coupables. « Ayant été maltraité et défiguré par ses anciens camarades; ayant subi six mois de prison préventive, il mérite d'être gracié (*Messager officiel*). »

Personnellement, je suis pour le meurtre des renégats, lorsqu'ils dénoncent par intérêt personnel leurs camarades et amis. Un renégat-espion est mille fois plus dangereux pour un parti politique que tous les espions de profession soudoyés par le gouvernement, parce que ces derniers ne parviennent presque jamais à découvrir quelque chose de sérieux; et s'ils y arrivent, ce n'est toujours que par notre faute. Cependant, ce n'est pas pour ses dépositions et ses *aveux sincères* que nous nous sommes décidés à le tuer. En effet, qui ne sait que la plus grande partie des affaires et des personnes ont péri grâce aux mêmes *aveux sincères* de Larionoff, Rabinovitch, Nisovkine, Specistroff, et de tant d'autres, et pourtant ces personnes sont restées impunies. Probablement, personne ne se serait souvenu de Gorinovitch qui nous a fait beaucoup moins de mal que les autres (ne sachant presque rien lui-même), si nous n'avions pas acquis la certitude qu'il *voulait dénoncer* Stephanovitch et Mokrievitch, qu'il était un espion achevé, etc., etc. Ce n'est qu'alors que nous nous sommes décidés à le tuer. Au commencement de 1875, Gorinovitch sortit de prison. B. qui fut détenu en même temps que lui, le ren-

contra un jour dans la rue et lui dit que tous ses amis savaient de quelle manière indigne il s'était conduit pendant le procès. Depuis lors, Gorinovitch a toujours évité de rencontrer ses anciens camarades; finalement, il a disparu. En juin 1876, j'appris par hasard, à Elisabethgrad, qu'un jeune homme d'allures louches cherchait à se renseigner sur le compte de Stephanovitch et Mokrievitch, que la police recherchait activement en ce moment. En voyant ce jeune homme, mon ami reconnut Gorinovitch. C'est alors que je fis sa connaissance. Je sus que Gorinovitch était parvenu à se faufiler parmi la jeunesse universitaire de Kiew, laquelle ne se gênait guère pour parler devant lui, n'ayant point entendu parler de ses *aveux sincères*. C'étaient eux qui l'avaient muni de lettres de recommandation avec lesquelles il espérait retrouver ses « anciens amis » Stephanovitch et Mokrievitch. Mais, il ne les avait pas trouvés à Elisabethgrad. Du reste, on lui avait dit, à Kiew, que s'il ne trouvait pas ses « anciens amis » à Elisabethgrad, il pouvait être sûr de les rencontrer à Odessa. Malheureusement il n'avait point de recommandations pour cette ville; néanmoins, il espérait en rencontrer pour retrouver « ses bons amis ». En donnant à tout le monde les signalements de Stephanovitch et de Mokrievitch, il finit par se rendre suspect même aux personnes étrangères. Je connaissais bien Stephanovitch et Mokrievitch et je savais qu'ils n'étaient nullement ses amis, surtout après les *aveux sincères*; d'autant plus ils n'avaient jamais l'intention de se lier avec lui. Gorinovitch le savait parfaitement lui-même, surtout après sa rencontre avec B. qui lui a dit que MM. Bokhanovsky, Laurier et Bénetsky ont raconté sa conduite indigne pendant le procès. Pouvais-je croire que Gorinovitch recherchait nos deux amis sans arrière-pensée. Non, j'avais la conviction qu'il voulait les dénoncer. J'acquis la certitude que cet homme était un traître, lorsque j'appris l'arrivée à Elisabethgrad du colonel des gendarmes, Heiking. Fallait-il attendre pour avoir des preuves

plus certaines que Gorinovitch dénonçât mes amis? Évidemment, nous ne pouvions le faire, dans leur intérêt et dans celui de notre cause.

Nous prîmes la triste résolution de le tuer. Ne voulant pas le faire à Elisabethgrad à cause de la présence des agents de police venus de Kiew, je dis à Gorinovitch que nos amis étaient à Odessa. Nous partîmes ensemble. Avant le départ j'ai acheté une bouteille d'acide sulfurique, non pour le défigurer, ou pour le torturer, comme on s'est plu à le dire, mais pour lui brûler la figure après l'avoir tué. Je voulais qu'il fût méconnaissable, afin de dérouter la justice. A la suite de quelques informations prises préalablement, nous avions choisi le marché pour consommer le meurtre. En arrivant là, nous avons vu que la place est beaucoup moins grande qu'on ne nous l'avait dit, mais nous n'avions plus de temps pour choisir. Je ne vous dirai pas comment le meurtre fut commis, car ce n'est guère un souvenir agréable pour moi. Après lui avoir asséné quelques coups, moi et mon camarade, nous avons commencé à l'asperger d'acide sulfurique, mais, à peine avions-nous fait quelques pas que nous entendîmes un cri déchirant et effroyable. Nous avions pris une syncope pour la mort. Évidemment, il ne nous restait qu'à nous sauver au plus vite.

Voilà ce qui a donné lieu à la police de nous accuser d'instincts féroces et de dire que nous l'avions mis à la torture. Or, pouvions-nous le faire, quand même nous serions féroces? Assurément non, parce que Gorinovitch nous eût dénoncés. Dès lors, il est évident que l'acide sulfurique n'a pas joué d'autre rôle que celui dont j'ai parlé, ce qui n'est pas une circonstance aggravante lorsqu'on croit l'homme mort. Mais tout le monde n'a pas eu le bon sens de comprendre la vérité, quelques-uns même ont prétendu qu'il était permis de défigurer les espions. Un journal révolutionnaire, l'organe des prétendus jacobins russes, le « *Nabat* » (*Tocsin*) en un mot, a dit cette chose colossale: « Mettez de pareils masques sur la figure de tous les es-

ions. » Cette phrase est tout aussi stupide qu'immorale. [oi et mon camarade, nous regrettons sincèrement d'avoir ıanqué ce coquin, bien que trois autres espions aient été ıés depuis lors.

L. Deïtch.

Londres, 23 octobre 1878.

CHAPITRE III

PROCÈS DES 193. — PROCÈS DE Mlle BARDINE
LES PAYSANS DEVANT LES TRIBUNAUX

Le procès des 193 a eu dans le monde entier un retentissement assez considérable pour que nous ayons cherché à en présenter le tableau le plus fidèle. Bien qu'en pareil cas le récit d'un des acteurs puisse être suspect, il ne peut l'être plus que le récit des écrivains officiels; et il a, en tous cas, plus de saveur. C'est pourquoi nous n'avons pas hésité à emprunter plutôt l'un que l'autre.

Il est difficile d'imaginer des scènes plus intéressantes et plus dramatiques : le nombre des accusés, leur intrépidité, la triste attitude du pouvoir judiciaire, les interrogatoires, tout contribue à faire de ce récit quelque chose d'invraisemblable et de romanesque, un tableau d'une grandeur étrange, sans que jamais rien de pareil se soit produit chez nous, et pourtant on sait si notre histoire est fertile en procès politiques.

On nous conduisit dans la salle des séances. Nous entrâmes escortés chacun par un gendarme. — Jugez de la

procession, car nous étions 193. Toute la salle était pleine d'accusés, de sorte qu'il ne restait que très peu de place pour le public, dont quelques privilégiés sont parvenus à se caser derrière les juges. Un bruit sourd remplissait la salle. Les accusés allaient et venaient, se parlaient entre eux et se serraient affectueusement les mains après de longs mois de séparation. Je me contenais à peine pour ne pas forcer la ligne de baïonnettes qui me séparait de tous ceux de mes amis qui se trouvaient dans la salle. Alors, ils demandèrent la permission de monter sur notre golgotha, — comme on avait appelé la place qui était réservée aux accusés, — et c'est alors que nous avons pu causer.

L'impression que m'a laissée cette courte entrevue, c'est que *personne* n'avait perdu courage. Quant aux accusés, ils avaient tous l'air courageux, le regard brillant, de sorte qu'on ne remarquait pas, à première vue, la maigreur et la pâleur livide de leurs visages empreints d'une extrême fatigue. Les femmes surtout étaient animées. Nous entendîmes prononcer ces mots : « Le tribunal ! debout ! » et les juges entrèrent dans la salle. Mon Dieu, quels mufles ! (*sic.*) C'étaient tous des types absolument curieux : voyez, par exemple, ce *volostnoï starchina* (magistrat de la Commune rurale, élu par les paysans), gros, avec des cheveux grisonnants, séparés sur le milieu de la tête; voyez comme il est typique avec ses petits yeux éteints et ses larges mains posées sur son gros ventre; on dirait que sa figure impassible est faite de bois; il reste immobile, même sans tourner les regards de côté ; dans quelle direction regarde-t-il ? On ne sait. L'an passé, il faisait aussi partie du jury, dans un procès politique jugé à Moscou, où il se fit remarquer par une réponse pyramidale à la question que lui avait adressée le chef des jurés :

— Quelle peine leur faut-il appliquer ? lui demanda-t-on.

— Tous aux travaux forcés, à perpétuité, répondit-il.

— Pourquoi cela ?

— Nous en avons prêté serment, fit-il sérieusement.

Les condamnés ne prêtaient aucune attention au tribunal; les juges faisaient leur affaire; nous autres, nous causions. Le président faisait *chut* à tout moment, sans parvenir à rétablir le calme. Il dit enfin : « Quelque opinion que vous ayez de la justice, vous devez pourtant permettre à ceux que l'on appelle d'entendre prononcer leurs noms. »

A l'ouverture de l'audience nous nous sommes ralliés à la déclaration de *Michkin*, qui protestait contre les procédés inquisitoriaux et l'absence de toute publicité; mais le tribunal ne l'a pas prise en considération. Lorsque l'un des condamnés prit la parole pour s'en expliquer avec le président, ce dernier la lui ôta et fit évacuer la salle. A cette même audience on nous partagea en dix-sept groupes, ce qui prouvait évidemment les divers degrés d'accusation, et néanmoins, au commencement du procès, on nous accusait tous de la formation d'une société secrète. Or, les juges n'ont pas même demandé l'avis de la défense sur ce point, comme la loi l'exige.

Parfois on accusait sans le moindre fondement : ainsi l'un des défenseurs s'écria, en s'adressant au procureur : « Le réquisitoire n'a pas prouvé que mon client distribuait des livres défendus, et cependant on l'accuse. » A cela le procureur répondit : « Alors, qu'il prouve qu'il ne les avait pas colportés, » et ainsi de suite. Mais, ce qui était vraiment inouï, ce sont les procédés employés pour faire parler les témoins; il y en a beaucoup qui ne sont âgés que de douze ans. Donc, au moment de l'arrestation des accusés, ils n'en avaient que huit. Enfin, ce qui s'est passé pendant ce procès est inénarrable.

COMPTE RENDU DU PROCÈS

Interrogatoire.

Le président, s'adressant à Michkine : « Accusé, vos nom, prénoms et profession ? »

— Condamné à la perte des droits civiques.

— Ce n'est pas une profession.

— C'est ainsi qu'il est écrit dans mes papiers.

— Qui est votre père?

— Un soldat.

— De quoi vous êtes-vous occupé?

— De l'impression des livres défendus.

— Votre religion?

— J'ai été baptisé, à mon insu, d'après les rites de l'Église orthodoxe, dans laquelle je suis resté pour éviter les peines édictées par la loi pour l'apostasie.

— Où était votre dernier domicile?

— J'ai été arrêté dans les steppes de la Sibérie.

L'accusé Astatkine répondit à la question concernant sa profession, qu'il *se préparait à aller dans le peuple* pour le soulever contre ses *vampires*.

L'accusé Nikiforoff répondit: « J'étais maître d'école et je m'occupais de la propagande révolutionnaire. »

L'accusé Tchernavski proteste contre l'exclusion d'un témoin; il demande pourquoi ce tribunal n'admet aucune publicité; aussi les accusés n'ont aucune confiance dans les juges. Le président interrompit l'accusé, mais on entendit la voix d'un des accusés, qui s'écria: « Écoutez quand on vous parle! » Le président eut évidemment peur, et écouta jusqu'au bout la protestation de Tchernavsky; mais quand il eut fini, le président donna l'ordre de l'emmener. Alors tous les accusés se levèrent en s'écriant: « Emmenez-nous tous! nous ne reconnaissons pas le tribunal! » D'autres crièrent: « Au diable le tribunal! » Les accusés se dirigèrent vers la sortie qui fut barrée par les gendarmes. Un tumulte s'ensuivit. Alors le président cria: « L'audience est levée! Gendarmes, évacuez la salle! » En un clin d'œil le tribunal disparut.

Audience du 20 octobre.

L'accusé Michkine, s'adressant au président: « Je fais

partie des accusés qui ont fait du bruit à la fin de l'audience passée. Bien que notre protestation tumultueuse ait éclaté d'une manière inattendue pour moi, j'ai cru devoir y prendre part, parce que l'acte d'accusation est plein d'infamies.»

Le président l'interrompt en disant que l'acte d'accusation n'a pas été fait par le tribunal et que les documents qui lui sont présentés ont été écrits par des personnes compétentes.

Michkine. — Nous demandons avant tout la publicité des débats; nous ne voulons pas être jugés à huis clos; il est vrais que vous avez dit que le public sera admis à l'audience, qu'il y aura du monde par-ci et par-là (en faisant un geste ironique avec la main droite), et pourtant nous ne voyons personne, excepté quelques rares privilégiés qui se trouvent derrière les fauteuils des juges. Est-ce là la publicité prescrite par la loi de 1864?

Le président. — La publicité des débats ne consiste pas dans la présence du public; elle est suffisamment garantie par la présence du sténographe du *Messager officiel*, qui rend compte de tout ce qui se passe.

Michkine. — Nous voyons, d'après les exemples du passé, que les comptes rendus du *Messager officiel* ne sont qu'une édition revue et corrigée de l'acte d'accusation, et nous, accusés, nous voulons sa reproduction exacte avec toutes les réponses que nous donnons à l'audience, pour éclairer le public sur les procédés employés contre nous.

Le président. — Accusé, je vous défends de continuer.

Michkine. — Nous persistons à réclamer la publicité légale des débats sans restrictions arbitraires de la part des juges.

Le président. — Assez, vous dis-je!

L'accusé Mouravsky se lève en s'écriant : « Je partage absolument l'opinion de mon collègue. » Les 191 accusés leur font chorus.

Pendant l'interrogatoire des témoins, l'accusé Michkine a fait la protestation suivante. Dans les procès politiques,

la pression exercée par le gouvernement est telle qu'il est impossible, pour la plupart, d'ajouter foi à leurs dépositions. En effet, les témoins à décharge ne risquent-ils pas de s'attirer la foudre du gouvernement et de passer plusieurs années sous la surveillance secrète de la haute police!

Le président. — Le motif que vous alléguez ne peut pas infirmer les dépositions, et vous ne pouvez pas protester légalement contre la prestation du serment par les témoins.

L'accusé. — Je proteste légalement contre le serment des témoins, car ils se trouvent sous la tutelle de la personnalité qui a souffert, c'est-à-dire du gouvernement.

Les protestations identiques de Jelechowsky et de Tchaudnovsky n'ont pas été prises non plus en considération. Après l'interrogatoire des témoins, l'audience a été levée à 5 heures.

Séance du 24.

. . . .

Séances du 25-29.

. . . .

Séances du 3-10 *novembre.*

Lecture de l'acte d'accusation de 300 pages in-folio; interrogatoire des accusés; dépositions des témoins, — bref, compte rendu du procès publié par tous les journaux russes, moins quelques protestations de peu d'intérêt de la part des accusés sur la procédure, comme celles que nous avons citée plus haut.

DISCOURS DE MICHKINE.

Le président. — Accusé Michkine, vous êtes accusé d'avoir fait partie d'une société secrète ayant eu pour but de renverser l'ordre social établi, ainsi que le gouvernement.

Michkine. — Je n'ai jamais fait partie d'une société secrète, mais je suis membre du parti révolutionnaire-

socialiste, et je demande qu'on me permette d'expliquer en quoi consiste le crime que je reconnais avoir commis contre la loi russe. Ni moi ni mes camarades nous ne pouvons reconnaître que nous appartenions à une société secrète, ce qui supposerait une coterie organisée ; d'abord, parce qu'elle n'existe pas ; ensuite, parce que nos idées ne nous permettent pas de faire corps à part et de nous séparer de la masse. Nous ne représentons qu'une parcelle infime de l'immense parti des révolutionnaires-socialistes, si nous comptons tous ceux qui pensent comme nous et auxquels nous sommes liés par des liens intimes, parce que nous avons le même but et voulons employer à peu près les mêmes moyens pour y arriver.

Nous voulons aboutir à un ordre social nouveau, à la fédération des communes économiques autonomes. La base de cette révolution sociale, — c'est la terre, qui doit être cultivée en commun. Cet ordre social ne peut être réalisé qu'au moyen de la révolution, puisque l'État n'a jamais voulu et ne voudra jamais se dépouiller de ses droits et de ses prérogatives. L'histoire est là pour le prouver. Les gouvernements s'opposant à la marche du progrès, entravant les voies qui pourraient conduire à la réalisation pacifique des revendications populaires, provoquent le mouvement qu'ils répriment. Peut-on espérer, en effet, d'aboutir à quelque chose par des moyens pacifiques, lorsque le gouvernement ne veut pas non seulement se soumettre à la volonté populaire, mais ne veut même pas prêter l'oreille aux justes protestations qui ne concordent pas avec ses vues, et envoie les opposants aux travaux forcés en Sibérie. La solution pacifique de n'importe quelle question sociale est-elle possible dans un pays où le peuple n'a pas d'autres moyens de manifester sa volonté que la révolte ! Je crois même qu'il serait inutile de parler plus longtemps là-dessus.

Le président. — Vous venez d'avouer que vous appartenez à un parti politique ; vous nous avez dit quel était votre but ; il est donc inutile que vous entriez dans quel-

ques détails concernant le *statu quo* établi ; voilà pourquoi je vous engage à rentrer dans la question.

Michkine. — Les intérêts de la défense exigent que j'explique pourquoi nous considérons la révolution comme l'unique issue à la situation actuelle. Je crois que notre but principal ne consiste pas à provoquer de force le mouvement révolutionnaire, mais à garantir le résultat final de la révolution, car il ne faut pas être prophète pour prédire qu'un soulèvement populaire est inévitable, vu la situation désastreuse où se trouve le peuple. Comme cette révolution terrible est imminente, il ne reste pas autre chose à faire que de faciliter son accomplissement et rendre ses résultats productifs ; il faut tâcher surtout de mettre le peuple en garde contre les escamotages, plus ou moins habiles, dans lesquels la bourgeoisie européenne a atteint un si haut degré de perfection, en bénéficiant du sang versé sur les barricades. Voilà pourquoi il faut que le courant révolutionnaire qui s'est emparé des classes intelligentes, corresponde aux éléments révolutionnaires du peuple. . . . .

Je veux prouver maintenant que ce mouvement révolutionnaire n'est pas artificiel. En l'étudiant sérieusement, on voit qu'à chacune de ses manifestations correspond une manifestation parallèle dans le peuple. Il y a plus, le mouvement révolutionnaire qui se manifeste dans les classes intelligentes n'est, pour ainsi dire, qu'un écho de ce qui se passe dans le peuple. Le premier mouvement s'est manifesté parmi la jeunesse au commencement de l'année 1862 ; c'était un écho des justes aspirations du peuple mécontent de la soi-disant réforme de l'émancipation des serfs. Ce mouvement créa le parti révolutionnaire-socialiste. Dix ans après, les bruits commencèrent à circuler, avec beaucoup de persistance, que le payement par les paysans de la somme de rachat des terres serait aboli. La manifestation politique qui a donné lieu au procès Netchaïef a servi d'écho à ce mouvement populaire. Enfin, dans notre temps, la misère du peuple, ruiné

par toutes sortes d'impôts, est arrivée à un tel degré qu'il faut être vraiment sourd pour ne pas entendre ses plaintes. Cet état de choses provoqua le mouvement révolutionnaire des années 1873-75, qui peut être considéré comme la dernière phase du mouvement revolutionnaire socialiste. . . . .

Je n'ai cru devoir parler ainsi que pour prouver que le mouvement révolutionnaire n'est pas artificiel, mais qu'il est le résultat de la situation économique du peuple.

Ensuite, l'accusé s'attache à prouver que le public ne sait rien de précis sur le mouvement révolutionnaire, croyant que les agitateurs ne représentent pas les aspirations du peuple, et il cite des exemples des révoltes successives, des paysans, qui ont toujours servi de point de départ aux manifestations politiques des révolutionnaires. Il est interrompu maintes fois par le président.

L'accusé continue :

Le parti révolutionnaire-socialiste se forma sous la double influence des idées socialistes de l'Occident et de la société internationale; le parti des révolutionnaires russes se renforça de nombreux adhérents, à la suite de l'émancipation. Cette fraction démocratique fut le noyau du parti révolutionnaire-socialiste. L'émancipation des serfs a rendu des services au parti révolutionnaire, car c'est de cette époque que date la véritable lutte entre le capital et le travail. De plus, cette réforme démontra aux plus ignorants cette grande vérité, à peine connue des lettrés, que les réformes purement politiques n'améliorent nullement la situation du peuple. Avec quelle admiration la société russe saluait les soi-disant grandes réformes du règne actuel! — Et que voyons-nous? Le peuple se trouve plongé dans la plus affreuse misère, et il ne faut pas être bien radical pour douter des résultats bienfaisants de ces réformes. Le paysan émancipé se retrouva, face à face, avec les représentants de l'autorité, et n'eut pas beaucoup de peine à s'assurer qu'il n'a rien

à attendre du pouvoir; il a compris qu'il s'était trompé en croyant à la justice du czar, et en cherchant auprès de lui appui contre ses ennemis.

Le président. — Vous avez suffisamment expliqué votre pensée.

Michkine. — Je veux dire seulement que les paysans ont parfaitement compris que, s'ils ont cessé d'être serfs des seigneurs, ils sont devenus les esclaves des fonctionnaires. Avant l'émancipation, le produit de leur travail appartenait au seigneur; maintenant, il enrichit le Trésor; avant, il était la chose du seigneur; maintenant, il est celle des fonctionnaires.

Le président l'interrompant vivement : Je ne puis vous permettre d'accuser le gouvernement et de vous constituer avocat des paysans.

L'accusé entre dans les détails de l'opération du rachat, en disant que c'était un leurre infâme, parce que les agents du gouvernement et les médiateurs de paix, élus par les propriétaires, avaient donné, d'accord avec ces derniers, les plus mauvaises terres aux paysans.

Le président l'interrompit de nouveau en disant : Je ne puis vous permettre de blâmer le gouvernement.

Michkine. — L'homme qui commet un délit politique, en se rendant parfaitement compte de ses actes, blâme par cela même le gouvernement. Si mon opinion est fausse, elle n'exercera aucune influence et ne nuira qu'à moi; si elle est vraie, il n'y a pas de raison pour me fermer la bouche.

Le président. — Aussi je ne le fais pas, mais je m'oppose à ce que vous attaquiez le gouvernement.

Michkine. — J'ai cru devoir indiquer les éléments d'où le parti révolutionnaire-socialiste tire sa force. Après les paysans et les ouvriers des fabriques, les prolétaires des classes intelligentes sont venus grossir les rangs de l'opposition. A ces derniers sont venus se joindre quelques natures honnêtes et énergiques appartenant à toutes les *classes* de la société. Voilà les éléments d'où le parti révo-

lutionnaire-socialiste tirera indéfiniment ses forces. La situation économique désastreuse où se trouve le peuple et l'absence de tous les droits politiques, serviront de ciment pour resserrer à jamais ces éléments révolutionnaires. Le peuple se trouve dans la plus affreuse misère.

Le président. — Vous en avez déjà parlé; il est inutile de revenir là-dessus.

Michkine. — Je ne saurais trop insister sur ce point, monsieur le président, car le mécontentement du peuple est la principale source du mouvement révolutionnaire. De plus, M. le juge d'instruction, dans son acte d'accusation, insiste sur chaque page que les propagandistes ont parlé contre les impôts et l'injuste partage des terres qui sont la principale cause de la misère des paysans. Je répète que je crois nécessaire de développer encore ma pensée pour qu'on ne nous accuse pas d'avoir cherché à démontrer aux paysans des choses qu'ils savent encore mieux que nous.

Le président. — Veuillez passer à la réponse, si vous vous reconnaissez coupable ou non?

Michkine. — J'ai dit que je reconnais appartenir au parti révolutionnaire-socialiste, et j'ai voulu demontrer que la formation de ce parti était forcée.

Le président: — Nous n'avons pas besoin d'en savoir plus long.

Michkine. — Dans ce cas, je passerai aux questions de détail. Il suit de l'acte d'accusation que la société secrète à laquelle j'appartiens, avait pour but d'abolir la religion, la propriété, la famille, la science; qu'elle recommandait la paresse et l'ignorance en disant que c'était l'idéal social, et qu'il fallait vivre aux dépens des autres. C'est absolument faux, et je ne me serais jamais permis d'être solidaire avec des gens qui eussent prôné de semblables idées. C'est pourquoi je désire vous exposer les idées de mon parti sur ces différentes questions.

Commençons par la religion. Dans l'idéal social, dont nous poursuivons la réalisation, il n'y a même pas de

vestige de pénalités pour la propagation de quelques idées nuisibles que ce soit. Entre autres, pas de défense pour l'exercice de tous les cultes; pas de pénalité pour les infractions aux rites de quelque Église que ce soit; bref, absence de toute sanction pénale, tolérance absolue, liberté pleine et entière. Chaque commune autonome aurait le droit de faire bâtir autant d'églises qu'elle le voudrait, et entretenir des légions de prêtres, si elle le croit utile; la commune doit être maîtresse dans ses affaires, puisqu'elle est autonome. Nous n'admettons aucun pouvoir qui puisse forcer les citoyens à mentir, à devenir hypocrites.

Le président. — Personne ne vous force de mentir et je vous prie de ne pas faire ces insinuations.

Michkine. — D'après nos lois, je ne puis changer de religion, par exemple, sans encourir les pénalités édictées par les lois. Donc, je suis forcé de mentir et d'être hypocrite. Je veux constater seulement qu'il ne doit pas exister un pouvoir qui puisse forcer les hommes d'aller dans un paradis chrétien ou autre avec une escorte de gendarmes.

Le président. — Je ne puis tolérer de pareilles expressions.

Michkine. — Bref, en religion, nous voulons la plus complète tolérance, et la liberté de parole sans la moindre restriction, car cette liberté, jointe à une éducation sérieuse, aboutira infailliblement au triomphe définitif de la science sur les idées théologiques et réactionnaires; alors...

Le président. — Nous n'avons pas besoin de connaître vos opinions...

Michkine. — Mais alors, pourquoi ai-je passé tant de mois sous les verroux?

Le président. — Pas pour vos opinions, mais pour vos actes.

Michkine. — Je passe maintenant à l'accusation absurde, grâce à laquelle on veut faire croire que nous

préconisons l'ignorance et la paresse. Sur ce point, ma réponse sera courte, car je me bornerai à poser cette question : qui sont les zélateurs de l'ignorance, est-ce ceux qui distribuent les livres de Lassalle et d'autres socialistes, ou bien ceux qui les détruisent ?

Le président. — Vous ne pouvez entrer dans ces considérations, car elles sont intempestives.

Ensuite le président demande à Michkine s'il se reconnaît coupable d'avoir imprimé et distribué des livres invitant le peuple à se révolter contre le gouvernement établi.

Michkine. — Je reconnais, en effet, que, comme imprimeur, j'ai fait tous mes efforts pour distribuer les livres défendus, et je demande la permission d'expliquer pourquoi. Je l'ai fait à la suite du désir irrésistible de dévoiler la vérité sur les souffrances du peuple, alors que je me suis persuadé que pas un livre, pas une brochure honnête, traitant de cette matière avec franchise et sympathie, ne pouvait paraître en Russie.

Le président. — N'oubliez pas que vous prononcez une plaidoirie.

Michkine. — Je demande alors : puis-je parler des motifs du crime dont on m'accuse.

Le président. — Vous pourrez en parler après...

Ensuite (en regardant l'acte d'accusation), on vous accuse de...

Michkine. — Je ne répondrai pas à vos questions avant que je n'aie présenté ma défense sur le premier chef d'accusation.

Le président. — Alors, asseyez-vous.

Michkine s'assied.

Ensuite, il proteste que le tribunal n'a pas voulu lui communiquer quelques chefs d'accusation concernant les autres groupes. A cela, le président répond que cela ne le regarde pas, puisque son nom n'a même pas été prononcé pendant l'interrogatoire des autres groupes. Par exemple: on accusait notre parti d'être capable de commettre tous

les crimes pour de l'argent, et on disait même que quelques accusés conseillaient à Idalie Polheim de devenir maîtresse d'un vieux propriétaire de Koursk pour l'empoisonner et hériter de ses richesses. Or, le réquisitoire accuse le parti tout entier; par conséquent, il m'accuse aussi, parce que je suis solidaire avec tous mes camarades. Il est donc nécessaire que je sache les questions qui leur ont été posées à ce sujet, bien que mon nom n'ait pas été prononcé pendant l'interrogatoire. Du reste, le Code me donne le droit de le demander. J'ajouterai, de plus, que mon accusation d'avoir fait partie d'une société secrète n'est pas basée sur des preuves sérieuses, ou sur les dépositions des témoins, mais justement sur cette hypothèse que je suis en tous points absolument solidaire avec les autres accusés; de là, certaines conclusions infâmes et mensongères du procureur à mon égard et à l'égard de tous les accusés.

Le président. — Je vous répète encore une fois que l'enquête sur les onze groupes ne vous regarde en rien.

Michkine. — Maintenant, je vais répondre à quelques autres accusations du procureur impérial. Ainsi, il a dit, entre autres choses, que nous prêchons l'ignorance en disant que la science ne sert qu'à exploiter le peuple. J'avoue franchement que, pour ma part, je ne vois aucune nécessité à ce qu'un révolutionnaire finisse ses études, et je dirai pourquoi, afin de faire cesser tout malentendu sur ce point, Supposons que la Russie se trouve encore sous le joug des Tartares, et que dans toutes les grandes villes il y ait des écoles fondées avec l'argent extorqué au peuple par le vainqueur, et que dans ces écoles on enseigne les hauts faits des khans, que l'on parle aux élèves des vertus des gouvernants et de leur droit de prélever à volonté toute sorte d'impôts...

Le président. — Cela ne se rapporte pas à la question.

Michkine. — Mais si, cela se rapporte, puisque je voulais demander si, dans les conditions d'une éducation semblable, on peut raisonnablement conseiller aux jeunes

gens de fréquenter les écoles. Assurément non. Ensuite, le réquisitoire affirme que nous voulons abolir la propriété, avec cette insinuation que nous le voulons dans un but égoïste. Je ne connais personne parmi nous qui eût jamais professé une pareille doctrine. La nôtre dit, au contraire, qu'il faut garantir aux classes laborieuses la pleine jouissance des produits de leur travail. Et *vice versa*, peut-on dire que l'État soit l'unique soutien de la propriété, lorsqu'il s'arroge le droit excessif de ruiner cette même propriété, en prélevant de force toute sorte de contributions qui privent le paysan du dernier morceau de pain et le laissent dans la plus affreuse misère ?

Le président dit en haussant la voix : Je vous défends, je vous défends de parler sur ce ton !

Après une longue altercation avec le président, Michkine s'assoit en disant : Désormais, il est évident que le procureur a le droit de dire et d'écrire tout ce qu'il veut, et que les accusés n'ont pas le droit de parler pour se défendre. Il continue en se levant : Je prie d'inscrire au procès-verbal que je proteste contre les violences inouïes dont j'étais victime pendant la détention préalable. Après le premier interrogatoire, on me mit les fers aux pieds et aux mains ; on m'a refusé non seulement le thé auquel j'avais droit suivant le règlement pour les prisons préventives, mais on me refusa même de l'eau chaude.

Le président. — C'est une accusation absolument gratuite.

Michkine. — Le procès-verbal de l'arrestation mentionne qu'il fut ordonné de me mettre des fers ; jusqu'à quel point la fureur des autorités peut aller contre nous, on peut le voir par le fait suivant. Lorsque je me suis adressé au directeur pour le prier de me donner la permission de porter des chaussettes, parce que les fers me meurtrissaient les pieds, le directeur me la refusa. On n'a pas permis non plus à ma mère de venir me voir.

Le président. — Le tribunal ne peut contrôler ces assertions, car elles sont gratuites.

Michkine continue à protester contre les abus et les mauvais traitements dont il était victime, et il conclut en disant : Serait-il possible que nous n'ayons pas mérité le droit de parler, même au prix de toutes les violences et de toutes les tortures que nous avons subies. Il faudrait pourtant que l'on devînt un peu juste à notre égard et que l'on ne nous fermât pas la bouche.

Le président. — Néanmoins, vous avez dit tout ce que vous vouliez.

Michkine. — Non, pas tout encore, et si vous le permettez, je finirai.

Le président. — Je ne vous le permettrai pas.

Michkine. — Dans ce cas, après les nombreuses interruptions dont vous m'avez honoré, je n'ai plus qu'à faire une dernière déclaration : maintenant, je comprends pourquoi mes camarades ont refusé de parler à l'audience. Ils avaient raison d'affirmer que, malgré l'absence de publicité, on ne leur permettrait pas de parler; que dans cette enceinte un discours franc et honnête ne peut pas être prononcé, et que ce qui se passera à l'audience ne sera qu'une vilaine comédie, quelque chose de dégoûtant, d'ignoble et de honteux...

Aux mots « vilaine comédie », le président sénateur Peters s'écria : « Emmenez-le, emmenez-le ! » Trois gendarmes armés se ruèrent sur Michkine, mais l'accusé Kabinowitch leur barra le chemin en se mettant contre la petite porte de la grille. L'officier de gendarmerie parvint à repousser Kabinowitch, ainsi que son camarade Stopané, et, en empoignant Michkine par une main au collet, il s'efforçait de lui fermer la bouche avec l'autre; mais il ne réussit pas. Michkine, profitant de l'occasion, cria de toute la force de ses poumons la phrase commencée : « Il se passera des choses plus honteuses que dans une maison publique; là, la femme se vend par néces-

sité; ici, — des juges, des sénateurs, des gens soi-disant honnêtes et sérieux se vendent par lâcheté, par luxure, par avidité, pour avoir de gros appointements, pour être décorés; ils se vendent comme des misérables en sacrifiant aux potentats, l'honneur, la justice; en un mot, tout ce qu'il y a de plus sacré pour l'humanité ». — A peine Michkine eut-il fini que trois gendarmes se ruèrent sur lui; alors, une lutte acharnée commença entre les accusés Michkine, Stopané et Kabinowitch et l'escouade de gendarmes commandée par l'officier. Terrassé par les gendarmes, Stopané s'écria : « Ce n'est pas un tribunal, cela! c'est un ramassis de bandits et de coquins! je vous méprise, lâches, plats valets que vous êtes! » Les gendarmes les entraînèrent tous les trois. Le public fut très ému, beaucoup de dames s'étaient trouvées mal. Le tumulte était indescriptible; on entendait des imprécations, des injures; un rire hystérique, des sanglots. Le public affolé se rua vers la porte de sortie; une presse affreuse s'ensuivit, et tous les efforts des huissiers et des gendarmes pour rétablir l'ordre sont restés inutiles. Le tribunal prit la fuite au commencement du tumulte. Un officier de gendarmes traversa la foule et demanda à un avocat si les membres du barreau n'avaient pas besoin de sa protection ; mais l'avocat lui répondit : « Vous voyez, monsieur, que votre présence suffit pour troubler l'ordre et pour rendre fous ces malheureux, » et il montra du geste les accusés. L'huissier, voyant que le tribunal s'était enfui, a mis fin à cette scène, en déclarant que l'audience était levée. Mais les défenseurs ont déclaré qu'ils voudraient que le président levât lui-même la séance, à la suite de quoi ils ont été invités à passer dans la chambre du conseil, où le président-sénateur Peters leur répéta la déclaration faite par l'huissier. Les défenseurs ont exigé qu'un procès-verbal spécial fût dressé au sujet des violences et des coups de sabre distribués par les gendarmes aux accusés ; mais le président refusa en reprochant aux défenseurs de faire cause commune avec les perturba-

teurs politiques. Le procureur Jeliéchovsky s'écria même : « Mais c'est une révolution ! »

Il est évident qu'après le scandale auquel le discours de Michkine a donné lieu le tribunal s'est tenu sur ses gardes et qu'aucune publicité n'a été donnée aux débats. Du reste les accusés se sont renfermés d'eux-mêmes dans un mutisme complet. Pendant les cinq dernières audiences, il n'y avait que quinze ou vingt sièges réservés au public et encore étaient-ils occupés par les parents ou les amis des juges. Le verdict fut prononcé le 23 janvier. D'après ce verdict Michkine a été condamné à la perte des droits civiques et aux travaux forcés pour dix ans. Concernant les autres accusés, le tribunal résolut d'adresser un recours à Sa Majesté pour la diminution suivante de leurs peines : les accusés Larionoff et Volchovskoï, prévenus de propagande révolutionnaire, ont été condamnés à la perte de quelques droits et privilèges civiques et à la déportation dans le gouvernement de Tobolsk. Stopané et Kabinowitch ont été condamnés à la même peine avec la déportation dans les gouvernements d'Irkoutsk et de Tobolsk pour huit ans. D'autres furent condamnés à des peines plus légères, et quatre-vingt-dix ont été acquittés. Le 25 février, la troisième section a placé sous la surveillance de la haute police, pour une durée illimitée, vingt-huit personnes acquittées dans le procès des 193.

LETTRE ADRESSÉE A LA RÉDACTION DE *La Commune* PAR QUELQUES CONDAMNÉS DANS LE PROCÈS DES 193.

La déclaration ci-jointe doit être absolument publiée : l'organe du parti auquel nous appartenons ne peut pas nous refuser son insertion. La rédaction est libre de la publier quand elle le voudra, mais elle ne doit avoir en vue en la publiant que l'intérêt général du parti et non des considérations concernant le sort de l'un de nous.

(Suivent 19 signatures.)

Confrères d'opinion !

Le procès du parti révolutionnaire-national vient d'être officiellement terminé ; le soi-disant verdict signé, de sorte qu'il ne leur reste plus que de nous envoyer aux travaux forcés ou en exil. En nous retirant vaincus du champ de bataille, mais avec la conviction d'avoir honnêtement rempli notre devoir, en nous en allant peut-être pour toujours comme Kouprianoff, nous voulons vous adresser quelques paroles d'adieu, camarades! Sans nous donner plus d'importance que nous n'en avons eu, nous ne parlerons que dans les limites du rôle qui nous était imposé du dehors. Le pouvoir officiel a trouvé qu'il serait utile que notre condamnation servît d'exemple à tous nos coreligionnaires politiques, et que la distinction hypocrite de la culpabilité de chacun de nous contribuât à dépraver les faibles qui n'ont pas jusqu'au bout le courage de leur opinion. En vue de ce rôle involontaire nous nous voyons obligés de déclarer que, ni les peines les plus sévères, ni la *générosité* ne pourraient ébranler d'un cheveu notre dévouement au parti révolutionnaire - socialiste. Nous restons comme avant des ennemis déclarés du système existant en Russie, qui fait le malheur et la honte de notre patrie, car il ne sert qu'à exploiter les travailleurs au profit des parasites, des voleurs et des dévergondés; ce système politique livre le travail, le bien, la vie, la liberté et l'honneur des citoyens aux caprices d'un pouvoir arbitraire. Nous recommandons à nos camarades et nos coreligionnaires politiques de persister avec un redoublement d'énergie dans la voie tracée pour atteindre notre but, pour lequel nous avons été persécutés et pour lequel nous sommes prêts à lutter jusqu'à notre dernier soupir !

N. B. — Nous envoyons cette déclaration avec nos signatures autographes à la rédaction de *La Commune* en la

priant de la publier ; l'original doit être conservé comme preuve de l'authenticité du document.

Forteresse de Pierre-et-Paul, 25 mai 1878.

VOÏNARALSKY, VOLCHOVSKY, JEBOUNEFF, ZARÔUBAÏEFF, KRIATKOVSKY, KOVALIK, KOSTURINE, LIVANOFF, LERMONTOFF, LOUKACHEVITCH, MAKAREVITCH, MOURAVSKY, OSTOCHKINE, ROGATCHEFF, SAJIGE, SINÉCOUB, SOÏOUZOFF, STACHOVSKY, STOPANÉ, TCHOROUCHINE, TCHOUDNOVSKY, CHICHKO, E. BRESKOVSKA.

LA PRISON DE PENZA.

Vous me permettrez de vous décrire les deux cellules secrètes se trouvant dans le sous-sol que les détenus politiques appellent catacombes. Ces deux cellules situées au bout d'un sombre corridor souterrain ont quatre archines et demie de longueur sur deux et demie de largeur ; elles sont à peine éclairées. La moitié des cellules est occupée par des bancs très larges sur lesquels couchent les prisonniers. Il est évident qu'il n'y a pas assez de place pour marcher, de sorte que lorsqu'on ne veut pas rester assis ou couché, on doit se tenir debout. L'air des cellules est infecté par des émanations sortant de lieux d'aisance. Le plancher a l'air d'un clavier, les poêles sont abîmés et le froid y est tellement intense qu'il n'y a pas moyen de dormir en hiver. Voilà pourquoi en cette saison tous les détenus portent des pelisses et des bonnets en peau de mouton.

Ouchakoff et Sabelkine, Dobroff et mademoiselle Soudzilovska y ont passé plusieurs mois. En général, tous ceux qui se trouvent au secret souffrent beaucoup en hiver. L'année passée on donnait des pots de chambre en bois

tout à fait pourris, qui suintaient et exhalaient une odeur insupportable. Au commencement, les détenus politiques n'avaient ni tables, ni lits, ni tabourets, de sorte, qu'ils mangeaient, dormaient et étaient assis sur la terre. Le procureur lui-même trouva que cet ordre de choses était illégal et on leur donna un banc de bois, une table et un tabouret.

Maintenant on donne quatre kopecks par jour à chaque prisonnier n'appartenant pas aux classes privilégiées, sept et demi kopecks à la petite noblesse et quinze kopecks aux gentilshommes héréditaires.

Il y a à peine quelques mois que les prisonniers ne sortaient jamais à la promenade; maintenant, on leur permet de sortir tous les quinze jours pour respirer l'air pendant un quart d'heure. Kamensky et Dobroff ne sont sortis que deux fois pendant six mois, mais les condamnés de droit commun jouissaient d'une plus grande liberté. L'entrevue avec leurs parents ou leurs amis était rigoureusement défendue. En ces derniers temps on a donné permission aux parents de venir voir les détenus, mais seulement en présence du colonel de gendarmerie et du directeur de la prison. L'entrevue ne pouvait durer plus d'un quart d'heure. Dans les derniers jours du mois de juillet, le directeur Joulabine a été destitué; cet homme féroce était le fléau des prisonniers. On a nommé à sa place un vieux petit bonhomme très honnête et d'un caractère doux, de sorte que la situation des prisonniers politiques s'est beaucoup améliorée.

Nous clorons le dernier chapitre de notre troisième partie par le procès des 50, parce qu'il donne exactement l'idée de la façon dont plaident les nihilistes lettrés, quand ils se défendent devant les tribunaux. Hommes, femmes, font preuve alors d'une singulière éloquence, d'une force de logique incroyable! en outre, ces plaidoiries sont précieuses

au point de vue politique, parce qu'elles contiennent des déclarations de principes qu'on chercherait vainement ailleurs.

En nous donnant les discours de P. Aléneïeff et de mademoiselle Bardine, voici la note qu'a publiée le journal *En Avant :*

DISCOURS DE P. ALÉXEÏEFF ET CELUI DE MADEMOISELLE BARDINE

Note de la rédaction. — Ces deux discours ont été extraits de la brochure publiée par l'imprimerie clandestine de Saint-Pétersbourg. — Le discours que nous publions plus loin a été prononcé par M. Aléxeïeff à l'audience du 10 mars 1877. L'accusé est un paysan du gouvernement de Molensk, district de Sytchowska, village de Novinskoïe, n'ayant jamais été dans aucun établissement scolaire, mais ayant acquis des connaissances vastes et solides, grâce à son intelligence hors ligne et à son amour de la science.

Note du traducteur. — Le compte rendu sténographique officiel a reproduit exactement sa plaidoirie, moins quelques passages biffés par la censure et le parquet. En Russie ces deux institutions se croient en droit de tronquer le texte des discours prononcés par les accusés, et chacune à son point de vue. La censure supprime les idées « subversives » contre l'État et « les grandes institutions qui régissent les sociétés humaines », comme disent nos procureurs ; le parquet demande bien souvent la suppression de certains passages pour des motifs personnels, ou lorsque les accusés attaquent toute la corporation.

Plaidoirie d'Alexeïeff.

« Nous, le « bas-peuple, » nous, les millions d'ouvriers, qui travaillons dans les champs et les fabriques, nous

nous voyons abandonnés de tout le monde dès notre plus tendre enfance ; nous sommes privés de pain, puisque nos parents sont pauvres ; nous restons ignorants, faute d'écoles et faute de temps, puisque nous commençons à travailler depuis l'âge de six ans. A neuf ans, nos parents se voient déjà forcés de se débarrasser de nous, pour que nous allions gagner notre pain chez les patrons. Quel sort nous réserve l'avenir ? D'abord l'apprentissage, c'est-à-dire des coups, des coups sans merci et sans fin de tous ceux qui ont commencé à « servir le patron. » Ces malheureux, déjà majeurs, ayant passé par une rude école, veulent nous habituer à leur tour au travail par ce « système d'éducation. » Depuis l'âge de huit ou neuf ans commence cette vie de torture qui ne finit jamais pour l'ouvrier : dès cet âge on commence à avoir faim, on souffre du froid, on se fatigue au travail pendant dix-sept heures. Des générations entières ont vécu depuis la plus tendre enfance dans la poussière des ateliers et des usines, couvertes de haillons, pieds nus, dormant sans matelas, sans coussin ni couverture... ; ces générations, des dizaines de millions d'hommes, des centaines de millions, qu'ont-elles eu pour ce rude labeur, pour ce qu'elles ont créé ou produit ? »

Note du traducteur. — La situation des ouvriers dans les fabriques est *absolument intolérable*, ce que prouvent péremptoirement les tables de mortalité. Les enfants de dix à quatorze ans ignorent l'usage de *la chaussure*, *même en hiver* et *dans les deux capitales*. L'exploitation de l'enfance est réellement plus grande que partout ailleurs ; 1° parce qu'il n'y a *aucun contrôle gouvernemental*, et 2° parce que donner des coups à un apprenti, et le rosser pour la moindre faute, sont choses les plus naturelles aux yeux de tout le monde. Les enfants sont surtout maltraités dans les ateliers, mais ils sont moins misérables et mieux nourris que dans les fabriques et les grandes usines. La mortalité des enfants en Russie, depuis l'âge de un jusqu'à douze ans, est de 35 et 37 pour 100.

A ces paroles, le président, sénateur Péters, s'agite sur son fauteuil, pressentant bien que ce n'est que le commencement. Mouvement dans la salle. L'accusé continue d'une voix forte et grave. Il est impassible et fier ; c'est lui l'avocat général de la société : « Il est évident que, dans une situation physique et morale aussi défavorable, des générations entières s'abrutissent, se démoralisent et perdent les sentiments humains qu'elles avaient dans leur enfance. Arrivé à l'âge d'homme, l'enfant devient ce que peut devenir une créature humaine, isolée de toute influence civilisatrice, n'ayant rien en perspective et ne vivant que de sa force musculaire.

Voilà ce que nous devenons, nous, enfants du peuple, sous l'égide protectrice du capital ! Dès lors, pour être impartial, quels sentiments pouvons-nous avoir envers le capitaliste, si ce n'est la haine ! Depuis notre enfance nous souffrons, mais sans nous y habituer, pour la plupart, et nous vivons de l'espoir de prendre un jour notre revanche ; cette farouche énergie se transforme en haine implacable contre l'oppression et l'injustice. Le salaire de l'ouvrier majeur est réduit au *minimum et de ce minimum* les capitalistes et d'autres intermédiaires existant entre le producteur et le consommateur cherchent à en tirer des bénéfices ! (Note traduite attaque contre le commerce.) Les fabricants réputés les plus honnêtes à Moscou n'exploitent pas moins leurs ouvriers que les autres...

. . . .

(L'accusé entre dans le détail des règlements des fabriques et parle des amendes en disant « que les ouvriers sont obligés de s'y conformer, car ils ont toujours au-dessus de leurs têtes cette épée de Damoclès qui s'appelle rester sans ouvrage dans la rue. »)

« Du reste, ajoute-t-il, je ne veux même pas vous parler de tous les abus que commettent les fabricants et les chefs des usines, car il se trouve beaucoup de personnes dans l'auditoire qui ne me croiraient pas, tellement ces

abus sont inouïs ; ainsi, chez nos plus grands fabricants, MM. Babkine, Goutchkoff, Boutikoff, Morosoff et chez beaucoup d'autres...

. . . .

Le président, sénateur Peters. — C'est bien, assez. Vous pouvez ne pas continuer ces citations, vous n'avez pas le droit de citer les noms des gens honorables. (*Léger bruit dans la salle.*)

Alexeïeff. — C'est assez en effet, car que pourrais-je prouver en citant quelques noms, lorsque tous ceux qui possèdent et qui gouvernent exploitent les ouvriers tout autant qu'eux. Oui, les ouvriers sont réduits au dernier dénuement, à la plus affreuse misère. Pour 17 heures de travail par jour, ils reçoivent... 40 *cop!* C'est un crime! (*Bruit.*) Peut-on exister avec ce salaire, surtout lorsqu'on est marié, et que l'on a des enfants. Mais encore, il faut payer les impôts... pour les bienfaits et les commodités de l'existence sociale auxquels nous ne participons pas! Non, il est temps de se dire, qu'une telle situation ne peut durer, que les classes travailleuses ne peuvent exister dans ces conditions économiques. Enfin! pendant un certain temps nous regarderons mourir nos frères à la peine, en serrant nos dents de rage et de douleur, jusqu'à ce que nous ne puissions retirer nos mains de dessous le bât, notre tête fatiguée, et n'ayons pas les moyens de leur tendre une main secourable! — Il est vraiment bizarre, incompréhensible et en même temps bien triste et sinistre qu'un homme comme moi qui a travaillé depuis la plus tendre enfance 17 heures par jour, se trouve ici, devant des juges, sur le banc des accusés, *parce qu'il s'est trouvé malheureux* de n'avoir même pas toujours un morceau de pain sec!

Je connais la situation de mes confrères de l'Occident, et je trouve, et beaucoup le trouvent sans oser l'avouer, peut-être, qu'aussi mauvaise et précaire que soit leur situation économique, elle est pourtant beaucoup meilleure que la nôtre. — Ils ont le droit de s'instruire, ils ont quelques

libertés qui tendent à élever leur niveau moral, ils ont des bibliothèques, ils ont des livres, et ils lisent; nous n'avons rien de tout cela.

Ils nous traitent de barbares et de sauvages et ils ont raison. Comment voulez-vous qu'ils disent autrement? En effet, avons-nous seulement le temps pour nous instruire, avons-nous des écoles pour les enfants du peuple, avons-nous des livres populaires et utiles comme à l'étranger? L'existence de l'ouvrier russe est pour ainsi dire antisociale, il est seul, isolé, puisque le groupement et les réunions seraient contraires à la loi. Jetez maintenant un coup d'œil sur la littérature populaire russe. C'est un phénomène très significatif et éloquent, puisque d'une part vous rencontrez des livres comme « Bova, le fils de roi » ,« Jerouslane Lazaréwitch», «Jean Caïn » — des épopées ridicules ou amusantes; d'autre part des récits drôlatiques comme « Le fiancé dans l'encre et la fiancée dans la soupe aux choux ». Eh bien, je vous le demande, qu'est-ce que cela prouve? — Cela prouve jusqu'à la dernière évidence que jusqu'à présent la littérature populaire n'a pas créé et n'a pu créer rien de sérieux; voilà pourquoi le bas-peuple, comme on l'appelle, ne considère jusqu'à présent tout livre imprimé que sous deux points de vue : amusant ou religieux, tout comme s'il n'existait rien entre ces deux genres, en admettant, bien entendu, que le dernier puisse être considéré comme une des formes de la littérature.

Les ouvriers espéraient qu'il ne fera pas d'innovations qui seraient ruineuses pour nous, car cela ne signifie pas progresser; nous attendions que le gouvernement abandonnât enfin le point de vue routinier dans les questions sociales et économiques, mais nos espérances ont été déçues, car la situation morale et économique ne s'est nullement améliorée, et les paysans restent dans l'état primitif comme auparavant.

L'émancipation des paysans dont on nous annonçait les bienfaits, n'a été qu'un rêve pénible. Cette réforme

« octroyée », quoiqu'elle fût inévitable, ne garantit nullement la situation économique ni les droits politiques des paysans.

On nous a donné les plus mauvaises terres, nous sommes plus pauvres qu'auparavant, et nous sommes devenus esclaves de la bureaucratie et des capitalistes. Le chef de l'usine du négociant Nossoff a eu bien raison de dire que tous les paysans des environs de leur usine obéissent aux lois qu'il leur plaît d'édicter. Nous ne jouissons d'aucune liberté, nous n'avons pas la possibilité de disposer ni de notre temps, ni de notre travail, ni de nos capacités. *Donc, nous sommes encore des serfs !*

Lorsque nous nous avisons de demander l'augmentation des salaires, qui ont été réduits par le capitaliste lui-même, on nous traite comme des insurgés et on nous exile en Sibérie, sans l'apparence de jugement. Nous sommes même privés du droit de défense. *Donc, nous sommes des serfs !*

Lorsque nous nous mettons en grève, en donnant des conseils à nos camarades de ne pas consentir de mourir à la peine, on disperse nos réunions à coups de baïonnettes; car, paraît-il, nous n'avons pas le droit de nous concerter sur nos intérêts, et ceux de nos familles. *Donc, nous sommes des serfs !*

Nous n'avons même pas le droit de déposer une plainte ni collective, ni personnelle, parce que le premier commissaire venu peut nous chasser à coups de poing, et nous faire conduire au poste. Nous sommes, en un mot, en dehors des lois. *Donc, nous sommes des serfs !*

Il suit de ce que je viens de vous dire que le peuple russe n'a pas à compter sur qui que ce soit, mais seulement sur ses propres forces, et sur la vaillante et courageuse jeunesse...

Le président sénateur Peters se lève et crie : « Taisez-vous ; je vous ordonne de vous taire. »

Aléxeïeff continue en haussant légèrement la voix pour être entendu :

« Oui, je le répète, les paysans et les ouvriers, tous ceux qui travaillent et souffrent ne doivent attendre des secours que de la jeune génération. C'est elle qui nous a tendu une main secourable, lorsqu'elle a entendu les gémissements des millions de travailleurs qui succombent sous le poids de la misère et de l'ignorance. (Mouvement, le président fait des gestes d'impatience et secoue ironiquement la tête.) Elle seule a compris pourquoi on entend de partout ces gémissements,—pourquoi l'on voit partout, aux quatre coins de ce vaste empire, cette immense douleur, cette affreuse misère, cette ignorance inouïe, qui dure et qui menace de durer des siècles. Elle a compris le mot de l'énigme révoltante. (Bruit, le président se contient à peine, les juges affectent de causer entre eux pour se donner une contenance.) Elle seule nous guide à travers les péripéties de cette lutte sinistre, en nous indiquant les guet-apens et les filets adroitement tendus sur notre chemin; et elle nous guidera jusqu'au bout, jusqu'à ce que le peuple révolté, hors de lui, lève sa main musculeuse et puissante...

Le président sénateur Peters, fou, se lève en criant : « Taisez-vous, taisez-vous ! gendarmes, emmenez-le ! » Les gendarmes se jettent sur l'accusé pour l'emmener, mais ce dernier est entouré de quarante autres accusés. Une rixe s'ensuit entre les gendarmes qui envahissent la salle et les accusés qui se débattent. Tumulte indescriptible dans la salle; le public se jette affolé vers la porte de sortie ; les dames sanglotent et tombent évanouies de frayeur. Un gendarme met sa main sur la bouche d'Aléxeïeff, mais ce dernier, étant parvenu à se dégager de ses étreintes, crie de toute la force de ses poumons :

« Oui, oui ! jusqu'à ce que la main vengeresse du peuple et des ouvriers se lève pour écraser le despotisme qui est fondé sur les baïonnettes, l'exploitation et le vol!!! » Les gendarmes s'emparent de l'accusé ; le tribunal effrayé disparaît avec une rapidité surprenante par la porte de la chambre du conseil. Au bout d'un quart d'heure, les

gendarmes prennent le dessus et parviennent à garrotter les quarante-deux accusés présents à l'audience et les emmènent en prison.

Discours de Siméon Agapoff.

Messieurs les juges; je ne veux pas nier que j'ai été propagandiste, et que j'ai cherché à éclairer les ouvriers sur leur situation économique actuelle. J'ai toujours aimé le peuple, puisque je suis un de ses enfants, que je connais comme lui la misère, et que je suis un ouvrier.

J'ai passé toute ma vie dans le travail pénible des fabriques et des usines ; tout le monde était content de moi, personne ne s'est plaint, mais j'ai conçu, moi, d'autres sentiments à l'égard de tous ceux qui exploitaient mon travail, — et me voilà ici. Je ne veux pas fatiguer votre attention par une longue plaidoirie, — à quoi bon! vous le savez vous-mêmes; je ne veux pas non plus vous parler des souffrances et de la misère du peuple, puisque cette question a été traitée avec tous les détails qu'elle comporte par mon camarade de malheur. Or, tout le monde en Russie le sait bien. Je vous dirai seulement que, comme tant d'autres, comme beaucoup de millions d'ouvriers, j'ai cherché longtemps une issue à la situation économique intolérable dans laquelle se trouve l'homme du travail, et, après avoir longtemps cherché et réfléchi, j'ai abouti à cette conclusion que l'unique issue, c'est la révolution sociale faite par le peuple au nom de ses intérêts vitaux.

Dès lors, je me suis engagé résolument dans la voie révolutionnaire, en ce sens que j'ai toujours cherché à propager, parmi les ouvriers, les idées socialistes, en leur démontrant que, sans un mouvement révolutionnaire bien discipliné, aucune amélioration de leur sort ne serait possible. Je ne m'en repens point, et je ne regrette pas

d'avoir agi ainsi, car je suis fermement convaincu que je n'ai rien fait de mauvais, ni d'illégal.

Je vous rendrai exactement ma pensée en vous disant que je crois avoir fait ce que devrait faire tout homme de cœur et tout honnête citoyen. Que voulez-vous que je vous dise davantage? C'est à vous d'agir!

Discours de mademoiselle Sophie Bardine.

Mademoiselle Sophie Bardine, fille d'un gentilhomme du gouvernement de Tambow, est née en 1854. Elle a été élevée à l'institut de Tambow, où elle a terminé ses études en 1871. Elle a reçu un diplôme et une médaille d'or pour les examens de sortie. A la fin de l'année 1871, elle est arrivée à Moscou pour continuer ses études, mais elle n'y resta que jusqu'au printemps de 1872, et entreprit un voyage à l'étranger. Elle arriva à Zurich pendant la plus brillante période d'activité de l'Internationale, et avait pris part aux travaux du Congrès. C'est dans cette ville qu'elle fit connaissance avec le célèbre M. Bakounine, qui jouait à cette époque un rôle très marquant dans le parti révolutionnaire-socialiste européen. Après avoir subi ses examens d'entrée à l'École polytechnique de Zurich, mademoiselle Bardine n'a suivi les cours que pendant quelques mois. Préoccupée des plus graves questions sociales et politiques, elle étudia la question ouvrière en Allemagne et en Suisse. Ses études ont duré deux ans, pendant lesquels elle a lu un nombre incalculable de livres, de brochures, de revues et d'articles de journaux qui traitaient de la question ouvrière. Pendant cette période de temps, elle se créa de nombreuses relations en Suisse et en Allemagne (où elle est allée deux fois) parmi les ouvriers et les ouvrières. A la fin de l'année 1874, elle résolut de partir pour la Russie, pour s'occuper activement de la propagande des idées socialistes parmi les paysans et les ouvriers. Quelques semaines après son retour en Russie, elle entra à la fabrique des

frères Zozarew en qualité de simple ouvrière, sous le nom d'Anne Zaïtzeff, veuve de soldat. Son influence morale, comme on l'a su plus tard au cours du procès, a été très grande sur les ouvriers et surtout sur les ouvrières. Ses patrons eux-mêmes ont dit, que ce qui a éveillé bien des fois leurs soupçons, c'est que, depuis l'entrée à la fabrique de la « veuve Zaïtzeff », les ouvriers et les ouvrières avaient presque fini de fréquenter les cabarets et s'occupaient à lire des livres que l'on ne croyait pas défendus. Aussi, elle était très vénérée par ses camarades des deux sexes, qui ont tous figuré, malgré les menaces de la police, comme des témoins à décharge dans le procès. Le 4 avril 1875, mademoiselle Bardine a été mise en état d'arrestation par suite de la dénonciation d'une dame Daria Skvortzew, sa maîtresse de logis. La détention préventive a duré *deux ans!* pendant lesquels la courageuse jeune fille est restée au secret. En somme, la justice n'avait à lui reprocher que la distribution de quelques brochures parmi les ouvriers de la fabrique, et ensuite quelques propos qui ont été rapportés par deux témoins absolument suspects.

La correspondance avec ses amis de Zurich et de Genève, qui a été saisie à son domicile, ne contenait rien qui pût justifier l'arrêt barbare rendu par « les bourreaux du czar. »

Le 21 février 1877, elle a été jugée avec les quarante-neuf autres accusés par la haute cour du Sénat, qui l'a condamnée *à neuf ans de travaux forcés dans les usines de l'État, en Sibérie.* Elle a refusé l'assistance de l'avocat d'office en déclarant qu'elle ne voulait pas être défendue. Le 10 mars, lorsque, après la plaidoirie des avocats, le président lui donna la *dernière parole* d'usage, elle se leva lentement, et d'une voix ferme, au milieu du recueillement général, elle prononça *le discours suivant :*

Messieurs les juges ! Je ne chercherai pas à nier que je me suis occupée de propagande à la fabrique de

Zozareff, mais je crois devoir réfuter l'assertion de M. le procureur impérial, qui vous a dit dans son réquisitoire que j'ai fait partie d'une société secrète, car cette société n'existait pas à l'époque dont il s'agit (avril).

Du reste, en rapprochant certaines phrases du réquisitoire, vous avez pu voir que M. le procureur hésite lui-même à dire qu'il y avait une société secrète complètement organisée, et il appelle le groupe des propagandistes « le noyau d'agitateurs qui agissaient en vertu d'un plan élaboré d'avance. »

Ainsi, selon M. le procureur lui-même, il n'y avait pas de société, mais un noyau; une société à l'état embryonnaire, dirai-je, c'est-à-dire une société qui n'a pas été formée, et qui pouvait ou ne pouvait pas exister dans l'avenir. J'ignore les articles du Code pénal qui punissent pour des intentions secrètes, ou pour un fait présumable qui aurait pu arriver, mais non réel, dont l'existence n'a pas été démontrée par des preuves.

Le réquisitoire affirme que la société secrète existait, parce que *tous les accusés se connaissaient* et qu'ils étaient en relations suivies; mais qu'est-ce que cela prouve? Il y a beaucoup de personnes avec qui chacun de nous entretenait des relations plus ou moins suivies, et pourtant, il serait insensé de vouloir les accuser. Je dirai, pour en finir avec ce chef d'accusation, que le réquisitoire n'a fourni aucune preuve matérielle de nos prétendues relations suivies, et que je crois inutile d'en parler davantage...

Mademoiselle Bardine réfute un à un tous les arguments du procureur, au sujet des preuves matérielles, et passe ensuite à la péroraison :

Bref, à mon point de vue, je ne me reconnais guère coupable, car je n'ai pas fait de mal à la société, ni ne voulais lui faire du mal. M. le procureur m'accusait, avec une certaine insistance, d'avoir voulu détruire les bases séculaires des sociétés humaines : la propriété, la famille, la religion, l'État; d'avoir voulu soulever les masses po-

pulaires pour fonder l'anarchie permanente. En effet, ce serait terrible, si c'était vrai. Pour ma part, j'en doute, et tout en rendant justice aux sentiments conservateurs de l'avocat de la société, je crois pouvoir dire que toutes ses accusations sont fondées sur un malentendu.

D'abord, ni moi, ni personne de nous, que je sache, n'avons jamais parlé de la destruction de la propriété ; au contraire, nous avons défendu cette institution sociale, puisque nous disions toujours, et à tout le monde, *que chaque citoyen a le droit exclusif de jouir du produit de son travail.* Ainsi, qui des deux, nous autres révolutionnaires-socialistes ou les fabricants, par exemple, ébranlent la propriété dans sa base, lorsque ces derniers leur payent à peine un dixième de leur travail, en mettant dans leurs poches les neuf dixièmes qui ne leur appartiennent pas. C'est assurément un vol, c'est-à-dire une négation, ou une protestation violente et criminelle contre la propriété, que de faire travailler un homme pendant 14 heures, lui ordonner de créer une valeur, un objet réel, qui constitue ce que les économistes appellent une « richesse, » et ne pas lui donner même ce qu'il faut pour exister.

Ces relations sociales qui partagent les citoyens en deux camps, dont l'un exploite et jouit de la vie, et l'autre travaille, produit, crée et meurt de faim, sont-elles morales? Non, puisqu'elles engendrent la haine qui finit par mener à des conflits stériles et terribles. Ni moi, ni personne des révolutionnaires-socialistes n'avons jamais prêché le *communisme obligatoire*, parce que nous savions bien que rien ne saurait être obligatoire que ce que le peuple voudra lui-même. Nous avons toujours dit et répété une chose : c'est que l'ouvrier a le droit sur le produit de son travail, sans préjuger ce qu'il fera après ; c'est-à-dire, s'il voudra jouir de ce produit seul, individuellement, ou s'il voudra partager sa jouissance avec d'autres, collectivement. Nous avons toujours été unanimes à trouver qu'il aura le droit d'agir, en cette circonstance, comme il entendra.

Passons, maintenant, à une autre accusation non moins grave qui consiste à dire « que nous cherchons à détruire la famille », c'est-à-dire les liens qui naissent de la consanguinité entre les membres d'un groupe de citoyens et de citoyennes. Eh bien, nous n'avons jamais dit que ces liens eussent été factices; mais nous n'avons jamais admis non plus qu'ils fussent obligatoires, et que le pouvoir du chef de famille continuât à rester despotique. Or, ne faut-il pas se demander sérieusement si ce sont les révolutionnaires, ou la société actuelle, qui mine la famille dans ses bases, car lorsque nous propageons les idées de liberté et les réformes économiques, en réfutant les notions de despotisme partout où elles se trouvent, la société actuelle force la femme d'aller avec ses enfants gagner son pain dans les fabriques, où tous se pervertissent au bout d'un certain temps; ou bien elle force la femme de descendre dans la rue pour gagner un morceau de pain par la prostitution, qui *est non seulement tolérée, mais même sanctionnée par les lois actuelles.* On nous accuse encore d'athéisme et du désir de détruire la religion! Mais quelles preuves a-t-on produites ici pour soutenir cette accusation? Avons-nous jamais cherché à dénigrer le fondateur du christianisme, ou à blâmer la philosophie chrétienne. Non, du moins il n'y a pas de preuves à l'appui de cette accusation. Le témoin Daria Skvortsoff n'a-t-elle pas dit, lorsque le juge d'instruction l'a questionnée à ce sujet, que « mes locataires reconnaissaient Dieu dans le ciel, mais ils ne priaient jamais devant les images. » En effet, elle a dit vrai, puisque nous n'allions jamais à l'église, et ne professions aucun culte reconnu par l'État. Je trouve, donc, qu'il serait inutile de vouloir me disculper contre des accusations sans preuves à l'appui. Je ne me reconnais pas non plus coupable d'avoir commis un crime contre la sûreté de l'État, car je suis profondément convaincue que les efforts individuels ne sauraient aboutir au renversement d'une société, lorsqu'elle ne porte pas dans son sein des germes profonds

de décomposition sociale. Ainsi, par exemple, les monarchies, et même les républiques anciennes, sont tombées juste au moment où l'état social, basé sur l'esclavage, n'a pu durer plus longtemps ; donc, les anciennes sociétés se sont désagrégées lorsque le fruit a été mûr! lorsque l'antagonisme entre le capital et le travail, entre les riches et les dépossédés, entre les gouvernants et les opprimés est arrivé à sa plus haute expression, à la lutte ouverte sans trêve ni merci. Et ces empires ont disparu de la terre, et les sociétés qui les composaient se sont régénérées par la liberté et ont revêtu de nouvelles formes sociales, basées sur des principes élaborés pendant l'époque de la fermentation et des troubles. Il est certain que si le gouvernement d'un pays quelconque exerce son pouvoir despotique au préjudice des intérêts du plus grand nombre, s'il exploite les citoyens de toutes les manières, de concert avec le capital et la minorité qui s'est partagée la terre; il est absolument certain, dis-je, que ce gouvernement marche à sa ruine; mais, dans ce cas-là, les organes de ce gouvernement n'ont pas le droit d'accuser quelques personnalités opposantes de vouloir renverser l'ordre de choses établi, et ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Il y a plus, je dirai qu'il est insensé de ne pas vouloir comprendre qu'il se forme dans la marche historique du progrès, telles idées et telles revendications populaires, contre lesquelles aucune résistance ne saurait être longtemps efficace. En renversant l'hypothèse, je puis dire que l'État où la majorité du peuple aurait une certaine confiance dans son développement régulier, ne saurait craindre quelque propagande que ce soit, car cette propagande serait réfutée par la marche accélérée du progrès social.

Le réquisitoire m'accuse, en outre, d'avoir voulu provoquer une révolte. Je n'admets pas non plus cette accusation; d'abord, parce qu'il n'y a pas de preuves juridiques, et puis, parce que je n'ai jamais cru qu'une

révolution puisse être artificiellement provoquée. Non, je le répète, ce point de vue est faux, parce que les révolutions populaires et vraiment efficaces ont toujours été le résultat d'un grand nombre de causes historiques, dont il serait même très difficile de préciser la nature. Néanmoins, j'ai toujours cru qu'une révolution violente était possible en Russie pour des motifs...

Le président Peters. — Nous n'avons pas besoin d'être plus renseignés sur vos idées à ce sujet.

Mademoiselle Bardine reprend son discours en déclarant qu'elle faisait partie du groupe des propagandistes pacifiques, c'est-à-dire de ceux qui ne voulaient pas provoquer une révolution sociale à bref délai. Mademoiselle Bardine s'était évidemment formée à l'école des doctrinaires représentés par M. Lavroff; elle cherchait à prouver dans son discours que la propagande pacifique était la seule efficace pour aboutir à la formation désirée d'une société nouvelle. Elle termine ainsi son discours :

Quoi qu'il en soit, je n'implore pas votre pitié, messieurs! je n'en ai pas besoin, car ma conscience ne m'accuse pas. Continuez à nous persécuter, lâchez sur nous votre police et vos troupes qui vous obéissent encore, mais souvenez-vous des leçons de l'histoire, qui ont prouvé que la répression la plus sanglante a toujours été impuissante contre ces courants régénérateurs qui emportent les États caducs !...

Le président Peters. — Nous n'avons pas besoin de savoir si nous devons profiter de ces leçons ou non; il est inutile de nous exposer vos idées à ce sujet.

Mademoiselle Bardine continue : Oui, pour quelque temps vous arriverez peut-être à écraser un groupe de révolutionnaires, mais je vous prédis que la répression sanglante que vous appelez pacification, ne sera pas de longue durée, et le mouvement reprendra avec une recrudescence nouvelle, et ce seront nos idées qui l'emporteront. Je suis persuadée que même notre société indolente, sommeillant depuis des siècles, finira par s'éveiller,

et son réveil sera terrible, car elle verra avec honte l'abîme dans lequel elle est plongée; elle aura honte de *l'opprobre dont elle est souillée* (bruit; le président Peters s'agite sur son siège et fait un geste ironique avec la main; les juges, au mot *souillée*, ne savent quelle contenance ils doivent prendre et se contentent de hausser les épaules en regardant le président), et ne voudra plus tolérer qu'on foule aux pieds ses droits, et qu'on la prive de ses enfants pour les enterrer vivants dans les mines de la Sibérie, pour le seul crime d'avoir honnêtement dit tout le mal qu'ils pensent de leurs oppresseurs! Et alors la société secouera vite ce joug infâme, et nous vengera... Oh! la revanche sera terrible... Eh bien, persécutez-nous, massacrez-nous, juges et bourreaux, tant que vous disposerez de la force matérielle; nous vous opposerons la force morale, qui finira par triompher des violences, car nous avons pour nous la force du progrès, les idées de liberté et d'égalité... et ces idées, hélas, ne peuvent être percées par vos baïonnettes!... (Tumulte. Assez, assez, crie le président, sénateur *fou Peters*, emmenez-la, qu'on emmène l'accusée vite, vite, crie l'honorable sénateur en indiquant de la main mademoiselle Bardine aux gendarmes, qui la saisissent par les bras d'autant plus facilement, qu'elle ne fait aucune résistance. Des cris : lâches, gredins, vampires, misérables, brigands et autres aménités de ce genre pleuvent littéralement sur la tête des juges; ces cris partent du groupe des 50. Le tribunal recule jusqu'à la chambre du conseil, l'audience est levée.)

Discours de M. Félix Idanowitch.

« Messieurs les juges! vous avez entendu le réquisitoire accablant de M. le procureur impérial, qui formule un blâme sévère et conclut à l'application de la peine; vous avez entendu, d'autre part, la défense, ou du moins la plaidoirie des avocats des accusés qui demandent la pitié

pour les criminels; maintenant veuillez écouter quelques paroles d'un des accusés, qui commence par vous dire : pas de pitié. Oui, pas de pitié, car nous n'en avons pas besoin ; nous préférerons de beaucoup le blâme, dont nous nous sommes rendus dignes d'après certaines lois existantes, que la pitié qui nous humilie. Un philosophe de l'antiquité, le célèbre Démocrite a dit : « Riez tant que vous voudrez, mais ne me plaignez pas, » et il a eu raison. Nous répétons ces paroles du philosophe, car nous ne saurions ne pas convenir que nous avons agi de propos délibéré, connaissant les moyens que nous avons employés pour arriver au but. Ma défense sera courte. Tout d'abord je rejetterai la question de fait, quoique j'eusse pu dire quelque chose pour ma défense personnelle. J'aurais pu vous dire, par exemple, que pendant la confrontation avec le personnel des hôtels de Kischinew, pas un des employés ne m'a reconnu; l'expéditeur des bagages a déclaré à son tour qu'il ne me reconnaît pas pour la personne qui partait, à la date indiquée de Kischinew; et convenez que ce témoignage est très grave, puisqu'il prouve péremptoirement que je n'ai pas été dans cette ville. Mais puisque l'on m'accuse quand même, je passe outre et n'insiste pas. — Qui sait, si ce n'est pas la dernière fois que je parle dans ma vie, et j'espère que cette circonstance me donne le droit de compter sur la bienveillance du tribunal, qui voudra bien me permettre de dire ce que j'ai sur le cœur, et d'émettre quelques idées sur le mouvement révolutionnaire-socialiste en Russie.

C'est une opinion très répandue en Russie que de croire que la Russie diffère essentiellement de l'Europe occidentale, que nous suivons historiquement une voie absolument exclusive, comparativement à d'autres peuples. Certes, il y a beaucoup de vrai dans ces assertions, seulement on s'habitue à abuser souvent de ces idées. Il ne faut pas oublier, en effet, que la science, c'est-à-dire la masse de vérités et de connaissances utiles, est cosmopolite, que la civilisation est une pour toute l'humanité. Il est évident,

d'autre part, que tous les peuples n'ont pas le même idéal social, qu'ils ont des aptitudes et les formes de la pensée différentes les uns et des autres; mais il ne faut pas oublier que, dans leurs bases, l'idéal est partout le même, malgré les formes historiques multiples qu'il revêt chez les différents peuples. L'étude de la civilisation occidentale a prouvé que la Russie ne peut trouver son compte en s'isolant du mouvement général du progrès, mais qu'elle doit, au contraire, tâcher d'entrer, par toutes les questions se rattachant à sa vie sociale et intellectuelle, dans le concert européen, car ce n'est qu'à ce prix qu'elle peut progresser.

Est-il besoin de dire que les bases économiques des peuples sont partout identiques? Évidemment non. En Russie, comme à l'Occident, il existe, d'une part, un petit groupe de privilégiés; d'autre part, une immense majorité qui travaille pour l'entretien de ceux qui la gouvernent à leur gré, et qui meurt à la peine dans la misère. La question de la meilleure, c'est-à-dire de la plus équitable répartition des biens de ce monde est très ancienne. Le socialisme est vieux comme le monde. Le principe subsiste inébranlable, malgré les luttes et les répressions. Il n'y a que les formes de l'idéal social et les moyens d'y arriver qui aient varié, suivant les phases du progrès et les évolutions sociales. Mais ce n'est que le dernier temps, lorsque les révolutions politiques ont mis à nu tous les vices de l'organisation sociale, que le socialisme est entré dans la voie pratique, et que ceux qui professent cette théorie sont arrivés à former un grand parti. En effet, les forces populaires s'accroissent de jour en jour; plus le monde marche, plus l'abîme qui sépare les affamés et les repus devient profond et plus difficile à combler. A ce moment, on est arrivé au point où l'un des deux partis doit sombrer. Voilà pourquoi, pour avoir plus de force à soutenir la lutte, les ouvriers de toutes les nations ont abouti à la nécessité de ne former qu'un seul et grand parti, dont toutes les fractions ou nationalités seraient solidaires entre elles, puisqu'elles poursuivent les mêmes buts. De

cette manière la question sociale de notre temps lève les frontières et partage l'humanité en deux camps : celui des oppresseurs et des opprimés, tous deux solidaires entre eux. Désormais, le territoire ne sera donc plus l'*unique base* pour le groupement des sociétés humaines, mais aussi la langue, les particularités historiques de la formation des sociétés et la communauté des intérêts économiques qui servira de pierre triangulaire du futur édifice social. — Ainsi, l'ordre économique et les résultats qui en découlent sont partout les mêmes. Dès lors, je vous demande, messieurs les juges, comment on peut songer à isoler la Russie du mouvement universel, ou la préserver des évolutions historiques inhérentes à toutes les sociétés humaines. Et c'est pourtant cela que vous affirmez. Si donc il est impossible de l'isoler, il faut avouer que les revendications sociales ont le droit de se produire ici, chez nous, comme elles se sont produites en Europe avant et après l'époque des révolutions. Aussi, que voyons-nous, que, malgré les répressions les plus énergiques, le mouvement socialiste, en Russie, suivait parallèlement celui qui se produisait à l'étranger.

Est-il nécessaire de vous dire que les événements de 1848-49, en Europe, ont eu un contre-coup en Russie en 1861-65, quoique la réaction russe n'admettait ni transaction ni compromis. Les particularités historiques du développement de la nation russe ont contribué, beaucoup plus que partout ailleurs, à poser la question sociale sur *une base solide, inattaquable*. Je veux dire par là que l'un des éléments de notre vie sociale, la *Commune rurale* renferme *le principe fondamental du socialisme théorique*, et c'est pour cette raison que cette théorie, réputée subversive à l'Occident, n'a jamais été considérée comme très dangereuse par la société russe. C'est à tel point, que nos conservateurs eux-mêmes disent que les idées socialistes, considérées comme les plus radicales à l'étranger, nous paraissent conservatrices, puisqu'elles n'ébranlent pas la base historique et constitutive de la vie sociale en Russie.

Note du traducteur. — C'est aussi l'opinion de feu M. Herzen. Si à l'Occident la question sociale doit être résolue par la force, disaient chez nous quelques hommes libéraux, elle pourra recevoir en Russie une solution définitive par des moyens pacifiques, car il s'agit seulement de ne pas entraver le libre développement des institutions nationales. Mais est-ce possible chez nous ou même ailleurs?

Après avoir étudié la question sociale, non en théorie, mais dans ses rapports intimes avec les sentiments et les aspirations nationales, la jeunesse russe a voulu nécessairement les appliquer dans la pratique. Or, je le répète, elle n'a suivi en cela que la loi historique et inéluctable du progrès social. Mais le mouvement révolutionnaire accusait, dès le début, un caractère absolument pacifique, et il n'aboutit à rien : toutes les tentatives qu'elle avait faites, ont échoué *devant l'hostilité systématique des classes possédantes.* Que nous restait-il à faire? Persister dans la voie pacifique devenait impossible; croiser les bras et attendre sous le bât l'amélioration de l'état social et économique eût été indigne des hommes honnêtes et convaincus. Nous ne pouvions, du reste, nous mettre en contradiction aussi flagrante avec nous-mêmes, car comment pouvions-nous avouer que les études sérieuses, l'observation des faits, la connaissance des besoins et des aspirations du plus grand nombre, ne conduisent qu'à prouver, comme dit le proverbe : « Que, malgré le désir, on ne peut défoncer un mur avec le front. » Rester tranquilles et ne rien faire, dans les conditions où nous sommes, mais ce serait tendre la main au docteur Panglosse et avouer que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Non, abandonner tout *au courant naturel des choses,* serait nous faire complices d'une philosophie sociale absolument criminelle, à notre point de vue !

Les courants naturels n'ont jamais conduit à rien, puisque ce sont les luttes qui ont tout créé. D'une part, les théories sociales de l'Occident; d'autre part, les élé-

ments sociaux que nous avons trouvés sur notre chemin, ont contribué à transformer le socialisme pacifique de la jeunesse russe en socialisme militant et révolutionnaire. A un moment donné, la jeunesse a décidé qu'il fallait atteindre le but désiré au moyen de la Révolution, et que l'on devait agir en conséquence.

Ce mouvement révolutionnaire-socialiste n'a pas été un fait accidentel, un phénomène social éventuel, mais un mouvement profondément sérieux et réfléchi, qui a englobé la jeunesse russe tout entière. J'ai suivi le même chemin; je travaillai dans ce sens, dans la mesure de mes forces, pour coopérer à la grande œuvre de la délivrance sociale, et j'aurais travaillé jusqu'au dernier jour de ma vie, si l'on ne m'avait pas arrêté.

Qu'est-ce que la délivrance sociale, en quoi consiste-t-elle ? Elle consiste dans l'émancipation complète du travail du peuple, c'est-à-dire dans la suppression totale des causes qui permettent à ceux qui ne font rien d'exploiter à leur unique profit le travail pénible de ceux qui créent des richesses, mais qui n'en ont pas la jouissance. Cette émancipation est moralement basée sur le principe d'équité sociale, en vertu de laquelle chacun a le droit de jouir des produits de son travail, sans déduction de quelque partie que ce soit au profit de celui qui entend, par travail, la spéculation avec les richesses ou les valeurs qu'il n'a pas contribué à créer. Cette émancipation a également pour but de relever le niveau moral du peuple, en supprimant la misère, en détruisant les motifs de haine sociale, de répandre la lumière des sciences pour détruire les superstitions religieuses et sociales. Atteindre tous ces résultats, ne serait possible qu'en déclarant l'autonomie complète des communes, qui se gouverneraient elles-mêmes par le suffrage des citoyens, *le mir*. (*Note*. M. Idanowitch développe la théorie communiste, qui ne diffère presque en rien de celle des communistes français.)

« Et la Révolution sociale finira par vaincre tous les obstacles, non seulement parce que les idées socialistes et

la notion de la liberté vivent intactes dans le peuple, mais aussi pour des causes historiques qui ont trait à la formation de la société russe actuelle. Sous le rapport de la formation historique, la société russe diffère beaucoup en effet de celles des pays de l'Occident. D'abord, malgré l'esclavage économique que nous voyons partout, les peuples étrangers jouissent déjà d'une grande liberté politique, la lutte des partis politiques accélère la marche et la formation des idées ; nous y voyons aussi une lutte réelle, quoique peu productive, entre le capital et le travail. Mais enfin elle existe, ce qui est déjà quelque chose, tandis que chez nous aucune manifestation sociale, aucune lutte n'est ni possible, ni tolérée entre gens d'opinions diverses. Là, à l'étranger, la formation des partis politiques et le fractionnement de ces partis en groupes marquant toutes les variétés des nuances d'opinions, était inévitable, à mesure du développement des intérêts existants et de l'apparition des besoins nouveaux. La lutte a commencé, il y a plusieurs siècles, en suivant la marche suivante : D'abord les vainqueurs et leurs descendants, les grands propriétaires, ont créé des intérêts de castes et de classes ; ensuite, ces intérêts ont été pour ainsi dire codifiés par la vie et les détenteurs de toute espèce d'autorité, et finalement érigés en théories sociales vers l'époque de l'avènement du peuple. Bref, ce qui s'appelait alors société était fortement constitué et chaque parti organisé intérieurement luttait pour ces principes, et chaque parti s'était trouvé à la tête du mouvement national. Que voyons-nous en Russie ? Indiquez-moi la période historique où l'on pourrait observer la lutte ? Et cependant, au commencement de son histoire, la Russie avait beaucoup d'éléments pour le progrès social. L'invasion des Tartares fut le premier fléau qui s'abattit sur la libre Russie de cette époque. Pendant que le peuple opprimé s'endormit d'un lourd sommeil, le pouvoir monarchique se développait sur le modèle asiatique, de sorte, qu'après la délivrance du joug des barbares, tous les intérêts religieux, politiques,

sociaux, moraux et économiques se concentrent sur ce pouvoir unique qui dirige et gouverne sans partage les citoyens moscovites.

« Devant le pouvoir autoritaire du czar tout plie. La noblesse elle-même perd ce qui lui reste d'indépendance. La bourgeoisie n'existe pas. Les anciennes franchises de Novgorod et de Pskow n'existent plus. De partis politiques il n'y en avait pas. Le clergé était aux pieds du souverain oubliant même son indépendance spirituelle, qui pourtant forme la base de la théorie religieuse dont il est le représentant. La noblesse russe a toujours différé de l'aristocratie étrangère en ce qu'elle n'avait pas de vie propre, car elle n'existait que par le bon plaisir du czar et pour son bon plaisir. Néanmoins vous n'ignorez pas qu'il y avait un moment historique où elle pouvait ressaisir son pouvoir, mais elle a laissé échapper l'occasion qui se présentait. Je dirai, pour conclure, que l'aristocratie qui n'a pas d'intérêts qui lui soient propres, n'est pas une aristocratie.

Le président Peters. — Accusé, cela ne regarde en rien la question que vous traitez.

L'accusé Idanowitch. — Je vous demande bien pardon, ce que je dis a un rapport direct avec ce que je voulais dire, à savoir que, puisqu'il n'y a ni noblesse, ni bourgeoisie en Russie, grâce à l'aristocratie qui nivelle tout et supprime les droits de tout le monde sans exception, le peuple a bien le droit de prendre en mains ses destinées futures et de se gouverner lui-même. Il suit donc que, faute de droits acquis et en l'absence des revendications historiques de la part des classes *privilégiées par la couronne* (et non par droits historiques), le mouvement révolutionnaire qui s'est déclaré dans le peuple, est non seulement compréhensible *mais absolument légal.* Le parti national au contraire est digne de ce nom, car il est organisé, il a ses traditions, ses revendications pour le passé, ses aspirations pour l'avenir. Il vit, il est fort et énergique. Il a un but bien déterminé et des moyens pour agir. Voilà pour-

quoi sa victoire est certaine. Le martyre de ses enfants l'entoure d'une auréole d'honneur et de gloire. J'ai foi dans la victoire du peuple, dans la victoire définitive de la Révolution sociale !

L'accusé s'assoit entre les gendarmes. Le sénateur Peters lève l'audience.

EXTRAIT DU JOURNAL LA COMMUNE, ARTICLE DE M. RALLI.

En mémoire des journées de juin.

C'était il y a trente ans.

Le Paris ouvrier se couvrit de barricades. — Les 40,000 prolétaires de la grande cité avaient déclaré qu'ils préféraient mourir en défendant leurs droits imprescriptibles que de crever de faim sur un grabat.

Devant cette alternative on ne pouvait hésiter.

De là la révolte des affamés.

L'ouvrier défendait donc son existence et le pain quotidien de sa famille, dont Dieu l'avait privé au profit des riches.

Les affamés massacrés par les soldats de l'ordre nous ont laissé un testament... mais ils n'avaient pu nous laisser un programme détaillé, tant ils avaient hâte d'en finir avec les oppresseurs ou de mourir les armes à la main...

Que demandaient ces gens de somme ?

Deux choses : du pain et du travail.

Admettons que le pain n'est pas créé pour tout le monde, mais le travail, n'y en a-t-il pas toujours assez pour pouvoir gagner productivement une infime partie du surplus que possèdent ceux qui ne travaillent pas?

Hommes insensés, ils combattaient pour leur « droit au travail » !

Insensés et ingrats, comment ne savaient-ils pas que la généreuse bourgeoisie, la grande bourgeoisie, leur reconnaît *le droit exclusif* au travail depuis les temps immémoriaux !

Qu'est-ce que le droit au travail qu'elle leur reconnaît.

C'est le droit sacré et imprescriptible des ouvriers de travailler pendant toute la vie au profit des capitalistes, dans les périodes où ils voudront décupler leurs richesses et d'attendre, affamés, lorsqu'ils ne jugeront pas possible de leur jeter même un morceau de pain.

Nous autres révolutionnaires-socialistes, nous sommes venus après eux et nous n'oublierons pas qu'ils nous avaient laissé une tâche à remplir, mais ce n'est pas le « droit au travail que nous exigeons » et ce n'est pas pour la conquête de ce droit que nous lutterons ! Non !

Désormais nous arracherons au monde bourgeois, à ce monde d'exploitation, de fourberie, de lâcheté et d'hypocrisie « *le droit au capital.* » Voilà ce que nos devanciers martyrs n'avaient pas eu le temps de bien formuler et nous venons combler cette lacune, car c'est cela que nous réclamerons.

Et nous allons conquérir ce droit avec des flots de notre sang[1] ! Eux, ils sont tombés baignés dans leur sang sur le champ de bataille. Nu pieds, le corps amaigri, couverts de haillons, avec de mauvais fusils dans leurs honnêtes mains musculeuses, sans chefs expérimentés, souffrant la faim et la soif, ils se sont battus comme des lions pendant les mémorables journées des 23, 24, 25 et 26 juin. Ils ont pu, grâce à leur désespoir inextinguible, rejeter les attaques furieuses de l'armée de l'ordre commandée par des généraux passés maîtres dans l'art des massacres.

Le 25 juin, le dictateur Cavaignac s'appuyant sur le décret féroce de la Constituante (?) a osé dire aux héros des barricades : « Frères égarés ! la République vous ouvre ses bras ! Rendez-vous ! »

Il n'a pas dit laquelle, car à cette époque il y en avait aussi de plusieurs sortes, — mais ils se sont rendus.

Ces héros ont eu confiance dans la parole d'un soldat

1. Cette littérature nihiliste ne donne pas une haute idée de ses auteurs. Mais il ne faudrait pas la juger uniquement sur ces échantillons.

français donnée en face de la France et de l'Europe. Ils ont mis bas les armes.

Quel a été le résultat de leur confiance et de leur soumission ?

On l'a vu le lendemain.

Des arrestations en masse, la déportation et l'exil, voilà le bilan du gouvernement libéral de la bourgeoisie. « Les frères égarés » ont compris, mais un peu tard, qu'il ne fallait pas se fier à l'honneur d'un exécuteur des hautes œuvres de la bourgeoisie.

Mais avant d'être déportés, ces courageux lutteurs pour la liberté ont eu à souffrir toutes les terreurs de la prison et des casemates. Empilés dans les caves des Tuileries et dans d'étroites prisons des forts, ils souffraient de la faim, de la soif, et étouffaient dans une atmosphère fétide, empestée par toutes sortes d'émanations nauséabandes.

Les bourreaux gardaient leur proie.

Lorsque les détenus suppliaient de leur donner de l'eau et tendaient les mains à travers le grillage de fer des portes, les factionnaires leur coupaient les doigts avec leurs sabres.

C'était la douce étreinte de la République bourgeoise qui ne demandait pas mieux que de vendre la France pour sa plus grande sécurité au bandit de Strasbourg.

Mais ces courageux martyrs n'ont pas eu un instant de faiblesse, ils ont compris le piège qu'on leur a tendu, et ils n'ont pas moins crié : « *Vive la République sociale!* »

L'avenir donnera réponse à ce cri. Cette réponse est pleine de menace pour la bourgeoisie!

Hier, la victoire a été, en effet, du côté des classes dirigeantes, mais le lendemain la fortune peut les trahir!

Et alors[1] !...

1. Nous n'avons donné, bien entendu, que les extraits des procès les plus retentissants. Si nous n'avions borné nos emprunts, un volume n'aurait pas suffi. Ainsi s'expliquent nos omissions, toutes volontaires, — celles du procès Mirsky, par exemple.

CONCLUSION

Cette troisième partie, composée des documents les plus authentiques, n'est pas la plus originale du livre; elle est, pour nous, la plus intéressante et la plus animée. Il nous semble qu'après l'avoir lue, on se fera une idée plus exacte du nihilisme qu'après avoir recueilli toutes les définitions et toutes les explications.

Le nihilisme est actuellement la plaie de la Russie : il peut en devenir le salut, si le czarisme, rudement averti, consent à entrer dans la voie des accommodements et des réformes. On dit qu'Alexandre II ne peut céder sans manquer à sa dignité personnelle. Nous ne comprenons pas quel sens on attache à cette idée, car nous voyons qu'il s'agit d'un homme en face de quatre-vingt millions d'hommes. Mais en admettant qu'en effet la dignité du czar régnant soit en jeu, en serait-il de même pour son successeur? Non, évidemment, et c'est pourquoi l'abdication d'Alexandre II serait considérée par les hommes politiques comme une excellente chose.

Le nihilisme, dit-on, n'a pas de programme[1]. Nous préférerions, en effet, savoir précisément ce que veulent les sectaires; car il ne suffit pas de détruire, il faut édifier. Mais nos pères, en 89, savaient-ils bien exactement quels articles formeraient le programme révolutionnaire? Non, et ce n'est que sur les grands principes qu'ils étaient d'accord. Il est probable que la situation du nihilisme offre avec celle de notre Révolution, à son début, plus d'une analogie. On s'entendra plus tard sur tous les termes du programme; pour le moment on veut substituer le régime civil au régime militaire, empêcher la domination bourgeoise, qui serait un autre genre de despotisme, et créer une vaste démocratie avec des institutions appropriées à la race, au milieu, au climat, au passé historique et aux aspirations actuelles.

L'évolution la plus naturelle vers cet idéal serait l'inauguration du régime constitutionnel. On suppose que si le gouvernement ouvrait cette soupape de sûreté, le nihilisme violent renoncerait de lui-même à des démonstrations stupides et féroces. En effet, il faut remarquer que les Russes n'ont aucun moyen légal d'exprimer leurs vœux ou leurs opinions : quand ils les expriment, c'est à leurs risques et périls, et il est rare qu'ils le fassent en restant indemnes. Aussi, jusqu'à présent ont-ils eu recours à des moyens extra-légaux que tout condamne, mais que rien ne peut empêcher. Si Watt avait

1. Il en a un maintenant, puisque M. Dragomanoff, le professeur réfugié à Genève, a formulé les prétentions *a minima* du parti. Sa solution est à peu près, — réserves faites de l'avenir, — celle que nous indiquons.

tenu sa machine hermétiquement fermée, elle eût éclaté.

Souhaitons donc que la série des crimes nihilistes soit enfin close; souhaitons qu'un pouvoir fort soit aussi un pouvoir intelligent, qui sache aller au-devant de la révolution, pour la prévenir et la désarmer; souhaitons cela pour le bonheur du peuple russe auquel nous sommes unis par tant de liens et auquel notre histoire devrait profiter.

FIN

